

Guide Arts et Spectacles

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14354 - 6 F

JEUDI 21 MARS 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Le « pavé » de M. Pöhl

EN déclarant que l'unification monétaire allemande avait débouché sur un « désastre » et qu'il conviendrait d'en tirer les leçons pour ne pas précipiter le mouvement vers l'union économique et monétaire des pays de la CEE, M. Karl-Otto Pöhl a jeté un pavé dans la mare. Tout indique que l'intention du président de la Bundesbank vise à rien de moins qu'à proposer une autre logique face à ce qu'on a pu appeler la « méthode Delors » pour mener à bien la conférence intergouvernementale en cours. Il se pourrait bien que M. Pöhl ait marqué un point important.

Sur le choix du moment pour essayer d'introduire le doute sur des objectifs européens trop ambitieux, on peut faire confiance au président de l'institut d'émission de Francfort. Il est un des rares Allemands qui mesurent aussi bien l'effet d'une déclaration à l'extérieur de son pays qu'à l'intérieur. En Allemagne, les circonstances se prêtent admirablement à l'exercice le plus périlleux qui soit pour un homme public : proclamer qu'on avait raison ! Au début de l'année dernière, M. Pöhl avait multiplié les avertissements sur les conséquences négatives qu'aurait la création à la hâte d'un espace économique et monétaire unique sur la base de l'équivalence entre un ostmark et un deutschemark, avec pour conséquence l'effondrement de la compétitivité de l'économie allemande.

LES choses se passent comme il était prévisible. Les manifestations contre le chômage, à Leipzig et ailleurs, expriment le désarroi de la population des cinq Länder agrégés à la RFA. Le drame n'est pas seulement, comme l'avait prédit le président de la Bundesbank, la mise hors jeu de tout l'appareil productif de l'ex-RDA dans la compétition avec le reste du monde, à commencer par les industries des onze Länder de l'Ouest. Une double hémorragie menace l'Allemagne. L'Ouest subventionne la reconversion de l'Est ; l'Est continue à perdre ses hommes et ses femmes les plus dynamiques, qui « émigrent » vers l'Ouest.

ENTRE cette expérience effectivement « désastreuse » et les négociations européennes en cours, il est en commun une seule chose. Il s'agit du postulat sur lequel repose tout l'exercice. Pour aller vite et pour émettre le message de l'égalité de tous les Allemands, le chancelier Kohl a, en 1990, fait l'impasse sur les difficultés propres monétaires et économiques qu'impliquait l'unification. Il subordonne tout à l'objectif national numéro un, qui était à l'évidence de profiter de circonstances inespérées pour faire cesser une division contre nature. De la maestria avec laquelle l'affaire a été menée, on a tiré un peu rapidement, à Bruxelles et à Paris, la conclusion qu'il n'est pas d'obstacle technique face à une volonté politique.

Cette conclusion s'ajustait comme un gant à la stratégie de M. Jacques Delors. Toute l'attention a été dirigée vers la phase finale de l'union monétaire comportant la création de nouvelles institutions communautaires. Comme s'il suffisait qu'une volonté politique se dégage sur cet objectif pour que le reste suive. Mais l'analyse s'arrête là.

Lire page 29 les articles de LUC ROSENZWEIG et SERGE MARTI

M0147 - 0321 0 - 6.00 F



Tandis que les pénuries alimentaires s'aggravent De violents combats opposent l'armée irakienne aux insurgés kurdes

En l'absence de sources d'information indépendantes, les nouvelles en provenance d'Irak restent confuses. Les insurgés kurdes ont affirmé, mardi 19 mars, avoir pratiquement conquis la ville pétrolière de Kirkouk. Sans confirmer cette nouvelle, le porte-parole du Pentagone a déclaré que « les dissidents kurdes semblaient avoir remporté de nouveaux succès ». A Genève, le Comité international

de la Croix-Rouge a souligné que « l'ensemble de la population [irakienne] souffre d'une grave pénurie de vivres ». D'autre part, Bagdad a normalement accusé l'Iran d'être impliqué dans les troubles en Irak.

L'Iran et l'Arabie saoudite ont, par ailleurs, annoncé officiellement, mercredi, la reprise de leurs relations diplomatiques. (Lire page 8.)

Le Koweït désespéré

KOWEÏT
de nos envoyées spéciales

Trois semaines après la libération du Koweït, le premier ministre et prince héritier Cheikh Saad El Salem El Sabah a présenté la démission de son gouvernement, dans la nuit du mardi 19 au mercredi 20 mars, à l'émir Jaber, tirant ainsi la conséquence des

critiques de plus en plus violentes exprimées contre l'incapacité du cabinet à rétablir les services essentiels du pays.

« Cette décision est liée à une combinaison de facteurs », a expliqué, mercredi, le ministre de la planification, M. Souleyman Al Mutawa. Le prince a dû entendre les critiques qui demandaient : « Qu'avez-vous fait depuis sept mois ? Nous ne voyons

aucun résultat. » Un consensus s'est donc créé pour tenter une nouvelle approche. « Cette décision positive », a précisé M. Mutawa, « va soulager la pression qui montait. Il y a une intention de faire mieux. L'espérance que cela va accélérer le processus démocratique. »

FRANÇOISE CHIPPAUX
et VÉRONIQUE MAURUS
Lire la suite page 6

La guerre perdue des pays pauvres

Pour les quarante-deux Etats les « moins avancés », l'addition est lourde après le conflit. L'Afrique est particulièrement touchée

par Eric Fottorino

En entraînant son pays dans une guerre perdue d'avance, le président irakien Saddam Hussein a aussi accru la fragilité du tiers-monde, dont il se voulait abusivement le représentant et le défenseur. Les armes une fois tuées, c'est aux chiffres de parler. Ils sont aussi noirs que les fumées des puits koweïtiens en feu. Pour les 42 pays les moins avancés du monde (les PMA), l'addition est

déjà excessive et le prix du conflit vient grever une situation déjà alarmante en termes de croissance et d'endettement.

L'heure n'est plus à se gausser de l'offre faite par l'Irak aux nations démunies d'aller quérir gratuitement son pétrole, au lendemain de l'embargo de l'ONU. D'après la CNUCED (Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement), le conflit du Golfe a, par exemple, occasionné au Bangladesh un

manque à gagner de 1,4 milliard de dollars (7 milliards de francs), le Yémen voyant, pour sa part, son revenu amputé de 1 milliard de dollars (5,5 milliards de francs). Entre août 1990 et février 1991, les pays d'Afrique subsaharienne ont perdu 1 milliard de dollars, la Banque mondiale désignant le Zaïre, la Zambie, le Kenya et le Zimbabwe comme les économies les plus touchées.

Lire la suite page 30

La fin de la trêve politique et sociale



Avec la fin de la guerre du Golfe s'achève la période de consensus politique autour de l'action du président de la République. Deux thèmes suscitent déjà la polémique : les projets de M. Delebarre, examinés par l'Assemblée nationale, sur la solidarité financière entre communes riches et communes pauvres, et le statut de la Corse, en discussion devant le Sénat. La rupture de la trêve politique s'accompagne d'une rupture de la trêve sociale, comme en témoigne la grève des cheminots, dont le succès semble plus large que prévu.

Lire nos informations pages 10 et 40

L'affaire des Irlandais de Vincennes

Les cachotteries de l'Elysée

Une affaire d'Etat va connaître un épilogue judiciaire : en juin prochain, trois anciens gendarmes, dont M. Christian Prouteau, répondront de l'accusation de « subornation de témoins » dans l'affaire des Irlandais de Vincennes. La justice risque cependant de rester sur sa faim : l'ancien capitaine Paul Barri manque à l'appel. Il n'a jamais été entendu, jamais inculpé, bien que fortement soupçonné d'être l'auteur principal des manipulations lors de l'arrestation injustifiée de trois républicains irlandais en août 1982. Cette absence s'explique par le souci que l'on a eu, en haut lieu, de tenir la justice à l'écart de la vérité, comme le confirment deux documents confidentiels : une note d'un conseiller de l'Elysée et un procès-verbal de la DST.

Lire page 13 l'article d'EDWY PLENEL

Des quotas pour l'immigration

M. Jean-Claude Barreau, président de l'OMI et de l'INED, propose de fixer chaque année des effectifs par professions

M. Jean-Claude Barreau, président de l'OMI (Office des migrations internationales) et de l'INED (Institut national d'études démographiques) estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que la France peut accueillir à nouveau officiellement des travailleurs immigrés, en instituant des quotas annuels par professions.

« Depuis 1974, la France n'admet plus, en principe, de nouveaux travailleurs immigrés. Or chacun sait - et vous l'avez vous-même souligné, en octobre 1989, dans un entretien au Monde qui avait fait un certain bruit - que l'immigration conti-

ne... Peu de gens contestent encore les chiffres que je démontre : il y a dix-huit mois, à savoir que la population immigrée augmente, toutes catégories confondues, d'environ cent mille personnes chaque année. Les initiatives on-dit « que prises lors de la création d'un secrétariat général et d'un Haut-Conseil de l'intégration », réformés de l'ancien des demandes d'asile, rapports par... »

Propos recueillis par
ROBERT SOLÉ
Lire la suite page 2

Hausses de prix en URSS

Annoncées par M. Gorbatchev au lendemain du référendum, elles entrèrent en vigueur le 2 avril. Lire l'article de Daniel VERNET page 3

Voiture piégée à Beyrouth

Un attentat contre le ministre libanais de la défense a fait dix morts. Lire page 40

La solidarité entre les villes

Les comptes d'apothicaire de Paris et de ses banlieues. Lire page 10

De Gaulle et les Arabes

Un point de vue de Samy Cohen. Lire page 2

Une sélection d'annonces immobilières se trouve en pages 34 et 35 - section C

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 40 - section C

ÉDUCATION

La Commission nationale des programmes publie son deuxième rapport sur les lycées. Le professeur et les taggers. Nanterre, l'âge de raison. La justice plaide sa cause au lycée. Lire pages 15 et 16

ILE-DE-FRANCE

Echec d'une tentative d'insertion de Tziganes à Nanterre. Un nouveau parc de loisirs dans le Val-de-Marne. Le Val-d'Oise aide le sport. Le Humeur : la voiture et les arbres. Lire page 31

GAUMONT AMBASSADE ■ GAUMONT ALÉSIA
GAUMONT OPÉRA ■ GAUMONT CONVENTION
LUXEMBOURG ■ MONTPARNOS ■ CINÉMAUBOURG

■ GRAND ■ PRIX ■ DU ■ CINÉMA ■ FRANCOPHONE



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 7 DH ; Tunisie, 75 m. ; Allemagne, 2,50 D ; G.-B. 70 p. ; Grèce, 200 DR ; Irlande, 90 p. ; Italie, 2.200 L. ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège,

Belgique, 40 FB ; Canada, 25 \$ CAN ; Danemark, 9 F ; Côte d'Ivoire, 485 F CFA ; Espagne, 120 PTA ; France, 2,50 F ; Portugal, 20 ESC ; Sénégal, 375 F CFA ; Suède, 14 KRS ; Suisse, 1,80 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (other), 2,50 \$.

كتاب الأسفل

DÉBATS

Histoire
De Gaulle et les Arabes

par Samy Cohen

DANS un entretien accordé au Monde le 12 mars, Roland Dumas a qualifié la politique arabe de de Gaulle de « succession d'illusions », suscitant un véritable tollé chez les gaullistes et cette réplique de Philippe Séguin : « De Guy Mollet (avec Mitterrand) à de Gaulle, le changement vis-à-vis des pays arabes est radical : on passe du temps du mépris à celui de la reconnaissance du droit et de la dignité (1). »

Décidément, les Français ne savent juger leur politique étrangère qu'à l'aune des décisions du fondateur de la V^e République. Mais y a-t-il vraiment lieu d'être toujours fier de lui ? S'est-il toujours posé en défenseur de la dignité des Arabes ? Faut-il rappeler à un Philippe Séguin ou à un Régis Debray que de Gaulle n'a pas toujours été populaire chez les Arabes ?

Que François Mitterrand ait, à l'époque où il était garde des sceaux dans le gouvernement Guy Mollet, soutenu l'opération de Suez dirigée contre l'Égypte nassérienne est incontestable. Faut-il pour autant faire passer à la trappe de l'histoire un autre fait incontestable : le soutien de de Gaulle et des gaullistes au même Guy Mollet ? Cette politique du gros bâton, ils l'ont défendue avec conviction, n'hésitant pas même quelquefois à rajouter :

Tous les témoignages de personnes qui l'ont rencontré — Jean-Raymond Tournoux, Cyrus Subberger, Jacob Tsar (2) — avant et après l'opération de Suez s'accordent pour affirmer que de Gaulle était partisan de la fermeté à l'égard de l'Égypte et que sa critique portait uniquement sur l'indétermination du gouvernement français et son manque de fermeté. A la différence de ce qu'elle sera sur le problème algérien, la position de de Gaulle se révèle ici sans contradiction.

Realpolitik

oblique

Faut-il occulter le décalage entre le plus intime du général ? On n'oublie pas de sitôt cette distribue anti-nassérienne d'Edmond Michelet, le 1^{er} août 1956, à la tribune du Conseil de la République, dénonçant les « déclarations inadmissibles, insolentes, que vient de faire le méprisable homme d'État qui dirige provisoirement au Caire les institutions de son pays et les destins de l'Égypte ». Ni celle de Michel Debré, futur premier ministre de de Gaulle : « Nasser est un dictateur (...). Ses théories sont le racisme et l'impérialisme (...). Ses objectifs sont à la mesure de ses théories : écraser Israël, chasser la France d'Afrique. Ses moyens correspondent également aux théories : la force et la fourberie (...). L'élimination de Nasser est une œuvre d'intérêt public » (3). N'en déplaise à M. Séguin, Guy Mollet n'était pas

en si mauvaise compagnie. De Gaulle aurait peut-être pu à la rigueur incarner ce passage « du temps du mépris à celui de la reconnaissance du droit et de la dignité » des Arabes s'il n'avait eu ces quelques propos malheureux lâchés en 1956 et jamais contredits. D'abord le 31 mai 1956, à Cyrus Subberger : « Qu'est-ce que les Arabes ? Les Arabes sont un peuple qui, depuis les jours de Mahomet, n'ont jamais réussi à constituer un État (...). Avez-vous vu une digue construite par les Arabes ? Nulle part. Cela n'existe pas. Les Arabes disent qu'ils ont inventé l'algèbre et construit d'énormes mosquées. Mais ce fut entièrement l'œuvre d'esclaves chrétiens qu'ils avaient capturés (...); ce ne furent pas les Arabes eux-mêmes (...). Ils ne peuvent rien faire seuls. » Et le 30 novembre 1956, à Tournoux : « Les Arabes, ce n'est rien. Jamais on n'a vu des Arabes construire des routes, des barrages, des usines. Ce sont d'habiles politiques ; ils sont habiles comme des mendiants. »

Realpolitik oblige : ces propos ne l'empêcheront pas de renouer avec le monde arabe les contacts rompus depuis la crise de Suez. Mais sans en faire cette priorité qui transparaît dans les Mémoires d'Espoir, où il écrit : « Tout nous commande de repartir au Caire, à Damas, à Amman, à Bagdad, à Khartoum, comme nous sommes restés à Beyrouth, en amis et en coopérants. »

Ici comme sur d'autres points, les Mémoires d'Espoir servent à récrire l'histoire. En 1962, en réalité, de Gaulle n'est pas pressé de renouer. Le Moyen-Orient ne fait pas partie de ses préoccupations majeures. Dans le monde arabe, seule l'Algérie l'intéresse vraiment. Mais il estime surtout que ce n'est pas à la France de solliciter les pays arabes, mais l'inverse.

En témoignage cette apostrophe portée sur une note du secrétariat général de la présidence de la République du 11 juillet 1962 à propos d'une demande de la Jordanie de reprendre les relations diplomatiques avec la France : « Nous n'avons rien à « désirer », et surtout rien à manifester, quant au rétablissement des relations avec les États arabes d'Orient. A cet égard, d'ailleurs, nous n'en « préférons » aucun, car tous se sont très mal conduits à notre égard. A mesure qu'ils nous demanderont de reprendre les relations s'ils le font ce sera pour leur intérêt — nous examinerons la question, cas par cas. Pour le moment, nous avons la demande de la Jordanie. Acceptons de lui donner satisfaction en principe et ne nous pressons pas de la faire en pratique. Plus nous les ferons attendre et plus ils deviendront anxieux d'être admis » (4).

Le processus du rétablissement des relations diplomatiques s'échelonna sur plusieurs années. Ce n'est qu'en 1965 que de Gaulle

rejoit le premier officiel égyptien, le maréchal Abdel Hakim Amer. Cette normalisation se fait sans rupture avec Israël. Dès son retour au pouvoir, de Gaulle a fait cesser l'embargo des liens franco-israéliens au niveau des états-majors militaires, des services de renseignement ainsi que dans le domaine nucléaire.

Mais les livraisons de Mirage vont bon train, contrairement aux souhaits du Quai d'Orsay et des gouvernements arabes. Un an à peine avant la guerre de six jours, de Gaulle donne son aval pour la fourniture de 50 Mirage supplémentaires, ceux-là mêmes qui allaient tomber sous le coup de l'embargo.

Israël « exagère »

Est-ce pour redonner de la dignité aux pays arabes ou défendre le droit que de Gaulle s'abstient de condamner, en mai 1967, la fermeture du golfe d'Akaba par Nasser ? N'est-ce pas plutôt parce qu'il redoute de voir les deux Grands, et même la France, entraînés dans ce conflit ? De Gaulle n'en fait pas mystère. Il craint qu'un conflit armé entre Israël et ses voisins ne débouche sur une troisième guerre mondiale. Reconnaître le blocus égyptien du golfe d'Akaba comme un *casus belli* reviendrait non seulement à légitimer une opération israélienne mais également à reconnaître la validité des engagements pris par la France en 1957 de faire respecter la navigation dans le détroit de Tiran. Il croit que l'occasion est offerte de résoudre à travers une conférence des quatre Grands dont la France l'ensemble des problèmes de la région. Il n'en démordra pas. Israël lui « a manqué » en n'écouter pas son avertissement. Il en est irrité au point de réviser ses jugements sur le « petit État d'Israël » qu'il fallait aider à survivre : Israël désormais « exagère », « dépasse les bornes de la modération nécessaire », écrit-il à Ben Gourion le 30 décembre 1967.

Certains prétendent qu'il s'agit mis en garde Abba Eban, le 24 mai 1968, sur les conséquences qu'une guerre aurait sur le problème des Palestiniens qui, d'un problème de réfugiés, se transformerait en grand problème national. C'est attribuer à de Gaulle une clairvoyance rétrospective. Non seulement la question palestinienne n'a jamais été évoquée dans cet entretien, mais elle ne pouvait pas l'être car le problème ne se posait pas.

De Gaulle le savait bien : Israël s'apprêtait à une guerre contre l'Égypte, et non contre la Jordanie où était concentrée la plus grande partie des populations palestiniennes. Le 4 juin 1967, le roi Hussein avait reçu un message du gouvernement israélien. Lui recommandant de s'abstenir d'intervenir dans la crise israélo-égyptienne. Abusé par Nasser, le roi

committait cette erreur historique sans laquelle les Palestiniens de Cisjordanie vivraient encore sous son contrôle.

On aurait pu imaginer de Gaulle choisissant une autre option : celle de jouer un rôle de médiation, qui eût atténué la tension. Il aurait pu intervenir auprès des deux parties pour les inciter également à la modération. C'est un fait qu'il a préféré manifester plus d'indulgence à l'égard de l'Égypte, donnant ainsi l'impression de choisir le camp arabe dans ce conflit, à la grande joie de ce dernier.

En fait, de Gaulle, en mai-juin 1967, n'a pas choisi entre Israël et les Arabes mais entre le maintien de la paix et la poursuite de relations amicales avec l'État juif. Il y a chez lui, à ce moment-là, une incompatibilité très nette entre ces deux termes. De Gaulle condamnera sans ambiguïté l'attaque du 5 juin et l'occupation des territoires. Il en fera de même après le coup de main israélien sur l'aéroport de Beyrouth en décembre 1968. Son prestige dans les pays arabes aurait pu être acquis pour moins que cela. Mais ce virage n'était ni prémédité ni préconçu. Arme-t-on un pays que l'on s'apprête à condamner ?

Préserver l'équilibre international

Mais contrairement à ce qui s'est passé pour l'Algérie, il n'y a rien dans cette rupture d'irréversibilité. Les lettres à Ben Gourion restent très chaleureuses. Dans celle du 30 décembre 1967, il résume sa formule d'« État ami et allié », devant plusieurs de ses fidèles, il insiste sur le fait qu'il se considère encore comme un ami d'Israël. Il réaffirme constamment son attachement à l'existence de l'État juif et il admet devant certains de ses collaborateurs la nécessité de rectifications locales des frontières.

De Gaulle n'a jamais eu une politique arabe grande ou petite, mais un attachement à un équilibre international que l'attaque d'Israël remettrait en cause, renforçant le rôle des deux Grands au détriment de la France. Pour le reste, cette « politique arabe » est une construction artificielle de ses héritiers, ceux qui en particulier ont voulu se servir de cette popularité de la France pour promouvoir des intérêts économiques nationaux.

Du gaullisme, on n'a retenu qu'une image tronquée : celle d'une politique d'alignement systématique sur une cause arabe prétendument unique, et d'armement sans retenue de régimes politiques irresponsables. En critiquant la décision d'intervenir contre l'Irak, un Michel Jobert, un Régis Debray ou un Philippe Séguin vivent dans l'illusion de porter un morceau de la vraie croix. Mais justement la politique de de Gaulle consistait à s'opposer à toute conquête territoriale.

- (1) Le Figaro, 13 mars 1991.
(2) J.R. Tournoux : La Tragédie du Général, 1967 ; Subberger, Les Derniers des grands, 1972 ; J. Tsar : Privé d'État, 1968.
(3) Carrefour, 14 novembre 1956.
(4) Lettres, notes et discours, janvier 1961, décembre 1963, vol. 9, 1986, pp. 247-248.

► Samy Cohen est chercheur à la Fondation nationale des sciences politiques (CERI).

Irak

L'absurde après le mensonge

par Abdellatif Laâbi

Étrange destinée que celle du peuple irakien. A peine sorti du cauchemar de la guerre qu'il a subie, et avant même qu'il n'ait pu enterrement dignement ses morts, parer au plus pressé de ses blessures, se dégarer de l'amas des ruines, voilà que son armée défaite le prend à revers, lui fait payer durement le prix de la paix après lui avoir fait payer atrocement le prix de la guerre.

Cette tragédie qui tourne au martyre se déroule à huis clos. Les derniers témoins ont été renvoyés. L'armée des coalisés occupant le sud du pays jouit tranquillement de sa victoire. Elle nous a appris dans le passé récent qu'elle ne fait pas de la vie humaine que lorsque cette dernière est dans le bon camp. La chasse aux Palestiniens et autres « collaborateurs » au Koweït, l'écrasement en Irak d'une insurrection populaire porteuse de revendications démocratiques, ne lèvent pas le droit que cette armée est venue restaurer dans la région.

La pax americana ne fait pas dans la philanthropie. Elle ne s'ingère pas dans les affaires

des Arabes quand ces derniers s'entre-tuent. Comme le disait récemment un journaliste irakien, les coalisés ont non seulement détruit en partie l'Irak, maintenu intégralement le blocus, mais ils ont en plus fait cadeau au peuple irakien de... Saddam Hussein.

Si nous avons nagé dans le mensonge au cours de la guerre, nous nageons aujourd'hui dans l'absurde.

Pourtant, les événements qui se déroulent en Irak revêtent une importance capitale pour l'avenir de la région. De leur issue dépendra l'ouverture d'un espace démocratique porteur d'espoir. Seule la victoire de la démocratie peut permettre à l'Irak de s'en sortir, de recouvrer sa dignité et de se reconstruire. La lutte actuelle du peuple irakien est un acte de survie. Plus que le respect et l'admiration qu'elle impose, elle doit entraîner notre solidarité entière et notre mobilisation. Le temps est venu pour le peuple irakien de se libérer de la tyrannie et de disposer enfin de lui-même.

► Abdellatif Laâbi est écrivain.

Des quotas pour l'immigration

Suite de la première page

— Comment pourrait-on contrôler le rythme des entrées en France ?

— La politique de l'immigration devrait composer deux volets : un volet répressif et un volet d'ouverture. Le volet répressif, c'est la rigueur, dans la dignité. Il ne faut plus tolérer des dérogations et des procédures. Déjà, les dossiers de demande d'asile sont traités en trois mois au lieu de trois ans. D'autres mesures sont à l'étude pour les visiteurs, les étudiants et les familles. Mais la sévérité n'est possible que si l'on ouvre à nouveau l'immigration des travailleurs. Tout est lié : sans immigration autorisée des travailleurs, il est impossible de réprimer avec l'énergie nécessaire le travail clandestin des étrangers et les entreprises-écrans qui l'exploitent ; en sens contraire, sans expulsion des étrangers, il est impossible d'assurer la dignité des procédures. Se contenter de fermer la porte revient à faire entrer les gens par la fenêtre. L'immigration zéro est un mythe.

— Qu'entendez-vous par la réouverture de l'immigration ?

— La France peut maîtriser les flux en instituant des quotas par professions. Chaque année, des représentants des pouvoirs publics, du patronat et des syndicats se réuniraient pour évaluer les besoins, secteur par secteur. On fixerait des chiffres. Ce serait un système souple, révisable d'année en année, par la négociation.

— Mais les travailleurs admis s'installeraient définitivement en France, indépendamment des besoins des années suivantes...

— Il est vrai que le système que je propose implique un solde migratoire légèrement positif...

— De quel ordre ?

— Environ cinquante mille personnes par an, ce qui est parfaitement acceptable et d'ailleurs inévitable. Mais ce serait un déséquilibre contrôlé, contrairement à ce qui se passe aujourd'hui. Chaque année, malgré la fermeture officielle des frontières, on fait des exceptions à la règle. Ainsi, l'an dernier, nous avons accueilli 14 646 travailleurs permanents et 3 807 bénéficiaires d'une autorisation provisoire de travail. S'y est ajouté un nombre notable, mais évidemment non chiffrable, de travailleurs irréguliers.

— L'opinion française est-elle prête à accepter une entrée de travailleurs étrangers ?

— Il est tout à fait possible d'expliquer une telle politique. L'expliquer d'abord aux citoyens, car la demande de travailleurs étrangers provient aussi bien d'entreprises que de particuliers (pour des travaux ménagers). Bien souvent, des Français qui s'opposent à l'immigration viennent réclamer un titre de séjour pour leur femme de ménage africaine ou asiatique... On peut également l'expliquer aux

associations de défense des immigrés qui font toujours valoir des cas particuliers. Ces cas sont souvent dramatiques. Mais l'État ne peut gouverner ainsi. Une multitude de décisions individuelles, concernant des cas dignes d'estime, gènera des problèmes collectifs insoutenables.

► Il faut tenir les deux bouts de la chaîne. Ne s'occuper que des besoins de l'État, c'est le cynisme de la raison d'État, dénoncé à juste titre par les associations. Ne vouloir prendre en compte que les problèmes des individus, c'est de la démagogie. Une politique doit tenir compte à la fois des droits de l'État et de ceux des immigrés. Pour mener cette politique, il faut réactiver l'OMI (Office des migrations internationales) comme a été réactivé l'OFPPA (Office français pour la protection des réfugiés et apatrides). OMI et OFPPA sont les deux portes de la France.

Pour un ministère de la population

— En tant que président de l'INED, estimez-vous que la France a besoin d'un apport de population étrangère ?

— La politique d'immigration doit s'insérer dans une politique globale de population. Nous devons nous soucier de tous les arrivants, qu'ils arrivent par Roissy ou par la maternité. Même si notre situation est meilleure que celle de l'Allemagne ou de l'Espagne, même si nous bénéficions d'une rente de situation due à la bonne natalité des « trente glorieuses », l'indice de fécondité actuel (1,8) n'assure pas le renouvellement des générations. Il ne faut pas opposer le souci de la natalité et l'ouverture à l'immigration. C'est le contraire qui est vrai : si nous avions davantage d'enfants, nous serions plus ouverts aux étrangers.

— Pendant les « trente glorieuses », la France avait eu en même temps une forte natalité et une forte immigration. L'État doit avoir une politique de la natalité, l'image de la Suède qui a obtenu d'excellents résultats. Il faut intégrer les maternités dans la vie professionnelle et favoriser l'enfant par la fiscalité.

— Cela concerne plusieurs ministères...

— Un ministre de la ville a été nommé récemment mais, comme le président de la République avait suggéré en décembre 1989, il faudrait créer aussi un ministère de la population qui prendrait en charge tous les flux. L'immigration et la natalité seront les deux urgences des vingt années à venir. Un tel ministère s'intéresserait à des questions essentielles : l'enfant, l'étranger, la vieillesse et la mort essentielles pour l'individu aussi bien que pour la nation.

Propos recueillis par ROBERT SOLE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F.
Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde Le Monde-Entreprises.
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
Françoise Hugot, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Téléc. MONDOPUB 286 136 F
Téléfax : 45-55-06-70 - Société Hebdo du journal Le Monde et Régie Presse SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composées 38-15 - Yaguez LM
Imprimé au « Monde »
12, rue M. Garbagnon
94832 IVRY-CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléfax : 206.806 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-30-10
Téléfax : 281.311 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-28-33

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG	AUTRES PAYS (comp. 525 avion)
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyer ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonné.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Pays : _____

Vous avez l'obligation d'écrire les lettres et notes en caractères imprimés

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction : Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication Bruno Falgaup directeur de la rédaction Jacques Gail directeur de la gestion Marcel Lucbert secrétaire général

Rédacteurs en chef : Jacques Anahie Jean-Marie Colombari Robert Soli (adjoint au directeur de la rédaction)
Thomas Ferenet Philippe Herremans Jacques-François Simon (directeur des relations internationales)

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1988) Jacques Fauvet (1989-1992) André Lasserre (1983-1988) André Fontaine (1988-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUIERE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-25-99

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : 40-65-30-10

ÉTRANGER

• La Monde • Jeudi 21 mars 1991 3

URSS : après avoir réagi « tranquillement » aux résultats du référendum

M. Mikhaïl Gorbatchev a annoncé d'importantes hausses de prix

M. Mikhaïl Gorbatchev a réagi « d'une manière normale et tranquille » aux résultats partiels et provisoires du référendum sur l'Union rénovée qui n'ont, son porte-parole l'a admis mardi 19 mars à demi-mot, rien de réjouissant. M. Gregory Yavlinski a ajouté qu'il fallait maintenant agir rapidement dans trois directions : la réforme économique, la mise au point définitive du traité de l'Union et le règlement de la « guerre des lois » entre la centre et les Républiques qui sont en conflit à propos de leurs compétences respectives.

MOSCOU

de notre envoyé spécial

Sur le premier point, le président soviétique n'a pas attendu longtemps après le scrutin pour annoncer officiellement la hausse des prix qui entrera en vigueur le 2 avril. Il serait cependant exagéré de dire que les électeurs ont été trompés, car cette décision était depuis longtemps un secret de polichinelle.

Les taux d'augmentation ne sont pas précisés dans le décret présidentiel, mais, selon diverses informations, ils seraient les suivants : 250 % pour la viande de bœuf, 200 % pour le pain, 100 % pour le sucre... Les pâtes, le lait, l'huile, les articles pour enfants, les transports, les tarifs postaux et téléphoniques, etc., doivent aussi augmenter dans des proportions variées.

En revanche, les prix des médicaments (pratiquement introuvables actuellement dans les pharmacies), du café, de l'essence et de la vodka (qui a déjà beaucoup augmenté et est vendue seulement contre des tickets) restent inchangés. Le décret invite le gouvernement à allonger la liste des produits dont les prix seront libérés. Douze Républiques, dont la Russie, ont accepté le texte présidentiel, mais les trois Républiques baltes l'ont refusé.

Plus de 2 % d'inflation en février

Le premier ministre, M. Valentin Pavlov, a annoncé le même jour le versement de compensations : 60 roubles à tous les salariés, 65 roubles aux retraités et 200 à 280 roubles par mois et par enfant pour les familles. Le salaire mensuel moyen est évalué à 270 roubles.

Ces mesures étaient sans doute nécessaires pour combler en partie le déficit budgétaire et remplir les caisses des entreprises, dont beaucoup sont en cessation de paiement depuis la hausse des prix de gros l'année dernière. Mais les autorités soviétiques auront du mal à faire passer cette hausse autoritaire pour une amorce de la réforme du système des prix, dont M. Pavlov lui-même reconnaît qu'elle est

indispensable à l'établissement d'une économie de marché.

L'inflation, qui a atteint 2,1 % en février pour l'ensemble de l'URSS et 7,4 % à Moscou, selon l'hebdomadaire *Commerçant*, va être relancée, la fuite devant la monnaie s'accroît. La confiscation des billets de 25 et 50 roubles en janvier dernier et l'interdiction de retirer plus de 500 roubles par mois des caisses d'épargne ont fait chuter le taux d'épargne et donné un coup de fouet à la consommation, alors que les magasins sont vides. C'est donc le marché noir qui en a profité. Toujours selon *Commerçant*, 10 à 15 milliards de roubles ont été versés sur le marché parallèle au cours du mois de février.

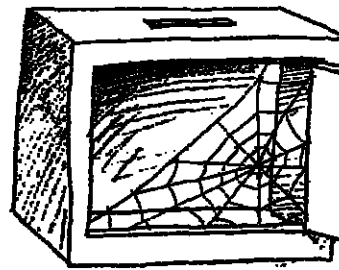
de devises, est en pleine crise. Interrogé sur le point de savoir si les Soviétiques étaient capables de supporter « le choc » d'un programme d'assainissement à la polonaise, M. Mikhaïl Petrakov, qui fut un des conseillers économiques de M. Gorbatchev, répond : « Nous avons le choc, et nous n'avons pas de programme » (1).

Depuis qu'ils ont refusé le « programme de cinq cents jours » mis au point par les conseillers de M. Gorbatchev et par ceux de M. Eltsine, le président soviétique et son premier ministre, connu pour ses opinions orthodoxes, ne paraissent pas suivre une politique très claire. Les références quasi incantatoires au « marché » s'accompagnent de mesures admini-

salaires et les conditions de travail, mais le ton est de plus en plus politique. Les grévistes, qui ont reçu le soutien du groupe Russie démocratique au Soviet suprême, demandent la démission de M. Gorbatchev et du gouvernement, la dissolution du Congrès des députés, qu'ils jugent avoir été désignés non démocratiquement, et ils exigent la signature d'une convention collective fixant les conditions de rémunération et de travail. Ils reprochent aux autorités de ne pas avoir tenu leurs promesses après la longue grève qui avait paralysé les mines soviétiques, il y a deux ans.

Pour appuyer leurs revendications, quatre représentants des mineurs du Koubouss et un député de Russie, M^{me} Bella Benisenco, font

POLITIQUE ÉCONOMIQUE BOÎTE À IDÉES



PANCHO

tratives dignes des plus beaux jours de l'économie planifiée.

M. Pavlov explique volontiers que la priorité doit être donnée, selon la bonne tradition, à l'industrie lourde. M. Gorbatchev revient, pour sa part, à une vieille idée qui n'a pas eu jusqu'à présent beaucoup de succès : la reconversion des industries militaires, qui disposent de cadres bien formés et de technologies avancées, pour la production de biens d'équipement civil et de produits de consommation.

300 000 mineurs en grève ?

On est loin de la réforme économique que tout le monde s'accorde à juger indispensable, et même d'une politique économique cohérente. Les conséquences sociales en sont difficiles à prévoir, mais la grève des mineurs, qui dure depuis le début de ce mois, est un indice de la détérioration du climat. Selon l'union interrégionale des comités de grève qui s'est constituée mardi 17 mars, 280 000 à 300 000 mineurs auraient maintenant cessé le travail dans 165 des 600 mines d'URSS. Tous les bassins sont plus ou moins touchés. Les revendications portent sur les

la grève de la faim à Moscou depuis le 11 mars. Le gouvernement a, jusqu'à présent, adopté une ligne dure, refusant toutes négociations aussi longtemps que le travail n'aurait pas repris. Au cours de la réunion des experts économiques avec M. Gorbatchev, le réformateur Otto Lassie a été très net : « Le chantage à la grève est le plus grand danger qui nous menace ».

DANIEL VERNET

« Le PCF a perdu la boussole », estime M. Labrière (Forum progressiste). — Réagissant à l'appréciation du secrétaire général du PCF sur le référendum en Union soviétique, M. Claude Labrière, animateur du Forum progressiste, nous a déclaré : « Du haut de ses 6 %, Georges Marchais a qualifié d'échec les 78 % d'Eltsine. Eltsine, a-t-il déclaré, c'est la droite. Après les élections, le PCF a perdu la boussole. La droite, c'est le déficit social, le chômage, la pollution et le sous-développement. Si ces instruments de mesure sont toujours valables pour M. Marchais, eh bien, en URSS, affirme M. Labrière, la droite et le conservatisme, c'est le PC d'Union soviétique. » M. Labrière est ancien membre du comité central du PCF, dont il a été exclu en 1987.

YUGOSLAVIE : selon le haut commandement

L'armée n'interviendra qu'en cas de conflits interethniques ou de guerre civile

Commentant pour la première fois la crise de la Yougoslavie, M. Vitali Tchourkine, porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, a déclaré, mardi 19 mars, que l'URSS était opposée à toute « internationalisation » des problèmes intérieurs de ce pays. Il a rappelé que Moscou avait toujours été favorable « au maintien de l'intégrité territoriale de la Yougoslavie, de l'inviolabilité de ses frontières et de l'unité de l'Etat ». En raison des tensions actuelles, l'opposition serbe a reporté au 27 mars la grande manifestation qu'elle devait organiser mercredi à Belgrade.

BELGRADE

de notre correspondant

C'est mardi 19 mars à Belgrade que la nouvelle a été annoncée : le haut commandement de l'armée yougoslave s'était réuni, samedi dernier, sous la direction du général Kadijevic, le ministre fédéral de la défense, pour « étudier les mesures à prendre » après le refus de la majorité des membres de la présidence collégiale d'instaurer l'état d'urgence dans le pays — ce que les militaires demandaient. Depuis cette date, la présidence fédérale, qui exerce collectivement la fonction de commandant en chef des forces armées, n'a plus eu de contact avec la haute direction de l'armée : le ministre de la défense avait refusé de participer, samedi, à la réunion de l'instance suprême du pays ainsi qu'à la session du gouvernement fédéral.

Un programme en cinq points

Cette rupture sous-entend que les autorités militaires contestent la légitimité de la présidence yougoslave, affaiblie par la démission des représentants du Monténégro et de la Serbie, deux Républiques qui soutenaient les projets de l'armée. Le communiqué relatif à la réunion du haut commandement de l'armée, divulgué seulement mardi 19 mars, semble confirmer cette thèse.

Dans ce document, l'armée définit un programme en cinq points qu'elle s'engage à appliquer et qu'elle présente comme la condition sine qua non à un dénouement démocratique de la crise yougoslave. Point important : elle ne demande absolument pas le consentement du chef suprême des armées, en l'occurrence la présidence fédérale.

1. L'Armée nationale yougoslave (ANY) protégera les frontières de la Fédération contre toute forme de menaces et n'acceptera aucune modification des frontières tant

qu'un nouvel accord sur le modèle futur de la Yougoslavie n'aura pas été conclu dans le cadre de la Constitution fédérale ;

2. L'ANY s'opposera formellement à tout conflit inter-ethnique armé et à la guerre civile ;

3. L'ANY n'acceptera aucune violence dans le règlement des conflits entre les groupes ethniques, entre les Républiques ou entre les partis politiques ;

4. Elle est décidée à assurer le fonctionnement normal des forces armées. En l'occurrence, elle exige une participation régulière des Républiques à son financement, l'incorporation normale des appelés, le retour de la défense territoriale des Républiques sous son contrôle, comme cela est défini par la Constitution fédérale ;

5. L'ANY décline toute responsabilité quant à l'armement éventuel des citoyens et à la formation d'unités paramilitaires, puisque la présidence fédérale n'a pas été en mesure de faire appliquer sa décision du 9 janvier dernier relative au démantèlement de telles formations, notamment en Croatie. Enfin, l'ANY conclut qu'elle n'interviendra pas dans le débat politique sur l'avenir du pays.

La Croatie et la Slovénie visées

Le message de l'armée est clair : elle lance en quelque sorte un dernier avertissement aux dirigeants des six Républiques yougoslaves et leur propose une alternative : soit les Républiques conviennent, dans le cadre de la Constitution fédérale, d'une nouvelle formule pour la Yougoslavie, soit l'armée reprend en main la situation de sa propre initiative.

Il est clair aussi que cette mise en garde est adressée tout particulièrement à la Slovénie et à la Croatie, les deux Républiques du Nord-Ouest, qui voient l'avenir du pays dans une communauté d'Etats souverains où chaque République aurait sa propre armée. Pour ces deux Républiques, les mesures de l'armée équivalent à un ultimatum. Si la Slovénie et la Croatie venaient à faire sécession, l'armée interviendrait immédiatement. D'autre part, celle-ci exige de facto que la Slovénie abroge la loi de février 1991 permettant aux appelés slovènes de ne plus servir dans l'armée yougoslave et que la Croatie désarme ses formations paramilitaires. Dans les cas contraire, elle légitimerait la création d'unités paramilitaires annoncée samedi dernier par le président de Serbie, M. Slobodan Milosevic.

Mardi soir, seule la présidence de Slovénie avait officiellement réagi au communiqué du haut commandement militaire. Elle lui reproche son « insubordination » vis-à-vis de la présidence yougoslave et l'accuse d'agir « en dehors des normes constitutionnelles ». La Slovénie estime que, par ce document, les dirigeants militaires « annoncent les mesures d'urgence que la présidence fédérale avait rejetées ». Enfin, la Slovénie se sent particulièrement menacée par les déclarations de l'état-major et indique qu'« elle prendra toutes les mesures nécessaires pour défendre sa souveraineté ».

FLORENCE HARTMANN

CHYPRE

Nouveaux pourparlers intercommunautaires

Le leader chypriote-turc, M. Rauf Denktaş a estimé, mardi 19 mars, qu'une union ou une fédération à Chypre « ne peut être envisagée tant que la politique de la partie grecque n'a pas changé ». Il a fait cette déclaration après un entretien avec le leader du Rassemblement démocratique chypriote-grec, M. Glafcos Clerides qui a eu lieu lundi dans le nord de l'île. Celui-ci conduisait une délégation de différents partis politiques pour assister à une réception à l'occasion du 15^e anniversaire du Parti populiste de libération chypriote-turc.

Selon l'agence chypriote-turque TAK, reçue à Ankara, M. Denktaş a souligné que « l'amitié entre les deux communautés ne pouvait pas être fondée sur la politique menée par la partie grecque ». De son côté, M. Clerides a rappelé l'acceptation de principe, par la partie chypriote grecque, de « la création d'une fédération bicommunautaire et bilingue ». Les modalités de cette solution sont cependant source de désaccord entre les leaders des deux communautés de l'île.

M. Clerides devrait se rendre à nouveau la semaine prochaine au nord de l'île pour rencontrer M. Derviş Eroglu, premier ministre de la RTCN (République turque de Chypre du Nord, uniquement reconnue par l'Union nationale actuellement au pouvoir. La reprise d'un dialogue direct entre hommes politiques des deux communautés pourrait prélever

à de nouvelles initiatives pour le règlement de la question chypriote. Les négociations intercommunautaires sous l'égide de l'ONU sont bloquées depuis juillet 1989.

« Il faut faire ce qui est raisonnable »

Ankara paraît désireux de réviser sa politique à Chypre qui empoisonne ses relations avec la CEE à laquelle elle est candidate. Le président, M. Turgut Ozal avait évoqué la semaine dernière, lors d'une visite officielle en URSS, la possibilité d'une entité intercommunautaire « plus souple que la fédération » à Chypre (le Monde daté 17-18 mars). Il avait ajouté : « Il faut faire ce qui est raisonnable ».

Le ministre turc des affaires étrangères, M. Ahmet Altınok, a d'ailleurs fait état mardi d'« importants développements du côté turc » sur la question chypriote. M. Altınok doit participer à Bruxelles à la réunion de la commission mixte Turquie-CEE. La résolution 649 du Conseil de sécurité de l'ONU offre, selon le chef de la diplomatie d'Ankara, une « bonne opportunité » pour résoudre la question. Il a rappelé que cette résolution mentionnait explicitement « la présence de deux peuples dans l'île, dans deux régions, et que les deux communautés doivent se réunir sur la base de l'égalité politique des deux peuples ». — (AFP)

EN BREF

CHINE : condamnation de trois dissidents. — Trois dissidents chinois ont été condamnés à des peines de prison allant de trois à cinq ans dans la ville de Xi'an, a-t-on appris dimanche 17 mars auprès de leurs amis. L'un d'eux, M. Li Guiren, était responsable d'une maison d'édition fermée sur ordre des autorités ; il avait été arrêté en juin 1989. — (Reuter)

M. Thierry de Beaucé à Pékin. — Le secrétaire d'Etat français aux affaires étrangères, chargé des relations culturelles internationales, est arrivé mercredi 20 mars à Pékin pour une visite de deux jours, la seconde d'un membre du gouvernement depuis la répression du printemps de Pékin en juin 1989. M. Thierry de Beaucé devrait s'entretenir de la crise du Golfe avec le ministre chinois des affaires étrangères ; il rencontrera jeudi le prince Sihaouk. — (AFP)

MONACO : M^{me} Anne-Marie Campora, nouveau maire de la principauté. — Les quinze membres du conseil communal de Monaco ont élu, mardi 19 mars, par huit voix contre sept, M^{me} Anne-Marie Campora, docteur en pharmacie et sœur jumelle du docteur Jean-Louis Campora, président du club de football AS Monaco, avait battu, le 17 février, (le Monde du

20 février) lors du second tour des élections communales, celle du maire sortant, M. Jean-Louis Médécin, premier magistrat de Monaco sans interruption depuis 1971. — (AFP)

NOUVELLE-ZÉLANDE : expulsion d'un espion soviétique. — Un Soviétique qui était entre en

Nouvelle-Zélande porteur d'un faux passeport britannique a été expulsé mardi 19 mars, a annoncé mercredi le premier ministre, M. Jim Bolger. Selon ce dernier, « l'enquête a révélé que cette personne était membre des services de renseignement soviétiques ». — (Reuter)

"Paroles dégelées..."
Qui a réuni ces témoignages brûlants sur la vie en Lituanie ?



36 17 ELECTRE

TOUS LES TITRES, TOUS LES AUTEURS, TOUS LES SUJETS

Une information immédiate sur tous les livres disponibles en langue française. Plus de 300 000 titres. Mise à jour permanente.

Un service du Cercle de la Librairie

*Tapez dans titre : Paroles dégelées

AFRIQUE

La Namibie un an après l'indépendance

Si la population paraît souvent désenchantée, la politique de « réconciliation » entre Blancs et Noirs a obtenu des résultats

WINDHOEK

de notre envoyé spécial

La Kaiserstrasse a fait place à l'Indépendance Avenue, mais la statue équestre de Kurt von François (I) veille toujours sur la ville. Pour combien de temps encore ? Il y a un an, ses jours semblaient comptés mais, comme le Musée de l'Alte Feste, elle est là, rappelant que jusqu'en 1915 Windhoek fut allemande.

Au Sport Klub, la bière coule à flots et les serveuses méhisses écorchent la langue de Goethe. Rien ne semble vraiment avoir changé. Chez Jochen, un nostalgique aux cheveux ras qui tient boutique juste en face de l'hôtel Continental, les purs et durs peuvent se fournir en autocollants frappés de la croix gammée. L'histoire s'était figée à la fin des années 30 pour la majorité de la colonie allemande. Un sang neuf a afflué à la fin de la deuxième guerre mondiale, avec ses valises de souvenirs funestes, croix de fer et brassards nazis. L'ancien chauffeur de Rommel gère une ferme dans le bush namibien.

Libérée de soixante-quinze ans de tutelle sud-africaine, le 21 mars 1990, Windhoek s'est préparée, dans le calme, à fêter le premier anniversaire de l'indépendance. Les façades des centres commerciaux se sont ornées de longues banderoles aux couleurs du pays. Un

bijoutier propose 10 % de rabais sur tous les articles désignés par un petit fanion. La boutique vient d'ouvrir, au pied d'un imposant immeuble de bureaux flamboyant neuf.

« La démocratie solidement installée »

« Cet arbre est parrainé par Hee Won Yu. » La petite plaque de cuivre est scellée au pied d'un arbre squelettique, en face de l'entrée d'Edgars, un grand magasin chic, décoré au goût sud-africain. Comme si l'indépendance, péripétie de l'Histoire, n'était que purement formelle. Une cinquantaine de personnes patientent derrière le comptoir des Namibia Bookmakers. Sur la vitrine opaque, de grosses lettres annoncent : « Paris sur toutes les courses de Durban, Johannesburg, Le Cap et outre-mer ». Hanno, un jeune Noir, est assis sur un mauvais banc de bois. Il est là par habitude. Il ne jouera pas aujourd'hui. « C'est fini, maintenant. Je n'ai plus d'argent, j'ai été viré la semaine dernière. Ils nous ont dit qu'il n'y avait plus de boulot pour nous. Plus rien à construire pour l'instant », explique-t-il avec lassitude. « Demain, ça sera son tour », dit-il, désignant du menton un quinquagénaire

blanc au pantalon tire-bouchonnant sur des chaussures éculées. Les deux hommes travaillaient pour la même entreprise de bâtiment. « C'est pas parce que je suis blanc qu'ils m'ont gardé, c'est parce que j'étais plus ancien », prétend le blanc, en rejoignant son ancien collègue sur le banc.

La grogne commence à germer dans les quartiers périphériques, les vieux ghettos de l'apartheid. Les statistiques sont chancelantes, mais les temps sont durs. De 30 % à 50 % de la population active est actuellement sans emploi. « Nous voulons chacun 500 rands », réclame un slogan rageur sur le mur d'une rue menant au siège du gouvernement.

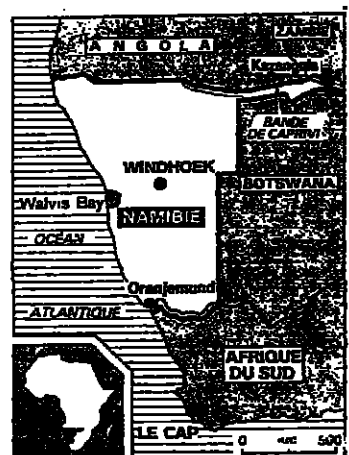
Le sentiment que l'indépendance n'a rien apporté de différent est un malheur également partagé chez les plus déshérités, qui ne comprennent pas toujours pourquoi il n'y a pas eu de « revanche » ni de « redistribution des richesses ». La « politique de réconciliation nationale » menée par le gouvernement depuis un an n'a pas fait l'unanimité. Si elle est bien perçue dans certains quartiers, ailleurs, les ministres sont mis en accusation. « Se réconcilier avec qui ? », s'interrogent les militants de base de la Swapo, le parti au pouvoir, qui considèrent que leur « cause était juste ». Les politiciens sont certainement les seuls à reconnaître d'emblée que c'est un succès.

« C'est acquis ! La démocratie est solidement installée dans le pays », convient M. Dirk Mudge, président de la DTA (Democratic Turnhalle Alliance), une coalition de onze partis d'opposition, qui a vingt et un députés au Parlement, contre quarante-et-un à la Swapo. Beau parleur, le député Mudge, comme ses collègues de l'Assemblée nationale, donne de l'« honorable » quand il s'adresse à ses adversaires, même s'il s'agit de les invectiver pour dénoncer le dernier budget et estimer que « le gouvernement vit au-dessus de ses moyens ».

Un exemple pour l'Afrique du Sud

La « réconciliation nationale », mot d'ordre de la première année d'indépendance, a quand même porté quelques fruits spectaculaires. Le gouvernement s'est rendu à New-York à la conférence des pays donateurs et à l'Assemblée générale de l'ONU, avec des responsables de l'opposition, incluant des militants d'extrême droite. « Les autres délégations n'en croyaient pas leurs yeux », se souvient l'un des membres de l'« équipe » namibienne pour qui l'année passée est celle « du changement dans la continuité ».

Le processus constitutionnel namibien a introduit dans la région le « concept de politique consensuelle », estime un haut fonctionnaire. La Constitution a été adoptée à l'unanimité, le 9 février 1990, avec les voix de la droite et de l'extrême droite. M. Sam Nujoma a été unanimement choisi le même jour pour être le premier président de la Namibie



indépendante. Tout cela a contribué à prouver que « colonisés et colonisateurs, Blancs et Noirs pouvaient travailler ensemble », souligne-t-il.

L'exemple est essentiel pour l'Afrique du Sud, où le pouvoir blanc et le Congrès national africain (ANC) sont engagés dans des négociations qui déboucheront, à terme, sur une nouvelle Constitution. L'ANC de Nelson Mandela et d'autres organisations anti-apartheid, comme le Congrès panafricain (PAC), réclament l'élection d'une assemblée constituante et la nomination d'un gouvernement intérimaire, selon le modèle namibien - autant d'exigences que Pretoria rejette. « C'est pour combler le fossé entre les deux interlocuteurs que nous avons organisé, au mois de février, un séminaire de trois jours pour trente-deux juristes de l'ANC », révèle un diplomate namibien.

Les changements intervenus en un an sont fondamentaux. La politique de réconciliation a contraint les Blancs au transfert de pouvoir et les Noirs à la patience. Une certaine confiance a progressivement gagné la communauté blanche, le secteur privé et les hommes d'affaires. Tous ont constaté qu'ils avaient à leur disposition suffisamment d'espace pour s'exprimer. Le gouvernement avait promis qu'il n'y aurait ni expropriations, ni nationalisation, ni expulsions. Jusqu'à présent, il a tenu parole. Signe des temps, un fermier blanc vient d'investir trois millions de rands dans une exploitation, près de Grootfontein, à 500 kilomètres au nord-est de Windhoek, pour produire des bananes et d'autres fruits tropicaux.

En guise d'incitation pour les investisseurs potentiels, la cohérence de la politique économique choisie bien avant l'indépendance et appliquée dès le premier budget de la Namibie, vient d'être rappelée, lors d'une conférence au début du mois de février. L'économie est mixte, c'est-à-dire que le secteur privé est seul chargé de la crois-

sance, tandis que le secteur public doit assurer la redistribution des richesses. La période est révolue où la Swapo se prévalait d'être un mouvement de libération d'obédience marxiste. L'économie de marché a désormais sa place garantie par la Constitution.

Francophilie

Considérant que la réconciliation est en bonne voie, le gouvernement veut s'atteler dès maintenant à mettre en place son programme de développement articulé autour de quatre grands pôles : la pêche, l'agriculture, la construction et l'éducation. Le secteur de la pêche est primordial : les eaux namibiennes comptent parmi les plus poissonneuses mais aussi les plus pillées du monde. Les responsables namibiens, qui viennent d'entamer des négociations avec la Communauté économique européenne, considèrent que les revenus tirés de ce secteur, une fois réorganisés, pourront atteindre 2 milliards de rands d'ici quatre ans.

Un plan agricole, le président Nujoma s'est engagé à parvenir à l'autosuffisance alimentaire d'ici à la fin de la législature. Le défi a été relevé par son gouvernement, qui considère le taux d'expansion démographique raisonnable (la population est estimée à 1,6 million d'habitants) et souligne que la superficie de maïs plantée cette année a doublé. En revanche, le problème du logement est inquiétant. Les autorités comptent néanmoins sur l'« intérêt touristique » pour dynamiser la construction. Un complexe hôtelier franco-japonais au centre de Windhoek associe notamment le groupe Accord et Spie-Batignolles, représentant un investissement de 200 millions de rands, devrait rapidement voir le jour.

Les industriels français sont bien placés en Namibie. Citroën pourrait implanter une usine de montage près de la frontière du Botswana, à proximité d'un marché sud-africain alléchant. La francophilie des responsables namibiens déborde largement du cadre des affaires. Le français sera introduit comme deuxième langue dans toutes les écoles, et les diplomates, pour entrer dans la carrière, devront prouver qu'ils comprennent la langue de Talleyrand.

L'attitude ferme de la France au moment où les Sud-Africains et les Américains liaient la perspective d'indépendance de la Namibie au retrait des troupes cubaines d'Angola est une sujet tabou à Windhoek. C'est en souvenir de cette période où il était ministre des relations extérieures que M. Claude Cheysson a été l'invité personnel du président Sam Nujoma pour les fêtes du premier anniversaire de l'indépendance.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

(1) Colon allemand qui a fondé la ville de Windhoek.

EN BREF

■ MAROC : réductions de peine à Fès. - La cour d'appel de Fès a condamné, lundi 18 mars, quarante et un détenus, inculpés pour leur participation aux émeutes de décembre, à des peines de prison allant de trois mois à trois ans de prison, a-t-on appris, mardi, de source judiciaire. Ces détenus avaient été condamnés, en première instance, à des peines de un à sept ans de prison ferme. A Rabat, le procès de trente-cinq « émeutiers » a été reporté au 4 avril. La cour d'appel a également accordé la liberté provisoire à dix détenus, à la demande de la défense. - (A.F.)

■ MALAWI : appel d'urgence des Nations unies. - Le bureau des Nations unies pour les secours en cas de catastrophe (UNDRO) a lancé, lundi 18 mars, à Genève, un appel d'urgence à l'aide internationale en faveur du Malawi, frappé la semaine dernière, par des inondations catastrophiques (le Monde du 16 mars). Selon les derniers bilans, entre 700 et 1 000 personnes ont été tuées dans les glissements de terrain, entraînés par les pluies torrentielles qui se sont abattues dans le sud-ouest du pays.

Entre 85 000 et 100 000 personnes seraient sans abri. - (A.F.P.)

■ TUNISIE : remises de peine pour plus de huit cents détenus. - Le président Ben Ali a décidé d'accorder une remise de peine à huit cent trente-six personnes, condamnées par des juridictions civiles et militaires, a indiqué, mardi 19 mars, l'agence officielle TAP. Cette décision intervient à l'occasion du 35^e anniversaire de l'indépendance de la Tunisie, célébré mercredi. - (Reuter.)

(Publicité)
CENTRE RACHI
Lundi 18 mars 1991
à 20 h 30
Jean KAHN
président du CRIF
FACE À LA PRESSE
Animé par Schima MALKA
avec : Nadège PULIAC, A.F.P. (documentaire)
Maurice SAFFRAN, A.F.P. (documentaire)
Patrick JARREAU, A.F.P. (documentaire)
Didier SPERLE, A.F.P. (documentaire)
Michel KUBLER, A.F.P. (documentaire)
Centre Rachi
30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS
TEL : 43-51-75-47

BNP
UAP
SJTIL NE SUFFIT PAS D'AVOIR UNE RAISON SOCIALE
CONSTITUÉE DE 3 LETTRES POUR
ÊTRE LEADER SUR SON MARCHÉ... MAIS ÇA AIDE.

N'importe quel poste téléphonique permet désormais à tout un chacun d'accéder à une multitude de services vocaux regroupés sous l'appellation d'Audiotex.

SJT, leader européen de l'Audiotex avec plus de 400 millions d'appels traités, a développé à ce jour plus d'une centaine de services accessibles par téléphone pour le compte de chaînes de télévision, de banques, d'administrations, de stations de radio, d'agences de publicité, de quotidiens, etc.

Cette gamme de services s'étend de la consultation vocale automatisée des comptes bancaires à la prise de

commande d'articles vendus par correspondance en passant par la prévision météorologique régionalisée (36.65.1.2.3.4), l'information boursière en continu (36.65.10.03), les actualités en direct (36.65.10.00), les jeux promotionnels (36.65.33.33) ou encore les informations hippiques (36.65.11.11).

L'étendue et la complexité des technologies mises en œuvre (prononciation en temps réel, interactivité par pointeur vocal, reconnaissance de la parole, couponing vocal, etc.), permettent à SJT de répondre à toutes les demandes spécifiques des entreprises qui considèrent à juste titre le

téléphone comme un nouveau média. Pour en savoir plus n'hésitez pas à appeler Béatrice Duchazelle au (1) 4734.65.88.



le N°1 de l'Audiotex

ÉTATS-UNIS : les res

Le débat
des campagnesWASHINGTON
correspondance

La liquidation récente par les autorités fédérales de la Lincoln Savings and Loans Association n'attire que très faiblement les pertes causées par les opérations frauduleuses de cette association de caisses d'épargne de Californie. Ainsi, les caisses d'épargne ont à payer une « ardoise » de 2,6 milliards de dollars, résultat de la gestion douteuse du directeur, Charles Keating. Déjà condamné à un mois de prison l'an dernier, Keating est poursuivi pour escroquerie par les autorités fédérales.

A la différence des autres scandales des caisses d'épargne, l'affaire a des implications politiques. Keating a, en effet, contribué, pour 1,3 million de dollars, aux campagnes électorales de cinq sénateurs (quatre démocrates et un républicain) en remerciement de leurs interventions en sa faveur auprès des autorités fédérales, qui voulaient mettre un terme à ses activités. D'où le nom de « Keating 5 » donné au scandale.

Après quatorze mois d'enquête, la commission sénatoriale chargée des problèmes d'éthique, a publié un rapport qui, pratiquement, blanchit quatre des personnalités ayant bénéficié des largesses de Keating, qui leur assuraient, en outre, des avantages comme des vacances payées pour leurs familles dans des villégiatures de luxe. De l'avis de la commission, les sénateurs Glenn (Ohio) et McCain (Arizona), ayant reçu respectivement 234 000 et 112 000 dollars de Keating, ont simplement fait preuve d'une « erreur de jugement ». Les sénateurs Riegle (Michigan) et De Concini (Arizona), ayant touché respectivement 70 000 et 35 000 dollars, sont blâmés pour avoir donné « l'apparence d'une mauvaise gestion ».

La commission réserve ses foudres au sénateur démocrate de Californie, Al Franken, qui a encaissé une très forte contribution (982 000 dollars) alors qu'il savait que son généreux donateur faisait l'objet de poursuites criminelles.

COLOMBIE

Arrestation
de deux Belges
accusés de travailler
pour le cartel de Medellín

Deux Belges, Marc Van Dam et Philippe Lacroix, ont été arrêtés le 16 mars à Barranquilla, sur la côte caribéenne colombienne. Ils sont accusés d'être liés au cartel de la drogue de Medellín et d'avoir projeté une série d'attentats en Colombie. Ils sont également soupçonnés d'avoir participé en 1989 à l'enlèvement de l'ancien premier ministre belge, M. Paul Vanden Boeynants. Aucun traité d'extradition n'existant entre la Belgique et la Colombie, les autorités de ce dernier pays ont décidé d'expulser les deux hommes à destination de Bruxelles. Un avion militaire belge devait se rendre mercredi à Bogota, pour en revenir dès jeudi avec son « chargement ».

Le chef des services de sécurité colombiens (DAS), le général Miguel Maza, a présenté à la presse, mardi 19 mars, à Bogota, les deux individus arrêtés. Il a expliqué que ceux-ci étaient entrés en Colombie en passant par Tabatinga, au Brésil, dans une région très utilisée par les trafiquants de cocaïne. Les deux hommes, a-t-il dit, vivaient en Colombie avec de faux papiers. Ils ont pu être arrêtés grâce à des informations de la police belge.

Les présentant comme des criminels spécialisés dans les explosifs et les enlèvements, le général a affirmé que « leur présence obéissait à des plans qu'ils étaient prêts à exécuter au détriment de la stabilité de la Colombie ». Ils auraient préparé une opération contre « de hauts représentants du gouvernement colombien » durant la semaine de Pâques.

Marc Van Dam et Philippe Lacroix forment partie de la même bande que Patrick Hazenraet, arrêté en mai 1989 à Rio pour l'enlèvement de M. Paul Vanden Boeynants. Patrick Hazenraet a été extradé vers la Belgique en 1990 avec un autre de ses complices, Axel Zeyen. Lors de son arrestation, Marc Van Dam et Philippe Lacroix auraient réussi à prendre la fuite pour gagner la Colombie. Enlevé le 14 janvier 1989, M. Paul Vanden Boeynants avait été libéré par ses ravisseurs le 13 février suivant contre un rançon de 63 millions de francs belges. - (A.F.P.)

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : les retombées du scandale des caisses d'épargne

Le débat sur le financement des campagnes politiques est relancé

WASHINGTON
correspondance

La liquidation récente par les autorités fédérales, de la Lincoln Savings and Loan Association n'atténue que très faiblement les pertes causées par les opérations frauduleuses de cette association de caisses d'épargne de Californie. Ainsi, les contribuables auront-ils à payer une « ardoise » de 2,6 milliards de dollars, résultat de la gestion douteuse du directeur, Charles Keating. Déjà condamné à un mois de prison l'an dernier, Keating est poursuivi pour escroquerie par les autorités fédérales.

A la différence des autres scandales des caisses d'épargne, l'affaire a des implications politiques. Keating a, en effet, contribué, pour 1,3 million de dollars, aux campagnes électorales de cinq sénateurs (quatre démocrates et un républicain) en remerciement de leurs interventions en sa faveur auprès des autorités fédérales, qui voulaient mettre un terme à ses activités. D'où le nom de « Keating 5 » donné au scandale.

Après quatorze mois d'enquête, la commission sénatoriale chargée des problèmes d'éthique, a publié un rapport qui, pratiquement, blanchit quatre des personnalités ayant bénéficié des largesses de Keating, qui leur assurait d'autres avantages comme des vacances payées pour leurs familles dans des villégiatures de luxe. De l'avis de la commission, les sénateurs Glenn (Ohio) et McCain (Arizona), ayant reçu respectivement 234 000 et 112 000 dollars de Keating, ont simplement fait preuve d'une « erreur de jugement ». Les sénateurs Riegle (Michigan) et De Concini (Arizona), ayant touché seulement 70 000 et 55 000 dollars, sont blâmés pour avoir donné « l'apparence d'une malhonnêteté ».

La commission réserve ses foudres au sénateur démocrate de Californie, Alan Cranston, qui a encaissé une très forte contribution (982 000 dollars) alors qu'il savait que son généreux donateur faisait l'objet de poursuites criminelles.

COLOMBIE

Arrestation de deux Belges accusés de travailler pour le cartel de Medellín

Deux Belges, Marc Van Dam et Philippe Lacroix, ont été arrêtés le 16 mars à Barranquilla, sur la côte caribéenne colombienne. Ils sont accusés d'être liés au cartel de la drogue de Medellín et d'avoir projeté une série d'attentats en Colombie. Ils sont également soupçonnés d'avoir participé en 1989 à l'enlèvement de l'ancien premier ministre belge, M. Paul Vanden Boeynants. Aucun traité d'extradition n'existant entre la Belgique et la Colombie, les autorités de ce dernier pays ont décidé d'expulser les deux hommes à destination de Bruxelles. Un avion militaire belge devait se rendre mercredi à Bogotá, pour en revenir dès jeudi avec son « chargement ».

Le chef des services de sécurité colombiens (DAS), le général Miguel Maza, a présenté à la presse, mardi 19 mars, à Bogotá, les deux individus arrêtés. Il a expliqué que ceux-ci étaient entrés en Colombie en passant par Tabatinga, au Brésil, dans une région très utilisée par les trafiquants de cocaïne. Les deux hommes, a-t-il dit, vivaient en Colombie avec de faux papiers. Ils ont pu être arrêtés grâce à des informations de la police belge.

Les présentant comme des criminels spécialisés dans les explosifs et les enlèvements, le général a affirmé que « leur présence obéissait à des plans qu'ils avaient prêts à exécuter au détriment de la stabilité de la Colombie ». Ils auraient préparé une opération contre « de hauts représentants du gouvernement colombien » durant la semaine de Pâques.

Marc Van Dam et Philippe Lacroix seraient partie de la même bande que Patrick Haemers, arrêté en mai 1989 à Rio pour l'enlèvement de M. Paul Vanden Boeynants. Patrick Haemers a été extradé vers la Belgique en 1990 avec un autre de ses complices, Axel Zeyen. Lors de son arrestation, Marc Van Dam et Philippe Lacroix auraient réussi à prendre la fuite pour gagner la Colombie. Enlevé le 14 janvier 1989, M. Paul Vanden Boeynants avait été libéré par ses ravisseurs le 13 février suivant contre une rançon de 63 millions de francs belges. (AFP)

Sur les recommandations de la commission, le sénateur Cranston sera très probablement censuré par le Sénat. En fait, la commission, en incriminant le sénateur, se disculpe facilement vis-à-vis de ceux qui lui reprochent sa mansuétude à l'égard des quatre autres. Atteint d'un cancer, le sénateur a, depuis longtemps, annoncé qu'il ne se représenterait pas aux élections de 1992.

Corruption déguisée

D'après les sondages, les électeurs sont moins indulgents que la Commission, et le cas des Keating 5 est venu relancer le débat sur le financement des campagnes électorales. Certains recommandent qu'un candidat sortant membre d'une commission refuse les contributions venant de groupes ou d'individus avec lesquels il a déjà eu affaire. D'autres souhaitent que les démarches d'un parlementaire auprès des autorités soient rendues publiques, bref que les donateurs soient identifiés et la nature des services rendus précisés.

Il est très improbable que des changements interviennent qui réduiraient le rôle déterminant de l'argent dans la vie publique. Le coût des campagnes est élevé. Pour un siège de sénateur, il est évalué à 4 millions de dollars et à 360 000

dollars pour un siège de représentant ; d'où l'apport financier indispensable des groupes d'intérêt, par l'intermédiaire des comités d'action politique (PAC). En 1988, les PAC ont mis 50 millions de dollars à la disposition des candidats au Sénat et 106 millions à celle des candidats à la Chambre. En juillet 1990, le Sénat a approuvé un projet de loi visant à interdire le financement des campagnes par les PAC et à éliminer la pratique des honoraires substantiels (souvent une forme de corruption déguisée) reçus par des parlementaires participant à des conférences, à des colloques, etc. D'autres projets plus ambitieux, comme la prise en charge par l'Etat du financement des campagnes — et notamment l'achat de spots publicitaires à la télévision — n'ont pas été retenus.

Les démocrates, majoritaires à la Chambre, envisagent mal l'élimination des PAC, qui ont contribué à assurer la réélection à plus de 90 % des élus démocrates sortants. Quant aux républicains, conscients de la puissance de leurs liens financiers venant de leurs liens avec les milieux industriels et bancaires, ils ne veulent pas limiter le financement privé des campagnes et refusent qu'elles soient financées par des fonds fédéraux. Ainsi, l'indignation créée par le scandale des Keating 5 pourrait bien n'être que passagère.

HENRI PIERRE

Pour la première fois depuis la guerre de 1982

Des Argentins ont été autorisés à se rendre aux Malouines

Neuf ans après la guerre des Malouines, les Argentins ont été autorisés pour la première fois à fouler le sol de l'archipel. Cette « première » symbolique est surtout le fruit du pragmatisme politique du président Menem.

BUENOS-AIRES

de notre correspondant

Neuf ans. Le temps écoulé depuis la fin de la guerre des Malouines témoigne des difficultés et des rancœurs qui ont dû être surmontées pour que des Argentins soient enfin autorisés par le gouvernement britannique à fouler le sol de l'archipel.

L'événement s'est produit le lundi 18 mars. Accompagnés seulement de représentants de la Croix-Rouge (qui avait organisé le voyage), trois cent cinquante-quatre familles ont pu se recueillir sur les tombes des deux cent trente-cinq soldats argentins enterrés dans le cimetière militaire de Darwin, à 90 kilomètres au sud de la capitale, Port-Stanley (Puerto-Argentino).

Le cimetière était gardé par des soldats anglais, qui avaient revêtu pour l'occasion des imperméables blancs afin de dissimuler leurs uniformes. Il y avait eu plus d'un millier de morts pendant les six semaines que dura la guerre des

Malouines, d'avril à juin 1982. Durant ce voyage-éclair à caractère strictement humanitaire, le principal souci des autorités britanniques a été d'éviter tout contact entre les visiteurs argentins et les habitants des îles, les Kelpers. « No Argies here ! », (« Pas d'Argentins chez nous ! ») : ce cri du cœur des Kelpers, opposé à une arrivée massive d'Argentins sur leur territoire, a obligé la Croix-Rouge à étudier minutieusement, pendant un an, les détails logistiques de l'expédition.

Celle-ci s'est faite, après un voyage en avion de près de 2 000 kilomètres, à bord de quatre hélicoptères de l'armée britannique camouflés avec des insignes de la Croix-Rouge. Au décollage comme à l'atterrissage, les rideaux des hublots sont restés tirés à la demande des Britanniques, pour que l'archipel soit une zone militaire de haute sécurité.

Renouer des contacts avec la Grande-Bretagne

Dès son arrivée à la présidence, en juillet 1989, un des premiers gestes de M. Menem a été de renouer des contacts avec la Grande-Bretagne, en mettant entre parenthèses la revendication argentine de souveraineté sur les Malouines, qui avait été pourtant un des thèmes de sa campagne électorale. Après des négociations

ardues, à Madrid, les deux pays avaient décidé le 15 janvier 1990 de reprendre leurs relations diplomatiques interrompues depuis la guerre et, dans la foulée, avaient arrêté l'idée de ce voyage. L'arrivée d'un ambassadeur britannique à Buenos-Aires a été précédée par la visite d'hommes d'affaires anglais et l'envoi d'une délégation commerciale argentine à Londres. A la fin de l'année dernière, les gouvernements argentin et britannique sont également convenus de patrouiller conjointement dans les eaux de l'archipel pour éviter la déprédation d'une zone très riche en poissons.

Entre-temps, la décision du président Menem d'envoyer deux navires de guerre dans le Golfe pour apporter un appui logistique aux forces alliées lui avait valu les remerciements personnels de M. Thatcher, alors premier ministre, un grand mécontentement des Argentins, dont plus de 76 % refusaient de voir leurs soldats aux côtés de l'ennemi d'hier.

Résultat du pragmatisme du président Menem en politique étrangère : ce pèlerinage est considéré comme un succès diplomatique à Buenos-Aires, où l'on espère que les liaisons aériennes et les échanges commerciaux reprendront un jour avec Port-Stanley.

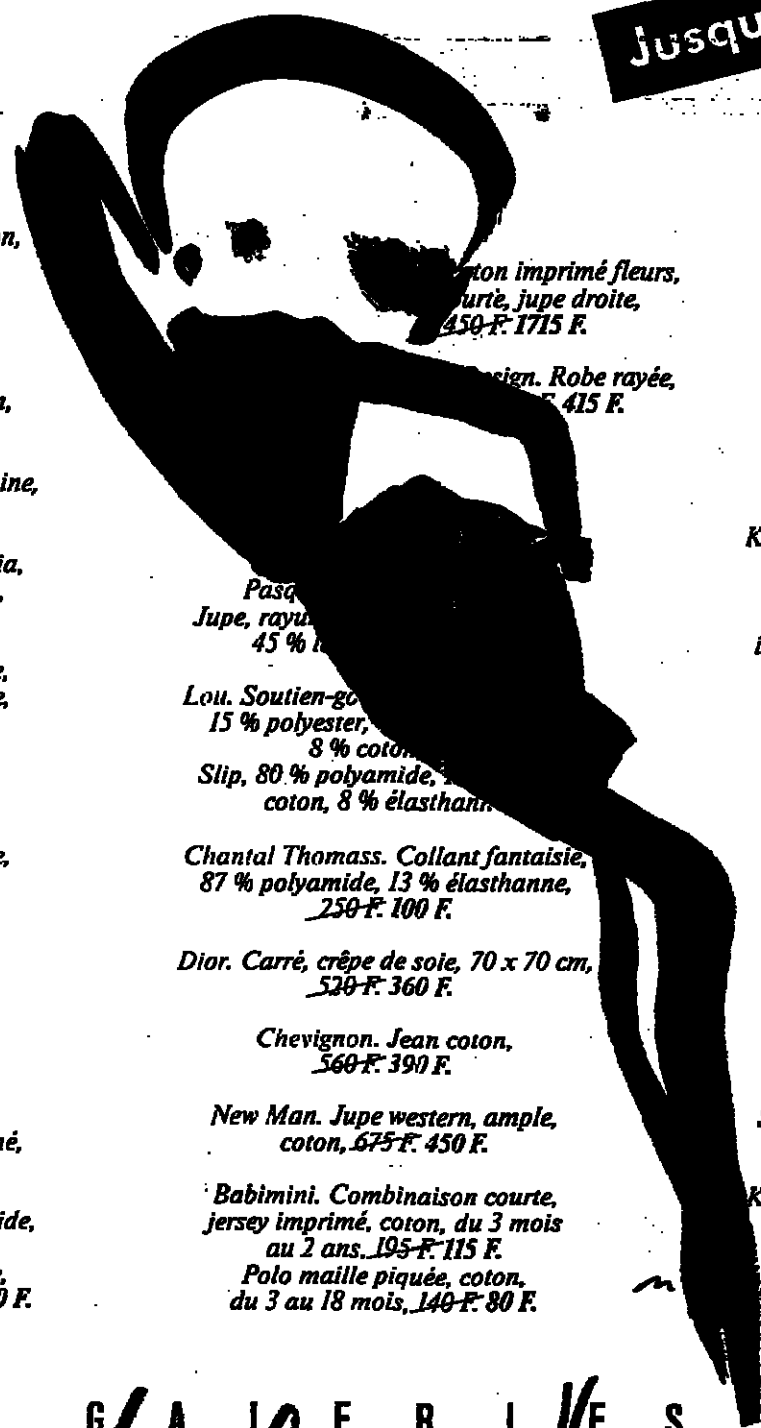
CHRISTINE LEGRAND

Les prix sont là !

Mode, Accessoires, Maison.

Jusqu'au 3 avril.

- Louis Féraud. Costume droit, pure laine, 2695 F. 1895 F.
- Lee Cooper. Blouson denim, coton, 475 F. 325 F.
- Mac Grégor. Blouson, coton, 1395 F. 895 F.
- Rodier. Polo maille piquée, coton, 245 F. 195 F.
- Georges Rech. Veste droite, pure laine, 1850 F. 1295 F.
- Burlington. Mi-chaussette, Intarsia, 75 % acrylique, 25 % polyamide, 62 F. 35 F.
- Valentino. Tailleur crêpe de laine, veste à pans arrondis, jupe droite, 4250 F. 2975 F.
- Louis Féraud. Tailleur viscose, 1995 F. 1395 F.
- Tiktiner. Ensemble soie imprimée, débardeur, 850 F. 595 F. Jupe portefeuille, 1200 F. 840 F.
- Pasquier. Jupe droite, imprimée fleurs, polyester, 305 F. 275 F.
- Weill. Ensemble flou, polyester, 850 F. 595 F.
- Cacharel. Chemisier, coton imprimé, 295 F. 200 F.
- Boléro. Soutien-gorge, 78 % polyamide, 12 % polyester, 10 % élasthanne, 195 F. 115 F. Slip, 80 % polyamide, 12 % coton, 8 % élasthanne, 90 F. 50 F.



- Descamps. Drap, coton imprimé, 180 x 290 cm, 360 F. 250 F.
- Marway. Bibliothèque 2 portes, plaqué if, 12950 F. 8950 F.
- Sufren. Canapé 3 places fixe, vachette pleine fleur aniline, 20450 F. 14315 F.
- Marais International. Table basse rectangulaire, pieds métacrylique transparents, 5500 F. 3910 F.
- Krups. Cafetière programmable, 1,25 l, 469 F. 375 F.
- Guy Degrenne. Coffret 24 couverts, inox, manches couleurs, 250 F. 195 F.
- Yema. Montre, 250 F. 600 F.
- Delsey. Sac reporter, polyamide, 265 F. 175 F.
- Adidas. Chaussure de tennis, cuir vachette, système torsion, femme, 565 F. 395 F. homme, 600 F. 395 F. Survêtement, polyamide, 660 F. 495 F.
- Seiko. Montre, 2280 F. 1820 F.
- Samsonite. Sac à dos, polyamide enduit P.V.C., 330 F. 230 F.
- Kaisui. Téléviseur, 40 cm, Pal/Sécam, télécommande, 2490 F. 1990 F.
- Waterman. Stylo laqué, plume or, 500 F. 350 F.

GALLERIES
Lafayette

A Haussmann, la mode est là !

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

IRAK

L'opposition kurde affirme que les insurgés contrôlent la majeure partie de Kirkouk

Les groupes de l'opposition kurde à l'étranger ont annoncé, mardi 19 mars, que les insurgés ont pris le contrôle de la majeure partie de la ville pétrolière de Kirkouk, dans le nord de l'Irak, à la suite de violents combats.

« La ville est tombée après une offensive de grande envergure », a précisé le porte-parole de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) à Damas, ajoutant que les insurgés kurdes poursuivaient leurs opérations contre les dernières poches de résistance de l'armée gouvernementale. Selon lui, les forces kurdes se sont notamment emparées du siège de la Northern Oil Company, société d'exploitation des gisements pétroliers de la région qui fournissait à l'Irak 800 000 barils par jour – un tiers de sa production de brut – avant la guerre du Golfe.

L'UPK a par ailleurs annoncé être en possession d'informations dignes de foi selon lesquelles l'armée irakienne s'apprêterait à utiliser des armes chimiques pour écraser la rébellion. « Si le gouvernement utilise des armes chimiques, nous ferons sau-

ter les barrages de Doka (au nord-ouest de Kirkouk) et de Darbandikhan (à l'est) qui sont sous notre contrôle », a déclaré le porte-parole de l'UPK à Damas. Le régime irakien serait entièrement responsable de l'inondation de Bagdad qui en serait le résultat.

L'agence iranienne IRNA rapporte cependant que l'armée irakienne renforce son dispositif dans le nord du pays. Les troupes gouvernementales auraient notamment déployé des lanceurs de missiles Hussein, dérivés des Scud tirés par l'Irak contre l'Arabie saoudite et Israël pendant la guerre. Côté radio de l'UPK, l'IRNA précise que ces lanceurs ont été installés dans la province de Diyala et sont pointés vers les villes kurdes de Sulaymaniyah et Irbil notamment. A Londres, le parti chiite d'opposition Daawa va encore plus loin en affirmant que les forces régulières avaient déjà tiré des missiles Scud sur la ville sainte de Najaf, tuant deux mille personnes. Cette organisation affirme également que les troupes de Saddam Hussein continuent d'utiliser des hélicoptères contre les rebelles kurdes de Kirkouk « en dépit des avertissements

des forces alliées selon lesquelles de telles actions sont contraires aux accords de cessez-le-feu ».

A ce sujet, le porte-parole du Pentagone, M. Pete Williams a déclaré qu'il existait des « preuves accablantes » de l'emploi d'hélicoptères par les forces gouvernementales contre les rebelles. « Nous avons clairement signalé à Bagdad qu'elle ne devait pas utiliser ses forces aériennes, hélicoptères ou avions. Les règles sont nettes et je n'exposerai pas en détail la façon dont nous pourrions répliquer à ces actions », a-t-il dit. M. Williams a déclaré d'autre part que « de violents combats continuent dans le nord de l'Irak, et que les dissidents kurdes semblent avoir remporté de nouveaux succès ». Il n'a toutefois pas été en mesure de confirmer que les rebelles contrôlaient la ville de Kirkouk. « Des forces gouvernementales se sont déplacées autour des champs pétroliers du nord », s'est-il borné à indiquer tout en ajoutant qu'il ignorait tout ce qui se passait.

Les informations sur l'évolution des combats dans le sud du pays semblent en revanche indiquer que les

rebelles chiites ont perdu le contrôle de Bassorah, deuxième ville du pays et capitale de l'Irak chiite. Des déserteurs de la Garde républicaine qui sont arrivés mardi à un avant-poste américain ont déclaré que les combats avaient fortement diminué d'intensité. La Garde républicaine fouille la ville maison par maison et a déployé de nombreux chars, ont-ils précisé. De nombreux cadavres gisent dans les rues. Selon des représentants de l'opposition à Damas, les localités de Khanagiri, où se trouve le poste frontalier le plus important avec l'Irak, ainsi que celles de Nassiriyah et de Kut, dans le sud de la plaine mésopotamienne, ont été investies par les forces gouvernementales, tandis que Bassorah est « libérée » à quarante pour cent.

A Bagdad, la radio et la presse n'ont pas réagi à l'annonce de la prise de Kirkouk par les Kurdes, mais l'agence officielle a indiqué que le ministre irakien de l'Intérieur, M. Ali Hassan El Majid, s'était rendu dans la ville de Mossoul, où il a tenu une réunion consacrée « à la consolidation de l'état de sécurité ». — (AFP, Reuters, AP)

Selon les organisations humanitaires

Les pénuries de vivres menacent la population

GENÈVE

de notre correspondante

Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait connaître, le 20 mars, sa vive préoccupation quant aux conséquences de la pénurie de vivres qui sévit en Irak. D'après les dernières nouvelles que le CICR a reçues de sa délégation de 37 membres en Irak, la menace de famine affecte l'ensemble de la population. Des denrées essentielles à l'alimentation quotidienne, telle la farine, se trouvent encore mais à des prix inaccessibles pour la plupart.

Depuis le début de l'année, le CICR a réussi à acheminer vers l'Irak – depuis l'Iran – 900 tonnes de vivres distribués en priorité aux hôpitaux et aux orphelins de Bagdad. Il prévoit d'étendre ses activités de secours aux groupes les plus vulnérables (malades, blessés, femmes, enfants, vieillards). Il maintient, pour ce faire, des contacts étroits avec l'ONU et ses institutions spécialisées. L'une de ces institutions, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) s'efforce notamment de porter assistance aux quelque 30 000 réfugiés irakiens abrités dans trois camps de la province irakienne du Khuzistan. Son directeur général, le docteur japonais Hiroshi Nakajima, invité depuis longtemps par les autorités de Téhéran, s'est rendu, du 11 au 18 mars, dans cette province frontalière. Moment particulièrement critique si l'on en juge

« Un chasseur irakien abattu par un avion américain. Un chasseur-bombardier irakien a été abattu par un avion américain au nord de Bagdad, a annoncé, mercredi 20 mars, la chaîne de télévision NBC en ajoutant tenir cette information de source proche du Pentagone et précisant que l'appareil violait les règles de cessez-le-feu établies par les alliés. Au Pentagone, on se refusait, mercredi en début d'après-midi, à confirmer ou à démentir la nouvelle. — (Reuters.)

par les « souvenirs » qu'ils a rapportés au siège de l'OMS à Genève : des échantillons – dont l'analyse est en cours – de boues saumâtres et d'eau noire, résidus des pluies qui se sont déversées sur le Khuzistan du 13 au 15 mars et dont la couleur serait due, selon l'OMS, aux vapeurs que dégagent les puits de pétrole auxquels l'armée irakienne avait mis le feu avant d'évacuer le Koweït.

ISABELLE VICHNIAC

ISRAËL : pour avoir évoqué un « arrangement politique » avec les Arabes

Le chef d'état-major de l'armée s'attire les foudres de la droite

JÉRUSALEM

de notre envoyé spécial

Nouveau signal de paix, nouveau scandale politique en Israël. Le général Dan Shomron, chef d'état-major de l'armée (Tzahal), ayant clairement laissé comprendre que la paix pour Israël valait beaucoup mieux que l'occupation de territoires palestiniens, plusieurs députés de la majorité gouvernementale, dont certains du Likoud, ont réclamé, mardi 19 mars, son limogeage immédiat.

Accusé, au passage, de n'avoir « rien fait pour moderniser Tzahal » et d'être « le responsable numéro un de l'échec d'Israël dans la lutte contre l'Intifada », le général Shomron, qui n'en est pas, il est vrai, à sa première déclaration fracassante – il avait notamment déclenché la colère du premier ministre en déclarant que l'Intifada constituait une révolte populaire qui nécessitait une solution politique plutôt que militaire, – doit, en principe, abandonner son poste à la fin de ce mois.

Selon lui, « les données nouvelles issues de la guerre du Golfe offrent l'occasion de mettre en œuvre un processus politique dont il faut profiter. Israël se trouvant à l'heure actuelle dans une position relativement bonne ». Pour le général, « un arrangement politique valide [avec les voisins arabes] vaut beaucoup plus que

des territoires ». Dans son esprit, un règlement politique implique, en effet, un certain degré de « délimitation, de limitation des armements et de supervision mutuelles » qui réduirait à la fois l'importance stratégique des territoires occupés et « les dangers pour Israël ». La guerre du Golfe, a poursuivi le général, « a démontré l'importance de la sophistication de l'armement », et c'est pourquoi, après avoir passé quatre ans à la tête de Tzahal, le chef d'état-major préconise aussi une diminution des effectifs de l'armée au profit d'un investissement plus soutenu dans les armements de haute technologie.

Au total, la polémique a proposé d'une éventuelle négociation israélo-arabe autour du principe « la paix contre des territoires occupés » se poursuit avec vigueur en Israël. Un peu moins décourageant pour les intermédiaires américains qu'il ne l'était la veille à propos du Golan (le Monde du 19 mars), le premier

ministre, M. Itzhak Shamir, recevant mardi une délégation du Congrès de Washington, s'est déclaré convaincu que la région était « au début d'un processus de paix qu'il convient d'accélérer ». Il a, bien sûr, rappelé à ses visiteurs que « les racines du conflit israélo-arabe sont profondes et que personne ne doit s'attendre à des résultats immédiats », mais il a souligné avoir « bon espoir que, cette fois, il sera possible d'approcher du but, qui est la paix avec nos voisins ».

Selon certains journaux de Jérusalem, le gouvernement examinerait plusieurs hypothèses pour poursuivre et développer l'initiative américaine de paix, tel un accord temporaire de délimitation sur le plateau du Golan avec la Syrie et l'établissement d'une sorte d'administration palestinienne dans la bande de Gaza qui aurait le soutien de l'Égypte et de l'Arabie saoudite.

PATRICE CLAUDE

Le Koweït désespéré

Suite de la première page

Nommé le 21 juin 1990, le gouvernement démissionnaire, dont les ministres vont expédier les affaires courantes, comptait vingt-deux membres dont huit de la famille princière.

Le gouvernement, qui avait réussi à s'enfuir dès l'invasion du Koweït par l'Irak, le 2 août dernier, n'était revenu à Koweït qu'une semaine après la libération du pays. Les Koweïtiens restés pendant l'occupation lui reprochaient de plus en plus ouvertement son impuissance à répondre au défi irakien et sa fuite précipitée, mais aussi, depuis son retour, son incapacité à faire redémarrer le pays alors que, de son exil, il avait promis une remise en ordre rapide.

Trois semaines après la libération, l'électricité, qui conditionne toute reprise, ne fonctionne toujours pas, et l'eau et la nourriture font gravement défaut. La ville de Koweït offre aujourd'hui le même visage de désolation qu'aux premiers jours de l'entrée des troupes alliées : ordures dans la rue, carcasses de voitures brûlées sur les routes, rues impraticables, écoles, magasins, administrations fermés. Le Ramadan, qui a débuté dimanche, a encore aggravé les frustrations de la population, qui constate en outre les privilèges que se sont accordés les principales personnalités locales dès leur retour. La seule rue délaissée, par exemple, est celle où se sont installés les ministres, membres de la famille princière.

Clivage

entre exilés et résistants

Le clivage entre les « résistants », c'est-à-dire ceux restés au pays, et les exilés de retour, ne cesse ainsi de s'accroître. L'exaspération a atteint son comble lorsque le ministre de l'Électricité et de l'Eau, le docteur Hamad Abdallah El Ruuba, a annoncé, vendredi dernier, que, contrairement aux premiers engagements, l'électricité ne pourrait être rétablie avant trois semaines. « Le Koweït est un désert. Sans eau ni électricité, ce n'est rien », nous déclarait ainsi mardi un homme d'affaires.

Tentant d'expliquer ces carences, M. Mutawa a rejeté la responsabilité de cette situation sur les Irakiens qui, selon lui, ont délibérément saboté les installations essentielles de façon à « empêcher tout gouvernement de reprendre rapidement la situation en main ». Donnant l'exemple de la centrale électrique de Shuaiba, M. Mutawa a précisé qu'après une expertise très sérieuse des alliés, celle-ci avait été déclarée opérationnelle. Ce n'est qu'à la mise en route qu'on s'est aperçu, a-t-il dit, que divers objets (tournevis,

limaille) avaient été introduits dans les circuits de manière indétectable, ce qui a eu pour résultat de casser totalement la centrale.

Depuis plusieurs jours, des rumeurs de démission du gouvernement couraient dans la ville. Quatre ministres étaient particulièrement visés : le ministre de la Défense, jugé responsable de l'occupation, le ministre des Affaires étrangères en place depuis vingt-deux ans, celui de l'Intérieur, ainsi que celui de l'Eau et de l'Électricité. « J'espère que la nouvelle équipe, dont la nomination pourrait intervenir rapidement, les consultations ayant déjà commencé », a affirmé M. Mutawa, « pourra répondre aux défis matériels, politiques, économiques et sociaux qui se posent au pays, suite à l'occupation irakienne ».

Lenteurs du processus démocratique

Outre les problèmes quotidiens, les Koweïtiens s'impatientent en effet des lenteurs du démarrage du processus démocratique. En novembre dernier, à Djeddah, lors d'une réunion de toutes les forces politiques koweïtiennes, l'émir avait en effet promis le retour du Parlement suspendu depuis 1986.

Alors qu'aucune date n'a été fixée pour les élections, la première mesure du gouvernement a été l'imposition de la loi martiale, et Cheikh Saad avait donné en priorité à son gouvernement le rétablissement de la sécurité, la reconstruction du pays et ensuite, seulement, la démocratie. Un processus qui prendra au moins cinq ans, estiment les opposants qui, « endurcis » par sept mois d'occupation, osent désormais s'exprimer de plus en plus ouvertement.

Cette situation dangereuse, à laquelle il faut ajouter les risques d'une émigration redoublée, tant par les nombreux experts travaillant au Koweït que par les opposants, inquiète les gouvernements alliés appelés par l'opposition à faire pression sur la famille princière pour garantir le retour à la vie démocratique au Koweït.

La première réaction à la démission du gouvernement est, mercredi, venue de l'ambassadeur des États-Unis, M. Edward Gnehm, qui a déclaré : « Ce changement était attendu. Il avait été discuté à Taef et à Djeddah. Il était important que le gouvernement rentre à Koweït et se rétablisse avant tout remaniement. Cela ne changera rien aux relations avec les États-Unis », a ajouté M. Gnehm, qui a tenu à préciser que « la situation à Koweït, aujourd'hui, est très différente de celle qui prévalait quand ce gouvernement démissionnaire avait été nommé ».

FRANÇOISE CHIPAUX et VÉRONIQUE MAURUS

Le ministre japonais des affaires étrangères devait annoncer mercredi 20 mars une visite officielle aux États-Unis. M. Nakayama, avec son homologue américain, M. Baker, en particulier sur les questions bilatérales et les suites de la guerre du Golfe. Le Japon, qui a toujours eu un temps de retard dans le gestion de cette crise, avait attendu la fin des hostilités pour voter, le 7 mars, une contribution de 9 milliards de dollars à la force multinationale.

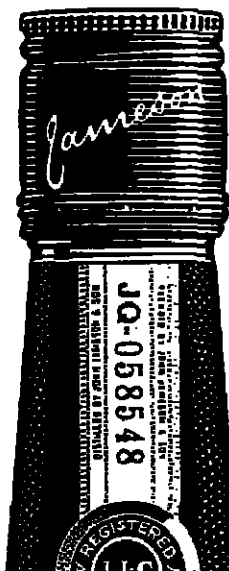
TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais ne sont pas seulement pris de court par des événements auxquels leur gouvernement n'a su réagir qu'en l'ouvrant. Ils craignent aujourd'hui de subir de nouvelles critiques à l'étranger en apparaissant comme des « neutres économiques », selon l'expression du ministre des Finances, M. Hashimoto. « Ils se montrent trop actifs dans la course aux contrats. Conséquence de ce regain, les autorités ont mis en garde, contre un retour trop voyant au Proche-Orient, les grands groupes

M. Fabbri se rendra en Arabie saoudite. — M. Lamont-Fabbri, président de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 19 mars, sur la Cinq, qu'il se rendra en Arabie saoudite, les 26 et 27 mars, pour « discuter avec les dirigeants saoudiens et avec le roi de Jordanie », ainsi qu'avec des personnalités palestiniennes. Le président de l'Assemblée nationale a souligné qu'il ne croyait pas du tout à « une solution magique » dans le conflit israélo-arabe, mais que « la fin de la guerre contre l'Irak a créé une situation un peu nouvelle ».

L'abus d'alcool est dangereux pour la santé.
A consommer avec modération.



سكوتلاندي

55 من رايه

• Le Monde • Jeudi 21 mars 1991 • 7

LES SUITES DE LA GUERRE DU GOLFE

Les limites de la « diplomatie des chèques »

Le Japon victime de ses attermoissements

Le ministre japonais des affaires étrangères devait entreprendre mercredi 20 mars une visite officielle aux États-Unis. M. Nakayama aura des entretiens avec son homologue américain, M. Baker, en particulier sur les questions bilatérales et les suites de la guerre du Golfe. Le Japon, qui a toujours eu un temps de retard dans la gestion de cette crise, avait attendu la fin des hostilités pour voter, le 7 mars, une contribution de 9 milliards de dollars à la force multinationale.

TOKYO

de notre correspondant

Les Japonais ne sont pas seulement pris de court par des événements auxquels leur gouvernement n'a su réagir qu'en loupant. Ils craignent aujourd'hui de susciter de nouvelles critiques à l'étranger en apparaissant comme des « emmêlés économiques », selon l'expression du ministre des finances, M. Hashimoto, s'ils se montrent trop actifs dans la course aux contrats. Conscientes de ce risque, les autorités ont mis en garde, contre un retour trop voyant au Proche-Orient, les grands groupes

o M. Fabius en Israël et en Jordanie. - M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, a annoncé, mardi 19 mars, sur la Cinq, qu'il se rendra en Israël et en Jordanie, les 26 et 27 mars, pour « discuter avec les dirigeants israéliens et avec le roi de Jordanie », ainsi qu'avec des personnalités palestiniennes. Le président de l'Assemblée nationale a souligné qu'il ne croyait pas du tout à « une solution magique » dans le conflit israélo-arabe, mais que « la fin de la guerre contre l'Irak a créé une situation un peu nouvelle ».

industriels qui vont en quelque sorte payer le prix du faible engagement de leur pays dans ce conflit. Ces mises en garde suggèrent que les sociétés japonaises ne devraient être que des sous-contractants dans la reconstruction. Elles ne seront sans doute surprises que jusqu'à un certain point : une concurrence féroce est déjà ouverte pour se partager ce que les Occidentaux auront laissé.

Les compagnies pétrolières et sidérurgiques se préparent à reprendre leurs activités dans la région : les maisons de commerce font le siège de l'ambassade du Koweït à Tokyo et dressent les listes de produits américains qu'elles pourraient lui livrer. Mitsubishi en particulier est engagé dans l'émirat avec des contrats de 2 milliards de dollars, mais aussi en Irak où sa maison de commerce, Mitsubishi Corp., a été le maître d'œuvre du gigantesque monument en l'honneur des morts de la guerre contre l'Irak.

Pas d'aide financière pour Israël

Sur le plan politique, la victoire rapide des alliés a soulagé un gouvernement Kaïf emporté dans ses attermoissements : une guerre prolongée n'aurait fait que rendre l'attentisme de Tokyo plus intenable et aggraver la division au sein de l'opinion. Simple répit cependant, car le Japon est confronté à l'éternelle question de son rôle sur la scène internationale. Il est sans doute plus à l'aise dans un contexte de paix où il peut jouer de la marge de manœuvre que sa puissance économique lui assure.

Outre les 9 milliards - en réalité légèrement moins car le Parlement a voté un budget en yens qui, compte tenu de la fluctuation des changes, n'équivaut qu'à 8,6 milliards de dollars - qui seront fournis au Fonds de la paix dans le Golfe, le Japon a confirmé une aide d'urgence de 1 milliard de dollars aux pays affectés par le conflit : Inde, Pakistan, Bangla-

desh, Maroc et Syrie. Il enverra d'autre part au Koweït une aide humanitaire d'urgence, de même qu'une mission d'étude sur la préservation de l'environnement.

L'émirat est le premier destinataire de l'assistance humanitaire, mais une aide financière substantielle paraît exclue dans la mesure où il est considéré comme une nation riche. Un argument analogue est employé pour justifier le fait que Tokyo n'envisage pas de fournir d'aide financière à Israël.

Les dirigeants japonais sont cependant conscients que la « diplomatie des chèques », pratiquée depuis l'invasion du Koweït - ils se sont engagés à fournir 13 milliards de dollars, dont moins de la moitié a déjà été déboursée - est insuffisante pour conférer une stature internationale à leur pays. Mais, s'ils veulent aller au-delà, ils se heurteront aux limites traditionnelles de leur diplomatie.

Tokyo a relancé l'idée d'un corps de volontaires pour des opérations pacifiques, mais composé de réservistes, et qui serait mis à la disposition des Nations unies. Ce projet suscite les mêmes oppositions qu'auparavant, quoique les pays d'Asie du Sud-Est paraissent désormais moins hostiles aux initiatives nippones pour le maintien de la paix tant au niveau régional (dans le règlement du conflit cambodgien par exemple) que global. Telle est en tout cas l'impression qui ressort de la récente visite en Asie du Sud-Est de l'un des hommes forts du

parti conservateur, M. Michio Watanabe.

Parce qu'il dépend à 70 % du Proche-Orient pour son pétrole, le Japon devrait avoir son mot à dire dans tout processus de stabilisation régionale. Mais il est peu vraisemblable qu'il prenne des initiatives sans l'aval américain. La visite du chef de la diplomatie nipponne à Washington, suivie peut-être fin mars de celle de M. Kaifu, confirmerait l'allégeance traditionnelle envers Washington. Tokyo, qui avait essayé de mener au Proche-Orient une politique légèrement démarquée de Washington, est contraint cette fois à un plus grand suivisme.

Une impuissance endémique

La seule initiative du Japon qui s'inscrirait dans la ligne de son pacifisme constitutionnel serait de jouer un rôle dans le contrôle des armements. Tokyo étudie avec l'opposition des mesures de limitation de son assistance économique aux pays marchands d'armes. Moralement défendable pour un pays se réclamant du principe du non-recours à la force dans le règlement des conflits internationaux, cette initiative n'en pose cependant pas moins de sérieux problèmes. Elle heurterait en effet des pays comme le Brésil, mais aussi surtout la Chine ou l'URSS, et irait à l'encontre des intérêts nippons.

Le conflit dans le Golfe n'a fait que renforcer la nécessité ressentie par certains dirigeants nippons de définir une politique étrangère indépendante. Mais il a aussi confirmé une impuissance endémique à se dégager d'un attentisme traditionnel dont se faisait récemment l'écho l'éditorialiste du *Nihon Keizai* en écrivant que cette guerre, en confirmant la primauté de la force dans le maintien de la paix, a remis en cause le principe fondamental de la diplomatie japonaise.

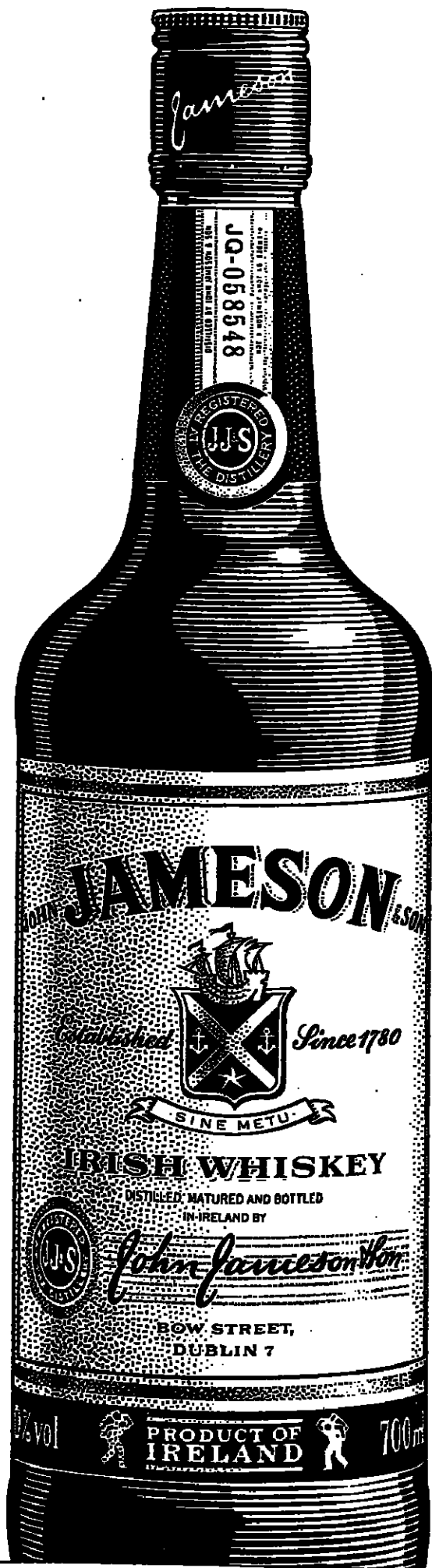
L'*Asahi* a mis en revanche en garde contre « les illusions d'un monde unipolaire » et l'euphorie créée par la victoire écrasante des États-Unis et de leurs alliés. « La victoire dans le Golfe est due à une combinaison incroyable de facteurs dont il serait illusoire de penser qu'elle se reproduira à l'avenir ».

Tout en soulignant l'amertume que peuvent ressentir des pays comme la Chine, l'URSS, l'Allemagne ou le Japon devant cette démonstration de l'écrasante suprématie militaire américaine, Tokyo est confronté, selon l'*Asahi*, au défi d'aller à l'encontre de l'idée reçue selon laquelle toute puissance économique doit être aussi une puissance militaire.

La fin de la guerre froide avait fait penser aux Japonais que la puissance économique allait devenir le facteur dominant dans l'équilibre mondial et que l'heure d'une réémergence de leur puissance sur la scène mondiale avait sonné. MM. Saddam Hussein et George Bush ont, momentanément, balayé de telles espérances.

PHILIPPE PONS

Jameson Irish Whiskey.



DIPLOMATIE

La conférence CEE-Amérique centrale

Les Douze feront un effort supplémentaire en faveur du Nicaragua et du Honduras

Les cinq pays d'Amérique centrale ont obtenu un appui politique et économique « sans faille » de la Communauté économique européenne, qui s'est engagée mardi 19 mars, à Managua, à poursuivre sa coopération avec cette région pour consolider les progrès réalisés en matière de démocratisation et de réduction des armements.

MANAGUA

de notre correspondant en Amérique centrale

Bien qu'ils n'aient pas obtenu la diminution des droits de douane sur les exportations de leurs produits tropicaux à destination de l'Europe, les Centre-Américains sont satisfaits de la décision de confier à la Commission européenne le soin d'établir si les préférences tarifaires récemment accordées aux pays andins leur portent préjudice. Les ministres européens des affaires étrangères se sont engagés à adopter le cas échéant des « mesures transitoires ou toute autre mesure de nature à éviter des conséquences défavorables à l'Amérique centrale ».

« Moins de mots et plus d'actions, avec des résultats tangibles », a déclaré le président de la Communauté européenne, le Luxembourgeois Jacques Poos, qui comparait ainsi la conférence de Managua avec les six précédentes (la première a eu lieu en 1984 dans la

capitale du Costa-Rica, San-José, et la prochaine se déroulera au Portugal). Le commissaire européen chargé de l'Amérique latine, M. Abel Matutes, n'a pas hésité à parler de « décisions courageuses » à propos de l'ouverture éventuelle de la CEE aux produits centre-américains.

C'est également l'avis du ministre nicaraguayen des affaires étrangères, M. Enrique Dreyfus, qui avait souhaité des « faits concrets », car « des paroles vides de sens ne peuvent satisfaire des estomacs vides ». A l'issue de la conférence qui s'est déroulée les 18 et 19 mars et à laquelle a participé le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, M. Dreyfus a souligné « la sensibilité et la volonté extraordinaires de la CEE à l'égard de notre région ».

« Nous avons réussi de nouveau à attirer l'attention de l'Europe, qui regardait surtout vers le Golfe et les pays de l'Est », a-t-il ajouté, tout en se félicitant que la CEE ne se borne pas à offrir de l'aide à l'Amérique centrale sans chercher simultanément à favoriser le commerce entre les deux régions (25 % des exportations des pays de l'isthme sont destinées à l'Europe).

Fonds spécial pour les exportations

Dans cette contrée ravagée par la guerre, en particulier au Nicaragua, l'aide reste indispensable pour relancer une économie durement touchée par la hausse des prix des produits importés et la baisse simultanée des principaux produits

d'exportation, en particulier le café. La CEE a décidé de faire un effort supplémentaire en faveur des pays les plus pauvres de la région, le Nicaragua et le Honduras, pour lesquels un fonds spécial pour le développement des exportations a été créé. Ce fonds doté de 32 millions d'euros (224 millions de francs) « contribuera à renforcer la capacité d'exportation de ces deux pays ». Les ministres européens ont souligné que l'Amérique centrale était la région du monde qui recevait de la CEE la plus grande quantité d'aide par habitant : l'aide multilatérale et bilatérale fournie par l'Europe représente un quart de l'aide étrangère reçue par la région (les États-Unis donnant à eux seuls 50 % de l'assistance). Cette coopération est surtout dirigée vers le secteur agricole, mais aussi vers des programmes de réinsertion des réfugiés et des anciens guérilleros.

« Les Centre-Américains pouvaient difficilement se plaindre, affirme un membre d'une délégation européenne, d'autant plus que notre aide ne cesse de progresser. C'est pourquoi ils ont mis l'accent sur les échanges commerciaux et l'élimination des barrières tarifaires. Nous ne pouvons cependant pas céder sur ce point car nous avons accordé des préférences aux pays andins pour leur permettre de lutter contre le trafic de stupéfiants par le développement de cultures de substitution. C'est une question de principe, mais nous sommes finalement disposés à un compromis. »

BERTRAND DE LA GRANGE

M. Mitterrand a réuni le Haut Conseil

Les francophones déroutés

M. Mitterrand a ouvert, mardi 19 mars, à l'Élysée, la septième session du Haut Conseil de la francophonie, organisme français à composition internationale qu'il a créé en 1984 et qu'il préside de droit. M. Alain Decaux devait faire, mercredi 20 mars, au conseil des ministres, une communication sur les perspectives du quatrième sommet des pays francophones prévu à Paris pour la fin de cette année. Le ministre de la francophonie présidera, le lendemain à Strasbourg, la Journée de la francophonie dans les écoles, célébrée également dans d'autres pays (Québec, Sénégal, Maurice, Laos, etc.).

Officiellement, « tout baigne », le royaume francophone continue. Le Haut Conseil débat d'un thème de prime abord pas très compréhensible mais vaste et propre aux envolées : « Monde francophone et francophonie dans le monde : création et échanges ».

On a procédé, mardi, à un renouvellement partiel des membres et de la hiérarchie du Haut Conseil : l'universitaire belge-russe Ilya Prigogine, Prix Nobel de chimie, et l'anthropologue française Françoise Héritier-Augué, professeur au Collège de France, se sont retirés à leur demande et ont fait place à trois nouvelles personnalités : le Père Gilbert Aubry, évêque de Saint-Denis de la Réunion et poète créole ; M. Antoine Spak, président du Conseil des parle-

mentaires francophones belges depuis 1988, et le professeur Jacques Ruffié, titulaire de la chaire d'anthropologie physique au Collège de France depuis 1972. Quant à M. Léopold Senghor, il cesse d'être vice-président de l'institution pour en devenir le président d'honneur. Le Haut Conseil compte désormais trente-trois membres (dont onze Français) de dix-huit nationalités.

La satisfaction officielle française sur « le bon fonctionnement de la francophonie » ne peut cependant cacher que nombre de membres du Haut Conseil, malgré les liens personnels ou politiques qui, dans plusieurs cas, les unissent à François Mitterrand, commencent à s'interroger sur l'utilité d'un organisme dont les propositions ou les protestations (par exemple sur la situation dégradée des écoles et lycées de langue française au Maroc et au Liban) restent la plupart du temps lettre morte. En outre, une série d'événements récents ont accru la déception de plusieurs participants.

Les retombées de la guerre du Golfe

Ainsi, au moins six ou sept membres du Haut Conseil, arguant du fait que « l'adhésion française aux théâtres américains lors de la guerre du Golfe était contraire à l'intérêt de la francophonie, composée pour plus d'un tiers de peuples musulmans », avaient décidé de démissionner et n'ont suspendu leur décision qu'en raison de l'arrêt des hostilités. Mais leur amertume perdure. Selon le romancier Tahar Ben Jelloun,

membre du Haut Conseil, le terme de « francophonie », dans certaines nations musulmanes comme le Maroc, serait devenu une injure depuis l'engagement français contre l'Irak.

Plusieurs membres originaires du tiers-monde, notamment africains, ont d'autre part trouvé « cavalier » de la part de la France de revenir, à la demande de la Belgique et surtout du Canada, sur l'acceptation de l'invitation zairoise de tenir à Kinshasa le quatrième sommet de la francophonie.

La publication en 1990 par la France de rectifications unilatérales de l'orthographe a aussi choqué nombre d'intellectuels de diverses origines, qui avaient pris pour argent comptant le slogan répété par Paris ces dernières années selon lequel « le français n'est plus propriété de la seule France mais de tous ceux qui l'utilisent dans le monde ». En fait, les rectifications ont été décidées entre Français après consultation pour la forme de deux experts belges et québécois ; elles ont été communiquées pour avis au Haut Conseil après avoir été rendues publiques.

A cela s'ajoute, en dépit des mises en garde de M. Alain Decaux, ministre de la francophonie, une érosion constante depuis dix ans, malgré d'habiles manœuvres, des crédits culturels du Quai d'Orsay. Ces fonds sont, avec les concours canadiens, le seul véritable fer de lance de la francophonie à travers les continents. Or, un peu partout, et particulièrement au Liban et au Maghreb, l'insuffisance des crédits français laisse la place depuis quelque temps à des projets ou des réalisations anglophones pour lesquels les dollars ne manquent point. A Beyrouth, on constate une sorte d'entente tacite syro-américaine au détriment du français. La suppression en 1989 de la direction du français au Quai d'Orsay a été considérée comme un signe du « désintérêt » grandissant de Paris à l'égard de tels problèmes qui se posent sous d'autres formes en Haïti, au Maroc, au Cameroun, etc.

C'est sur ce fond désenchanté que vont se réunir d'ici une trentaine de personnalités de bonne volonté qui, lors de leur première rencontre en 1985, avaient été présentées arbi et orbi comme la « vitrine » de la francophonie d'où jailliraient des idées-forces. Malheureusement, l'intendance n'a pas suivi. Or ce qui pourrait redonner du moral aux troupes ce serait des réalisations, au reste plus spectaculaires que vraiment coûteuses, comme un réseau télévisé en français à vocation universelle, pour lequel se bat Alain Decaux, mais trop timidement au goût de ses partenaires africains, arabes, asiatiques ou européens.

JEAN-PIERRE PERONCEL-HUGOZ

► Les éditions Bruylant de Bruxelles publient un ouvrage de Pierre-François Chatton et Joanna Mazurk-Bapt, Le Dilemme francophone. D'autre part, le Haut Conseil vient d'éditer, sous la responsabilité de son secrétaire général, M. Stello Farandjic, son Rapport 1990 sur l'état de la francophonie dans le monde, guide très documenté de l'actualité en français (La Documentation française, 415 pages, 110 F).

► A propos de la réforme de l'orthographe, l'un des principaux intéressés, le Syndicat des correcteurs et des professionnels connexes de la correction, vient de publier une analyse des rectifications, assortie de contre-propositions : Trait d'union, anomalies et coarctations. Editions Climats, 130 pages, 80 F. Parmi les coauteurs figure notre correcteur en chef Jean-Pierre Collignon, qui vient également de publier Ce Français qu'on maltraite (Belfa, 250 pages).

le journal mensuel de documentation politique après-demain
Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :
LES SYNDICATS ET L'EUROPE

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé (ou 150 F pour l'abonnement annuel (80 % d'économie), qui donne droit à l'emprunt gratuit de ce numéro

ASIE

BANGLADESH

La bégum Khaleda Zia a été nommée premier ministre

La bégum Khaleda Zia a été nommée, mardi 19 mars, premier ministre du Bangladesh, par le chef de l'État, M. Shahabuddin Ahmed.

La bégum est le chef de file du Parti national (BNP), arrivé en tête des élections du 27 février der-

nier avec 139 sièges sur les 300 que compte le Parlement. Le BNP a conclu un accord avec le parti islamique Jamaat-al-Islami, qui dispose de 18 sièges. Le Jamaat soutiendra le gouvernement sans y participer.

Une femme modeste et tenace

NEW-DELHI

de notre correspondant en Asie du Sud

Rien ne prédisposait la bégum Khaleda Zia à devenir le premier ministre d'un pays musulman de 115 millions d'habitants. Il aura fallu un concours de circonstances fustigées pour que, par devoir, elle entre en politique.

Son mari, l'ancien président Ziaur Rahman, est assassiné le 30 mai 1981, et son existence, jusqu'à très récemment, bascule. Pour les partisans du président disparu, elle apparaît comme la détentriche d'un testament politique et un symbole d'unité bientôt indispensable pour vaincre un militarisme qui risque de décliner. Il est proposé à celle qui l'on surnomme désormais la « veuve » de prendre la vice-présidence du BNP, créé en 1978 par son mari.

Elle commence par refuser, puis se laisse convaincre d'accepter le parti, avant d'en assumer la présidence en 1984. En moins de dix ans, la bégum Zia est devenue une responsable politique de premier plan, l'une des deux « bêtes noires » de l'ancien président Ershad. L'autre est M. Hasina Wajed, chef de file de la Ligue Awami, l'« orphelin » de l'ancien président Mujibur Rahman, assassiné en 1975. Le destin étrangement semblable des deux femmes sera désormais poursuivi un combat commun — abattre la « dictature d'Ershad » — elles se détestent, et l'écho de leurs disputes rythme la vie politique.

Lorsqu'elle fut la « première dame » du pays, la bégum Zia conserva une vie aussi discrète que possible. Née le 15 août 1945, dans le district de Dinajpur, dans le nord-ouest du pays, fille d'un homme d'affaires, elle a épousé à treize ans, alors qu'elle est encore écolière (la pratique

est courante), Ziaur Rahman, un capitaine de l'armée pakistanaise ; le Bangladesh faisait alors encore partie du Pakistan. Sa vie est celle, modeste, d'une épouse de militaire de carrière. Aujourd'hui même, à Dacca, elle occupe une maison dans le car-



tonement, camp militaire à l'intérieur de la capitale. Elle est une « maîtresse de maison typique, consacrant son temps à élever ses deux fils », souligne sa biographie officielle.

Une tradition féministe

Au début de la guerre d'indépendance, Ziaur Rahman est un obscur major à Chittagong. Il accède brusquement à la notoriété en lançant à la radio un appel en faveur de la guerre d'indépendance. La bégum Zia est emprisonnée ; cette première arrestation sera suivie de bien d'autres (sept en huit ans), sous le président Ershad. Arrivé au pouvoir en 1975, le général Ziaur Rahman gouvernera pendant six ans. Cette période a laissé un bon souvenir au Ban-

gladesh : il avait une réputation d'homme intègre et modéré. Après le « socialisme » musclé de Mujibur Rahman, il se disait soucieux de « justice sociale ». Aux nationalisations succéda un début de privatisation de l'économie. Sa veuve a repris peu ou prou le même programme.

La bégum Zia, qui n'a plus à faire la preuve de sa ténacité, ni de sa haine de M. Ershad, est convaincue que ce dernier fut impliqué dans l'assassinat de son mari. L'ancien chef de l'État, aujourd'hui emprisonné, ne peut donc a priori espérer la moindre clémence. Avec le « courage indomptable » que souligne son entourage, la bégum a conduit une guérilla politique incessante contre lui. Contrairement à Sheikh Hasina, elle a refusé tout compromis avec le régime honni.

Pendant la campagne électorale, elle a adopté un ton plus mesuré que sa rivale, dont elle a mis en exergue les affinités profondes, tout en opposant l'islamisation du Bangladesh (proclamée par son mari) au « sécularisme » de Mujibur Rahman et de sa fille. Cette « recette » lui a assuré une victoire inattendue.

Vêtue avec une sobre élégance, la tête toujours recouverte du voile, la bégum Zia, qui préfère s'exprimer en bengali plutôt qu'en anglais, livre bien peu d'elle-même. Elle est souvent accompagnée de l'ancien ministre de l'intérieur de son mari, M. Mostafizur Rahman, qui joue un rôle de mentor et d'orientation grise. Devenant la première femme chef du gouvernement du Bangladesh, elle succède à M. Sirimavo Bandaranaike au Sri-Lanka, Indira Gandhi en Inde et Benazir Bhutto au Pakistan, poursuivant cette curieuse tradition féministe du sous-continent indien.

LAURENT ZECCHINI

Rétablissement des relations diplomatiques irano-saoudiennes

L'Iran et l'Arabie saoudite ont annoncé, mercredi 20 mars, le rétablissement de leurs relations diplomatiques. Un communiqué commun précise que le rétablissement des relations prendra effet le 26 mars. Cette décision était acquise depuis la rencontre qu'avait eu dimanche à Mascate, dans le sultanat d'Oman, le ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayati, avec son homologue saoudien, le prince Saoud El Fayçal (Le Monde du 19 mars). Les deux pays sont également parvenus à un accord qui met fin au boycottage du pèlerinage de La Mecque par les Iraniens. Ryad avait rompu ses relations avec Téhéran en avril 1988, après de violents incidents qui avaient fait, neuf mois plus tôt, près de 400 morts à La Mecque, pour la plupart des pèlerins iraniens. — (AFP, Reuters)

La Commission européenne propose de lier l'aide au tiers-monde au respect des droits de l'homme

La Commission européenne a proposé, mardi 19 mars, aux Douze de lier l'aide au tiers-monde à un respect minimum des droits de l'homme dans ces pays, a annoncé le commissaire chargé de la coopération, M. Manuel Maria.

Dans les cas les plus flagrants d'atteinte aux droits de la personne, la Communauté pourra décider de suspendre son aide, a expliqué M. Maria lors d'une conférence de presse. Sans annoncer de mesures spécifiques, le commissaire a cité les exemples de la Somalie, du Libéria et du Soudan.

Lors du cas « limite » de suspension d'action de coopération, les aides humanitaires seront maintenues, a indiqué un communiqué de la Commission. C'est le cas pour le Soudan, où la Commission ache-

mine des aides d'urgence alors qu'elle gèle les financements auxquels ce pays peut prétendre dans le cadre de la Convention de Lomé.

En revanche, la CEE favorisera « en priorité » des actions positives d'appui de pays sur la voie de la démocratie. « Nous l'avons déjà fait dans le cas du Bénin ou de Haïti », a expliqué M. Maria. Il est nécessaire de définir un cadre d'action pour les Douze en matière de droits de l'homme, tout particulièrement à la veille de l'Union politique, a-t-il souligné. Il n'est toutefois pas question d'instaurer un système « automatique », les réactions seront décidées au « cas par cas », a précisé le communiqué de la Commission. — (AFP)

La visite du président polonais aux États-Unis

M. Walesa veut inciter les Américains à investir dans son pays

Le président polonais, M. Lech Walesa, est arrivé mardi 19 mars à Washington pour une visite officielle de six jours aux États-Unis. M. Walesa, dont c'est le premier séjour aux États-Unis depuis qu'il est devenu président, le 22 décembre dernier, devait être reçu mercredi à la Maison Blanche par le président Bush. Symbole du rapprochement de la Pologne avec le monde occidental, les deux pays devaient signer à cette occasion une déclaration conjointe soulignant leur volonté de coopérer étroitement.

Reconnaissant le bien-fondé des réformes engagées par la Pologne pour sortir ce pays du système économique communiste, les États-Unis et leurs partenaires occidentaux au sein du Club de Paris ont décidé la semaine dernière de réduire de 50 % la dette publique de la Pologne qui se monte à 33,3 milliards de dollars, sur une dette totale, publique et privée, de 48 milliards. Et de source améri-

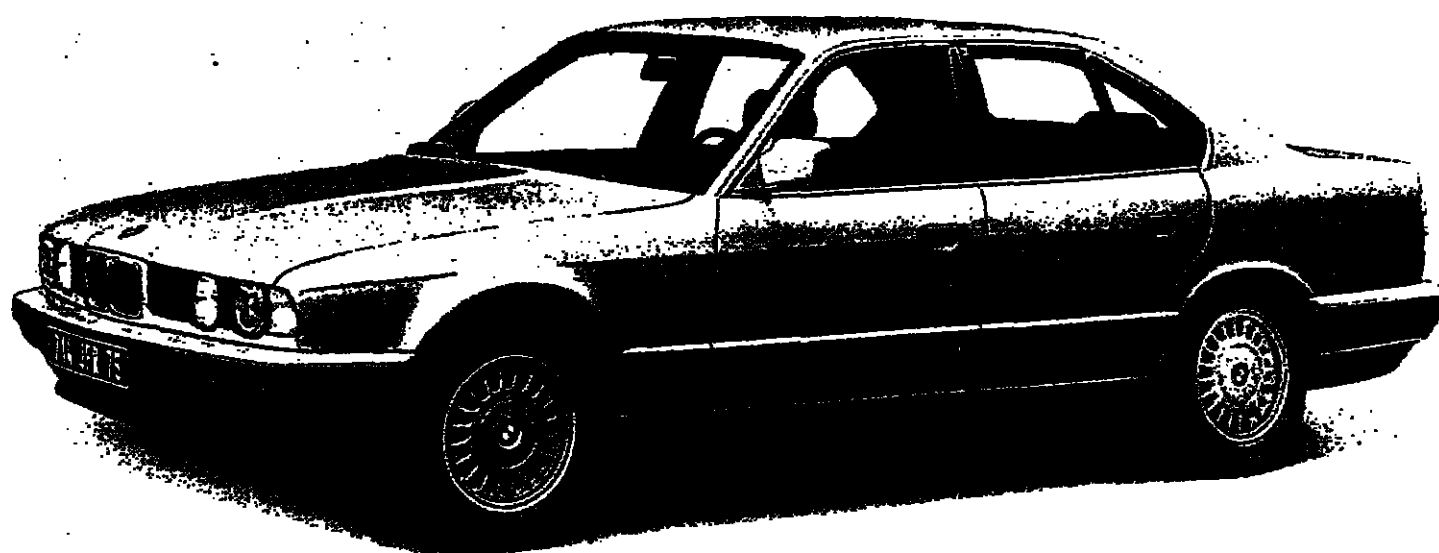
caine, on indiquait que l'administration Bush envisageait d'effacer la majeure partie de la dette de 2,9 milliards de dollars contractée par la Pologne à l'égard du gouvernement des États-Unis.

Le président Walesa, qui a lancé une mise en garde dans une interview à des journaux américains avant sa visite, contre un possible effacement des économies d'Europe de l'Est et le flot de réfugiés qui en découlerait, se propose au cours de son séjour aux États-Unis d'inciter les hommes d'affaires et l'importante communauté américano-polonaise à investir en Pologne.

Après Washington, où il rencontrera également le secrétaire d'État James Baker et des membres du Congrès, il se rendra à Los Angeles (où il s'entretiendra avec l'ancien président Ronald Reagan), puis à Chicago et New-York. M. Walesa effectuera ensuite une visite en France dans la première moitié du mois d'avril. — (AFP, Reuters)

سك (من الإقليم)

BMW. LES HOMMES N'ONT PAS FINI D'AIMER LES VOITURES.



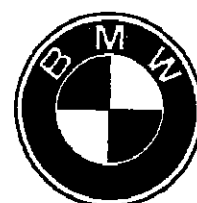
BMW 524 turbo diesel. Il n'y a pas beaucoup de diesels qui donnent envie de faire 100 mètres en voiture.

Avez-vous déjà été saisi, par une belle matinée de printemps, d'une irrésistible envie de prendre votre voiture pour vous rendre au coin de la rue? Installez-vous au volant de la BMW 524 turbo diesel (7 CV). Le moteur 6 cylindres de 2,4 litres développe 115 ch à 4 800 tr/mn et vous offre un dynamisme et une souplesse de conduite inégalés. Le silence est impressionnant. Les sièges se règlent en quelques secondes afin d'épouser parfaitement votre morphologie. Les premiers mètres parcourus sont déjà un réel plaisir et, si d'aventure la distance qui vous sépare de votre boulangerie préférée com-

porte un virage, vous aurez aussitôt la chance de vous apercevoir de ceci : la répartition équilibrée des masses, associée au système de freinage anti-blocage ABS monté

en série, contribue à accroître considérablement la très grande stabilité de la BMW 524 turbo diesel. Sur le chemin du retour, il se peut que vous vous laissiez tenter par un léger détour. Sachez alors que l'autonomie de la BMW 524 td dépasse les 1000 kilomètres à 120 km/h. (Consommations: 5,1 l à 90 km/h, 6,6 l à 120 km/h et 9,5 l en cycle urbain).

BMW Finance, votre partenaire financier. Le modèle présenté peut comporter des options. Tapez 3615 BMW. MOTUL partenaire de BMW.



POLITIQUE

Le débat au Parlement sur les suites

A l'Assemblée nationale, les dernières heures du consensus

Députés et sénateurs ont ouvert, mardi 19 mars, la session extraordinaire du Parlement, par un débat sans vote consacré à la situation au Moyen-Orient après la guerre du Golfe. A l'Assemblée nationale, M. Michel Rocard s'est félicité de la façon dont l'exécutif et le législatif avaient pu dialoguer durant ces mois de crise et de guerre. Il a estimé, comme M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, au Sénat, que le climat consensuel avait tenu jusqu'au bout et que cette ultime discussion consacrait « un grand moment de notre vie parlementaire ». La discussion a effectivement conservé le caractère serein qui avait prévalu lors des deux précédentes sessions extraordinaires consacrées au Golfe en août 1990 et en janvier 1991, même si les députés et les sénateurs de l'opposition ont émis des critiques, notamment sur la politique de défense des socialistes.

Les députés ont respiré une grande « détente », bouffée de consensus avant de plonger dans les eaux plus mouvementées de la réforme de la dotation globale de fonctionnement. Certes, MM. Jacques Chirac et François Léotard ont agréablement leurs interventions de quelques propos critiques. Le premier pour protester contre les déclarations faites dans le monde par le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas, à propos du caractère mythique de la politique arabe du général de Gaulle et pour dénoncer les erreurs socialistes en matière de défense (1). Le second, pour regretter les « capotés » et les « ambiguïtés » de la politique étrangère française « menée depuis dix ans ».

M. Pierre Méhaignerie n'a pas été en reste. Délaissant un moment le terrain international, il en a profité pour interpellier le premier ministre afin qu'il rende confiance aux Français en luttant « contre les excès du centralisme et de l'Étatisme ». Il avait toutefois pris soin, quelques instants auparavant, de préciser que « les Français savent bien que majorité et opposition ne s'affrontent plus réellement sur la politique de défense des socialistes ».

M. Rocard : « Assumer les différences »

Malgré ces brèves escarmouches, le ton général est resté empreint de retenue et d'une certaine dignité. Le président du groupe communiste, M. André Lajoinie, tout en restant ferme sur ses positions – dénonciation de la « guerre américaine » et du « carnage » qui aurait pu être, selon lui, évité, a appelé aux travailleurs pour refuser les baisses de pouvoir d'achat « justifiées » par la guerre du Golfe. « Nous ne considérons pas de dénonciation dans l'ensemble », son point de vue divergent et isolé paraissait presque de bon aloi, comme preuve que la démocratie française n'avait pas confondu consensus et unanimité. Le pre-

mier ministre l'a d'ailleurs souligné.

M. Rocard a rendu un hommage appuyé « à l'esprit de responsabilité » dont ont fait preuve « la plupart des dirigeants politiques de notre pays ». Il s'est gardé de vouer aux gémonies les communistes et ceux qui s'étaient retrouvés avec eux dans les manifestations pacifistes. « Je veux dire combien je respecte, même si je les désapprouve, le droit de ceux qui ont exprimé leur désaccord. C'est notre honneur de démocratie que d'assumer les différences ». Pour le premier ministre la démocratie est justement le « plus beau produit d'exportation » de la France et il a rappelé, avec M. Pierre Mauroy, que la voie de la démocratie et du développement économique harmonieux serait pour les pays du Moyen-Orient garante de solutions durables. Pour autant, il a estimé que la France n'avait pas de leçon à donner aux autres et que sa propre histoire était là pour rappeler que la démocratie ne se décrète pas du jour au lendemain. M. Jean-Marie Le Pen n'a pas échappé, en revanche, à son ironie, pour être allé à Bagdad « non pour y défendre nos thèses mais pour une forme d'allégeance ».

Le thème de l'après-guerre a été abondamment commenté par les orateurs. Qu'ils soient pessimistes ou optimistes quant aux perspectives de paix dans la région, ils ont pour la plupart admis le fait qu'une fenêtre diplomatique s'était ouverte après la guerre du Golfe et qu'il fallait l'exploiter sans retard. « Le prestige et le respect gagnés aux yeux de l'opinion mondiale s'évanouiraient instantanément et j'ajouterais, légitimement, si l'on devait découvrir que le droit est à l'éclipse, s'il devait être perdu comme l'alibi commode d'interventions sélectives », a rappelé M. Rocard. Dans cette optique, chacun s'est accordé à trouver des vertus certaines à une démarche empreinte de pragmatisme. Le mot a été utilisé à plusieurs

reprises et le fait que le gouvernement français ne fasse plus de la conférence internationale une question de principe intangible a reçu l'assentiment de la représentation nationale. « Peu importe le chemin que prendra le processus de paix », a expliqué M. Méhaignerie. « Nous préférons évidemment une paix dont nous ne serions pas les principaux artisans à quelque guerre que ce soit », a déclaré M. Rocard.

Le rôle de l'OLP

La question israélo-palestiniennne, est, pour tous, l'une des clefs majeures de tout règlement des conflits de la région. Le premier secrétaire du PS, M. Pierre Mauroy, qui avait estimé, lors d'un voyage en Israël, que l'OLP s'était « désqualifiée » en soutenant le président irakien (le Monde du 30 janvier), a nuancé son propos et déclaré, cette fois, que par son soutien à Saddam Hussein, « Yasser Arafat a pris le risque de compromettre encore la résolution de la question palestinienne. En tout état de cause, il appartient et il appartient aux Palestiniens d'exercer leur droit à l'autodétermination et de choisir eux-mêmes leurs représentants ». Équitable, il a dénoncé l'attitude du premier ministre israélien : « M. Shamir se convaincra vite que trois fois « non » ne forment pas une politique ».

L'avenir des relations avec le Maghreb et le sort du Liban ont également fait l'objet de longs débats. Le premier ministre s'est adressé aux pays du Maghreb pour leur dire qu'une « amitié solide survit aux désaccords » mais qu'elle « n'aurait pas survécu au mensonge ». Le président de la commission des affaires étrangères, M. Michel Vauzelle, a relancé son idée d'une conférence au sommet franco-maghrébine « qui ouvrirait le processus d'un type nouveau de coopération ». Quant au Liban, c'est d'une voix

unanime que les députés ont demandé la restauration de sa souveraineté. Mais un décalage est apparu entre le premier ministre – qui a rappelé, dans la soirée, que les accords de Taëf étaient, quoique discutés, le seul cadre légal accepté par l'essentiel des forces libanaises, et que c'était dans ce cadre qu'il fallait jouer le processus de libération du Liban, – et une partie de l'opposition qui pense, comme l'a dit M. Léotard, que les accords de Taëf « donnent une base juridique à l'occupation syrienne ». M. Vauzelle s'est étonné que l'on n'ait pas profité de la présence de la Syrie dans le camp des coalisés pour obtenir d'elle certaines « précisions » concernant l'intégrité du Liban et le sort du général Aoun...

Ventes d'armes

Enfin, les parlementaires n'ont pas voulu laisser passer cette occasion sans tirer un certain nombre de leçons concernant la défense et les ventes d'armes. M. Méhaignerie, un peu seul, a estimé que « le moment était venu de doter l'Europe d'une conception commune en matière de sécurité, de désarmement et de défense ». M. Chirac a reproché aux socialistes d'avoir réduit l'effort financier en faveur de la défense et de ne pas avoir fait de choix en matière de programmes d'armements. Aussi s'est-il prononcé pour « une mise à plat » de l'ensemble de la politique de défense. M. Chirac a estimé que les pays producteurs d'armes devaient « exercer une retenue concertée, si possible dans le cadre des Nations-unies ». Les socialistes ont jugé que l'ancien premier ministre n'était pas le mieux placé pour donner des conseils dans ce domaine, compte tenu de ses anciens liens avec l'Irak...

M. François d'Aubert (UDF, Mayenne) a rappelé, en regardant les bancs socialistes, que cette délicate question des ventes d'armes, assorties ou non de la

garantie de la COFACE, dépassait le seul cas du RPR. Il a d'ailleurs déposé une proposition de résolution tendant à la création d'une commission de contrôle sur le service public de l'assurance-crédit et la COFACE. Le député UDF souhaite également que le Parlement puisse exercer un certain contrôle sur ce type de ventes. Quant à M. Léotard, il a lancé un appel au premier ministre pour la rapide mise en place d'une « véritable déontologie nationale » qui serait proposée au Parlement.

Le premier ministre s'est déclaré ouvert à une « réflexion approfondie » sur cette question mais il a rappelé la dimension économique du problème qui impose à la France, dans son désir d'autonomie en matière de défense, de rechercher des économies d'échelle en allongeant les séries de production et donc de vendre à l'étranger. Il s'est montré favorable à un contrôle international (plafond de ventes d'armes) et il a rappelé que le président de la République et lui-même avaient plaidé pour que la France jouent un rôle actif dans une régulation des ventes d'armes dans le monde.

Enfin, le premier ministre s'est félicité de l'idée avancée par le président du RPR, lors de son intervention, d'instauration d'une péréquation permettant, grâce à une taxation du baril de pétrole (10 % du prix de chaque baril), de mieux répartir la manne pétrolière au service des nations arabes les plus pauvres. « Je ne doute pas un instant que cette idée soit reprise par M. Chirac », a déclaré le député UDF, lors du débat sur la solidarité financière entre les communes riches et les communes pauvres (réforme de la DGF), a-t-il ironisé...

PIERRE SERVET

(1) M. Dumas avait déclaré dans nos colonnes le 12 mars : « La politique arabe du général de Gaulle, c'était une succession d'illusions. Le mythe à la vie dure (...) J'ai toujours eu cette opinion-là. Vous m'avez demandé si la politique étrangère gaulliste était une série d'illusions, je ne vous aurais pas contredit ».

Le projet de réforme des finances

Les comptes d'apothicaire

Les élus parisiens, confortablement installés depuis vingt-trois ans dans une sorte de « splendide isolement », seraient-ils devenus, soudain, des partages ? Lors de la discussion prochaine au Sénat de la loi Delebarre, réformant les finances locales, M. Roger Romani, sénateur (RPR) de Paris, proposera, pour l'Ile-de-France, un système innovant, à la place du fonds de solidarité obligatoire, souhaité par le gouvernement, un fonds de coopération fondé sur le volontariat. M. Pierre-Charles Krieg, conseiller de Paris, président du conseil régional de l'Ile-de-France, ainsi que M. Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine, maire de Saint-Cloud, ont donné leur aval à cette opération, traduction parlementaire du contre-feu allumé le 16 mars par M. Jacques Chirac au congrès du Mouvement national des élus locaux (le Monde du 17 mars). Par cette conversion tardive et quelque peu improvisée à l'idée de solidarité francilienne, les responsables de l'opposition veulent montrer que les socialistes n'ont pas le privilège du com.

Dans un océan de paupérisme banlieusard, un flot de prospérité serait défendu contre vents et marées par M. Chirac, parangon de tous les égoïsmes : l'image, médiatiquement payante, est par trop culturelle. L'isolement administratif de la commune et du département de Paris résulte d'un double mouvement, dont les responsables sont partagés. C'est sous de Gaulle et Pompidou qu'avait été démembré le grand département de la Seine, qui assurait une solidarité effective entre les deux millions de Parisiens et les quatre millions d'habitants de la petite couronne. C'est avec MM. François Mitterrand et Gaston Defferre que la décentralisation a transformé les cent quatre-vingt-sept communes de l'agglomération en autant de donjons. Depuis 1986, M. Chirac, reconnaissant les inconvénients de cette balkanisation, parle de travail « en commun » avec les vingt-six communes riveraines du périphérique, au moins dans le domaine de l'urbanisme ; il évoque, aussi, le « schéma manquant » entre sa ville et la région ; mais jusqu'à ce jour, la méfiance des élus de ban-

lieue et de l'entourage même du

maire de Paris ont aisément triomphé de ces vagues intentions.

Il est vrai qu'il y avait à faire dans la capitale même. Bien que sa population aux revenus modestes ait diminué de trois cent soixante mille habitants en vingt ans, Paris compte encore environ six cent mille employés, ouvriers et personnels de service, logés en partie dans les cent trente mille appartements à loyer modéré qu'une tradition centenaire a fait bâtir. Belleville, la Goutte-d'Or, le Sentier, le secteur Italie ne sont-ils pas, eux aussi, des quartiers défavorisés ?

250 francs par contribuable

Depuis le début du deuxième mandat de M. Chirac, la politique municipale consiste, précisément, à les intégrer dans le tissu parisien, à rééquilibrer l'Est par rapport à l'Ouest, mais, malgré 1,2 milliard de francs consacrés, en 1991, à des achats de terrains pour réaliser de l'habitat social, le parc de HLM ne s'accroît pas aussi vite que ne disparaît ce qu'on appelle l'habitat social de fait, c'est-à-dire les vieux logements appartenant à la loi de 1948.

Au demeurant, la splendide isolement dans lequel vivrait la capitale est un mythe. Paris partage avec sa périphérie la charge de multiples services : la police, les sapeurs pompiers, le ramassage des ordures ménagères, l'enseignement, l'assistance publique, et les transports en commun. Sans compter que la chambre de commerce, le Port autonome, Aéroport de Paris, FR 3 et bien d'autres institutions débordent augmentent les frontières parisiennes.

Paris n'est pas, non, plus, la commune la plus riche de l'agglomération. Si le potentiel fiscal de ses contribuables (5 290 francs) est trois fois celui de Sarcelles ou d'Argenteuil, il est deux fois inférieur à celui des habitants de Courbevoie. Au cas où la péréquation de M. Delebarre s'appliquait, la capitale ne serait que l'une des cinquante-deux communes de l'Ile-de-France mises à contribution pour en aider une centaine d'autres (dont quarante sont gérées par l'opposition, trente par la majorité présidentielle, et trente par le Parti communiste). Mais il est vrai que la

Un nouvel « impôt sur la fortune » appliqué aux communes les plus riches

L'Assemblée nationale devait aborder, mercredi 20 mars, l'examen du projet de loi présenté par M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville, sur la réforme de la subvention de l'Etat aux communes et l'institution d'une solidarité financière en Ile-de-France. Cette réforme des finances locales, qui doit être discutée au Sénat à partir du 27 mars, soulève l'opposition du RPR et – avec quelques nuances – celle de l'UDF, tandis que les centristes soumettent leur décision finale à l'acceptation par le gouvernement d'amendements en faveur des zones rurales.

Après le débat, jugé consensuel, sur la guerre du Golfe et ses conséquences dans l'ensemble du Proche-Orient, le projet du ministre de la ville, M. Michel Delebarre, qui vise à instaurer une certaine redistribution des ressources attribuées aux communes par l'Etat, est de ceux qui pourraient remettre le feu aux poudres dans les relations, toujours tendues, entre la majorité et l'opposition. Alors que le RPR a annoncé son intention de plaider le caractère inconstitutionnel du projet, le président du groupe socialiste, M. Jean Auroux, a dénoncé « le tapage politique et médiatique de la droite », dont le véritable but serait, selon lui, de « protéger des intérêts électoraux par une pratique systématique d'une politique urbaine d'exclusion ».

Le projet de réforme de la dotation globale de fonctionnement, pourtant qualifiée de « modeste » par le rapporteur socialiste de la commission des lois de l'Assemblée nationale, M. René Dosières, vise, en effet, à répartir, dès cette année, quelque 400 millions de francs entre quatre cents communes jugées défavorisées, au détriment d'une centaine d'autres, considérées comme « les plus riches ». A terme, c'est-à-dire en 1993, cette forme de péréquation devrait atteindre le montant de 1 milliard de francs.

Bien entendu, personne n'a osé afficher, jusqu'ici, son opposition à cette volonté du gouvernement de donner un peu plus aux villes pauvres, en limitant quelque peu la progression des ressources des communes les plus riches. Principal opposant à ce projet, le maire de Paris, M. Jacques Chirac, a attendu la réunion du Mouvement national des élus locaux (MNEL), le 16 mars, à l'Hôtel de Ville de Paris, pour proposer, à son tour, « la mise en place, à l'échelle de la région Ile-de-France, d'un fonds de coopération et de solidarité locales », qui serait alimenté par des contributions volontaires (le Monde daté 17-18 mars). Bien que le président d'honneur du Parti républicain, M. François Léotard, ait jugé « idiot de penser qu'en augmentant les richesses on va rendre plus riches les pauvres », l'un des députés du groupe UDF de l'Assem-

blée nationale, M. Philippe Vasseur, a jugé nécessaire de déposer une proposition de loi, bâtie sur le même modèle que le projet du gouvernement, pour instituer « un nouveau mécanisme de répartition des crédits permettant de venir en aide aux communes de moins de dix mille habitants les plus défavorisées ». Réceptif aux intentions du gouvernement, le président du groupe UDF, M. Pierre Méhaignerie, a proposé de nouveaux critères de sélection des communes défavorisées, pour privilégier, dans son propre dispositif, les petites villes de province plutôt que les banlieues sur-densifiées des grandes agglomérations urbaines.

Un texte sous surveillance

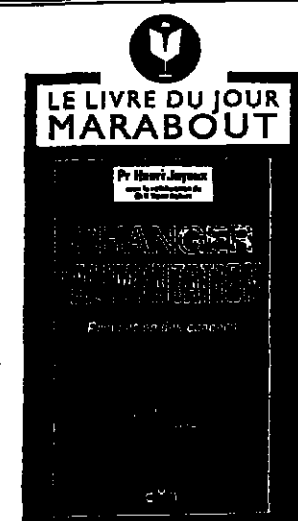
Grâce aux vertus de l'informatique, il n'est un amendement qui n'ait été soumis à une simulation par les services du ministère de l'Intérieur. A la veille de l'examen du projet de loi, on en était encore à s'interroger sur la modification des critères qui permettrait à Marseille de bénéficier d'une dotation supplémentaire et à Nice de figurer parmi les villes mises à contribution. La rapidité avec laquelle ce projet de loi a été élaboré, au lendemain du discours sur la ville prononcé à Bron (Rhône), le 4 décembre dernier, par le président de la République, explique, sans doute, que les conditions de sa mise en œuvre aient été surveillées avec une application toute particulière, mais il se trouve, aussi, que les parlementaires abordent ce texte en élus soucieux de leurs intérêts locaux, autant qu'en représentants de la nation.

Après que le responsable des collectivités territoriales au sein du bureau politique du PCF, M. Robert Hue, avait affirmé, dans un entretien publié le 8 mars par l'Humanité-Dimanche, que la démarche de l'Etat conduit « à une asphyxie des communes et à la mise en cause de leur autonomie », le secrétaire général du Parti communiste, M. Georges Marchais, a lui-même pris le soin de corriger cette appréciation, en déclarant, mardi

19 mars, dans les couloirs de l'Assemblée nationale, qu'il est normal de faire payer Neuilly pour Villejuif. Du côté de l'UDC, les députés sont également partagés : M. Méhaignerie a jugé que la partie du texte relative à la solidarité financière entre les communes de l'Ile-de-France – celle-là même qui indispose le plus M. Chirac – est « la moins mauvaise », et sous réserve que le gouvernement s'engage à accompagner son projet pour les villes d'un texte instituant une solidarité en faveur des zones rurales, le groupe centriste pourrait bien favoriser l'adoption du projet en décidant finalement de s'abstenir. Enfin, selon le rapporteur de la commission des lois, les députés de l'UDF sont eux-mêmes partagés, selon qu'ils bénéficieront, ou non, dans leurs communes, de la réforme envisagée.

Dans la mesure où le premier ministre a clairement précisé, à la veille de la session extraordinaire du Parlement, qu'il espère ne pas avoir à engager la responsabilité de son gouvernement sur cette réforme des finances communales, il est clair que, tout au long de l'examen du projet de loi par l'Assemblée nationale, sous des apparences souvent fort techniques, de profondes modifications pourraient être apportées au texte initial. Elles pourraient porter, notamment, sur un allègement de la charge supportée par Paris et sur la mise à contribution des départements les plus riches. Cette réforme, conçue par les socialistes comme un « impôt de solidarité sur la fortune » appliqué, cette fois, aux villes les plus riches, revêt en effet une importance particulière : non seulement elle s'inscrit dans une politique de correction des inégalités, mais, à quelques mois de l'échéance des élections cantonales et régionales, elle peut utilement permettre d'établir des passerelles avec des élus locaux, plus soucieux des intérêts de leurs villes que des consignes de leur parti.

JEAN-LOUIS SAUX



POLITIQUE

de la guerre du Golfe

Au Sénat, congratulations

Il y a eu tout d'abord les congratulations. M. Roland Dumas, ministre des affaires étrangères, chargé de la lecture de la déclaration du gouvernement, a remercié le Sénat pour avoir « dans sa large majorité soutenu l'action du gouvernement ». Le groupe socialiste s'est réjoui de la pertinence des choix présidentiels. La majorité sénatoriale a fait de même, avec parcimonie, puis elle s'est félicitée de son sens des responsabilités. Tous, enfin, ont rendu hommage aux troupes françaises engagées dans les combats.

Le débat, ensuite, s'est engagé. M. Jean Lecanuet (Union cent., Seine-Maritime), qui s'exprimait en qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées, a évoqué longuement, parmi les leçons de la crise du Golfe, « l'existence de l'Europe ». « Est-il possible que l'Europe se dote des moyens de ses ambitions en se donnant une politique étrangère commune à ses grands intérêts et, puisqu'il le faut, des moyens d'intervention militaire ? », s'est-il demandé, après avoir noté « de fortes et neuves convergences, prometteuses d'avenir » dans les propos de M. Dumas et dans ceux tenus récemment par M. Edouard Balladur, ancien ministre RPR des finances.

« Nous attendons une relance par la France de la construction européenne », est convenu M. Ernest Cartigny (Seine-Saint-Denis), président du groupe du Rassemblement démocratique et européen. « C'est évidemment dans le domaine de la défense que l'Europe doit faire aujourd'hui un grand pas », a souligné M. André Bettencourt (Rép. et ind., Seine-Maritime). Plus réticent, M. Josselin de Rohan (Morbihan), de nom du RPR, après avoir constaté lui aussi que « la guerre du Golfe a vu l'Europe de la rhétorique céder le pas à l'Europe des réalités », a souhaité que les Etats européens recensent au préalable « tous les domaines dans lesquels ils ont une approche commune, un même intérêt, des propositions identiques ». Il a

attendu avec plus d'impatience « le temps où il faudra dresser le bilan des erreurs et des carences » du gouvernement en matière de défense nationale.

Le rétablissement de la paix au Moyen-Orient a aussi été au cœur des débats. M. Claude Estier, président du groupe socialiste, a assuré que « le problème premier, celui dont dépend en fait le règlement de tous les autres, est bien le conflit israélo-palestinien ». « C'est ce foyer-là d'abord qu'il faut éteindre », a-t-il ajouté. « Convient-il de s'écarter de l'idée d'un Etat palestinien ? Je ne le crois pas. Convient-il de s'écarter de notre politique de prise en compte de l'OLP ? Je ne le crois pas non plus », a déclaré M. Bettencourt. M. de Rohan, dubitatif, s'est demandé « s'il est sage que notre diplomatie privilégie systématiquement l'OLP et son chef ».

« Parfums étranges »

Un consensus s'est en revanche nettement dessiné sur les relations de la France avec les pays du Maghreb. MM. de Rohan et Estier ont convenu que « la fracture » pourrait être « moins grave que le croient certains » et M. Xavier de Villepin (Union cent., Français établis hors de France), a souhaité que la France travaille « à dissocier la liaison créée entre le Maghreb et le Moyen-Orient ».

A la fin du débat, M. Dumas a évoqué le retour probable, au Parlement, des joutes politiques et « l'impudence d'en découdre, plus forte que l'idée de prolonger le climat » d'union nationale. Après en avoir humé « pendant quelques secondes encore », le « parfum étrange », le ministre a fait, une dernière fois, vibrer la corde de l'émotion. « J'ai apprécié votre appui et votre aide, nous avons contribué ensemble à faire l'histoire », a-t-il conclu, les applaudissements de tous les sénateurs, qui sans doute avaient déjà la tête ailleurs.

GILLES PARIS

locales

de Paris et de ses banlieues

taille même de la ville de M. Chirac, les cent quatre-vingt-dix sociétés et professions libérales qui y paient une taxe professionnelle, l'assise de ses contribuables et, donc, la masse de son budget la placent en première ligne.

Par le jeu conjugué de la réforme de la DGF et de la péréquation régionale, les caisses parisiennes seraient ponctionnées de 560 millions de francs dès cette année, et d'environ 800 millions en 1993, c'est-à-dire en régime de croisière. Comment M. Alain Juppé, adjoint aux finances de M. Chirac, s'en tirera-t-il ? En rognant sur les frais de fonctionnement (moins de propreté, blocage des rémunérations des trente-cinq mille agents municipaux), en sacrifiant des investissements (moins de crèches et d'écoles vertes), ou en augmentant les impôts ? Huit pour cent de hausse, prédit-on à l'hôtel de ville. Cela ne ferait que 250 francs par an et par contribuable parisien, dit-on chez M. Delabarre.

En tout cas, l'équipe de M. Chirac, qui se targuait de diminuer les impôts, trouve la potion politique-ment amère. Et d'ouvrir des dossiers bourrés de chiffres : il s'agit de démontrer que Paris pratique déjà largement la solidarité financière. Ainsi, la capitale, qui représente 20 % de la population de l'Ile-de-France, participe-t-elle pour 30 % au budget régional (celui-ci est de 10 milliards de francs).

La taxe professionnelle

La ville paie une cotisation majorée au syndicat intercommunal de traitement des ordures ménagères. Elle est la seule à verser 120 millions de francs à l'Assistance publique, dont la moitié des hôpitaux sont en banlieue. Sur le produit des amendes infligées en Ile-de-France, elle renvoie à 220 millions de francs, qui, normalement, lui reviendraient. L'entretien du périphérique (utilisé à 60 % par des non-Parisiens) lui coûte 45 millions de francs par an. Elle participe largement aux transports en commun, et le déficit de ses salles de spectacle et de concert (fréquentées par 30 % de non-Parisiens) lui coûte 150 millions de francs.

Quand on lui indique que tout cela est plus que largement couvert par le milliard de francs de taxe professionnelle acquittée par les sociétés parisiennes où viennent travailler neuf cent cinquante mille Français, la mairie répond que deux cent vingt-cinq mille Parisiens vont, inversement, faire tourner chaque jour des entreprises banlieusardes. Bref, il en va de ces comptes de marchands de tapis comme du vieux débat qui avait opposé la Ville et l'Etat. Qui payait le plus à l'autre ? M. Juppé et des experts des finances y avaient travaillé pendant plusieurs mois en 1978. Devant l'imbroglio de la situation et l'impossibilité de tout chiffrer, ces derniers avaient enterré la hache de guerre.

Voilà que la guérilla repart, aujourd'hui, entre Paris et sa banlieue, au nom d'une politique plus vigoureuse et plus volontariste de la Ville. Le débat financier restera incertain, mais il aura, au moins, le mérite de réveiller les esprits et d'attirer l'attention sur l'extraordinaire complexité des relations entre le centre d'une agglomération et sa périphérie. De susciter, en somme, un vrai débat sur la ville. On s'apercevra, alors, que ce qui est bon pour Paris l'est aussi pour l'Ile-de-France, et inversement. La capitale ne peut pas tenir son rang si ses banlieues sont en crise. L'image et, surtout, le destin de la première conurbation du continent européen valent bien de sacrifier, bon gré, mal gré, quelques égoïsmes communaux sur l'autel de la solidarité.

MARC AMBROISE-RENDU

Deux parlementaires demandent des sanctions contre M. Boudarel. M. Daniel Colin, député UDF du Var, a interrompu mardi 19 mars le débat à l'Assemblée nationale sur la situation au Moyen-Orient pour demander au gouvernement de suspendre M. Georges Boudarel, ancien commissaire politique dans un camp vietnamite, de ses fonctions universitaires (le Monde du 14 mars). Au Sénat, M. Gérard Larché (RPR, Yvelines) a demandé, le même jour, que l'universitaire soit « poursuivi, enfin, par la justice ».

La crise de Socialisme et République

M. Chevènement accepte la discussion au sein de son courant

M. Jean-Pierre Chevènement a réuni, mardi 19 mars, les parlementaires et les membres du comité directeur du PS appartenant au courant Socialisme et République afin de trouver un modus vivendi après la rupture qui s'était produite, la semaine dernière, sur l'appréciation de la guerre du Golfe (le Monde du 16 mars). Un débat interne au courant va être organisé d'ici au mois de juin, débat en vue duquel MM. Michel Charzat et Jean-Marie Bockel, notamment, ont décidé de constituer, sans attendre, leur propre tendance.

M. Pierre Guidoni, membre du secrétariat national du PS, chargé des relations internationales, et premier responsable du courant Socialisme et République à la direction du parti, a une ressource précieuse dans les moments difficiles : l'humour. Il a fait diffuser, mardi après-midi, après la réu-

nion des parlementaires et des représentants de ce courant au comité directeur, un communiqué laconique, commençant par ces mots : « Après quelques péripéties, Socialisme et République a décidé de poursuivre son action au sein du Parti socialiste... ». Les « quelques péripéties » en question ne sont rien de moins que le désaveu infligé, le 14 mars, par M. Chevènement aux membres du secrétariat national et du bureau exécutif du PS qui, la veille, avaient approuvé un texte de la direction du parti affirmant, au sujet de la guerre du Golfe, que « les faits sont là », qu'ils ont « validé » l'action du président de la République et, donc, fait justice des objections et critiques auxquelles elle s'était heurtée.

« En ce qui me concerne, l'incident est clos », affirme M. Guidoni. Il n'était pas question, en effet, pour l'ancien ambassadeur de France à Madrid, de se présenter au bureau exécutif, mercredi soir, sans que la situation créée par le désaveu de M. Chevènement eût été clarifiée d'une manière ou d'une autre : ou bien la rupture entre l'ancien ministre de la défense et les responsables de son courant au sein du PS était

conduite à son terme, le premier décidant, alors, d'agir désormais à l'extérieur du parti ; ou bien le vote de MM. Guidoni, Charzat et de M^{me} Marie-Arlette Carlotti, au bureau exécutif, le 13 mars, était validé comme conforme à la position du courant et de son chef de file. La réponse a été apportée, mardi, par une phrase du communiqué publié au nom de Socialisme et République après la réunion de ses parlementaires et responsables autour de M. Chevènement : « La question de savoir si Socialisme et République entend continuer, ou non, à l'intérieur du Parti socialiste ne se pose pas. Nous entendons tous rester au sein du Parti socialiste ».

Cette issue, qui range, en effet, le coup de colère de M. Chevènement, la semaine dernière, dans la catégorie des « péripéties », a été obtenue au terme de conversations intenses, ces derniers jours, entre les dirigeants de l'ancien CERES. M. Georges Sarre, secrétaire d'Etat aux transports, s'est employé, notamment, à rechercher un terrain d'entente, qu'il a trouvé en proposant aux responsables parisiens, le 18 mars, un texte réaffirmant la volonté des

membres de Socialisme et République de travailler ensemble au sein du PS. Cette déclaration, approuvée aussi bien par M. Charzat et par M. Guidoni que par M. Sarre lui-même, naturellement, et par son suppléant à l'Assemblée nationale, M. Jean-Yves Autier, secrétaire général du courant, a servi, pour partie, de base au texte proposé mardi par M. Chevènement.

Socialisme et République va donc organiser en son sein, d'ici à la prochaine réunion de son conseil politique, en juin, un débat sur « la mise en œuvre » de sa « ligne politique ». Les adversaires de la ligne de « rupture » défendue par MM. Didier Motchane et Max Gallo et épousée, pour le moins, par M. Chevènement, ont décidé de s'organiser afin d'affirmer leur point de vue dans les semaines à venir. MM. Charzat, Bockel (député du Haut-Rhin, maire de Mulhouse), Jean-Paul Planchou (député de la Seine-et-Marne) estiment que Socialisme et République doit s'inscrire clairement dans la préparation du nouveau projet du PS, dont le premier nommé est responsable au secrétariat national.

PATRICK JARREAU

AVRIL MADRID

5
8



IBERPIEL
Salon de la Fourrure

6
8



EXPOCALZADO
Salon International de la Chaussure

13
17



EXPOMUSICA
Salon Son et Lumières

17
21



MOGAR
Salon International du Meuble

26
29



EXPO/OPTICA
Salon International de l'Optique, Optométrie et Audiologie

INFOIFEMA (34-1) 470 10 14

IFEMA Avda. de Portugal, s/n
28011 MADRID Espagne Telex: 44025-41674
Fax: (34-1) 464 33 26

Chambre de Commerce Franco-Espagnole
32, Avenue de l'Opéra
75002 Paris
Tel.: (1) 47 42 40 66
Telex: (042) 212259
Fax: (1) 47 42 70 02



SOCIÉTÉ

Irlandais de Vincennes : les cachotteries de l'Elysée

Deux documents confidentiels confirment que la vérité sur cette affaire, connue en haut lieu, fut cachée à la justice

Les 24, 25 et 26 juin, devant la 17^e chambre du tribunal correctionnel de Paris, aura lieu un procès très attendu. A deux mois près, il aurait coïncidé avec le neuvième anniversaire de son point de départ : l'arrestation fracassante à Vincennes, le 28 août 1982, saluée par un communiqué de victoire de la présidence de la République, où venait d'être créée une « cellule antiterroriste » animée par M. Christian Prouteau et son adjoint au CHIG, M. Paul Barril, de trois militants de la cause républicaine irlandaise présentés comme des figures du « terrorisme international ». La suite est aujourd'hui connue, grâce surtout aux révélations successives de la presse, et du Monde en particulier : non seulement la prise n'était pas bonne mais, de plus, les « supergendarmes » qui s'en chargèrent n'ont pas hésité à la maquiller en plaçant eux-mêmes la plupart des pièces à conviction saisies chez les Irlandais, armes, explosifs et détonateurs.

Une fois n'est pas coutume, une affaire d'Etat, plus pitoyable que dramatique, va donc connaître un épilogue judiciaire. Dans le prétoire, quelques vérités seront enfin échangées, notamment à l'initiative de M. Jean-Michel Beau, cet ancien officier de gendarmerie qui, après avoir pris sur lui les manipulations de procédure de Vincennes, s'est retourné contre ceux qui l'ont trompé. Ainsi l'ancien major José Windels expliquera qu'il a menti à la justice sur ordre du commandant Beau, ce dernier ajoutera qu'il est en effet coupable de subornation de témoins mais qu'il a agi sur ordre de M. Prouteau et Barril au nom de la « raison d'Etat », et enfin M. Prouteau rejettera l'accusation en assurant que M. Barril lui a toujours caché la vérité.

Or, curieusement, le personnage de cette affaire ne sera pas dans le box des prévenus. M. Barril n'a en effet jamais été entendu au cours de l'instruction, a fortiori n'a jamais été inculpé et est aujourd'hui hors de toute atteinte judiciaire, puisque cet oubli surprenant a laissé passer le délai légal de la prescription. A moins qu'il n'accepte de venir témoigner, l'ancien capitaine ne sera pas là pour éclaircir des accusations qui pourtant convergent toutes vers lui. Cette étonnante absence est le résultat d'une curieuse cuisine politico-judiciaire où tout a été fait pour que la justice en sache le moins possible sur cette ténébreuse affaire.

Une situation que l'on pourrait ainsi résumer : en haut lieu, la vérité était connue de longue date, mais elle sera sciemment cachée au juge d'instruction et quand, toujours grâce à la presse, elle sera en partie dévoilée, « on » fera en sorte que la

justice n'ait à la connaître que partiellement. Deux documents confidentiels aujourd'hui en notre possession le prouvent. Le premier est une note interne au palais de l'Elysée, rédigée le 20 avril 1984 par l'un des conseillers de M. François Mitterrand, qui a quitté la présidence depuis, M. Régis Debray. L'autre est un long procès-verbal établi du 17 au 25 janvier 1985 par deux policiers de la Direction de la surveillance du territoire (DST), le commissaire Jean-Marc Fay et l'inspecteur Jean-Patrick Bogniez.

Ces deux documents concernent le personnage le plus énigmatique de cette affaire, M. Bernard Jégat. Ancien sympathisant actif de la cause irlandaise, mêlé à des activités clandestines de logistique militaire, c'est lui qui est à l'origine de toute l'affaire. En août 1982, en pleine vague d'attentats parisiens d'origine proche-orientale, il croira - totalement à tort - que ses anciens amis irlandais y sont impliqués. Après qu'il eut été signalé par des journalistes du *Howel Observer* vers M. Barril, sa seule intimité conviction déclenche l'opération de Vincennes. Or Jégat sait, depuis l'arrestation des Irlandais, que les pièces à conviction saisies n'en sont pas. Et pour cause : c'est lui qui les a remises au capitaine Barril avant l'interpellation de Michael Plunkett, Stephen King et Mary Reid.

Une note de la présidence de la République

L'existence de Jégat, et donc son témoignage essentiel, restera inconnue de la justice jusqu'à ce que le Monde la découvre et la révèle dans son édition du 31 octobre 1985. Elle paraît le jour où Jégat, après trois ans d'errance, de peur et de dépression, accepte enfin de raconter son histoire au juge d'instruction chargé du dossier, M. Alain Vachon. Mais, durant ces trois ans, Jégat avait beaucoup parlé à d'autres, et pas à n'importe qui. A M. Barril, évidemment, qui s'efforcera de le contrôler durant un an, jusqu'à l'automne 1983. A M. Prouteau ensuite, qu'il contactera à cette date, tant il a le sentiment que le capitaine Jégat est en bateau. Puis à M. Régis Debray, en avril 1984, quand il aura le sentiment que les hommes de la cellule de M. Prouteau le font lanterner. Et enfin à la DST, début 1985, quand il décidera de changer de protecteurs. Or, durant toutes ces années, le juge n'en saura rien.

M. Debray nous a confirmé l'authenticité de la note à en-tête de la

présidence de la République que nous lui avons présentée et qui est ainsi intitulée : « *Objet : la pièce manquante dans l'affaire des Irlandais.* » Ne dissimulant pas sa surprise devant cette « fuite », M. Debray, qui s'astreint à une obligation de réserve sur ses activités à l'Elysée, ne se souvient plus exactement de son ou ses destinataires : « *Le président, peut-être, sans doute. Mais je crois que je l'aurais indiqué. Je pense plutôt qu'elle avait plusieurs destinataires.* »

« *J'ai rencontré M. Bernard Jégat hier, écrit M. Debray dans cette note datée du 20 avril 1984. Il me paraît bien être le seul témoin capital et se déclare prêt à faire crever l'abcès. dit-il aller lui-même en prison. Cette clarification aurait l'avantage de mettre clairement le commandant Prouteau hors de cause et d'autoriser l'extrême importance de l'affaire des Irlandais, lamentablement sacrifiée par la capitaine Barril.* » Puis l'écrivain rappelle qu'il avait écouté, « *le prenant pour un provocateur* », M. Jégat quand, dès le 1^{er} juin 1981, il était venu le voir à l'Elysée pour proposer ses services au nouveau pouvoir. M. Jégat lui semble un homme de « *bonne foi* », cependant « *très émotif, instable* ».

« *Doit-il aller ou non chez le juge d'instruction ?* » demande M. Debray, posant ainsi la seule bonne question, à laquelle ses interlocuteurs ne donnent apparemment pas de réponse positive. Jégat, précise-t-il, lui a promis un rapport écrit sur ce qu'il a vécu « *entre 1979 et 1982 dans son réseau terroriste* », rapport qu'il ne recevra jamais - ce qui rendra M. Debray quelque peu méfiant.

« Il faudra bien qu'on mette quelque chose »

L'écrivain termine ainsi sa note : « *Je dois dîner, mardi soir, avec le commandant Prouteau et M. Kiejman, (que Jégat a pris pour avocat).* Ce personnage me demande instamment des conseils sur la conduite à tenir. Que puis-je lui répondre, directement ou non ? » M. Debray n'a en somme fait que son travail : informer. La suite, qu'il regarda à distance, ne le concernait pas. De fait, il ne reçoit aucune réponse claire à ses questions. Quant à M. Kiejman, devenu depuis ministre délégué à la justice et un temps l'avocat de M. Prouteau, s'il fut bien contacté par M. Jégat, il n'en fera pas pour autant son client.

La date de cette rencontre entre M. Debray et M. Jégat n'est pas indifférente. Quinze jours plus tôt,

le Monde avait révélé que le commandant Beau, entendu par le juge Verleene, avait directement mis en cause M. Prouteau, assurant qu'il avait organisé les mensonges collectifs de ses subordonnés devant le juge d'instruction sur ordre du conseiller présidentiel.

Un peu moins d'un an après, la situation n'a pas changé. M. Jégat continue de porter comme un lourd fardeau son secret, et ses protecteurs ne lui donnent pas le seul conseil sage : se confier à la justice. C'est pourquoi, se sentant menacé par M. Barril et ses amis, il ira, le 17 janvier 1985, se confier à la DST, avec sans doute toujours l'idée de « servir » la lutte antiterroriste.

De cette très longue audition, étalée sur plusieurs jours, il suffit de retenir quelques passages sans ambiguïté aucune. Le jour de l'arrestation des Irlandais, le capitaine Barril prépare, en présence de Jégat, le lot de « pièces à conviction » qu'il entend « découvrir » en même temps qu'il procédera à l'arrestation des Irlandais. « *Il est venu me voir à mon domicile avec un autre homme, raconte M. Jégat. Tous les deux étaient en civil. L'autre homme portait des gants et ce qui m'a frappé, un gros automatique à la ceinture. Il transportait un grand sac de sport, genre bouddin. Dans ma chambre, ils ont vidé ce sac, ont sorti deux fusils à canon court, genre riotgun, du matériel radio, plus un dossier de biographies de personnalités britanniques. Dans un sursaut, j'ai dit à Paul, sur-tout pas, ça, ce n'est pas à Michael! Ce à quoi Paul m'a répondu : « D'accord, on ne l'utilisera pas. (...) Je t'ai aidé à résumer le sac en comprimant la sac pour lui permettre de fermer la fermeture éclair. Paul a dit : « Surtout pas, il y a l'explo, prépare! » (...) Mon état de choc était à son comble, je suis complètement égaré! » Mais cela n'est pas à Michael! Je ne comprends pas. Je m'étonne qu'il te transporte avec lui (il s'agit, ici, du dossier de personnalités britanniques). Paul m'a répondu : « Bon, on n'utilisera pas ce dossier mais si on ne trouve rien, tu es bien d'accord, il faudra bien qu'on mette quelque chose. »*

Faut-il ajouter que ce procès-verbal, transmis huit mois plus tard au parquet de Paris, quand il ne sera plus possible de faire autrement, ne sera jamais communiqué au juge d'instruction?

EDWY PLENEL

La condamnation pour le « point de détail »

Le Front national : M. Le Pen est victime d'une atteinte à la « liberté d'expression »

Le quotidien l'épéniste *Présent* dénonce, dans son édition du 20 mars, la peine « exorbitante » (plus de 900 000 francs de dommages et intérêts) infligée au président du Front national par la cour d'appel de Versailles (le Monde du 20 mars). « *L'affaire du « détail » est évidemment un odieux prétexte* », titre le quotidien, qui estime qu'il s'agit d'un « *délit d'opinion* ». Cette condamnation, poursuit *Présent*, « *manifeste une volonté de persécution* ».

Dans un communiqué, M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe Front national au conseil régional d'Ile-de-France, dénonce lui aussi « *le prix de la liberté d'expression en France* » et proteste contre « *la justice aux ordres du Parti socialiste qui blanchit les pourris et persécute les patriotes* ». Le cercle national Femmes d'Europe, présidé par M^{me} Martine Lehideux, député européen du Front national, s'inquiète, lui, « *de savoir si la liberté d'expression existe encore* » en France.

Enfin, le mouvement satellite du Front national, l'Entreprise moderne et libérée, « *sans prendre parti sur le fond de cette affaire* », estime que la décision de la cour d'appel de Versailles a pour but d'« *intimider les Français qui oseraient exprimer une opinion non conventionnelle* ». « *Quand on ne peut plus se battre avec des idées, on tente de déshonorer, on tente de ruiner l'homme honnête, on tente de ruiner le peuple* », conclut le mouvement.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

L'HERMÈS Editeur
Collection « *L'ESSENTIEL SUR* » pour B.T.S.
deux nouveautés par Isabelle ZECIY
• droit civil et droit commercial
• droit du travail et droit social
Diffusion: MEDILIS S.A. 9 rue Séguier 75006 PARIS Tél. 46 34 07 70

VILLE DE CAEN
REGION BASSE NORMANDIE
MINISTÈRE DE LA CULTURE

Les Arts Florissants

WILLIAM CHRISTIE

MARS 1991

M.A. CHARPENTIER (1643-1704)

LEÇONS DE TENEBRES et REPONS

Avec

Monique ZANETTI - Sandrine PIAU - Gérard LESNE
Anne-Marie LASLA - Philippe PIERLOT
Elisabeth MATIFFA - Jonathan RUBIN

Orgue et direction: William CHRISTIE

Le 24 à 17H30	CAEN	Eglise Notre-Dame de la Gloriette Saison du Théâtre de Caen
Le 25 à 20H30	PARIS	Théâtre des Champs-Élysées Saison musicale de Radio-France
retransmission en direct par France-Musique		
Le 27 à 21H00	MONACO	Eglise St-Charles Printemps des Arts de Monte-Carlo
Le 28 à 21H00	ARLES	Eglise St-Martin du Méjan Association Le Méjan
Le 30 à 20H00	ANVERS	le Singel

AVRIL 1991

LA FEE URGELE

(ou Ce qui plaît aux dames)

Opéra comique de Egidio DUNI (1708-1775)
Livret de Charles Simon FAVART (1710-1792)

Direction musicale: Christophe ROUSSET
Mise-en-scène: Jean-Marie VILLEGIER
Décors: Carlo TOMMASI
Costumes: Patrice CAUCHETIER

Avec

Monique ZANETTI - Pierre CATALA
Jennifer SMITH - Miriam RUGGERI
Jean-François GARDEIL - Isabelle DESROCHERS
Emmanuelle GAL - Bruno-Karl BOES - Alain BRUMEAU
et la participation de l'orchestre
des ARTS FLORISSANTS

PARIS

Les 12, 13, 16, 17, 18, 19, 20, 23 à 19h30
Les 14 et 21 à 17h00 à l'OPERA COMIQUE
Coproducteur Opéra Comique, L'illustre Théâtre,
Opéra de Montpellier, Théâtre de Caen

TOURNEE AU JAPON

BOUZIGNAC - M.A. CHARPENTIER
LAMBERT - MONTEVERDI - MOULINIÉ

Avec

Sandrine PIAU - Noémi RIME - Claire BRUA
Gérard LESNE - Bernard LOONEN
Jean-Paul FOUCHÉCOURT - Jérôme CORRÉAS
Simon GRANT - Ryo TERAOKA - Myriam GEVERS
Elisabeth MATIFFA - Stephen STUBBS

Clavecin, Orgue et Direction: William CHRISTIE

Les 22 et 23 à 19H00 OSAKA Izumi Hall
Les 25, 26 et 27 à 19H00 TOKYO Casals Hall

PECHINEY

SOCIÉTÉ

MÉDECINE

Une communication à l'Académie de médecine

La réouverture des maisons closes n'aurait aucune efficacité contre le sida

Le débat lancé en juin dernier par M^{me} Michèle Barzach, ancien ministre de la santé du gouvernement Chirac, sur l'opportunité de rétablir en France les maisons closes, pour mieux contrôler l'épidémie de sida, a été abordé pour la première fois à l'Académie de médecine au travers d'une communication, lors de la séance du mardi 19 mars, par les professeurs Emile Aron et Etienne-Charles Frogé (1). Sans engager officiellement l'Académie, cette communication est une pièce à verser au débat.

La préoccupation de l'Académie de médecine pour les liens pouvant exister entre la santé publique et la prostitution n'est pas nouvelle. « De nombreuses communications et discussions se sont tenues sur ce thème entre 1837 et 1937 sous l'impulsion du professeur Alfred Fournier, fondateur de la Société française de prophylaxie sanitaire et morale, rappellent les professeurs Aron et Frogé. L'action éminente d'Alfred Fournier inspira l'attitude de la III^e République envers le péril vénérien : surveillance policière de la prostitution légale (filles en carte) et clandestine, contrôle des maisons closes à la charge des municipalités, création d'un réseau de dispensaires pour lutter contre les affections vénériennes et campagnes

d'éducation sanitaire. « Ce système devait pourtant échouer dans la mesure où, comme toute politique réglementaire en la matière, il ne pouvait prendre en compte la prostitution féminine clandestine.

Avec l'apparition, puis l'extension de l'épidémie de sida, la question de l'utilité « hygiénique » des maisons closes — supprimées en avril 1946 par une loi inspirée par M^{me} Marthe Richard — ne pouvait pas ne pas être posée.

Pour une réflexion interdisciplinaire

Dans la communication faite à l'Académie de médecine et rédigée au terme d'une série de rencontres associant notamment les professeurs Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris), Roger Henrion (maternité Port-Royal) et le docteur Jean-Baptiste Brunet (direction générale de la santé), on peut lire à ce propos : « Une telle solution nous apparaît impensable dans notre pays des droits de l'homme qui a adhéré à la Convention des Nations unies pour l'abolition de la traite des êtres humains et parce que l'expérience a montré que la prohibition est une utopie. On a d'ailleurs assisté, dès la fin du dix-neuvième siècle, à un déclin des maisons closes au profit d'une augmentation, sous des formes variées, de la prostitution clandestine. D'autres entreprises, comme les Eros Centers en Allemagne, créés pour que les prostituées s'y livrent à leur

activité en évitant de tomber sous la coupe des proxénètes, ont été un échec. Reprenant les conclusions d'une récente étude sur ce thème, associant des épidémiologistes et des prostituées (le Monde daté 25-26 novembre 1990) et rappelant que l'Académie s'était déjà prononcée à l'unanimité, en 1988, en faveur de l'extension de la compétence des dispensaires à toutes les maladies sexuellement transmissibles, les auteurs estiment que la réouverture des maisons closes — « en contradiction avec notre morale civique et nos engagements internationaux » — ne pourrait être qu'un échec d'un point de vue sanitaire, puisque ne contrôlant nullement la prostitution clandestine.

« Nous proposons, concluent les auteurs de cette communication, que soit engagée une réflexion pluridisciplinaire, associant magistrats, médecins, policiers et prostituées pour évaluer la situation de la prostitution actuelle et pour ensuite lui reconnaître les droits des autres citoyens, en particulier le droit au logement et le droit à la santé, car la plupart des prostituées n'ont pas de couverture sociale ».

JEAN-YVES NAU

(1) « Prostitution et santé publique ». Cette communication est signée du professeur Emile Aron, président de la commission numéro 6 (tuberculose, maladies sexuellement transmissibles) de l'Académie nationale de médecine, et du professeur Etienne-Charles Frogé, spécialiste de médecine légale à la faculté de médecine de Tours.

JUSTICE

Considéré comme le numéro deux de l'ETA

Jesus Arkautz a été arrêté au Pays basque français

Jesus Arkautz, dit « Josu Mondragon », trente-trois ans, considéré comme le numéro deux de l'ETA, a été interpellé lundi 18 mars dans une voiture conduite par le gérant d'un bar du « Petit Bayonne » lors d'une opération conjointe des renseignements généraux et de la police judiciaire de Bayonne. Josu Mondragon, qui était en possession d'un pistolet automatique, n'a pas fait usage de son arme. Sur les sept personnes arrêtées au cours de la même soirée sur la côte basque, cinq — dont deux de nationalité française — ont été placées en garde à vue par la police judiciaire de Bayonne.

MADRID

de notre correspondant

Le temps n'est plus où la police espagnole pouvait accuser la France de ne lui livrer que les sangsues de l'ETA. Désormais, ce sont les « gros poissons » de l'organisation séparatiste basque qui tombent les uns après les autres dans les rets des forces de l'ordre françaises, et à un rythme accéléré. Après Santi Potros en septembre 1987, Josu Ternera en janvier 1989, Senor Robles en juillet de la même année, Waldo en septembre 1990, et Carmen Guisasaola deux mois plus tard, le tour est venu, cette fois, de Jesus Arkautz, alias Josu Mondragon.

Arrêté lundi 18 mars dans la soirée, Jesus Arkautz est considéré comme le virtuel numéro deux de

l'ETA, et comme le collaborateur direct du principal dirigeant de l'organisation encore en liberté, Francisco Mugica, dit « Artaspalo ». Il semble d'ailleurs qu'avant d'être arrêté, Josu Mondragon ait été soumis à une longue filature des services policiers français, qui espéraient ainsi remonter, à travers lui, jusqu'à son chef. Artaspalo est toutefois resté une fois de plus insaisissable.

La promotion de Jesus Arkautz au sein de l'ETA est apparemment récente. Ce sont les arrestations successives d'autres dirigeants qui ont conduit à le propulser durant ces derniers mois au faîte de l'organisation. La police espagnole pense qu'il avait en fait pris la place de Waldo, et qu'il était chargé de contrôler l'appareil militaire. C'est-à-dire les commandos clandestins de l'organisation. Né à Mondragon, dans la province basque de Guipuzcoa, il aurait notamment participé, à partir du Pays basque français, à la mise sur pied de deux des groupes les plus sanglants de l'ETA, les commandos « Madrid » et « Barce-lona ». Certains assurent même qu'il devait succéder à Artaspalo si ce dernier était à son tour arrêté.

L'arrestation de Josu Mondragon renforce en tout cas l'isolement d'Artaspalo, considéré comme l'un des tenants de la ligne la plus jusqu'au-boutiste, à un moment où d'évidentes divergences se font jour au sein de la coalition Henri Batasuna, le « bras politique » de l'ETA (le Monde du 14 mars). Des divergences dont on peut raisonnablement supposer qu'elles reflètent celles qui atteignent aujourd'hui l'organisation armée elle-même.

Th. M.

Publicité comparative

Boulangers et pharmaciens attaquent les centres Leclerc

La réaction aux pages de publicité comparative (le Monde du 19 mars) — concoctées par les centres Leclerc, l'agence RSCG de M. Jacques Seguela et Wolinski, — ne s'est pas fait attendre.

Dès lundi 18 mars, premier jour de la publication de ces placards dans certains journaux (le Monde du 19 mars), la Confédération nationale de la boulangerie française (CNBF) assignait en référé, devant le tribunal de Paris, l'Association des centres distributeurs Edouard Leclerc et le groupement d'achat Edouard Leclerc (GALEC). La CNBF, qui évalue son préjudice à 2 millions de francs, demande au tribunal de lui accorder une provision de 400 000 francs et d'ordonner la cessation de cette publicité sous astreinte de 100 000 francs par infraction. Elle estime que cette publicité est déloyale, mensongère et dénigrante pour les boulangers.

Mardi, c'est le conseil national de l'ordre des pharmaciens (CNOF) qui emboîte le pas, tandis que les trois pharmaciens directement mis en cause assignent non seulement les Centres Leclerc, mais aussi l'agence de publicité RSCG (Roux, Seguela, Cayzac et Goudard) et deux des journaux qui avaient accepté de publier la campagne : le Figaro et Libération.

Jusqu'ici, les bijoutiers et leurs organisations professionnelles, pas plus que les pompistes, n'ont réagi.

J. D.

ENVIRONNEMENT

Une proposition de M. Brice Lalonde

Seule l'agriculture intensive serait taxée pour la dépollution de l'eau

Avant la discussion de la loi sur l'eau à l'Assemblée nationale, lors de la session de printemps, le ministre de l'environnement a réuni, les 19 et 20 mars à la Cité des sciences de la Villette à Paris, les Assises nationales de l'eau. Point d'orgue des assises régionales organisées pendant l'année 1990, cette manifestation a été pour le ministre de l'environnement, M. Brice Lalonde, l'occasion de préciser plusieurs points de son projet de loi. Seule l'agriculture intensive serait taxée pour la dépollution de l'eau.

Le ramener d'olivier brandi récemment par M. Brice Lalonde (le Monde du 16 mars) perd déjà ses feuilles à la Cité des sciences de la Villette : M. Philippe Mangin, président du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), n'a pas apprécié que le ministre de l'environnement s'entende dans ses projets de taxation de l'agriculture intensive. « Quelle confusion ! », protestait-il dans les couloirs. Il est vrai que la préparation de la loi sur l'eau donne lieu à beaucoup de déclarations publiques préemptoires, qui s'élèvent ensuite être des ballons d'essai ou des pas de clerc.

Qu'en est-il exactement, aujourd'hui, des mesures prévues dans le projet de loi sur l'eau ? D'abord, contrairement à ce qui avait été un temps annoncé, il n'y aura pas de taxe nouvelle frappant exclusivement les agriculteurs pour financer la dépollution. Il est prévu de leur faire payer l'eau d'irrigation, selon des modalités qui ne sont pas encore définies, mais ils ne verseront pas de redevance « agricole » aux agences financières de bassin, rebaptisées agences de l'eau.

M. Lalonde, en revanche, propose de faire payer à tous les usagers de l'eau — collectivités locales, établissements industriels et exploitations agricoles — une redevance nouvelle pour financer la lutte contre les nitrates dans l'eau. Pour les agriculteurs, cette redevance serait calculée sur la tonne d'engrais azoté. « Seul le gros pollueur sera touché », a souligné M. Lalonde.

La loi appliquée aux « buveurs »

Pour les éleveurs également, seules les exploitations de taille industrielle, qui produisent beaucoup de lisier, seront taxées. Mais ce sera au titre de la loi de 1964, qui prévoyait déjà que les agences de bassin fassent payer une redevance aux installations classées, comme les élevages de plus de quatre cents porcs. On va simplement étendre cette procédure aux élevages de poulets en batterie et aux installations de stabulation libre pour bovins. L'agriculture intensive seule — grandes exploitations

céréaliers et élevages industriels — devra donc participer financièrement à la dépollution de l'eau.

Cette même loi de 1964, « qui permettrait de tout faire », selon M. Michel Mousset, le directeur de l'eau au ministère de l'environnement, va aussi être appliquée aux « buveurs d'eau ». Pour aider au financement de la dépollution, et notamment à la protection des champs de captage, la « taxe de prélèvement » sur l'eau potable va être augmentée. « C'est de l'eau », selon l'expression même du ministre, devrait s'établir à 5 centimes du mètre cube, soit une augmentation d'environ 10 % de la taxe de prélèvement existante (entre 30 et 70 centimes du mètre cube). « Le prix de l'eau augmentera d'un tiers ou de moitié dans les prochaines années », a souligné le ministre, mais elle sera toujours deux cents fois moins chère que l'eau minérale !

ROGER CANS

Une directive des Douze

Les villes européennes devront traiter leurs eaux usées

Les ministres de l'environnement de la CEE, réunis lundi 18 mars à Bruxelles, ont adopté deux directives importantes. L'une rend obligatoire le traitement des eaux urbaines résiduaires ; la seconde fixe des normes plus sévères que celles actuellement en vigueur pour les émissions des moteurs Diesel des camions.

BRUXELLES (Communautés européennes) de notre correspondant

Les villes des douze pays de la Communauté européenne devront désormais traiter leurs eaux usées. Cette obligation sera modulée en fonction tant de l'importance de l'agglomération que de la sensibilité à la pollution de la zone considérée. Les villes de plus de 15 000 habitants devront se doter de stations d'épuration dites « secondaires » (traitement physico-chimique et biologique) avant l'an 2000 ; celles comptant une population comprise entre 2000 et 15 000 habitants avant 2003 ; les boues

d'épuration devront également être résorbées. Dans les zones sensibles, par exemple proches des lacs ou des eaux côtières qui sont menacées d'eutrophisation (formation anormale d'algues), la directive prévoit un traitement renforcé (dit tertiaire), de telle façon que l'azote et le phosphore rejetés soient largement éliminés. En revanche, les villes portugaises de moins de 150 000 habitants en bordure de l'Atlantique pourront se contenter d'un traitement moins sophistiqué (primaire, décantation simple) ; les vagues de l'océan, particulièrement fortes sur la côte portugaise, sont supposées accomplir elles-mêmes l'essentiel du nettoyage.

C'est une opération considérable qui vient ainsi d'être engagée. Les pays méridionaux de la CEE, mais aussi la prospère Belgique, sont gravement sous-équipés. La France et le Royaume-Uni n'ont pas encore atteint un niveau de protection aussi satisfaisant que la RFA, les Pays-Bas et le Danemark. Deux métropoles européennes, Milan et Bruxelles, ne possèdent pas de stations d'épuration, si bien que les eaux usées de la capitale belge sont évacuées sans traitement vers l'Escaut !

Les services de la commission estiment qu'environ 160 et 200 millions d'habitants de la CEE bénéficieraient de l'effort ainsi entrepris. Le coût des investissements nécessaires est évalué entre 150 et 200 euros par habitant (de 1 050 à 1 400 francs), soit un budget total se situant sur une quinzaine d'années entre 25 et 40 milliards d'euros (entre 175 et 280 milliards de francs). De bonnes affaires en perspective pour les groupes industriels spécialisés.

Même en France, relevait M. Brice Lalonde à l'issue de la réunion, l'obligation juridique d'épurer les eaux usées n'existe pas. Le ministre, qui a l'intention de transposer immédiatement le texte communautaire dans la législation nationale, estime qu'il devrait en résulter une accélération des interventions des agences de bassins. Le rythme annuel des investissements, qui se situe actuellement en France entre 6 et 7 milliards de francs, pourrait bientôt atteindre entre 8 et 10 milliards de francs.

Les constructeurs automobiles européens, qui sont techniquement tout à fait en mesure de répondre à de telles exigences, devront produire des poids lourds de moins en

moins polluants. La directive adoptée lundi impose, en effet, un renforcement progressif des valeurs limites d'émissions des moteurs Diesel, qui devraient s'opérer — moyennant un décalage de quelques mois — de façon parallèle à ce qui a été décidé en 1989 pour les voitures particulières. Deux étapes sont prévues pour l'entrée en vigueur de ces nouvelles normes. S'agissant de la première étape, les dates retenues par les ministres sont le 1^{er} juillet 1992 pour l'homologation des nouveaux modèles de moteurs et le 1^{er} octobre 1993 pour leur mise en circulation. Suivant l'exemple des Etats-Unis, les Douze ont donc arrêté une seconde série de normes, sensiblement plus ambitieuses, qui seraient d'application au 1^{er} octobre 1995 pour l'homologation et au 1^{er} octobre 1996 pour la mise en circulation. Les Etats membres sont autorisés à accorder des incitations fiscales aux utilisateurs qui acquiescent, par anticipation, donc avant les dates indiquées dans la directive, des poids lourds, répondant aux nouvelles normes.

PHILIPPE LEMAITRE

ÉDUCATION

M. Bernard Notin jugé indésirable à l'université Lyon-III

L'université Jean-Moulin (Lyon-III) a été officiellement avisée, mardi 19 mars, de la décision rendue en appel par le Conseil supérieur de l'enseignement et de la recherche cassant, pour vice de forme, l'interdiction d'enseigner faite au maître de conférences « révisionniste » M. Bernard Notin (le Monde du 20 mars).

Dans un communiqué publié le 19 mars, la présidence de l'université prend acte de cette décision, mais souligne que « la réintégration immédiate de l'intéressé doit tenir

compte, dans ses modalités, de l'état d'avancement de l'année universitaire ». Et pour mieux marquer sa réticence à voir M. Notin reprendre ses activités à Lyon-III, elle rappelle sa demande adressée à l'unanimité, le 15 mai 1990, au ministre de l'éducation nationale, « afin qu'il prenne les mesures appropriées pour que M. Bernard Notin exerce ses fonctions dans un autre cadre que l'université Jean-Moulin ». Une façon de signifier à M. Notin qu'il est désormais indésirable dans cet établissement.

SPORTS

FOOTBALL : battu par Manchester United (2-0)

Montpellier a raté son rendez-vous avec l'Europe

L'équipe de football de Montpellier s'est inclinée à domicile face à la formation anglaise de Manchester United (2-0), mardi 19 mars, en match retour des quarts de finale de la Coupe d'Europe des vainqueurs de Coupe. Après leur bonne performance lors de la première manche en Angleterre (1-1), les Montpellierais pouvaient envisager une qualification pour les demi-finales mais ils n'ont jamais été en mesure d'inquiéter leurs adversaires.

MONTPELLIER

de notre envoyé spécial

« Vous ne chantez plus, vous ne chantez plus ». Les supporters de Manchester United manient volontiers l'ironie. Cela faisait bien trois quarts d'heure qu'ils ne parvenaient pas à se faire entendre dans le stade de Montpellier, dominés par un public général en applaudissements euphoriques et en chants triomphaux. Puis, soudain, le stade s'est tu. Et les deux mille jeunes Anglais, parqués dans trois tribunes, ont pu rire de ce silence et entendre des couplets moqueurs. Le stade de la Mosson, plané au cœur du quartier populaire de La Paillade, n'avait plus le cœur à la fête. Deux buts britanniques venaient d'éliminer son équipe de la Coupe d'Europe des vainqueurs de coupe, la privant ainsi d'une qualification pour les demi-finales dont elle avait sans doute rêvé un peu trop vite. En quatre minutes, Manchester United a brisé l'élan d'une équipe et d'une ville qui, sans toujours l'avouer,

se croyaient destinées à une grande aventure européenne.

Un tir lointain de Clayton Blomgren, mal intercepté par le gardien de Montpellier Claude Barabé, a refroidi cet enthousiasme juste avant la fin de la première mi-temps. Un penalty, inscrit dès la reprise par Steve Bruce à la suite d'une faute de Patrick Colletier sur ce même Blomgren, a définitivement éliminé tout espoir d'exploit.

La défaite de Montpellier est avant tout un échec technique et tactique. L'équipe entraînée par Henry Karsperczak n'a pas su s'adapter au jeu très classique de Manchester. En football, les Britanniques sont des traditionalistes qu'aucun adversaire ne pourra jamais obliger à changer de style. Dans leur esprit, ce sport est une affaire de vitesse d'exécution, d'engagement physique et d'efficacité. Faute d'avoir tenu compte de ces paramètres, Montpellier s'est incliné en toute logique, deux semaines après une performance pourtant encourageante — mais sans doute trompeuse — à Manchester (1-1) lors de la première manche. A trop tergiverser lorsqu'ils recevaient le ballon, les joueurs français se sont exposés aux rapides interventions de leurs adversaires. A trop leur laisser d'espace sur le terrain, ils ont fini par voir filer à toutes jambes.

PHILIPPE BROUSSARD

ATHLETISME : record du monde du saut à la perche. — Pour la vingtième fois de sa carrière, le Soviétique Sergueï Bubka a amélioré le record du monde de saut à la perche en franchissant 6,11 mètres en salle, mardi 19 mars à Donetsk.

L'université de Saint-Denis

Les adolescents de banlieue ne sont plus les seuls à se quereller autour du « hip-hop ». Introduit à l'université de Saint-Denis, Paris-VIII, dans le cadre de la « culture de rue », il a provoqué une certaine remue-ménage au sein de l'institution. Pris en tenaille entre leur tradition d'ouverture et leur désir de respectabilité, entre les inconditionnels du rap ou du tag et ceux pour qui la fac n'est pas un trottoir, les responsables de l'université tentent d'acclimater cette singulière culture urbaine. Non sans peine.

Il est vrai que la personnalité du spécialiste maison des sciences « hip-hop », ne facilite pas la sérénité du dialogue. Georges Lapassade, volcanique sociopsychologue de seize ans, semble avoir décidé qu'une révolution culturelle s'imposait à Saint-Denis. Pour ce héros de mai 68, figure pittoresque du temps où Paris-VIII était encore Vincennes, et ennemi juré des situations stables, l'étude du « hip-hop » est un moyen idéal d'entrer en communication directe avec la banlieue.

Un cours de « pratique des arts de la rue »

Pourquoi les jeunes qui inventent de nouvelles formes d'expression au pied des HLM ne seraient-ils pas à la fois des poètes, des écrivains, des artistes ethnologiques et l'occasion de susciter une de ces ruptures qui accusent les failles de l'institution ? Professeur émérite, « rapper de rang A », comme le surnomment certains, cet enseignant qui fait corps avec la fac au point d'y passer ses nuits, n'éprouve aucune difficulté à faire admettre une unité de valeurs de « culture hip-hop et communication » surgit à Saint-Denis dans le cadre du premier cycle Education, communication, animation (ECA). Une fois par semaine, Georges Lapassade retrace, devant ses étudiants, les tenants et les aboutissants

سازمان اطلاعات

Le Monde EDUCATION

Le technique sous l'œil des experts

Le Conseil national des programmes publie son deuxième rapport sur les lycées.
Ultime étape avant les décisions du ministre de l'éducation

Après la publication, il y a maintenant quatre mois, du rapport sur l'évolution des lycées, consacré aux filières d'enseignement général, le Conseil national des programmes (CNP) rend ses propositions sur l'enseignement technique et professionnel dans un épais document de cent cinquante pages. Tâche immense puisque ces filières conduisent à cinq cent cinquante diplômes et relèvent de dix-sept commissions professionnelles consultatives (CPC) différentes.

Les grands axes de la réflexion avaient été présentés dans un rapport d'étape, devant le Conseil supérieur de l'éducation, le 17 janvier dernier (le Monde du 24 janvier). L'idée maîtresse du CNP est toujours la même : il est essentiel de mieux articuler enseignement général, technologique et professionnel d'une part, formation initiale, formation continue et apprentissage d'autre part. Sans bouleverser l'architecture actuelle des formations, mais en les « dynamisant » afin de les adapter à la forte demande de poursuite d'études des élèves et de leur famille et à l'évolution des métiers.

Véritable « défi », souligne le CNP, que de modifier l'image très dévalorisée de certaines filières techniques et professionnelles, notamment celles qui conduisent aux métiers de l'industrie, quand l'éducation nationale continue à les associer étroitement aux publics scolaires en difficulté.

Multiplier les passerelles
Pour accroître les possibilités de passage entre les différentes voies de formation, et pas seulement dans le sens actuellement admis du professionnel vers le général, le CNP propose de multiplier les passerelles et de faire sauter le verrou des options. « Aucune option de seconde ne doit être requise pour entrer dans une première, quelle qu'elle soit », affirment les membres du Conseil qui imaginent, par exemple, la création d'une

année préparatoire au bac professionnel, réservée aux élèves de seconde désirant rejoindre la voie professionnelle. Ils suggèrent que ces nouvelles classes soient expérimentées dans deux grandes académies.

Autre point fort de la réflexion : la place des enseignements généraux dans les formations techniques et professionnelles. Parce que de plus en plus de jeunes souhaitent aujourd'hui poursuivre leurs études aussi bien après le CAP (60 %), le BEP (77 %) que le baccalauréat professionnel (61 %) ou technologique (89 %) (1), il semble urgent de leur donner une culture générale plus solide. Le CNP s'appuie sur un constat global : l'horizon auquel sont soumis les élèves est trop étroit et peut dépasser trente-huit heures dans certains BEP tertiaires.

Aide pédagogique temporaire
Le CNP propose de le plafonner à trente-quatre heures dans toutes les formations, en n'hésitant pas à rogner sur les enseignements spécialisés et sans toucher aux disciplines d'enseignement général, « difficilement compressibles ». Et il suggère d'en profiter pour effectuer un sérieux toilettage des programmes d'histoire, de français ou de mathématiques qui semblent, dans bien des cas, « totalement inadaptés », notamment à la poursuite d'études, pas assez motivants, pas assez valorisants et souvent « répétitifs ».

Le CNP formule plusieurs propositions générales, d'ordre pédagogique et structurel, sur l'organisation des voies technologiques du lycée. Il préconise de mettre en place une « aide pédagogique temporaire » de deux heures pour les élèves en difficulté passagers en première et en terminale, dans le droit-fil de ce qu'il avait proposé pour les élèves de seconde, et d'organiser en classe de première un trimestre d'adaptation pour les élèves issus des BEP.

Il souhaiterait aussi que l'on associe le poids des options de seconde,

qui déterminent trop étroitement l'orientation future du lycéen. Enfin, il propose de promouvoir un « contrôle en cours de formation » pour les enseignements expérimentaux (comme les sciences physiques) et de spécialités. Cette dernière recommandation vise en fait à généraliser une formule déjà en cours pour un certain nombre de diplômes de niveau V (CAP et BEP) et certains bacs professionnels, mais qui provoque une levée de bouilliers quand il s'agit des filières classiques.

En outre est réaffirmée l'idée de créer une nouvelle terminale Sciences et génie industriel (SGI) constituant un nouveau débouché de la première S. Enfin, comme pour les filières générales, le CNP propose d'engager, pour tous les bacs technologiques, une organisation plus modulaire des enseignements « impliquant de la part de l'élève un choix personnel ».

Sur les voies professionnelles, le CNP s'est surtout attaché à mettre en valeur des évolutions et des dysfonctionnements, dans l'impossibilité où il était de rendre compte précisément de quelques deux cents CAP et d'une trentaine de BEP.

Cinq ans après sa création, la filière du bac professionnel accueille plus du quart des titulaires d'un BEP. Et l'on s'attend que ce taux soit doublé en 1996. Il faut donc, insiste le rapport, à la fois préserver la finalité professionnelle du BEP et mieux satisfaire ses objectifs de formation générale (spécialement dans le secteur tertiaire où l'insertion au niveau V est aléatoire). « Cycle charnière de la voie professionnelle des lycées » mais aussi filière où se retrouve une population d'élèves hétérogène et souvent démotivée, le BEP suppose impérativement que l'on intègre l'orientation dans la formation et que l'on organise une aide pédagogique efficace.

Ces deux points-dés apparemment évidents plus cruciaux encore pour les filières de CAP. Sans s'y attarder, le CNP insiste sur la « souplesse » qui doit caractériser le dispositif de formation à ce niveau. Sou-

plesse des structures d'accueil, des entrées et des sorties (y compris en cours d'année), des parcours « individualisés » et de l'articulation entre formation initiale, formations complémentaires et apprentissage. Soutenez enfin dans l'organisation de l'évaluation qui doit reposer sur le principe des « unités capitalisables » et d'un « portefeuille de compétences ».

Quand au baccalauréat professionnel, qui n'a que six années d'existence, il apparaît, aux yeux des experts, comme une filière satisfaisante qui comporte « des avancées importantes en matière d'organisation pédagogique ». Ils relèvent un point

faible cependant : la poursuite d'études des titulaires du bac pro qui reste d'abord un diplôme à finalité professionnelle. Le CNP souhaiterait que le ministère explique clairement les possibilités de choix offertes aux diplômés, en formation initiale, en formation continue ou par l'apprentissage. Les bacheliers pourraient revenir dans les établissements après une insertion professionnelle de quelques années, suggère le rapport. Mais cela suppose de « responsabiliser » les lycées professionnels, dans le domaine de la formation continue.

S'efforçant visiblement de laisser le champ ouvert à d'autres propositions,

les experts du CNP évitent toute conclusion tranchée. L'obstacle principal à l'évolution des filières technologiques et professionnelles, préviennent-ils, réside dans l'attitude du corps social et dans les modalités de l'orientation scolaire. Une façon de suggérer qu'il est urgent de s'attaquer au collège. Et qu'il aurait peut-être fallu commencer par là.

CHRISTINE GARIN

(1) Chiffres de la direction de l'évaluation et de la prospective (DEP), ministère de l'éducation nationale, janvier 1990.

La charrue devant les bœufs

Le Conseil national des programmes a tenu à glisser, dans son second rapport sur les lycées, un court chapitre consacré au collège et à l'orientation. Une façon d'anticiper sur la commande ministérielle puisque Lionel Jospin a demandé officiellement au CNP, lors du conseil supérieur de l'éducation du 14 mars, de lui adresser des propositions « pour une nouvelle étape de la rénovation » dans le courant de l'année 1991-1992.

Peut-être aurait-il fallu commencer par là. Curieusement, le vaste chantier engagé par le ministre de l'éducation nationale dans le primaire avec la mise en place des cycles et dans le secondaire avec la réforme des lycées a fait l'impasse sur le collège. Ce dernier constitue pourtant la plaque sensible de la scolarité, où se nouent définitivement les difficultés rencontrées à l'école primaire. Tantôt considéré comme le prolongement naturel de l'école, tantôt comme la

préfiguration du lycée, le collège a du mal à trouver unité et identité.

Les experts du CNP s'étonnent d'abord qu'il faille attendre la classe de quatrième pour que l'on se préoccupe de l'échec scolaire. Car c'est au cours des deux premières années du collège que se creuse l'écart entre les « bons » et les « mauvais » élèves, et qu'émerge la frange des exclus. Les sections d'éducation spécialisée (SES) par exemple, nées au moment de la prolongation de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans, scolarisent aujourd'hui quelque 120 000 collégiens.

Le CNP suggère donc d'agir dès l'entrée en sixième, en limitant le nombre d'enseignants par classe et en confiant un rôle de « guidance » à un professeur coordonnateur dont les attributions dépasseraient de beaucoup celles des actuels professeurs principaux.

La place de la technologie est aussi au centre des réflexions.

Trop fortement associée à l'échec scolaire, elle constitue la seule planche de salut pour les élèves en difficulté qui sont orientés massivement vers les quatrième et troisième technologiques. Faut-il, dès lors, s'étonner que les familles s'en détournent et préfèrent les voies générales réputées plus ouvertes ? Le CNP réfléchit donc à la mise en place, en sixième-cinquième, d'un « bloc d'activités » associant les sciences expérimentales et la technologie, qui permettrait de « faire émerger des aptitudes » sans pour autant figer l'orientation.

Dix ans après la première tentative de rénovation des collèges, la question est toujours la même. Existe-t-il, et à quel prix, une voie alternative entre la reconstitution pure et simple des filières et la dispersion des élèves en difficulté dans des classes indifférenciées ?

Ch. G.

Le professeur et les taggeurs

L'université de Saint-Denis partagée entre les sciences « hip hop » et son désir de respectabilité

Les adolescents de banlieue ne sont plus les seuls à se quereller autour du « hip hop ». Introduite à l'université Paris-VIII-Saint-Denis en 1989, cette culture, dite « de la rue », provoque un certain remue-ménage au sein de l'institution. Pris en tenaille entre leur tradition d'ouverture et leur désir de respectabilité, entre les inconditionnels du rap ou du tag et ceux pour qui la fac n'est pas un trottoir, les responsables de l'université tentent d'acclimater cette singulière bouture culturelle. Non sans peine.

Il est vrai que la personnalité du spécialiste maison des sciences « hip hop » ne facilite pas la sérénité du dialogue. Georges Lapassade, volcanique sociopsychologue de soixante-sept ans, semble avoir décidé qu'une révolution culturelle s'imposait à Saint-Denis. Pour ce héros de mai 68, figure pittoresque du temps où Paris-VIII était encore Vincennes, et ennemi juré des situations établies, l'étude du « hip hop » est un moyen idéal d'entrer en communication directe avec la banlieue.

Un cours de « pratique des arts de la rue »

Pourquoi les jeunes qui inventent de nouvelles formes d'expression au pied des HLM ne seraient-ils pas à la fois son public, sa famille, son matériau ethnologique et l'occasion de susciter une de ces ruptures qui accusent les failles de l'institution ? Professeur émérite, « rapper de rang A », comme le surnommaient certains, cet enseignant qui fait corps avec la fac au point d'y passer ses nuits, n'éprouve aucune difficulté à faire admettre son projet. Dès la rentrée 1989, une unité de valeur de « culture hip hop et communication » surgit à Saint-Denis dans le cadre du premier cycle Education, communication, animation (ECA). Une fois par semaine, Georges Lapassade retrace, devant ses étudiants, les tenants et les aboutissants



de l'histoire du rap, en produisant comme témoins des jeunes musiciens venus de lycées voisins.

Bientôt, la passion du « hip hop » gagne d'autres enseignants. Il devient de bon ton de lier certaines disciplines à l'étude de ce phénomène et un cours de « pratique des arts de la rue » fleurit dans le département d'arts plastiques. On y étudie le passage du tag au graffiti et à la fresque, formes plus élaborées d'expression picturale ; on y discute aussi avec des graphistes en chair et en os, avant d'utiliser les murs extérieurs de l'université comme salles de travaux pratiques.

Dans la même UFR, Desdémone Bardin calque ses cours d'anglais sur des rythmes de rap américain en

s'appuyant sur la méthode de la scansion pour apprendre la langue à ses étudiants. Peu à peu c'est tout une galaxie mouvante qui se constitue autour du « hip hop », une constellation bigarrée dont les étudiants ne sont pas les seuls locataires. De jeunes citoyens de la « nation zoulou » font le va-et-vient entre les cités environnantes et l'université, qui devient à la fois un lieu de rencontres et d'expression. Protégés par Georges Lapassade, qu'ils appellent avec affection le « jeune vieux », les uns enregistrent dans un studio de fortune, tandis que les autres enluminent les murs de la fac.

Une Association pour le développement de la culture hip hop, placée sous la tutelle de Francine Demi-

chel, présidente de Paris-VIII, leur permet même de bénéficier d'un local en bonne et due forme. En décembre 1990, M^{me} Demichel affirme que « les universités en banlieue doivent être des acteurs locaux de la mobilisation, de l'éducation, de la socialisation des jeunes ».

Objet social ou cirque permanent

Quant à l'éventuel tapage qui pourrait en résulter, la présidente l'écarte d'un revers de la main : « Le rapport au risque est très culturel, déclare-t-elle alors. On craint ce que l'on veut bien craindre : on peut contrôler des comportements de groupes en les valorisant. »

Mais, valorisation ou pas, le « hip hop » ne se laisse pas si facilement enfermer dans des schémas universitaires, fussent-ils progressistes. L'art de la rue se révèle un enjeu de pouvoir, tant pour les enseignants que pour les jeunes banlieusards. Très vite, Georges Lapassade reçoit des menaces de mort d'une fraction « zoulou » qui ne supporte pas de le voir orchestrer le mouvement. Puis, le 11 janvier 1991, une bagarre entre graphistes éclate dans les couloirs de Paris-VIII, conduisant un jeune peintre à l'hôpital pour quelques points de suture. A quoi s'ajoutent les rivalités intestines qui opposent Georges Lapassade à Desdémone Bardin, l'angliciste accusant le psychosociologue d'impudence et de plagiat.

De leur côté, certains enseignants ne voient pas d'un très bon œil leur université se transformer en annexe locale de MJC. « Que le « hip hop » soit un objet social digne d'étude, remarque un enseignant de sociologie. Mais qu'on en fasse un cirque, une représentation, non ». Le fossé se creuse entre ceux qui pensent que l'université est un lieu de transmission du savoir et ceux pour qui elle doit intervenir dans son environnement.

Le 30 janvier, Jean Cahors, directeur de la filière ECA, fait parvenir à Georges Lapassade une lettre l'informant que son département n'hébergera plus l'UFR de « hip hop » à la rentrée prochaine. « C'est une culture de la violence que l'on n'introduit pas comme cela à l'université », affirme Jean Cahors, regrettant que son collègue ait « ruiné l'image de la formation ECA qui n'avait pas besoin de cela ».

Car ce conflit survient dans le contexte déjà extrêmement particulier de l'UFR-8 (communication, animation, psychanalyse, formation, éducation, didactique) dont ECA constitue le premier cycle. Alors que Georges Lapassade crie au scandale en affirmant qu'« il ne faut pas rejeter les jeunes qu'on peut sauver de la délinquance », Jean Cahors adopte

une attitude plus académique : « La majorité de nos étudiants viennent d'un milieu scolaire et social déviant, explique-t-il. Nous devons concevoir pour eux des enseignements spécifiques et rigoureux ».

La démarche qui consiste à projeter de très jeunes étudiants dans l'étude de leur propre environnement peut effectivement paraître curieuse. Et l'administration, échaudée par les dérives internes du « hip hop », se montre exaspérée par ces turbulences qui surviennent en pleine négociation du plan quadriennal de l'université.

Ouverture sur l'extérieur

Pas au point, cependant, de renoncer au « hip hop » qui peut être un atout politique dans le jeu de Paris-VIII et dans sa recherche d'ouverture sur l'extérieur. « Nous sommes en Seine-Saint-Denis, dans un contexte défavorisé. Nous le revendiquons et nous le gérons », affirme Jean-Henri Roger, directeur de l'UFR d'art, esthétique et philosophie.

L'an prochain, l'UFR de Georges Lapassade sera donc recueillie par cette UFR afin de résoudre les incompatibilités d'humeur les plus criantes. En attendant, l'heure reste tout de même à la prudence. « L'activité de Georges Lapassade s'inscrit pleinement dans notre volonté de travailler avec les gens qui nous entourent », souligne Guy Berger, directeur de l'UFR-8, mais il est vrai que des lieux de recherche ou des structures associatives seraient plus adaptés à ce genre de réflexion. De son côté, le ministère de la culture, dont Georges Lapassade attendait de pied ferme une subvention, se montre très circonspect. Tout en souhaitant que « le rap soit présent dans les projets culturels de Paris-VIII », ses responsables semblent avoir compris que le « hip hop » universitaire est encore une science très expérimentale.

RAPHAËLE HEROLLE

ÉDUCATION

REPÈRES

AUXILIAIRES. Les maîtres auxiliaires enseignants dans le second degré étaient 34 253 à la rentrée 1989, soit 19 % de plus qu'en 1983. Selon les dernières statistiques du ministère, ils représentaient donc, l'an dernier, 7,3 % du total des enseignants. Leur recrutement qui avait diminué entre 1982 et 1987 a repris pour faire face aux difficultés de recrutement d'enseignants titulaires : le quart des maîtres auxiliaires en poste ont été embauchés à la rentrée 1989 et la quasi-totalité d'entre eux ont moins de cinq ans d'ancienneté. La plus importante concentration de MA se situe dans trois académies : Lille, Versailles et Créteil, où ils représentent jusqu'à 12 % des enseignants. 62 % des maîtres auxiliaires ont un niveau de formation au moins égal à la licence.

ECOLYMPIQUE. En partenariat avec Candide et le Comité d'organisation des Jeux olympiques d'hiver d'Albertville (COJO), le ministère de l'Éducation nationale met à disposition des enfants de 8 à 12 ans une mallette pédagogique élaborée par une équipe d'enseignants de l'académie de Grenoble. Composée de 500 pages en couleurs, 300 photos, 100 schémas, 34 thèmes d'études, 7 posters, 60 diapositives et une carte de la Savoie, qui est destinée à faire découvrir aux enfants les JO et le milieu montagnard. Tirée à 20 000 exemplaires, elle est envoyée aux écoles primaires des académies de Lyon et de Grenoble et dans un tiers des écoles des autres académies. Les établissements non destinataires peuvent l'emprunter dans les centres de documentation pédagogique.

PRETS ETUDIANTS. Dans la foulée de la réflexion engagée par le gouvernement pour mettre en place, à la rentrée prochaine, un système de prêts étudiants aidés par l'État, les services du premier ministre ont mis à l'étude une extension possible de cette aide sociale aux enfants de fonctionnaires. Il faudrait, pour cela, élargir l'assiette des prêts (actuellement trois fois le SMIC de revenu familial), mais les experts de Matignon espèrent pouvoir s'appuyer, pour garantir les risques éventuels, sur le puissant secteur mutualiste de la fonction publique.

UNIVERSITAIRES. Objet de controverses depuis deux semaines, le projet de réforme du Conseil national des universités proposé par le ministère de l'Éducation nationale pour assouplir le système de gestion des carrières universitaires a été examiné, vendredi 15 mars, par le Conseil supérieur de l'Éducation. En dépit du refus de vote des principaux syndicats d'universitaires (SNESup, Autonome, FO), le projet a été adopté. Il fera l'objet de nouvelles concertations pour se parer réglementaire.

Nanterre, l'âge de raison

L'université Paris-X fête son premier quart de siècle.
Entre le mythe et la réalité

EN décidant de fêter ce mois-ci, les 21 et 22 mars, son vingt-cinquième anniversaire, Nanterre joue à cache-cache avec l'histoire. En toute exactitude, elle aurait dû fixer la date de l'événement l'an dernier, en souvenir des mille quatre cent cinquante étudiants de propédeutique qui, les premiers, découvrirent au début de l'année 1964-1965 cet embryon d'université, insolite, à peine sorti de la boue des chantiers, perdu entre la gare de Nanterre - La Folie (c'était avant le RER) et le bidonville voisin (c'était bien avant l'arche de la Défense).

En bonne logique, elle aurait pu, tout aussi bien, marquer le coup il y a trois ans, deux décennies après cette journée du 22 mars 1968 qui allait devenir comme l'acte fondateur de son histoire, sa prise de la Bastille, l'éclatante qui allait embrasser l'Université, faire vaciller de Gaulle, bousculer « l'ordre bourgeois ». Et forger sa réputation, urbi et orbi. En 1988, cependant, l'on se garda soigneusement de toute commémoration, pour mieux esquiver les clichés encombrants : Nanterre-la-Rouge, symbole pour longtemps de la révolte étudiante comme le fut Billancourt pour les luttes ouvrières, Nanterre-la-Gauchiste, et son foisonnement de groupuscule, ses « sitos » et ses « maors », ses « spon-tex » et ses « anars », sous la houlette et l'œil goguenard de Daniel Cohn-Bendit.

En fêtant ces vingt-cinq ans à contretemps, Nanterre, donc, essaie

de brouiller les pistes, d'oublier ses folies adolescentes, d'attester sa maturité. En un quart de siècle, deux cent mille étudiants seront venus fréquenter « l'usine à chômeurs » tant décriée, quatre mille thèses de doctorat y auront été soutenues, soixante centres de recherche s'y seront installés, faisant de ce coin de banlieue, dans bien des domaines, l'un des pôles universitaires les plus prestigieux de France. A force de pousser, de vendre, de fleurir au printemps, le campus lui-même a fini par avoir des allures de campus, privilège rare en région parisienne.

La vie, l'amour la mort et la Révolution

L'histoire, pourtant, est malicieuse. Jeudi 21 mars, dans l'immense amphithéâtre B2 transformé pour la circonstance en décor de cité universitaire, tous les fantômes de 68 seront au rendez-vous. David, grande gueule, grand bourgeois et révolutionnaire en chambre. Jaume, étudiant communiste à toute épreuve, pestant contre « les groupuscules irresponsables qui mijotent leurs conneries », Menestrel, partagé entre Reich et l'agrégation. Joette, qui confond Nanterre et le Vietnam. Jacqueline, la féministe en herbe. Abdelaziz, l'ouvrier immigré qui rêve de passer son certificat d'études. Brigitte, ses disserts, ses cocheries et ses états d'âme. Simon le maître, décidé à s'établir en usine. Et quelques autres, ressortis de l'album de famille, glosant sur la

spontanéité des masses, la démocratie et le fascisme, la vie, l'amour, la mort et la Révolution.

Étrange spectacle, hyperréaliste et décalé, tiré fidèlement par les étudiants du Théâtre universitaire de Nanterre (TUN) qui, avec l'aide d'une dizaine de jeunes acteurs professionnels, a monté en quelques semaines cette adaptation du roman de Robert Merle, *Derrière la vitre*. Mais s'ils ne se reconnaissent pas directement dans cette galerie de portraits, les étudiants de 1991, qui ont au plus l'âge de l'université, ne renient pas l'héritage. « 68, c'était la rupture, l'opposition et l'humour. Robert Merle, qui a été prof ici pendant longtemps, parlait d'une usine à fabriquer des licenciés. C'est toujours vrai. Nanterre n'est vivable que pour ceux qui bougent », assurent Nicolas et ses copains qui ont renoué cette année avec une tradition ancienne : le premier mardi de chaque mois, ils invitent une troupe extérieure à se produire dans une salle aménagée à côté de la cafétéria de lettres.

Les jeunes managers de Déclic

Ils ne sont pas seuls à « bouger » cependant. De manière bien symbolique, la journée du 21 mars à Nanterre sera le théâtre d'une autre manifestation : Déclic, le forum université-entreprises organisé par les associations d'étudiants d'ARS, d'information et de communication, de la bureau entreprise de Paris-X et du bureau des étudiants.

Loin du gauchisme délavé, de la

plage et des pavés, les jeunes managers de Déclic n'ont plus rien à apprendre de l'organisation d'un événement, du travail en équipe, des relations avec entreprises et fournisseurs, du marketing téléphonique des logos et des sons. « Il n'y a rien à jeter. Tout est bon à prendre dans ce genre d'expérience », lance avec assurance Sandrine Taupin, étudiante en maîtrise d'information et de communication. « L'université, c'est le règne du « débrouilles-vous », la formation sur le tas, la sélection naturelle. Pour monter un événement comme Déclic, il faut être vraiment motivé et vivre ça comme l'équivalent d'un stage permanent, tout au long de l'année, à côté des cours. C'est ça qui est fantastique à l'université, ce potentiel de formation et d'expériences, cette incitation à se prendre en charge, à mieux se connaître, à savoir ce qu'on veut et quoi faire plus tard. »

De La Folie à la Défense

Christian Le Sayec, qui est en licence d'administration économique et sociale et s'est, lui aussi, beaucoup mobilisé pour Déclic, ne partage pas complètement l'enthousiasme très « pro » de Sandrine. Pins nuancé, il note qu'il est « parfois plus facile de monter des coups avec les entreprises que d'obtenir des facilités de l'administration elle-même. L'université change mais elle est encore en décalage avec ce qu'on attend d'elle aujourd'hui. La mutation est lente, mais on ne peut pas

tout révolutionner d'un coup ». Un constat que ne démentiraient sûrement pas les responsables de l'université. Ainsi le Club 92 des relations universités-entreprises, créé il y a un an sous la houlette du président du conseil général des Hauts-de-Seine, M. Charles Pasqua, se met en place sans faire de vagues. Oubliés les gauchistes : il s'agit de valoriser la recherche, de réfléchir aux besoins des deux cents entreprises déjà adhérentes et de développer les échanges internationaux.

Mais ces innovations n'effacent pas les problèmes criants et immédiats de Nanterre. M. Paul Lari-vaille, le président de l'université, les pose sans détour. « Avec trente-deux mille étudiants, soit le double des effectifs prévus à l'origine, on est au bord de l'asphyxie. On ne pourra pas faire la rentrée prochaine sans vingt à vingt-cinq salles de travail supplémentaires. Le ministère nous a promis 8 000 mètres carrés, mais on les attend toujours. Quant à nos deux antennes de Saint-Quentin-en-Yvelines et Cergy, il est grand temps qu'elles volent de leurs propres ailes car, pour l'instant, elles pèsent lourdement sur l'administration de Nanterre. » L'inquiétude pointe derrière les bilans du président : tous les projets de rénovation et d'extension restent suspendus aux projets de développement de la Défense qui incitent désormais le domaine universitaire. De Nanterre-la-Folie à Nanterre-la-Défense... quelle histoire!

GÉRARD COURTOIS

La justice plaide sa cause au lycée

Les professionnels du monde judiciaire à la rencontre des élèves

« **M**ON mari est alcoolique et me bat. Si je pars, y a-t-il abandon de domicile? » La jeune fille blonde n'a pas seize ans. Élève en première année de BEP sanitaire et social, elle provoque les sourires de ses quatre-vingts camarades du lycée d'enseignement professionnel (LEP) Etienne-Dolot, à Paris (30^e arrondissement). En face, les cinq intervenants - le magistrat, le juge d'instruction, l'éducateur à la protection judiciaire de la jeunesse, le conseiller prud'homme, la psychologue en milieu ouvert au service du contrôle judiciaire - ont à peine cillé et répondent aussi directement.

D'abord préparées par les élèves en référence aux affiches thématiques distribuées par la cour d'appel de Paris (1), les questions fusent rapidement, pêle-mêle, directes, concrètes. « Que faire pour lutter

concrètement contre la drogue, le racket et la violence dans le milieu scolaire? » Et les droits des mineurs? Et les contrôles d'identité? La garde à vue? Les « passages à tabac »? Les conditions d'emprisonnement? La garde des enfants en cas de divorce? Les affaires de viol? Questions surtout pratiques : « Combien coûte la justice? », « Comment faire appel à l'aide judiciaire? », « Que se passe-t-il si l'on arrive quelque chose quand on fait du baby-sitting? ».

Pendant deux heures, le 15 mars, ce dialogue insolite a permis de lever quelques ambiguïtés. Très sollicité, le conseiller prud'homme (salaire) parcourt en accéléré le droit du travail, le labyrinthe des cotisations sociales, les méandres du travail au noir. Le magistrat du siège et le juge d'instruction plaident en faveur de l'avocat : « Un avocat commis d'office n'est pas nécessairement mau-

vais! » L'éducateur à la protection judiciaire de la jeunesse se voit contraint de défendre les « flics », qui en prennent pour leur grade. Il évoque la situation des « jeunes destructeurs, désocialisés » dont il s'occupe, « ses » blacks, « ses » beurs, et doit expliquer que « ce n'est pas la couleur qui marginalise, mais surtout le cadre de vie ». Sur les chaises, on compte dix nationalités différentes. Au travers des marges d'appréhension des peines, les élèves du LEP Etienne-Dolot découvrent à la justice un visage plus humain qu'ils ne l'imaginaient.

Le filtre des médias

Les clichés, en revanche, sont tenaces dans cette classe de seconde du lycée Rodin (13^e arrondissement), où l'on crie volontiers haro sur la presse et ses scandales. L'avo-

cat général, Pierre Maligne, a beau dire et redire que « la vie sociale est avant tout tissée par une multitude de contrats potentiellement sujets à problèmes » (relations propriétaire-locataire, employé-employeur, litiges entre consommateur et commerçant...), les élèves retiennent surtout les affaires pénales, qui ne représentent pourtant qu'un cinquième du volume des affaires de justice. La représentation du parquet ou le juge pour enfants doivent témoigner qu'« il n'arrive pas des affaires Grégory tous les jours », tandis que leur collègue du barreau tente de mettre en avant son « rôle de conseil et d'assistance ».

Mais les élèves reviennent à la charge, relançant le débat sur l'obligation de réserve, le secret de l'instruction, les pressions politiques, le rôle des médias. « Pourquoi l'affaire Malik Oussekine a-t-elle traîné? », demande timidement Lisa, de peur

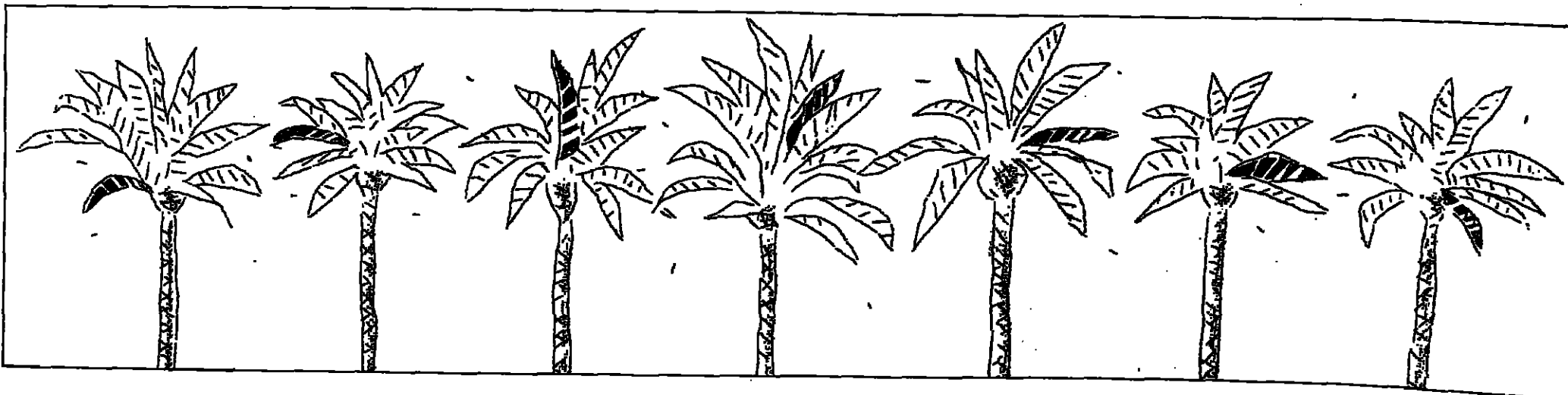
d'être provocante. « Et la cigarette Chevignon? », lance un autre, obligeant les « professionnels » à répondre à l'écrou et au législatif les problèmes qui leur reviennent.

Manifestement, les cours d'instruction civique distribués quinze jours plus tôt par le professeur d'histoire-géographie, un peu désabusé, n'ont pas suffi à débroussailler le terrain. Craie en main, debout sur sa chaise, l'avocat général décrit rapidement au tableau les grandes lignes du dédale des différentes juridictions. Celui par lequel la justice suit son cours et où il reste à l'éducation beaucoup de chemin à parcourir.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) Dans le cadre de l'opération « Objectif justice » (cf. le Monde du 14 février), le Palais de justice de Paris a également ouvert ses portes, mercredi 20 mars, à près de mille cinq cents élèves parisiens.

POUR LA BAIE DES ANGES, SEPT FOIS PAR JOUR, BIENVENUE À BORD D'AIR FRANCE



PARIS/NICE, 7 VOLS QUOTIDIENS.



Dorénavant, Air France vous assure la liaison Paris-Nice, 7 fois par jour les vendredi et dimanche, 6 fois les autres jours au départ de Charles-de-Gaulle 2. Tous les vols offrent le choix entre la Classe Le Club et la Classe Économique. En exclusivité, Air France vous propose la Classe Le Club :

TRANSPORTEUR OFFICIEL INTERNATIONAL DES XVI^{es} JEUX OLYMPIQUES D'HIVER

un petit déjeuner, un repas ou une collation sont servis selon l'horaire. Dans les deux classes, même le champagne est offert gracieusement. Sur Paris-Nice, Air France vous propose la gamme la plus large de tarifs. Pour tout savoir sur ces tarifs, adressez-vous à Air France ou à votre Agent de voyages.



A R T

SPECIAL COME



De bas en haut : Italo Svevo, Jean-Luc Bourré.

ENTRE la Comédie-Française et Lasselie, il y a une passion « Je croyais te haïr, pour-tiens » - une intrigue de Marivaux sous mon déguisement m'aurait-elle C'est au Français qu'il a vu son p-cie, au Français qu'il a fait ses p-scène, figurant alors. Il est obsédé les deux singularités de la maison l'alternance, et surtout par une né-rieuse dans une institution vieille d-et dix ans : respecter l'hier sans te d'hui. Lui qui vient de la décentrali-orthodoxe, qui présente tous les ca-rieurs du timide introverti, se sent à l'aise, dit-il, dans cet autre fasci-lois et les codes, les règles du jeu, établis.

Délibérément, Jacques Lasselie

سكزا من الإيجل

ARTS SPECTACLES

SPECIAL COMÉDIE-FRANÇAISE



De bas en haut : Italo Svevo, Jean-Luc Boutté, Yannis Korkos

De bas en haut et de gauche à droite : Jacques Lassalle, Youssef Chahine, Lucian Pintilie, tout en haut Anatoly Vassiliev.

COMÉDIE-FRANÇAISE, NOUVELLES DIRECTIONS

Les lois de l'ouverture

ENTRE la Comédie-Française et Jacques Lassalle, il y a une passion racinienne - « Je croyais te haïr, pourtant je t'appartiens » - une intrigue de Marivaux - « Madame, sous mon déguisement m'auriez-vous reconnu ? » C'est au Français qu'il a fait ses premiers pas sur scène, figurant alors. Il est obsédé désormais par les deux singularités de la maison, la troupe et l'alternance, et surtout par une nécessité impérieuse dans une institution vieille de trois siècles et dix ans : respecter l'hier sans ternir l'aujourd'hui. Lui qui vient de la décentralisation la plus orthodoxe, qui présente tous les caractères extérieurs du timide introverti, se sent parfaitement à l'aise, dit-il, dans cet antre fascinant, dont les lois et les codes, les règles du jeu, sont à jamais établis.

Délibérément, Jacques Lassalle se situe dans

la continuité du changement amorcé par Antoine Vitez (le Monde du 20 mars). Comme lui, il sait que le seul moyen de faire vivre et agir la Comédie-Française n'est pas la provocation, mais « un réformisme patient et obstiné ». Le Vieux-Colombier lui donnera les moyens de sa politique. Il aura fallu des années de diplomatie et des trésors d'habileté pour délivrer la ruine légendaire de l'invraisemblable imbroglio juridico-financier qui l'emprisonnait.

Mais, en décembre 1992, les travaux doivent être terminés, événement primordial pour l'histoire de la maison qui disposera enfin d'un théâtre tout à fait différent de la salle Richelieu dans son organisation, son architecture, sa conception.

En attendant, plusieurs spectacles vont être donnés hors les murs, dans d'autres théâtres et

en coproduction, bien que Jacques Lassalle s'en méfie : « Une institution nationale doit être capable de produire seule. »

Au Vieux-Colombier viendront des équipes nouvelles, seront joués des textes d'auteurs contemporains ou des classiques méconnus. Les distributions seront métissées, les comédiens français n'auront plus besoin de demander des congés pour côtoyer les autres acteurs. La salle Richelieu ne doit pas pour autant devenir le temple de la seule tradition. Elle aussi attend des « étrangers ». Étrangers géographiques reconnus ou marginaux, étrangers à la profession, principalement scénographes ou cinéastes. Ce n'est pas par goût immodéré de l'exotisme, simplement les lois de l'ouverture l'exigent. Mais que l'on se rassure, les « maîtres d'œuvre français resteront présents chez Molière ».

COLETTE GODARD

Pages 18 et 19 :

Les nouveaux habits de Jacques Lassalle

Des projets pour trois ans.

Pages 20 et 21 :

Royal métissage

Auteurs, metteurs en scène venus de Méditerranée ou de l'Est.

Page 22 :

Le Vieux-Co à nouveau

On ne croyait plus à sa renaissance, tant de fois promise.

Pages 23 à 27 :

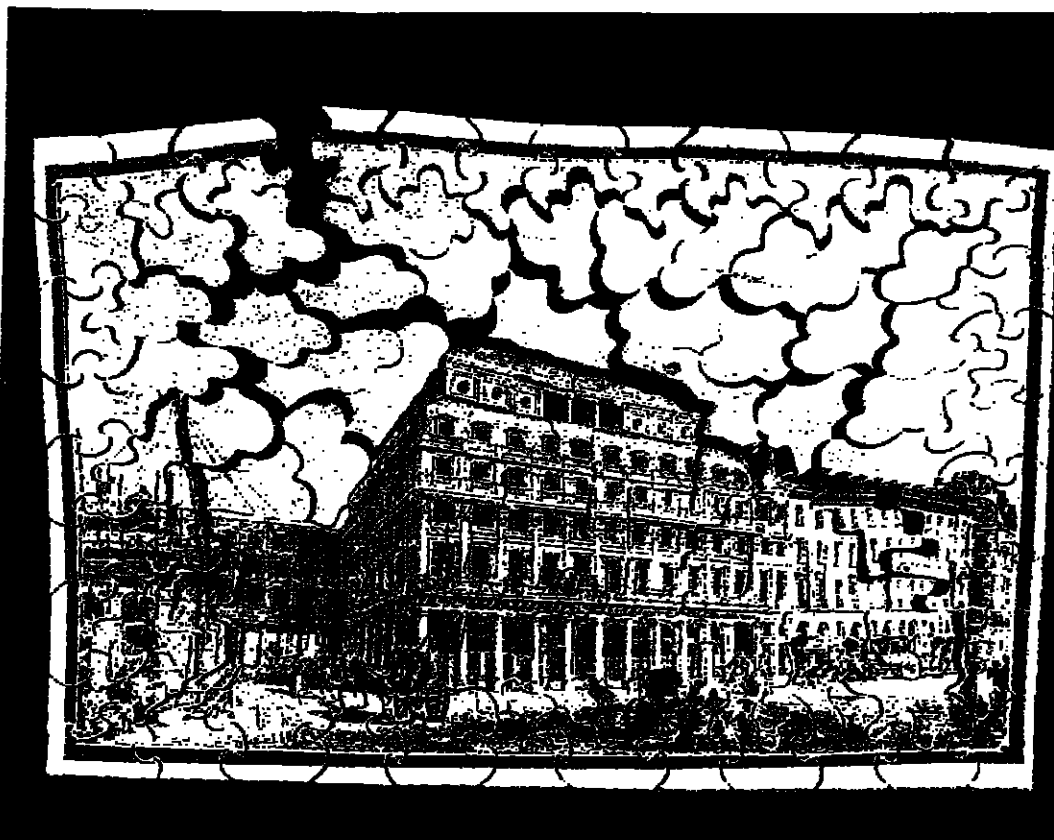
La sélection de la semaine

Théâtre, musiques, cinémas, arts, disques.

COMÉDIE-FRANÇAISE

ENTRETIEN AVEC JACQUES LASSALLE,
Avis de temps calme

Le 3 juillet 1990, Jacques Lassalle, nommé administrateur général de la Comédie-Française, succède à Antoine Vitez, mort le 30 avril. Jacques Lassalle vient du Théâtre national de Strasbourg qu'il dirigeait depuis 1983. Il a débuté dans les « banlieues rouges », montant des classiques peu connus. Il a écrit aussi. Dans ses pièces comme dans ses mises en scène, il s'est attaché un moment à ce qu'il appelait « théâtre de chambre ». Les stars ne lui font pas peur. Il envisageait le duo Depardieu/Périer dans *Tartuffe* pour l'Athénée, quand il a été nommé à Strasbourg, et c'est avec eux qu'il a commencé son parcours alsacien. Jacques Lassalle connaît bien la Comédie-Française, où il a été figurant d'abord, et où il a mis en scène Goldoni et Gorki. Une connaissance en profondeur donc, et de grandes espérances.



MAIRE ENQUÊTEUR/PUZZLE DE WILSON D'APRÈS MEUNIER

« La Comédie-Française fut longtemps tradition, pesanteur, hiérarchie, pour ne pas dire le temple du conservatisme. Cela vous tentait-il vraiment de diriger un tel « mastodonte » ?

« Dans un monde qui va comme il va, dans une époque aussi brouillée, aussi changeante et finalement aussi opaque que la nôtre, nous pouvons être tentés de porter sur scène des attitudes de révolte, de sarcasmes ou au contraire de retrait hautain. Quand il s'agit de la Comédie-Française, cette attention au présent ne doit pas être oubliée, mais il faut, mais on doit prendre en compte la pérennité de la maison, ses trois siècles et dix ans d'existence. Chaque jour, je me trouve écartelé entre la brutalité de l'immédiat et la sérénité qui accompagne la notion de durée.

« Mais, en trente ans, la Comédie-Française a énormément changé. Elle n'est plus la maison que j'ai connue en tant que figurant, puis comme élève du Conservatoire : maison extraordinairement hiérarchisée, dont les grands exemples restaient Mounet-Sully ou Sarah Bernhardt, qui se voulaient le temple de la déclamation, qui acceptaient, je dirais presque avec ostentation, de représenter un « contre-modèle » pour les formes alors vivantes. Elle était formidablement utile, en assumant des tâches que certains nostalgiques du kitsch et du versaillais lui réclament encore. Aujourd'hui, se définir vis-à-vis d'elle est plus ambigu...

« Car progressivement, son répertoire, ses pratiques mêmes ont été infiltrés, avec un certain retard mais de façon irréversible. La maison pourrait devenir, elle est devenue, un point de référence qui permet de s'interroger sur le théâtre public. Elle est peut-être le dernier des théâtres d'art qui ait les moyens de ses exigences. Qu'on le veuille ou non, elle est au rendez-vous de l'histoire. Je le dis sans volonté de manifester bruyant, de révolution hâtive, de subversion radicale, mais dans un esprit de réformisme tempéré autant qu'obstiné. C'est vrai dans tous les domaines, depuis le choix des textes jusqu'à l'engagement éventuel de comédiens.

« A présent, qu'allez-vous, que pouvez-vous faire de la Comédie-Française ?

« Continuer. J'ai été nommé à la tête d'une maison où, en dix ans, six administrateurs se sont succédés, sur fond de deuil parfois, sur fond d'urgence toujours. Chacun a eu le souci de se différencier radicalement de son prédécesseur. Ce n'est pas à moi de le dire, mais je crois pouvoir malgré tout le faire : je n'ai pas été choisi pour contrebalancer l'action d'Antoine Vitez. Pour la première fois depuis longtemps, la Comédie-Française connaît une continuité dans le domaine des grandes options, des grands rêves aussi.

« Ma mission, celle de la maison, est tout de même avant tout de servir le grand répertoire classique français et étranger. Ensuite seulement on doit y adjoindre, avec précaution – le comité de lecture est là pour ça – des textes contemporains, sinon inédits, et les incorporer au répertoire. D'autre part, je ne peux engager que des acteurs capables d'assumer la terrible et magnifique contrainte de l'alternance. Ce n'est pas évident en un temps où l'on a l'habitude de se consacrer à un travail exclusif, permanent, quotidien sur un texte, pendant six semaines, deux mois. Ici, les acteurs doivent être prêts à reprendre un rôle en quelques jours, ils doivent accepter la dialectique du soliste et du choriste.

« Ne pensez-vous pas que la troupe a besoin d'un certain renouvellement ?

« Je ne tiens pas à développer la troupe. Elle est actuellement assez nombreuse – soixante-six membres – pour le plein emploi de chacun à la Salle Richelieu. Si des modifications sont nécessaires, elles se révéleront dans la pratique. La composition de la troupe est relativement hétérogène puisque, en dix ans, les six administrateurs ont eu le temps d'esquisser une politique artistique, donc une politique de recrutement. J'ai le libre choix des engagements pour lesquels je dois obtenir l'aval de la société des comédiens-français. Au conseil d'administration, les sociétaires peuvent décider d'exclure ou de promouvoir quelqu'un. Ce sont des acteurs salariés en même temps que des patrons associés. Les bons jours, je trouve ça passionnant, car ils sont compétents, amoureux de la maison. Les mauvais jours...

« Cela ne veut pas dire que l'administrateur est un potentat commis à l'inauguration des chrysanthèmes. Il détient de réels pouvoirs, mais la maison fonctionne sur des statuts extrêmement subtils, raffinés, affinés au long des siècles. J'aurais naturellement envie de faire venir ici des personnalités en pleine possession de leur talent, seulement il faut savoir qu'on n'entre pas sur un seul rôle, mais pour un minimum de deux ans et que pendant ces deux ans, on reste pensionnaire. C'est une sorte de noviciat, une singulière épreuve sur le plan psychologique et... financier. Car la règle du jeu est intangible. Un pensionnaire, aussi célèbre soit-il, peut être appelé à remplacer quelqu'un dans n'importe quel rôle.

« Les greffes peuvent prendre, mais engendrent souvent des malentendus qui trouble le fonctionnement de la maison. Mieux vaut, selon moi, engager des jeunes qui peu à peu trouvent ici l'occasion de s'accomplir pleinement. Cependant, il y a un danger : si le comédien qui sort directement du Conservatoire ou de l'École du Théâtre national de Strasbourg d'un coup passe d'une condition précaire à cette ambiance confortable, où il n'a pas à affronter les incertitudes de l'emploi, si ce comédien rate son noviciat, il peut en éprouver un terrible sentiment d'échec. Et s'il n'est pas assez solide dans son métier pour le surmonter, il traverse un trouble d'identité dont parfois il ne se remet pas. C'est pourquoi j'essaie de dédramatiser à l'avance.

« On a parfois parlé d'une « crise des vocations »

Poquelin
chez lui

En mars 1992, Jacques Lassalle mettra en scène *L'École des maris* et *La Comtesse d'Escarbagnas*.

« On joue énormément les œuvres maîtresses de Molière, et pas seulement à la Comédie-Française, qui reste cependant sa maison. Les « grandes pièces » qui permettent l'interrogation permanente de notre monde d'aujourd'hui au répertoire, on en donne certainement des mises en scène nouvelles. Mais ce que j'aimerais, c'est reprendre certaines œuvres beaucoup moins jouées : les farces – ou supposées telles, auxquelles Antoine Vitez pensait puisqu'il avait demandé le Médecin malgré lui et le Médecin volant à Dario Fo – et les comédies musicales...

« Dans la suite des *« Spanarralle »* que j'ai montés à Strasbourg (le Monde du 28 janvier), j'ai choisi la Comtesse d'Escarbagnas, qui est d'ailleurs une histoire bien noire, et fort intéressante. Je complète avec *L'École des maris*, jamais jouée bien qu'il s'agisse d'une œuvre charmante. Enfin, l'année suivante, je voudrais présenter sa comédie musicale la plus poétique, et la plus méconnue : *Psyché*, mais je n'en ferai pas la mise en scène... »

chez les jeunes comédiens, inquiets des servitudes de l'alternance. Comment comptez-vous les rassurer ?

« Je peux leur rappeler que le passage ici est une expérience comme une autre, mais toujours enrichissante. Que la vie ne commence pas et ne finit pas ici. Je dis au candidat que si après deux ou trois ans il n'est pas heureux, mieux vaut ne pas insister. Mais que s'il se sent bien, il doit s'engager lui-même pour dix ans renouvelables pendant lesquels il devra respecter absolument la règle du jeu. Je lui dis : « Vous serez assuré de jouer de grands textes avec des partenaires exceptionnels. Mais si vous n'êtes pas vigilant, si vous vous enfermez dans la maison, le jour venu de la séparation – et il viendra forcément – risquez de vous trouver tout à fait désarmé... »

« Soyons clair : un acteur qui observe cette règle du jeu peut éprouver une certaine amertume, un désenchantement. Se mettre au service exclusif de la maison, c'est accepter non seulement des déceptions financières, mais la frustration d'un relatif anonymat. Pendant longtemps – et pas seulement dans la troupe mais dans l'équipe technique où l'on se succédait de père en fils – a régné une religion de la maison – c'est-à-dire des sociétaires, – un paternalisme, une manière d'être, fort éloignés des nécessités actuelles.

« La Comédie-Française est une entreprise qui doit gérer un budget et une image de marque, un personnel nombreux et de plus en plus diversifié. Les conventions collectives ne sont pas des pactes passés entre un suzerain et ses vassaux. Je n'ai pas grand mal à respecter les conventions, non plus qu'à comprendre le désarroi de certains devant les accélérations de l'histoire. Nous sommes des mutants, et même ceux qui pensent anticiper sur l'avenir se trouvent brutalisés.

« Est-ce que l'ouverture d'une seconde salle, le Vieux-Colombier, modifiera la « règle du jeu », les statuts, l'emploi de la troupe, la gestion ?

« Le Vieux-Colombier est une société autonome, émanation de l'acheteur des murs : la Caisse des dépôts et consignations. C'est une entité juridique distincte, mise pour un temps donné et renouvelable à disposition de la société des comédiens-français, et dont l'administrateur prend en charge la direction artistique. Ce sera notre autre salle, exclusivement programmée par nous, mais avec des statuts particuliers. Par exemple, au Vieux-Colombier, je peux engager des comédiens pour un seul spectacle.

« Le Vieux-Colombier est indispensable car, pour la première fois depuis longtemps, la Comédie-Française est sans seconde salle. Le 1^{er} mars 1990, l'Odéon – dont la troupe assurait la programmation six mois par an – a été attribué de façon permanente et exclusive au Théâtre de l'Europe. Du même coup, Antoine Vitez a décidé d'opter pour ce que j'appelle la diaspora, les salles extérieures, à Ivry, aux Bouffes-du-Nord, à la Colline, au Théâtre de la Ville...

« Enfin, le 1^{er} décembre 1992, doit être officiellement inauguré le Vieux-Colombier – avec trois cent trente-cinq places – consacré prioritairement aux auteurs contemporains, ouvert aux jeunes metteurs en scène, aux nouvelles équipes. C'est un théâtre avec une histoire, un théâtre rive gauche, convivial, moins solennel que la Salle Richelieu. Il doit offrir l'occasion à la troupe comme au public de se remettre en mouvement.

NOUVEL ADMINIS
sur la n

« Est-ce que le fait d'administrer n'est pas seulement de diriger une charge ou au contraire la révolte ?

« Avant de venir ici, ne pas m'était égal. L'École du TNS n'est d'une troupe. Simplement une éducation d'une partie était renouvelée et établie un réseau d'affinités électives auxquels nous nous retrouvions. Mais pour se retrouver, il faut ici l'apprentissage de la troupe l'occasion d'installer une autorité, gérée d'un repli sur soi – le côté « nous ». Au contraire.

« Il faut violenter la tentation invitant des metteurs en scène à ce que l'on nomme « l'esprit Co » comme Anatoly Vassiliev qui a travaillé de Lermontov : il faut rassurer sont pas d'abord des hommes. Youssef Chahine – il a écrit *Chahine* Idriss Ouedraogo, dont j'ai vu *Yaaba* et *Tilal*. Il met en scène *Christophe d'Aimé Césaire* ou Antoine Vitez. Deux solutions s'appellent à un disciple fidèle qui n'est pas les options de Vitez, soit à autre direction...

« Je tiens à faire venir des gens condition expresse qu'ils observent seule manière pour eux d'être au b Je tiens à faire entrer au répertoire tendues, des classiques notamment, s'amuse de Victor Hugo, que met Boutte. J'ai admiré son travail à Seville, cet hymne à la vie et à la brutalité du bonheur. Mais je le Boutte représente l'exception. Les acteurs au moins ont déjà réalisé un

CREATION
Festival d'Avignon 1991 - Cour d'Honneur du Palais des Papes
Olympiada Cultural de Barcelona 1992 - 3ème Festival de Tador

A PARIS A PARTIR DE NOVEMBRE 1991

SOUTENEZ CET EVENEMENT !
SOUSCRIVEZ DES MAINTENANT
15 AVANT-PRÉMIÈRES
AU TARIF EXCEPTIONNEL
de 150 F au lieu de 220 F
SPECTACLE EN 2 SOIRÉES

Une des œuvres les plus originales du Théâtre du XXème siècle.
Une folle épopée interprétée par 25 comédiens dont
MICHEL AUMONT, MARIA CASARES, et DENISE GENCE

LES COMÉDIES BARBARES

de Ramon de Valle-Inclán
adaptation Armando Llamas
mise en scène Jorge Lavelli

avec la participation du Ministère de la Culture Espagnol, le soutien de l'AFAA
et des Spectacles de la Ville de Clermont Ferrand

15 RUE MALTE BRUN - 75020 PARIS - LOCATION : 43 66 43 60

هكذا من الإلهام

COMÉDIE-FRANÇAISE

NOUVEL ADMINISTRATEUR GÉNÉRAL

sur la maison de Molière

« Est-ce que le fait d'administrer une troupe, et non plus seulement de diriger un théâtre, représente une charge ou au contraire la réalisation d'un souhait ? »

« Avant de venir ici, ne pas disposer d'une troupe m'était égal. L'école du TNS n'était pas l'ébauche d'une troupe. Simplement une école avec des élèves dont une partie était renouvelée chaque année. J'avais établi un réseau d'affinités électives, d'acteurs avec lesquels nous nous retrouvions, nous nous enrichissions. Mais pour se retrouver, il faut s'être quittés. Je fais ici l'apprentissage de la troupe. Elle n'offre pas l'occasion d'installer une antarcie renforcée, accompagnée d'un repli sur soi — le côté « nous sommes entre nous ». Au contraire.

« Il faut violenter la tentation de l'isolement, en invitant des metteurs en scène a priori éloignés de ce que l'on nomme « l'esprit Comédie-Française », comme Anatoly Vassiliev qui va monter *le Bal masqué* de Lermontov; il faut rassembler des gens qui ne sont pas d'abord des hommes de théâtre comme Youssef Chahine — il a choisi *Caligula* de Camus — ou Idrissa Ouedraogo, dont j'ai vu et aimé les films, *Yaaba* et *Tilal*. Il met en scène la *Tragédie du roi Christophe* d'Aimé Césaire, que devait monter Antoine Vitez. Deux solutions s'offraient, soit faire appel à un disciple fidèle qui aurait approché au plus près les options de Vitez, soit aller dans une tout autre direction...

« Je tiens à faire venir des gens différents, sous la condition expresse qu'ils observent la règle du jeu, seule manière pour eux d'aller au bout de leur travail. Je tiens à faire entrer au répertoire des œuvres inattendues, des classiques rarement joués, ainsi *le Roi s'amuse* de Victor Hugo, que met en scène Jean-Luc Boutté. J'ai admiré son travail sur *le Barbier de Séville*, cet hymne à la vie et à la jeunesse, cette célébration du bonheur. Mais je le précise, Jean-Luc Boutté représente l'exception. Je sais que vingt acteurs au moins ont déjà réalisé un ou plusieurs spec-

tacles et souhaitent continuer. Or ici, ils sont comédiens. S'ils veulent mettre en scène, ils pourront essayer ailleurs. Et puis, je ne veux ni juger, ni trancher entre eux.

« Les prochaines saisons annoncent un certain nombre de coproductions, avec le Théâtre de la Ville, avec la Colline, est-ce que vous allez continuer dans cette voie ? »

« Si nous avions disposé d'une seconde salle, nous n'aurions pas choisi la coproduction. Je m'en méfie autant que du mécénat. Le terme est impropre, il faut dire sponsoring. Au début, tout est parfait, on est libre mais, peu à peu, les exigences surviennent et débordent sur l'activité artistique. Les jeunes compagnies ne peuvent pas s'en passer, les institutions nationales doivent être capables de produire seules. A chaque fois qu'à Strasbourg je me suis laissé tenter, je m'en suis repenti. En revanche, j'ai souvent acheté à l'avance cinq représentations, offert à telle ou telle équipe inexpérimentée douze jours de plateau pour les dernières répétitions, et naturellement une infrastructure et un public...

« La coproduction était un moyen pour les membres de la troupe de travailler sous d'autres toits et avec d'autres. Autoriserez-vous certains « congés » qu'ils soient motivés par un projet de théâtre, de cinéma ou de télévision ? »

« Il arrive que les comédiens demandent des congés pour aller jouer en d'autres lieux. Ils en ont le droit sur toutes les scènes nationales et dans les centres dramatiques situés à plus de 50 kilomètres de Paris. Si leur échappée est compatible avec la programmation et l'alternance, pourquoi pas, ils ont besoin de s'oxygéner. Mais je refuse cette habitude qui consiste à travailler systématiquement ailleurs alors qu'on est salarié ici. Michel Aumont m'a demandé un congé d'un an pour jouer avec Lavelle les *Comédies barbares* de Valle Inclán. Après trente-quatre ans de services permanents ou presque, je pense

que c'est justice. Mais l'autorisation que je lui ai donnée ne saurait faire jurisprudence. Pour ce qui est du cinéma ou de la télévision, les absences sont plus simples à gérer, encore qu'on doive se montrer prudents. Quand Gérard Depardieu a tourné *Tartuffe* pendant le temps des représentations, celles-ci n'étaient plus que le pensum des journées de tournage.

« Étant donné la tâche énorme — et quotidienne — qui pèse sur l'administrateur, est-ce que le metteur en scène a encore l'esprit libre pour penser au plateau ? »

« La mise en scène est pour moi un cadeau. Je me sens heureux sur le plateau. C'est parce que je suis metteur en scène — un métier définitivement entré dans l'histoire du théâtre — que j'ai été nommé. La Comédie-Française ne peut être dirigée que par quelqu'un impliqué de tout son être dans le projet artistique de la maison. Il n'est plus possible de confier cette mission à un homme de lettres, à un ambassadeur près de la retraite, à un amateur éclairé.

« Mais au TNS, vous étiez certainement plus libre... »

« Le TNS, c'est vrai, était plus léger, plus maniable, et je devais lui donner une identité. Pourtant, ça a été dur dans tous les domaines. La Ville et la région ne lui donnent pas de subventions mais le considèrent comme un outil local. En Alsace, je suis toujours resté l'étranger, j'ai souffert. Ici, c'est différent. J'ai haï la Comédie-Française. Comme beaucoup d'enfants, j'y ai vu mon premier spectacle — *Poil de carotte* avec Berthe Bovy. Et puis j'y ai fait de la figuration. Je me demandais ce que je faisais là en jupette et les jambes passées au brou de noix dans *Britannicus* ou *Polyeucte*. Pendant sept ans, tout a été problème, tout m'a humilié. Je me sentais frustré.

« Après cette période, j'ai quitté le théâtre en pensant que c'était à jamais. Finalement, je l'ai retrouvé à Vitry, par le biais de l'action socio-culturelle. A cause de Vitry, ville communiste, j'ai été considéré comme le plus stalinien des metteurs en

scène alors que je n'ai jamais été membre du Parti...

« Et puis Jacques Toja m'a demandé un spectacle. J'ai découvert alors que cette haine, cette révolte n'étaient que l'autre face de la passion. Ici, tout m'est familier. Je connais les comédiens, je peux les comprendre. Je m'inscris naturellement dans la maison, ce qui ne m'est pas arrivé à Strasbourg. Je pense à mes prédécesseurs et leur suis reconnaissant. Je suis reconnaissant à Jean-Pierre Vincent d'avoir tenté l'outrage. Même s'il n'a pas réussi à violenter la vieille dame, il a posé des questions qui ont fait leur chemin. J'éprouve de la gratitude envers Jean Le Poulain. Sans doute espérait-il redevenir le jeune animateur qui montait Marlowe et Audiberti... Pour je ne sais quelles raisons, il a laissé la Comédie-Française revenir à ses démons et ses clans. Et il a ainsi prouvé que tout retour en arrière était impossible. Même les plus intégristes ont été obligés d'en convenir. Il ne faut pas oublier Pierre Dux, qui a eu le temps et le courage. Et naturellement Vitez.

« Quelles sont vos relations avec le ministère de la culture et avec celui des finances, vos deux tutelles ? »

« Les relations avec les ministères de tutelle sont détendues, malgré les restrictions budgétaires, tribut à la guerre du Golfe. Les politiques voient systématiquement dans la Comédie-Française un goupier, et souhaitent y nommer quelqu'un leur garantissant la tranquillité. Des modifications de statut sont à l'étude, les responsables des différents théâtres nationaux se réunissent régulièrement, discutent politique salariale, informatisation... Pour l'instant, je n'ai aucun reproche à faire à l'Etat. Les grands dossiers — le Vieux-Colombier, le réaménagement du péristyle, l'achat ou la location d'une salle de répétitions, la mise à jour de l'équipement technique, le ravalement, la rénovation des bureaux — sont couverts. La maison est privilégiée, elle est intouchable. »

Propos recueillis par
COLETTE GODARD
et OLIVIER SCHMITT



Boutté/
Hugo

A sa création, le 22 novembre 1832, *Le roi s'amuse* de Victor Hugo faisait scandale. Ce n'était pas la bataille d'Hernani, mais presque, et c'était en tout cas suffisant pour que le spectacle soit renvoyé au placard après trois représentations.

Pourtant, ce grand « mélo flamboyant » — comme on le dira plus tard à propos de quelques films hollywoodiens — ne méritait pas ce dédain. Verdi ne s'y est pas trompé, qui en a tiré *Rigoletto*.

Jean-Luc Boutté a déjà monté *Marie Tudor* avec juste ce qu'il faut de distance et de passion : il ne craint pas Victor Hugo. Il a fait ses débuts de metteur en scène — sous chapiteau et au temps de Pierre Dux — avec un *Misanthrope* très rude et râpeux ; il a, le premier, monté une pièce de Koltès au Petit Odéon (*la Nuit juste avant les forêts*) ; il a su donner un air de désolation à *Dom Juan* ; il s'est affirmé dans la comédie avec deux succès, *le Bourgeois gentilhomme* et plus récemment *le Barbier de Séville*... Il a décidé cette fois (pour décembre 1991) de rendre justice à l'émouvante histoire d'une jeune fille convoitée par un roi...

COUP DE THEATRE

LA COMEDIE FRANÇAISE EN VIDEOCASSETTE



UNE PRESTIGIEUSE COLLECTION :
10 vidéocassettes déjà disponibles :

MOLIERE, MARIVAUX, REGNARD, FEYDEAU et d'autres nouveautés à venir.
Informations consommateurs : Minitel 3615 code ECEP.
EN VENTE DANS LES VIDEOCLUBS, GRANDS MAGASINS, GRANDES SURFACES.

LES PLUS BEAUX SPECTACLES EN VIDEOCASSETTE

COMÉDIE-FRANÇAISE

CEUX DU DEHORS

Yannis Kokkos, l'art de la discrétion

par Charles Tordjmann (*)

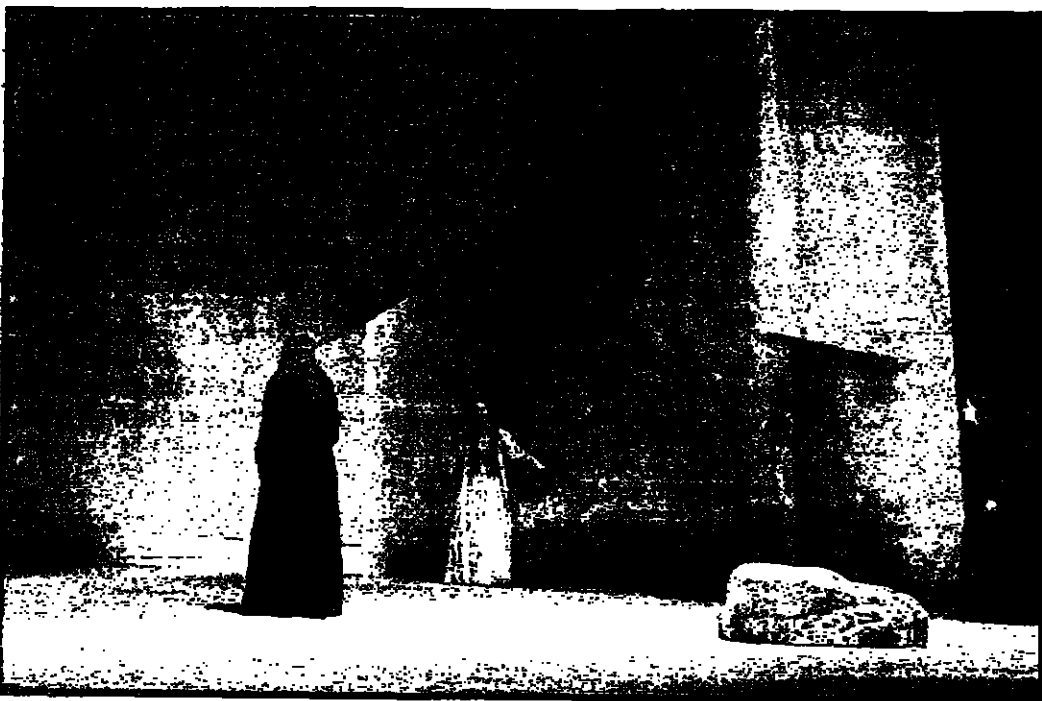
« Je peignais les lignes et les couleurs qui touchaient mon œil intérieur. Je peignais de mémoire, sans rien ajouter. »

Je ne sais pas pourquoi, ces mots d'Edvard Munch trouvés dans le livre de Claude Régy *Espaces perdus* me font penser à Yannis Kokkos. Je ne connais pas les trajets secrets qui, chez lui, conduisent de l'œil à la ligne tracée. Je ne connais pas non plus la mémoire de Yannis. Je peux seulement, de ma propre mémoire, dire ce qu'il est maintenant et ce qu'il était.

Il y a une douzaine d'années. C'est chez lui, dans une petite pièce, incroyablement encombrée de livres, de dessins, d'esquisses. Il m'offre un café dont je ne me souviens plus s'il l'a qualifié de turc ou de grec. Il me dit que, comme Braque, il cherche « ce qui est entre la pomme et l'assiette ». Quelque chose entre le vide et le plein. Quelque chose comme un foudue enchaîné. Peut-être un trait qui épouserait l'entre-deux. Quelque chose qui serait un intervalle. Je me souviens qu'un chat noir, assis, avait patiemment et attentivement écouté toute notre conversation. Yannis parlait avec un calme rare que je connais chez peu de personnes, un calme qu'il partageait avec son chat assis.

Il y a sept ans. C'était à Athènes. Une amie commune grecque et scénographe me conduisit chez le peintre Tsarouchis. Dans la maison où habite le peintre sont exposées beaucoup de ses œuvres, c'est comme une maison-musée. Je sais que Yannis admire cet immense peintre grec, mort il y a deux ans. Chez Tsarouchis, il y a des peintures d'hommes, torses nus, qui portent des ailes de papillon, il y a « des héros et des demi-dieux, habillés en marins, en fantassins, en footballeurs nonchalants ». Tsarouchis était entièrement vêtu de blanc. Nous avons parlé du théâtre grec, de celui d'avant, de celui de maintenant. Tsarouchis m'a dit qu'il aimait Yannis comme si c'était un fils.

J'ai compris que Yannis était plein de l'histoire de Tsarouchis, plein de l'histoire de son pays. J'ai compris que Yannis était relié à la Grèce; que la Grèce l'avait constitué culturellement et qu'en France il était suspendu. C'est pourquoi Yannis a aussi parfois des ailes de papillon dans le dos. Elles lui permettent d'aller et de venir. Elles lui permettent d'être



« Iphigénie », mise en scène par Yannis Kokkos.

vraiment entre deux. Entre le dehors, la lumière d'une scène à ciel ouvert, et la nuit d'une scène enfermée. Entre deux sensibilités. Entre le passé et l'avenir.

Il y a dix ans. C'était à Thionville, en Lorraine, chez moi. Yannis joue avec mon garçon, alors âgé de six ans. Yannis lui construit des palais ou quelque chose qui y ressemble, avec des cubes en bois de toutes les couleurs. Se confirment dans l'objet et la relation engagée ses dons d'enchantement. Yannis invente à l'échelle humaine. Il n'étale jamais ses fantasmies. Tout semble venir au moment où le trait se trace, au moment où la mémoire semble conduire la main, au moment où le cube surmonte un autre cube. Tout semble venir du geste lui-même.

Je ne sais pas si Yannis préfère le noir, le blanc

ou une autre couleur. Je crois qu'avant tout, son don d'enchantement consiste à pouvoir découper l'air de la scène. On plutôt à partager l'air de la scène. Comme s'il avait le don de remuer l'espace. C'est parfois de l'espace en blanc, en noir, en couleur. La perspective, les formes, créent alors une sorte d'attraction. On dit souvent à propos de Yannis que sa scénographie est épurée. Je dirais plutôt que Yannis met l'espace en état de remous, où, dans une surface profonde et aérée, circulent des corps en mouvement ou parfois des fantômes.

Chez Yannis, il n'y a pas de sujet qui rassure. Il est là contenu mais invisible, il est là à découvrir. Il n'y a pas vraiment de représentation des choses. Il y a même peut-être un souhait d'en finir avec ça, comme

si l'exhibition était un leurre. Yannis ne renseigne pas et ne dissimule pas non plus, sa pensée est invisible. « C'est sa manière la plus sûre d'habiter le regard » (Bernard Noël).

En 1986, Yannis conçoit pour moi la scénographie de *l'Amante anglaise* de Marguerite Duras. C'est une chambre noire étrangement sectionnée, aux murs parcourus d'un banc de bois. Sur l'un des murs, une porte entrouverte laisse filtrer une lumière aigüe; une haute et longue fenêtre donne sur un dehors blanc, inexistant. Il y a toujours une énigme dans les propositions de Yannis. De ce qu'il lit de l'œuvre ou entend du metteur en scène, il fabrique une énigme. Je crois qu'il ne connaît pas lui-même la réponse. Il ne ferme jamais le sens du théâtre.

Il y avait aussi, dans cette chambre noire, une chaise. Nous avons mis quatre semaines avant de lui trouver une place satisfaisante. Dans un décor de Yannis, on peut être très mal à l'aise. Parfois, le malaise est productif.

Lorsque quelques années plus tard je reprenais cette mise en scène avec des comédiens turcs à Ankara, l'un d'eux me dit que le décor ressemblait à un angle planté dans le théâtre. Il ajoutait qu'il aimait bien le noir parce que le public entend mieux. Il aimait ce double malaise de l'espace dans le théâtre et de lui dans l'espace. Comme si, lentement, la réalité de cette chambre s'endormait, disparaissait. Que devenait alors la réalité? Que devenait le théâtre?

La dernière fois que j'ai vu Yannis à Paris, nous avons parlé de l'état du théâtre et de celui du monde. Il m'a parlé, je crois, d'empêchements dans l'impulsion. Il était pessimiste. Il me disait sa permanente attente, et la nécessité d'un théâtre-citoyen qui oserait tout dire, qui retournerait le mensonge de la langue, qui oserait dire aussi le dégoût des masques. Il m'a aussi beaucoup parlé d'Antoine Vitez. J'étais heureux qu'il me confie un peu de sa mémoire. Lorsque, dans la rue, nous nous sommes quittés, il allait travailler à la mise en scène de *Iphigénie*. Il portait un long manteau noir. J'aime l'élégance de Yannis.

Écrivant ces lignes, je le vois disparaître dans la rue et relis cette phrase de lui : « Je crois en la force explosive de la discrétion. »

(*) Directeur du Théâtre populaire de Lorraine.

Italo Svevo, l'art de la désillusion

par Mario Fusco

Le temps n'est plus où l'on ne pouvait entreprendre de parler de Svevo sans retracer par le menu sa carrière paradoxale d'homme d'affaires doublé d'un écrivain méconnu, qui dut attendre une bonne soixantaine d'années le moment de se voir reconnu pour ce qu'il était réellement, c'est-à-dire l'un des romanciers les plus originaux du début de ce siècle.

Depuis les années 50, et toujours davantage à mesure que passent les années, l'importance de Svevo ne cesse d'être mise en lumière, en Europe autant qu'en Amérique; les études critiques qui le concernent ne se comptent plus, et, maintenant que ses œuvres sont tombées dans le domaine public, d'innombrables éditions, partielles ou complètes, ont enfin relégué dans les oubliettes la médiocre collection de textes, publiée à Milan, dont il a trop longtemps fallu se contenter. En fait, le moment serait venu pour lui d'entrer dans la collection de « La Pléiade ».

Ce qui est passionnant chez Svevo, c'est de voir avec quelle tenace obstination il échappe à toutes les définitions préétablies que l'on croit pouvoir donner de lui. Écrivain de langue italienne mais sujet autrichien de sa naissance, à Trieste en 1861, jusqu'à la fin de la Grande Guerre, il n'a pourtant fait, mais en Allemagne, que des études commerciales vite interrompues par la ruine de sa famille, et s'est retrouvé employé de banque. Si, grâce à son mariage, il est entré dans une famille fortunée, c'est pour se voir confier de lourdes

responsabilités commerciales, qui ne lui laissent pas de loisirs pour écrire.

A force d'acharnement, il réussit malgré tout à publier, à ses frais mais toujours à Trieste, dans un contexte fort peu favorable à la littérature, deux romans qui ne suscitent aucun écho.

Le hasard pourtant fait parfois bien les choses; et lui procure, à l'école Berlitz, un professeur d'anglais qui n'est autre que James Joyce; et les troubles psychiques dont souffre son jeune beau-frère conduisent celui-ci à Vienne pour consulter le docteur Freud et entreprendre une cure avec lui, d'ailleurs sans succès.

Mais ces rencontres fortuites relancent son goût pour l'écriture et sa curiosité pour les analyses psychologiques très fouillées, qu'il avait naguère entreprises dans ses premiers livres, *Une vie* (1892) et *Semli* (1898). Après un silence melvillien de plus de vingt années, il se remet au roman, pendant la guerre, qu'il passe à Trieste, en attendant amuseusement de devenir citoyen italien. Sur une base assez autobiographique, il a cette trouvaille géniale de prendre pour sujet de son livre le récit que fait un personnage, passablement névrosé, des épisodes marquants de sa vie et qui, sur le conseil de son médecin, se prépare de cette manière à une psychanalyse. C'est *la Conscience de Zeno*, son chef-d'œuvre (1921).

La nouveauté du propos est totale, et elle entraîne un complet renouvellement de la forme romanesque :

le récit de Zeno est discontinu, imprévisible, même s'il ne suit que de loin la règle des associations libres, et ce qui est dit en clair et ce qui ne l'est pas, s'adressant à un psychanalyste absent mais nommément désigné en avant-propos, suggère au lecteur la possibilité de niveaux d'interprétation superposés, sans rien imposer, avec une liberté de ton que renforce souvent une ironie ravageuse.

Le risque d'un nouvel échec était grand, et il ne fallut pas moins que le flair divinatoire du jeune Eugenio Montale, futur prix Nobel de littérature, et l'autorité déjà européenne de Joyce pour imposer à un public stupéfait et parfois réticent le nom de ce romancier imprévu. C'est ainsi que commença « l'affaire Svevo » qui agita le monde des lettres aux alentours de 1925, c'est-à-dire peu après que Pirandello eut, lui aussi, attiré l'attention sur lui. Mais il faut bien convenir qu'entre ces deux hommes et leurs œuvres il n'y avait guère de parenté, si ce n'est de les avoir écrites en langue italienne.

Ce qui se dégage de ces trois romans, d'une vingtaine de nouvelles et de quelques pièces de théâtre, qui, pour la plupart d'entre elles, attendent encore d'être traduites, ce que confirment aussi quelques essais critiques et une intéressante correspondance, c'est un sens subtil et pénétrant à la fois des motivations psychologiques de quelques personnages, hésitant à s'affirmer au sein d'une société que leur lucidité juge sévèrement

sans leur donner pour autant la force de s'y imposer et de leurs complaisances, de leurs ruses pour arriver à satisfaire leurs désirs les plus égoïstes. Le mal de vivre, bien réel, des personnages sveviens repose sur une vision philosophique extrêmement pessimiste, nourrie de Schopenhauer et de Darwin, relayée par une lecture de Nietzsche et non sans de plus surprenantes ouvertures du côté de Marx. Les dernières pages de *la Conscience de Zeno* ne laissent guère d'illusions sur la manière dont Svevo considérait la hantise de la maladie et de la mort.

Peintre sans illusions d'une bourgeoisie dont la satisfaction dissimule malaisément l'inquiétude, Svevo, comme sans y prendre garde, s'est imposé en tant que romancier sans véritables précédents en Italie. Peu soucieux de se conformer à une esthétique préfabriquée et de s'intégrer à une quelconque école, il a exercé une influence en profondeur qui n'a cessé de grandir et s'est acquise une audience confirmée par sa présence à peu près constante sur les listes des best-sellers.

Belle revanche pour ce solitaire malgré lui, tiraillé entre deux pays et deux cultures – son pseudonyme, Italo Svevo, signifie « l'italien allemand », – marginalisé par la géographie et par les réalités économiques, mais qui, à force de ne dire que ce qu'il était et pensait, au plus intime de lui-même, a su donner des hommes et de son temps, c'est-à-dire du nôtre, une image criante de vérité.

PROSCENIUM
35, rue de Selze - 75006 Paris
43.54.92.01
CLAYETTE
JUSQU'AU 20 AVRIL
23 AVRIL AU 18 MAI
DESSINS
pour le
THÉÂTRE

Maison
des Arts
Ballet Théâtre
Reinhild Hoffmann
Schauspielhaus Bochum (RFA)
Ressource artistique de
Bochum du vol au théâtre

23-24 mars
Machandel
26-27 mars
Ich schenk mein Herz
49 80 18 88

ATHÉNÉE
LOUIS JOUVET
MARINA TSVETAeva
PHEDE
mise en scène
SOPHIE LOUCACHEVSKY
avec ANNE BENOIT YANN COLLETTE ERIC DOYE
PHILIPPE FAURE MICHELE GLEIZER DOMINIQUE
REYMOND et ANNE-MARIE FIJAL piano
Participation
Alpha Frac
47.42.67.27

COMÉDIE-FRANÇAISE

LE VIEUX-COLOMBIER, L'AUTRE SALLE DE LA COMÉDIE-FRANÇAISE

La liberté dans l'ombre de Copeau

Depuis que la Comédie-Française affiche d'autres ambitions que la sauvegarde du répertoire dans sa tradition, elle cherche un second lieu mieux adapté que la salle Richelieu à la création contemporaine, et où elle pourrait oublier ses trois cents ans de gloire. De temps en temps, on lui offre l'Odéon - une scène trop jumelle. Mais une vieille idée achève de faire son chemin : la disposition du Vieux-Colombier. Une idée tout près de se réaliser, après un interminable imbroglio juridique et financier.

Il pleut encore dans le Vieux-Colombier. Plus pour très longtemps. Depuis le 1^{er} janvier dernier, les ouvriers sont à l'ouvrage. Les brèches du toit sont presque colmatées et la longue verrière du premier étage a été remise à neuf. Encore un an et demi de patience et, en décembre 1992, la deuxième salle de la Comédie-Française ouvrira ses portes. Les spectateurs pourront reprendre une vieille, une belle habitude et acheter un billet estampillé « Vieux-Co ».

Résurrection ? Longévité exemplaire, surtout, de l'une des salles de Paris les plus riches en souvenirs, et qui a connu des fortunes diverses. Ouvert en 1905 sous le nom d'Athénée-Saint-Germain, le théâtre prend son essor en 1913 avec Jacques Copeau et sa compagnie, qui rassemble alors Charles Dullin, Louis Jouvet, Suzanne Bing. Ensemble, ils vont jeter sur la petite scène les bases d'une nouvelle pratique, d'une nouvelle morale du théâtre. Fermé entre 1913 et 1919, réouvert, transformé en cinéma après le départ de Copeau en Bourgogne, en 1924, le Vieux-Colombier, à la Libération, abrite un club de jazz. Plus tard, le *Huis-clos* de Sartre y a été créé, comme *Meurtre dans la cathédrale* de T. S. Eliott par Jean Vilar.

École de théâtre, puis studio de cinéma, il finit terrain vague en 1973. Convoité par des épiciers, des chausseurs ou des promoteurs, il tient bon, protégé par une ordonnance de 1945 qui le classe « théâtre à destination fixe », puis il finit par être inscrit à l'inventaire des monuments historiques en

1978. Mais les subsides sont incertains et le destin du Vieux-Co toujours aussi flou.

Les amateurs de théâtre se sont habitués à voir surgir puis disparaître ce nom légendaire, et se demandaient même s'il existait vraiment. Une sorte de loch Ness dont on ne garderait que le souvenir ému, que l'on se contenterait d'imaginer, tapi au fond d'une cour parisienne.

Mais cette fois, c'est vrai, l'Arlésienne du théâtre français est ressuscitée, et va entrer en action. Tout a commencé il y a cinq ans. En 1986, l'Etat rachète le lieu pour 15 millions de francs à Pierre-Antoine Benoit - le descendant de Charles Saint-Père, qui loua le théâtre à Jacques Copeau - et crée une société qui compte deux partenaires financiers : la Caisse des dépôts et consignations et le Théâtre de l'Odéon. Après trois ans de vaines hésitations, le Vieux-Colombier revient à la Comédie-Française, qui reprend les parts de l'Odéon. En décembre 1990, l'Etat dépense à nouveau 6 millions de francs pour acquérir trois lots indispensables à la réhabilitation du théâtre : un studio pour le désenfumage, un atelier dans la cour pour les décors, et une boîte de nuit en sous-sol, le Oum Khalsoum, qui se visite pour l'instant à la bougie. Atmosphère surréaliste : parmi les décombres, les vestiges d'un Orient de pacotille, paillettes, palmiers... L'endroit est vaste : le Vieux-Colombier pourra respirer.

C'est vrai qu'il est bien enfoncé dans un immeuble très cossu de la rue du Vieux-Colombier. Caché derrière la sévère porte cochère du 21, le « Vieux-Co » est beaucoup plus discret que sa légende. Invisible de la rue, il est juste signalé par l'affichette réglementaire annonçant les travaux de rénovation. Une fois le palier franchi, il faut traverser un long couloir - que Jean Schlumberger appelait « le sordide boyau » - parsemé d'obstacles, tas de gravats, de sable et de planches branlantes, pour découvrir enfin cette salle à laquelle on rêvait depuis si longtemps. Sous la lumière rasante diffusée par un projecteur unique, sa voûte ventrue ressemble à une coque de bateau renversée, abîmée, magnifique.

C'est très beau, un théâtre que l'on ramène à la vie. Il y a beaucoup de bruit, et ces coups de marteau, de scie, les couinements des perceuses, les cra-

chotements d'une radio rassurent définitivement celui qui ne croit pas encore au miracle. L'emplacement des fauteuils d'orchestre n'est plus qu'un champ en jachère. Les fauteuils ont été entassés sur la petite scène. Ils seront remplacés par des banquettes pour gagner de la place. « Pour l'instant, nous en sommes à une jauge de 330 spectateurs, mais nous essayons de pousser les murs pour en accueillir un peu plus, et atteindre un équilibre financier solide », explique Monique Barbaroux. La directrice générale de la Comédie-Française suit la progression des travaux.

Derrière les murs lépreux, la terre battue, elle imagine la pourpre et les dorures, pensées par Bernard Kohn, architecte spécialisé dans la rénovation des théâtres, avec les scénographes Claude Pernet et Yannis Kokkos. La façade d'acier et de verre sera très simple pour ne pas défigurer l'immeuble. Le boyau de l'entrée, élargi, deviendra le foyer des spectateurs. Il y aura des débats, des expositions. L'Etat a d'ores et déjà fait deux commandes publiques aux photographes Bernard Faucon et Jean-Marc Tingaud.

L'administration - une quinzaine de personnes - travaillera au premier étage, sous la verrière. Les bureaux seront ouverts sur une cour charmante. « La structure sera très souple, nous n'allons pas recréer un organisme public ! dit Monique Barbaroux. Le Vieux-Colombier est d'ailleurs une société anonyme, présidée par Jacques Sallois, directeur des Musées de France, ancien directeur de la Caisse des dépôts et consignations. L'administrateur général de la Comédie-Française est le directeur artistique du Vieux-Colombier. Le budget global annuel devrait osciller autour de 15 millions de francs. Un tiers serait couvert par les recettes - le prix des places variera entre 100 et 150 francs, - le reste par l'Etat ».

POUR ALLER A L'ESSENTIEL

Organisme autonome, le Vieux-Colombier disposera bien sûr des infrastructures de la Comédie-Française. D'abord de l'avenir du projet, les comédiens commencent seulement à se demander ce que l'on va faire dans cette « autre » salle dont Pierre Dux, alors administrateur provisoire, rêvait déjà en 1945.

« Nous y prendrons davantage de risques, explique Monique Barbaroux. Nous y accueillerons des auteurs contemporains qui ont du mal à entrer salle Richelieu, car toute pièce contemporaine édue doit rester sous exclusivité du Français pendant trois ans. Le Vieux-Co sera très souple. Je pense à l'expérience de Félicité, de Jean Audureau, en 1984, qui aurait trouvé sa place et sans doute son public au Vieux-Colombier. De même l'Antiphon, de Djuna Barnes, qui a fait un tour à l'Odéon. Mais le Vieux-Co ne sera pas un ghetto contemporain. Nous monterons des grands classiques. Antoine Vitez comptait y programmer un cycle Racine ».

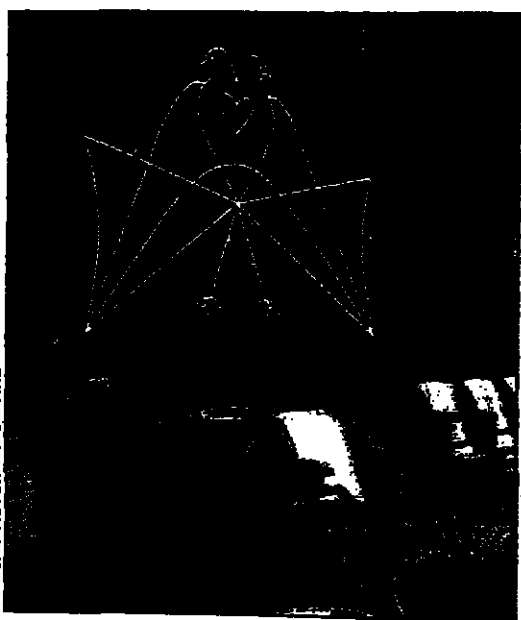
Une seconde salle, mais pas une Comédie-Française bis. C'est aujourd'hui le souhait de Jacques Lassalle et de son équipe, en accord avec l'esprit de Jacques Copeau : « Une sorte de laboratoire où, comme le savant qui cherche la synthèse chimique de la vie, il pourrait combiner à sa guise et selon les proportions qu'il voyait d'avance, les éléments du drame, et le ressusciter », écrit Jacques Rivière dans les registres du Vieux-Colombier.

Comme au début du siècle, le théâtre semble être modelé pour aller à l'essentiel. Les responsables du Français y voient ainsi l'occasion de se débarrasser des vieilles habitudes. Les comédiens devront oublier quelques-uns de leurs privilèges. Ils n'auront pas le confort de « Richelieu » et partageront, par exemple, les loges à deux ou trois et un foyer bien spartiate. Les distributions n'excéderont pas la dizaine de rôles, les décors seront légers, par nécessité. Si les cintres sont vastes, la scène est petite, dotée d'une seule ouverture. Toutes les sorties devront s'effectuer côté jardin.

Aujourd'hui, dans le Vieux-Co en chantier, on croirait entendre résonner ces mots de Jacques Copeau (1) : « Le jeu théâtral vit de liberté, de toutes les libertés. Liberté du sujet, c'est-à-dire évasion de la routine (...). Liberté des caractères, depuis les plus engagés dans l'exactitude historique et psychologique comme Marc-Antoine, Alceste ou Bérénice, jusqu'aux produits de la plus ravissante imagination, comme Ariel. Liberté de ton, c'est-à-dire dans la forme du dialogue et la conduite du langage, dans la conduite de l'action et le développement des caractères, invention, et encore invention, usage de toutes les ressources possibles du théâtre, en rupture avec toutes les entraves du réalisme ».

BÉNÉDICTE MATHIEU

(1) Dans un article paru dans la *Nación*, Buenos-Aires (avril 1938).



Lang, ministre du Vieux-Co

Si le Vieux-Colombier reprend vie bientôt, c'est indéniablement grâce à Jack Lang, qui s'est démené comme jamais. Pour des raisons pratiques, puisque Giorgio Strehler, alors directeur du Théâtre de l'Europe, voulait installer à Paris une école européenne polyglotte et comptait sur les fantômes de Copeau, Dullin, Sartre, Vilar pour conforter son enseignement. Pour des raisons affectives aussi. Le ministre fait partie des envoiés du théâtre, et le nom à lui seul le fait rêver à des âges d'or - d'autant qu'ayant longtemps habité près de la rue du Vieux-Colombier, il passait régulièrement devant ce symbole qui se détériore...

Dans en 1986, il réussit à faire démêler l'imbroglio juridico-financier dans lequel était emporté le Vieux-Colombier. Puis François Léotard décidait de le confier à Jean Le Poulain, alors administrateur de la Comédie-Française (le Monde du 8 janvier 1988). Enfin, Jack Lang retrouvait son ministère, faisait entamer les travaux de rénovation et laissait le théâtre à l'administrateur général de la Comédie-Française : Antoine Vitez d'abord, et aujourd'hui Jacques Lassalle.

TGP
DU 28 MARS AU 27 AVRIL
Les Bacchantes
EURIPIDE
mise en scène
PHILIPPE ADRIEN
DU 27 MARS AU 20 AVRIL
La passion selon G.H.
de CLARICE LISPECTOR
mise en scène
ALAIN NEDDAM
avec NELLY BORGEAUD
42 43 17 17

ATHÉNÉE
LOUIS JOUVET
LES APPARENCES SONT TROMPEUSES
de THOMAS BERNHARD
mise en scène
DOMINIQUE FERET
avec PIERRE DEBAUCHE et PHILIPPE MORIER-GENOUD
47.42.67.27

Nathalie Sarrailh
Les fruits d'or
Théâtre Paris-Villette
8 mars • 28 avril

LA PEAU ET LES OS
Réalisation Jean-Louis Benoit
d'après Georges Hyvernaud
THEATRE DE L'AQUARIUM
Carrougere
43 74 99 61

19 MARS
28 AVRIL
BRECHT / GORKI
VIE DE LA REVOLUTIONNAIRE
PELAGIE VLASSOVA
DE TVER
avec Maria Casares, Alan Mac-Moy, Alain Olivier et Claire Avelline, Emmanuelle Baillot, Agnès Bourgeois, Christian Caro, Nicolas Delpeyrat, Michel Dennielou, Loïc Houde, Denis Léger-Milhan, François Loriquet, Thierry Lubert, Thierry Paret, Sylvie Pascaud, Helene Schwaller, mise en scène Bernard Sobel
THÉÂTRE DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
MÉTRO GABRIEL PÉRI
TÉL. 47 93 26 30

THEATRE

Spectacles nouveaux

La Dame aux Camélias

de Guy de Maupassant
mise en scène
de Christian Boust
avec Claire Dalmon

Quand on s'attend à voir un spectacle, pour être sûr qu'il y ait un spectacle, on s'attend à voir un spectacle. C'est la dame aux camélias, de Guy de Maupassant, mise en scène de Christian Boust, avec Claire Dalmon. Le spectacle est programmé pour le mardi 27 mars à 20h30 et le dimanche 25 mars à 15h30. Billets : 60-70 francs. Réservation : 01 42 43 17 17.

Décade

de Frédéric Dard
mise en scène
de Christian Boust
avec Claire Dalmon

Le mystère de la dame aux camélias, de Frédéric Dard, mise en scène de Christian Boust, avec Claire Dalmon. Le spectacle est programmé pour le mardi 27 mars à 20h30 et le dimanche 25 mars à 15h30. Billets : 60-70 francs. Réservation : 01 42 43 17 17.

L'Echange

de Paul Claudel
mise en scène
de Christian Boust
avec Claire Dalmon

L'échange, de Paul Claudel, mise en scène de Christian Boust, avec Claire Dalmon. Le spectacle est programmé pour le mardi 27 mars à 20h30 et le dimanche 25 mars à 15h30. Billets : 60-70 francs. Réservation : 01 42 43 17 17.

Jacques le Fataliste

de Denis Diderot
mise en scène
de Christian Boust
avec Claire Dalmon

Jacques le Fataliste, de Denis Diderot, mise en scène de Christian Boust, avec Claire Dalmon. Le spectacle est programmé pour le mardi 27 mars à 20h30 et le dimanche 25 mars à 15h30. Billets : 60-70 francs. Réservation : 01 42 43 17 17.

TGP

BMC
DU 28 MARS AU 27 AVRIL
Les Bacchantes
EURIPIDE
mise en scène
PHILIPPE ADRIEN
DU 27 MARS AU 20 AVRIL
La passion selon G.H.
de CLARICE LISPECTOR
mise en scène
ALAIN NEDDAM
avec NELLY BORGEAUD
42 43 17 17

THEATRE
La
mise en scène
de Christian Boust
avec Claire Dalmon
42 43 17 17

502 (من الإمل)

LA SÉLECTION DE LA SEMAINE

THEATRE

Spectacles nouveaux

La Dame au violoncelle

de Guy Follay, mise en scène de Geneviève Thénier, avec Claire Dulac.

Quand on a qu'un seul comédien en scène, pour faire plus riche on prend un instrument de musique, de préférence encombrant. Cette fois, c'est un violoncelle, et de toute façon, un prétexte à raconter sa vie, en se moquant.

Théâtre Rensud-Barrault, av. Franklin-Roosevelt, 8. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-58-80-70. De 80 F à 220 F.

Duende

de Federico Garcia Lorca, mise en scène de Charles Gonzales, avec Charles Gonzales.

Le mystère de la « note bleue » andalouse, autrement dit le *duende*, à travers les poèmes de Garcia Lorca.

Lucarne Forum-Centre national d'art et d'essai, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 6. A partir du 20 mars. Du lundi au samedi à 18 h 30. Tél. : 45-44-57-34. De 71 F à 140 F.

L'Echange

de Paul Claudel, mise en scène de Philippe Sireau, avec Sylvie Debrun, Janine Godines, Christian Maillet et Laurent Mazon.

Le drame intime de Claudel par l'une des troupes belges les plus intéressantes.

Orangie, allée d'honneur du château de Soaux, 92000 Soaux. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-51-36-67. Durée : 1 h 55. De 60 F à 110 F.

Orangie, allée d'honneur du château de Soaux, 92000 Soaux. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 46-51-36-67. Durée : 1 h 55. De 60 F à 110 F.

Jacques le Fataliste, son maître et les autres

d'après Denis Diderot, mise en scène de Jean Meunier, avec Jean Meunier, Michel Deruelle, Philippe Barry, Emmanuelle Roca et Marc Brunet.

Encore une adaptation de ce roman

malin qui a beaucoup servi et continue. Si Diderot pouvait toucher ses droits d'auteur, il n'aurait pas à s'en faire.

Théâtre 14 - Jean-Marie Serreau, 20, av. Marc-Sangnier, 14. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 45-45-49-77. 70 F et 110 F.

Lettres de Louise Jacobson

de Louise Jacobson, mise en scène d'Alain Gluckberger, avec Juliette Bello et Alain Gluckberger.

Lettres de prison d'une jeune fille juive, dénoncée, arrêtée, en 1942.

Mario-Stuart, 4, rue Mario-Stuart, 2. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 45-08-17-30. De 75 F à 100 F.

Père

d'August Strindberg, mise en scène de Patrick Kérat, avec Catherine Samie, Simon Elie, Jean-Luc Bourdieu, Catherine Hégel, Marcel Bonnet, Jean-Pierre Michéa, Philippe Torrioni, Sophie Caffarel et Christophe Kouroukchian.

Strindberg se délectait à triturer les sous-sols de l'esprit humain, à en dégrader les forces obscures, les élans de cruauté, la perversité. Ici, il s'agit d'une femme qui fait croire à son mari qu'il n'est pas le père de leur enfant.

Comédie-Française, place du Théâtre-Français, 1. A partir du 23 mars. Les samedi et dimanche à 20 h 30. Tél. : 40-15-00-15. De 45 F à 185 F.

Paris

B.M.C.

d'Eugène Durif, mise en scène d'Anne Torres, avec Anne Torres et Mohamed Rouabhi.

Dans un bordel militaire de campagne, une prostituée demande aux hommes de lui raconter une histoire. Un homme raconte le chemin de sa vie. La beauté des mots, le choc des talents.

Théâtre Gérard-Philipe, 59, bd Jules-Guesde, 93000 Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 80 F et 100 F.

Dibouki

de Salomon Ansky, mise en scène de Moshe Lelzer, avec Richard Axon, Bernard Ballet, Gérard Berru, Philippe Bianco, Jean-Luc Bugeat, Roland de Pauw, Evelynne Didi, Patrick Donney, John Hastermans et Anne Maurel.

Histoire de cabbale, de possession, d'exorcisme dans la communauté juive d'un village polonais. La légende est d'une force terrible, que le spectacle adoucit. Les rituels sont reconstitués de façon impressionnante.

Maison de la culture, 1, bd Lénine.

93000 Bobigny. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-21-11-45. Durée : 3 heures. 90 F et 120 F.

La Duchesse de Malfi

de John Webster, mise en scène de Matthias Langhoff, avec Gilles Privat, Charlie Nelson, François Chénier, Jacques Probert, Jacques Roman, Horacio Palacios, Frédéric Landenberg, M. Coudré et J. Jobin.

Le plus explosif, le plus convulsif, le plus sardonique des élisabéthains, vu par le plus anarchiste, le plus cynique, le plus insistant des metteurs en scène. De théâtre qui secoue, c'est rare, c'est bon.

Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, 4. Les mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 42-74-22-77. Durée : 3 h 20. 70 F et 120 F.

Les Étranges Souffrances d'un directeur de théâtre

avec Patrick Le Mauff, Laurent Verollet, Philippe Vincinet et Jean-Louis Serwan.

Par l'attroupement 2 basé à Lyon, l'une des troupes les plus intéressantes de cette région riche en théâtres.

Théâtre 71, place du 11-Novembre, 92000 Malakoff. Du mercredi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 heures. Tél. : 46-55-43-45. Durée : 1 h 30. 65 F et 90 F.

Les Fruits d'or

de Nathalie Sarraute, mise en scène d'Elisabeth Chailou, avec Marie-France Gantzer, Adel Akim, Daniel Berlioux, Brigitte Carillon, Jean-Gabriel Nordmann, Christine Brucher et Pierre-Alain Chapuis.

Derrière la satire des milieux par-intellectuels parisiens, il y a le désarroi des gens dont la seule raison d'exister est d'avoir une opinion et de savoir la communiquer.

Paris-Villeco, 211, av. Jean-Jaurès, 19. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 16 h 30. Tél. : 42-02-02-88. De 60 F à 120 F.

Gauche uppercut

de Joël Jouanneau, mise en scène de Stéphane Lolk, avec Guy-Pierre Couleau, Phil Deguil, Malek Katab, Anne Le Guennec, Adama Niang, Denise Peron et Gilles Segal.

Des personnages sordides et poétiques, des histoires de malheur : c'est une « comédie urbaine », bizarrement mise en scène.

Théâtre-Groupes Tse, 2, rue Edouard-Poisson, 93000 Aulnay-sous-Bois. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 45-34-57-57. Durée : 1 h 20. De 80 F à 110 F.

Heidenplatz (Place des héros)

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jorge Lanza, avec Annie Girardot, Guy Tréjan, Maia Simon, Maud Rayer, Philippe Joris, Monique Chaumette, Jean-Claude Jay, Marie Verdi, Pierre Decazes et Sarah Chavira.

Vienne aujourd'hui comme hier. Dans sa dernière pièce, Thomas Bernhard crache sa haine, son désespoir. Ses imprécations portent une immense douleur dans la mise en scène inextinguible de Lavelle.

Théâtre national de la Colline, 15, rue Michelsan, 20. Du mardi au samedi à 20 h 30, le dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-56-43-60. Durée : 2 h 20. 130 F.

Iphigénie, Agamemnon, les Choéphores (alternance)

d'Eschyle, mise en scène d'Arlette Houchard, avec Simon Abkarian, Silvia Belli, Ducio Ballu, Georges Bigot, Juliana Carneiro da Cunha, Christian Dupont, Maurice Durozier, Pascal Durozier, Brenda Jodorowsky et Eric Lecoq.

Après la guerre de Troie, c'est le terrible destin de la fin des Atroïdes. Tout au moins le sacrifice d'Iphigénie, le meurtre d'Agamemnon, les retrouvailles d'Orreste et Electre, et leur vengeance, l'assassinat de leur mère Clytemnestre. C'est cette histoire mythique, à laquelle le Théâtre du Soleil adapte les codes du Kathakali : une splendeur.

Cartoucherie Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Massouffe, 12. Du mercredi au samedi à 19 h 30. Matinée samedi à 15 h 30, dimanche à 13 heures. Tél. : 43-74-24-08. 100 F et 130 F.

Les Macloma Trio

avec les Macloma.

Pendant quelques jours encore, les clowns cinglés et leur drôle de langage... Rensiegh, 5, rue des Vignes, 18. Du mercredi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-58-54-44. De 120 F à 180 F.

Marc Jolivet

avec l'auteur.

Ludion du music-hall au regard naïf, au rire impitoyable. Et formidable comédien en plus.

Olympie, 28, bd des Capucines, 8. Les vendredi et samedi à 20 h 30, le dimanche à 17 heures. Tél. : 47-42-25-45. De 140 F à 180 F.

Les Mémoires d'un fou

de Gustave Flaubert, mise en scène de Philippe Noë, avec Jean-Damien Berbin.

Gustave Flaubert surdoué, très en avance sur son âge pour ce qui concerne non seulement l'écriture, mais l'amour. Un texte défilant, un acteur magnifique.

Théâtre Hébertot (Petit Théâtre), 78bis bd des Batignolles, 17. Du mercredi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Tél. : 44-70-90-04. 80 F. Dernière représentation le 23 mars.

Mesure pour mesure

de William Shakespeare, mise en scène de Peter Zadek, avec Isabelle Huppert, Christine Pignet, Anouchka Renzi, Béatrice Romand, Roland Amet, Pascal Bongard, Jacques Bourgaux, Philippe Clément, Jean-Marie Frit, Jean-Pierre Joris et François Muthouret.

En un temps de redressement moral, un jeune homme est condamné à mort pour avoir fait un enfant en dehors du mariage. Sa sœur, une novice, va intercéder pour lui et se trouve en butte à un épouvantable chantage. De cette comédie compliquée, Zadek a fait un spectacle drôle, puissant, arrogant, picaresque, fascinant.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, 6. Du mardi au samedi à 20 heures. Matinée, samedi et dimanche à 14 h 30. Tél. : 43-25-70-32. Durée : 3 h 30. De 28 F à 145 F.

La Peau et les Os

de Georges Hyvernaud, mise en scène de Jean-Louis Béraud, avec Michel Berto, Karen Rencourel et Jean-Marc Roudot.

Quand on a passé des années loin du monde, prisonnier de guerre, et que l'on retrouve la vie active, on se dit qu'on devrait pouvoir recommencer à zéro. Comme si c'était possible!

Cartoucherie Théâtre de l'Aquarium, route du champ de massouffe, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 16 heures. Tél. : 43-74-93-51. Durée : 1 h 15. De 50 F à 100 F.

Vie de la révolutionnaire Pélage Viassova de Tver

de Bertolt Brecht, mise en scène de Bernard Sobel, avec Maria Casarès, Alain Mac-Moy, Alain Olivier, Claire Aveline, Emmanuelle Baillet, Agnès Bourgeois, Christian Caro, Nicolas Delpeyrot, Michel Demnietou et Loïc Houder.

S'il est un homme de théâtre qui peut aujourd'hui en France retrouver la profondeur et la nécessité de Brecht, sans nostalgie, c'est bien Bernard Sobel. Et

avec Maria Casarès, on peut être certain que cette version de *la Mère* sera flamboyante.

Théâtre, 41, av. des Grésillons, 92000 Gagneville. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 47-53-26-30. 80 F et 110 F.

Régions

Angers

Homme et Galant Homme

d'Eduardo de Filippo, mise en scène de Félix Trépo, avec Nathalie Bécuen, Elisabeth Catroux, Jérôme Chapatte, Bruno Fleury, Franck Collin et Christine Voulx.

Une troupe d'acteurs répète dans un hôtel de province. Rivalités amoureuses et professionnelles. Un *Capitaine Fracasse* de nos jours et à la sicilienne.

Nouveau Théâtre d'Angers, Beaupré, 12 bd Gaston-Dumesnil, 49000 Angers. Tél. : 41-58-90-08. Du 21 mars au 10 avril.

Avrillé

Festival de théâtre masqué

avec la compagnie Ouloum, le Théâtre Beyond Words, Tag Teatro de Varis et Guggenmusik de Bâle.

Entre commedia dell'arte et clowneries, huit troupes donnent douze spectacles. Centre culturel Georges-Brassens, 49000 Avrillé. Le mercredi à 16 heures, le jeudi à 19 heures et le vendredi et samedi à 20 h 45. Tél. : 41-34-63-47. De 30 F à 75 F.

Bordeaux

La Société de chasse

de Thomas Bernhard, mise en scène de Jean-Louis Thamin, avec Eléonore Hirt, Fabrice Lucchiali, Jacques Dacquin, Michel Armin et Annie Mercier.

Le pavillon est perdu au milieu de la forêt. La générale et l'écrivain jouent aux cartes, en attendant le général parti chasser. Le général est plein de blessures de guerre et il a un cancer. Les arbres sont malades. L'humour est de Thomas Bernhard.

Théâtre du Port de la Lune, 3, place Pierre-Ransaud, 33000 Bordeaux. Tél. : 56-91-99-44. Jusqu'au 30 mars.

Le Havre

Quatre heures à Chatila

de Jean Genet, mise en scène d'Alain Milanti, avec Clothilde Mollet.

«... Ni un essai, ni un document, ni un témoignage... Ce qui sépare l'écrivain du reporter-hémin, c'est l'affirmation du caractère non fiable et oblique de son rapport au réel », croit devoir écrire le metteur en scène, en guise d'avertissement.

La Volcan-maison de la culture, jusqu'au 30 mars. Tél. : 35-21-21-11.

Lille

Huis Clos

de Jean-Paul Sartre, mise en scène de Michel Basso, avec Arno Feffer, Marie Guitier, Marie-Christine Orry et Jean-Paul Wenzel.

C'est la troisième fois que l'on revient cette année au fameux « enfer c'est les autres » qui a marqué les mentalités dans les années 50. Rêve ou déraison, à cette formule célèbre chacun donne un sens singulier.

Théâtre Roger-Selengro, 4, place du Général-de-Gaulle, 59000 Lille. Du mardi au samedi à 20 h 30. Tél. : 20-40-10-20. 80 F et 100 F.

Strasbourg

Iphigénie

de Racine, mise en scène de Yannis Kollon, avec Dominique Rozan, Martine Chevaller, Jean-Yves Dubois, Nathalie Harrel, Michel Favory, Sylvie Bergé, Valérie Dréville, Loïc Brabant, Isabelle Gardien et Alexis Nitzer.

La tragédie de la jeune fille sacrifiée dans une mise en scène lumineuse.

Théâtre national de Strasbourg, 1, rue André-Malraux, 67000 Strasbourg. Les lundi, mardi, jeudi, vendredi et samedi à 20 h 30, le mercredi à 19 h 30. Tél. : 88-35-44-52. 80 F et 110 F.

Les Hommes de neige

mise en scène de Stéphane Brunschweiger, avec Cyril Bichsel, Yann-Joël Collin, Catherine Fourty, Isabelle Gizard, Flore Lafabre des Noëttes, Eric Louis-Gilbert Marcantognini, Alexandre Secluna, Agnès Sourillon et Nadia Vandenheyden.

Gens de cirque et de cabaret mobilisés par l'un des « jeunes auteurs » les plus insolites, qui cultive le ricanement comme d'autres la douleur. Et ces gens vont conter et jouer la saga de notre monde vieux, vivace, injuste, et général.

Le Maillois, 13, place André-Malraux, 67000 Strasbourg. Le mercredi à 20 h 30. Tél. : 88-27-81-81. 80 F et 100 F. Dernière représentation le 20 mars.

Reims

Retour à la citadelle

de Jean-Luc Lagarce, mise en scène de François Rancillac, avec Olivier Achard, Annick Alane, Danièle Chézy, Jean-Marie Galey, Raymond Gil, Manuella Gournay, Mathias Jung et Bernard Weyer.

Un homme que l'on prend pour un autre, que l'on croit mort et qui se trouve là. Une sorte de Revizor sensible et poétique.

Comédie de Reims, 3, chaussée Bequaine, 51000 Reims. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 28-40-45-45.

Villeurbanne

Le Vieil Hiver, Fragile forêt (en alternance)

de Roger Planchon, mise en scène de l'auteur, avec Béatrice Romand, Colette Domplétre, Michelle Goddet, Laure Massec, Véronique Silver, Maurice Barrie, Marco Bissan, Philippe Delaigue, Jean-Pol Dubois et Vincent Garanger.

Double spectacle de Roger Planchon, autour d'une interminable guerre de religion, vue alternativement chez l'un ou l'autre combattant. Les pièces ont été écrites bien avant la guerre de Golfe.

Théâtre national populaire, 6, place Lazare-Goujon, 69000 Villeurbanne. Les lundi, mardi, vendredi et samedi à 20 h 30, les mercredi et jeudi à 19 h 30, le dimanche à 16 heures. Tél. : 78-03-30-50. 115 F et 140 F.

La sélection « théâtre » a été établie par : Colette Godard

TGP

DU 6 AU 30 MARS

B.M.C.

de EUGENE DURIF

mise en scène ANNE TORRES

avec ANNE ALVARO et MOHAMED ROUABHI

42 43 17 17

Danse à la Bastille

JUSQU'AU 5 MAI

CATERINA SAGNA

19 AU 23 MARS A 19H30

GEORGES APPAIX

20 AU 26 MARS A 21H

HERVE ROBBE

2 AU 5 MAI A 21H

théâtre de la bastille

43 57 42 14

76, rue de la Roquette 75011 PARIS

QUATRE HEURES A CHATILA

de Jean Genet

Mise en scène Alain Millanti

Avec Clotilde Mollet

du mardi 12 au samedi 30 mars 35.21.21.11

LE VOLCAN

maison de la culture de Havre

Tita-Lou

de Catherine Anne

avec Fabienne Luchetti et Anne Marengo

26 mars - 20 avril

Tél. 47 21 18 81 - 5 Fnac - Billetel

THEATRE DANSE

18H30

MUSIQUES DANSE CHANSON...

42 74 22 77

2 PL. DU CHATELET PARIS 4

châtelet

THEATRE MUSICAL DE PARIS -

Jacques Offenbach

Les Contes d'Hoffmann

Direction musicale: Eliahu Inbal

Mise en scène: Alfredo Arias

Décor: Roberto Pire

Coproduction Grand Théâtre de Genève / Radio France

15, 17, 20, 23, 26 et 28 mars - 20 h

Paul Dukas

Ariane et Barbe-Bleue

Direction musicale: Eliahu Inbal

Mise en scène et lumières: Ruth Berghaus

Décor: Hans Dieter Schaal

Nouvelle production

Coproduction Radio France - Festival de France

22, 25, 27 et 30 avril - 20 h

Wolfgang Amadeus Mozart

L'Enlèvement au Sérail

Direction musicale: John Eliot Gardiner

Mise en scène: Lluís Pasqual

Décor: Carlo Tommasi

Nouvelle production

Coproduction Opéra du Théâtre National San Carlo de Lisbonne

23, 28, 31 mai et 2 juin - 20 h / 26 mai - 15 h

40.28.28.40

MINITEL 9615 CHATELEY MAIRIE DE PARIS

DE LA SEMAINE

DISQUES

Classique

Mozart

Les Noces de Fauré
Andreas Schmidt (la comte), Lella Cubelli (la comtesse), Jean Rodgers (Suzanne), John Tomlinson (Figaro), Cecilia Bartoli (Chérubin). Orchestre philharmonique de Berlin, Chœurs de la RIAS, Daniel Barenboim (direction).

Première parue des trois versions des *Noces* prévues pour l'Année Mozart à venir : Colin Davis chez RCA ; James Levine chez DGG ; et seconde version déposée au catalogue sous la signature de Daniel Barenboim. Si la première, vieille de quinze ans, se caractérise par son imprécision rythmique et par le flou général de sa conception, celle-ci est en tous points un progrès : distribution solide à défaut d'être absolument éclatante ; orchestre tenu de bout en bout (à part quelques incongruïtés de rythme dans l'ouverture, de phrasés dans l'air de Basile, et quelques négligences par-ci, par-là). Né en 1940 seulement, Andreas Schmidt est un élève de Fischer-Dieskau : voici une relève puissante pour le rôle du comte, si difficile à distribuer ; et voici peut-être un Don Giovanni qui comptera (prise de rôle à Berlin en 1991, sous la direction de Sinopoli). La comtesse de Cubelli déçoit : la voix, malgré son humanité, ne trouve pas son assise dans les deux grands arias ; il est vrai que *Forgi amor* est vraiment trop lent. On retrouvera, en bonne forme, ou flattées par le studio, la Suzanne et la Chérubin de la première distribution des *Noces* à la Bastille cet hiver. Quant à Figaro de John Tomlinson, il chante - très correctement - pour le micro, sans se soucier vraiment d'incarner un rôle. C'est d'ailleurs le principal reproche que l'on adresserait à l'ensemble des chanteurs : de s'être laissés reléguer dans une sorte d'abstraction mozartienne où le théâtre, l'animation de chaque scène, n'aurait pas leur raison d'être. Mais la pulsation dramatique est proprement du ressort du chef. Et les seconds *Noces* de Barenboim manquent tout de même de ressort, d'allant, d'élan.
3 CD Erato 2292-45501-2

Mozart

Les deux Chœurs avec piano
Arthur Schnabel (piano), Quatuor Gurnert.

Robinson était si célèbre pour ses Chopin, ses Schumann et ses espagnols que l'on avait fini par oublier qu'il fut l'un des Mozartiens les plus convaincus de son époque. Le second concerto qu'il ait enregistré, dès la fin des années 20, n'était-il pas le grand la majeur (KV 488) ? Cette interprétation de 1971 défile l'esprit comme un café-noir, suave et fort à la fois.
1 CD RCA GD 60406

Haydn

La Création
Arten Auger (Gabriel, Eve), Philip Langridge (Urël), David Thomas (Raphaël, Adam), Orchestre et chœurs symphoniques de Birmingham, Simon Rattle (direction).

L'Orchestre de Birmingham n'a pas la solidité, l'ampleur de la Philharmonie de Vienne. Rattle (prototype d'une nouvelle race de chefs que la starification rebute, que la musique mobilise comme une activité familiale) n'a pas tenté d'imposer sa marque, sur l'ultime chef-d'œuvre du vieux Haydn, dans l'imposant, dans

l'autorité. Le résultat est une approche allégée et pittoresque, mélange de sublime et de grotesque, une théâtralisation systématique du texte de la Genèse passé par le *Paradis perdu* de Milton et transcrit par Haydn dans un oratorio apaisé. Mais Rattle, pour bien marquer la différence avec Karajan (réédité sur 2 CD par DGG), pour faire également œuvre d'authenticité, a voulu rappeler que le *Création* fut d'abord publiée dans une édition bilingue et tenu à enregistrer pour la première fois la version en anglais. Ce n'est pas tant, curieusement, la différence de prosodie qui frappe que le style vocal imposé par la langue : on entend poindre Britten à travers Haydn. Les cordes de l'orchestre ont quelques faiblesses d'intonation et de cohésion (le *Chaos* initial est plus chaotique que nature), la formation n'est pas assez nombreuse pour que l'individualité s'efface derrière le groupe, les timbres sonnent très pâles : on n'est pas si loin ici, avec un orchestre moderne, d'une esthétique « baroque », accusée par la simplicité du ton des chanteurs, qui recourent à leur rigidité statuaire pour plonger dans l'action et le drame. On s'extasie, on rit, on pleure, on tremble en suivant ces croquis animés de l'univers en gestation. Prise de son volontairement dénuée de trucs et d'amplification. Passionnant et très timent, en résumé, sponsorisé par une marque de chérie.
2 CD EMI 7 84189 2

Mendelssohn

Les deux Trios avec piano
Trio de Barcelone

Le premier brille, l'autre moins ! Volets extrêmes brillants, mouvement lent en apesanteur, le *Trio en ré mineur* est du Mendelssohn pur jus. Longues phrases - tourmentées, ardeurs étouffées, coups lancés dans le vide, le *Trio en sol mineur* fait songer à Brahms, Schumann et Fauré. Vraiment inspirés, les trois Catalans débient avec aisance l'entraine des longues tirades que Mendelssohn a confiées à des solistes qu'il traite de façon égale, s'ingéniant à superposer, opposer, fondre leur discours. Ils jouent « en grand », un peu comme Cortot-Thibaud-Casals en leur temps.
1 CD Harmonia Mundi HMC 901335

A. Lo. et A. R.

Jazz

Stan Getz

Serenity

Si l'on voulait se distinguer, on dirait que la reprise de *On Green Dolphin Street*, comme les quatre dernières mesures du disque (les quatre mesures de *I Love You*) ont des airs de plainte joyeuse à la Aylar, des airs de liberté débridée que justifie l'étrange côté de ce dernier album de Stan Getz. Tout y sonne avec une perfection dépassée, avec une nonchalance surveillée. Getz joue ici comme il respire, il ne joue pas seulement du ténor, il joue d'un quartet exceptionnel. D'un bout à l'autre, devant un public - celui du Café Montmartre de Copenhague - qui l'installe dans les meilleures voies du déchaînement imaginaire, Stan Getz, soixante ans à l'époque (1987), réinvente un instrument usé jusqu'au bec et réinvente le jazz même. Sans effet ni trafic, en toute sérénité : c'est le titre de l'œuvre. Elle vient après *Anniversary* (publié en 1989 et enregistré lors de la même session), *Just Friends*, publié sous le nom de Helen Merrill, et *Apasionado*. Elle est déjà un moment dans l'ensemble Getz, qui commence doucement à se confondre avec la part maudite du jazz moderne. Au piano, Kenny Baron, à la basse Rufus Reid, aux drums, Victor Lewis.
1 CD Polygram Emarey 838770-2



Simon Rattle

Dee Dee Bridgewater

In Montreux

In Montreux (18 juillet 1990), on le dit de Dee Dee Bridgewater. Une chanteuse, pour s'accomplir, pour devenir enfin ce qu'elle est de toute éternité, doit rencontrer son trio. Surtout une chanteuse de tempérament comme Dee Dee Bridgewater. Bert van den Brink (piano), Hein Van de Geyn et André Coccarrell (ce pourrait bien être son disque aussi) forment ce trio. Le public de Montreux a juste le goût qu'il faut, le son qu'il faut pour porter Dee Dee au point exact où elle se révèle, ni trop loin (sa tendance), ni trop près (sa tentation, parfois). Là où se sont exprimées les plus grandes chanteuses dans un art qu'elle reprend avec fidélité - c'est son goût de la tradition - et avec drôlerie. Telle est sa personnalité.

Au programme, un menu composé pour Montreux, à la fois démonstratif, révélateur et porteur d'émotion pure : *All of Me*, attaché en son plein régime avec *Intensité*, joué bossa nova sans complexe ni scrupule ; *Just Friends* et *A Child is Born* donnés pris dans le *Strange Fruit* de Billie Holiday, et déchaînement complet sur *Night in Tunisia* avant un éponatant medley dédié à Horace Silver. Dee Dee Bridgewater, senora blues dans tous ses talents.
1 CD Polygram 847913-2

F. M.

Rock

George Thorogood and the Destroyers

Boogie People

Depuis presque quinze ans, avec des fortunes diverses, George Thorogood traîne son blues. Un gros blues, puissant, robuste, pas toujours très fin. *Boogie People* ne dévie pas d'un pouce de la juste ligne : les ajouts successifs (saxophone puis seconde guitare) à la formation originale n'ont rien changé au son des Destroyers, voix éraillée et guitare qui passe en force, rythmique sans fioritures (simpliste, presque). Cet album ne se distingue que par le choix des titres : quelques compositions honnêtes de Thorogood (dont *If You*

univers : l'adhésion stricte au quatuor voix-guitare-basse-batterie et la poésie apocalyptique des textes de Michael Stipe. *Out of Time* diversifie ses sources d'approvisionnement : arrangements de cordes, orgue Hammond, duos vocaux avec Kate Pierson, la chanteuse des B-52's (l'autre grand groupe venu d'Athens, Géorgie) ou le rapper KRS-1. Et Michael Stipe a écrit des chansons d'amour. L'expérience tourne parfois au procédé (le très funèbre et très ennuyeux *Endgame*), mais la plupart du temps elle retrouve l'intensité maniaque qui caractérisait les précédents efforts de REM. *Losing my Religion* est un moment déchirant, *Half a World Away* une ballade (orgue et mandoline) qui ne devrait jamais s'arrêter. Même les bizarreries (*Endgame*, remake solennel du *As Tears go by* des Rolling Stones) finissent par laisser leur marque. REM, le plus intéressant des groupes de rock américains s'est lancé dans l'aventure pop. On s'agisse d'une excursion ou d'un nouveau départ, on a tout à gagner à les suivre.
1 CD Warner 7599-26496-2

T. S.

Chanson

Tri Yann

Belle et Rebelle

Le groupe de « rock breton » fête ses vingt ans d'existence par un dixième album dédié à sa ville de cœur, Nantes. Folk, celtic, parfois exubérant, quelquefois rasé, souvent ironique, Tri Yann, deux disques d'or et un public fidèle, a-t-il survécu avec les honneurs ? Les plus récents passages sur scène du groupe lancé en 1973 par Gilles Servat laissent des doutes : ficelles un peu grosses, références à un passé « baba » trop présentes, humour carré et sono arrachante. A la sortie du disque, on s'attendait logiquement au pire. Erreur. *Belle et Rebelle* est un bel album, un tour d'horizon, en onze titres, de tout ce qu'on peut attendre d'instruments, d'harmonies et d'inventions pour enrichir une inspiration puisée dans le répertoire folk.

REM

Out of Time

Après le succès planétaire de *Green*, REM a choisi le contre-pied. *Out of Time* renonce à deux des articles de foi sur lesquels REM a construit son

Aux compositions originales du groupe, tel l'étonnant *Sur la fosse au boulot*, chant de marin de l'époque du Triangle d'or réécrit avec des accents africains, s'ajoutent des thèmes traditionnels, comme *Favela* (Nephtys Euzil) (la devise de la ville, « Neptune favorise celui qui voyage »), ou le *Tourbillon des manants*, dédié au poète et maître d'hôtel de la Duchesse-Anne, Jehan Meschinot. L'ensemble retrace l'histoire de Nantes, de ses splendeurs et de son déclin, jusqu'à la prise d'otage de Georges Courtiois au tribunal d'instance en 1985 (*Gwera de Jorj Courtiois*). Mis à part un ou deux accros rétrogrades, *Belle et Rebelle* navigue entre rock, chanson populaire et jazz, avec de jolis méandres à explorer.
1 CD Marzelle/Phonogram 8482291 distribué par Polygram

V. Mo.

Musiques du monde

Ensemble national des percussions de Guinée

Voici une éclatante démonstration de la complexité des rythmes africains. L'Ensemble des percussions de Guinée, formé en 1988 à l'initiative du ministère de la culture guinéenne, de François Kokelaere, un spécialiste français des percussions, et d'Italo Zamboni, directeur des Ballets africains, avait alors entrepris une tournée dans l'Hexagone, où ont été enregistrés ces quelques témoignages de leur art.

Un livret bien illustré présente la gamme des instruments, du *doundoun*, le tambour métallique malinké, au *lala*, sistré argué des Peuls, et explicite le très riche panorama de rythmes offerts à nos oreilles impressionnées.

1 CD Suda Records 82501-2 distribué par Adès

V. Mo.

LE NOUVEL ALBUM DE GRAHAM PARKER

Retour de flamme

C'EST un revenant qui n'est jamais parti. On avait simplement arrêté de le chercher du regard. Il y a quinze ans, au temps des Sex Pistols et d'Elvis Costello, des Irroquois multicolores et des cravates en cuir, l'avenir appartenait à Graham Parker. Tête de mule légendaire, il s'est fiché avec sa maison de disques, s'est séparé du groupe qui l'avait conduit au seuil du succès, s'est produit seul sur scène, partageant récemment un programme avec Bob Dylan, à qui il doit beaucoup.

En 1988, *Mania Lisa's Sister* (Demon, Import Media 7) annonçait le nouveau Graham Parker. *Struck by Lightning* l'installe définitivement. Enregistré avec Peter Thomas (qui fut le batteur des Attractions d'Elvis Costello) et Andrew Bodnar (ancien bassiste de The Rumour, le groupe qui accompagnait Parker), tous deux remarquables de souplesse et de discrétion, *Struck by Lightning* réussit à être à la fois sobre et riche, produit sans artifice pour mieux arriver au but.

Dans le texte de présentation qui accompagne l'album, Parker raconte que Steve Cropper (le guitariste d'Otis Redding) l'avait publiquement classé parmi les grands guitaristes. Du coup, le chanteur s'est assuré un monopole complet sur les six cordes, éliminant les soli, assurant les textures avec la rythmique Thomas-Bodnar. Pour la couleur, Garth Hudson, du Band, joue de l'orgue ou de l'accordéon, Cyndi Cashdollar (qui accompagne Leon Redbone) du dobro. Mais, de ces couleurs, les chansons ont à peine besoin. Parker est

un auteur simple de mélodies élémentaires (quoique parfois furtives) et de textes directs. Tout ce qui vient en plus (arrangement, production) menace cette simplicité.

Chanteur limité par sa rage, il se bat avec les notes et les mots, les taille à sa mesure, à ses moyens, sans jamais être tout à fait sûr de gagner. Quelle que soit l'assurance que ses années de métier lui ont apportée, à chaque fois que commence une chanson, le désastre est possible. *Struck by Lightning* reste épargné : l'agressivité naturelle de Parker a trouvé son contre-poids, une sérénité fragile, qui lui permet de chanter les enfants et les chiens (*Children and Dogs*) sans déroger à son rang de rocker, ou de se pencher sur son passé (*When I Was King*) sans regret et sans illusions.

Ce disque, toujours honnête et fort, approche de temps en temps une intensité effrayante à force de lucidité : sur un contre-chant d'accordéon, *She Wants So Many Things*, une litanie à la mode de Dylan, s'arrête juste avant la haine, garde juste assez d'émotion pour rester supportable. *Wrapping Paper*, autre belle chanson de désamour, est une reddition à tirer des larmes aux barbares. Sans doute parce qu'il n'a plus rien à démontrer, Graham Parker n'a jamais aussi bien écrit, chanté, joué. Il faut en profiter avant qu'il ne reparte.

THOMAS SOTINEL

* *Struck by Lightning*, Demon Fiend CD 201 Import Media 7.

Dans le cadre du 5^e festival

les acteurs à l'écran

LE PRIX MICHEL SIMON 1991

dédié à la jeune génération des comédiens français

a été décerné à

Marianne Groves - Alex Descas

La création c'est en Seine Saint-Denis

Seine Saint-Denis
Conseil Général

MUSIQUES

TOURNÉE FRANCO-SOVIÉTIQUE EN UKRAINE

Rock around Tchernobyl

En une dizaine de concerts à travers l'Ukraine (mais en évitant Tchernobyl), les VRP, représentants du rock français parodique et VV, ironistes du rock ukrainien, mettent à l'épreuve les structures naissantes du rock soviétique indépendant.

UKRAINE

de notre envoyé spécial

DANS la salle d'arrivée de l'aéroport de Kiev, des chariots apportent les bagages. Ceux des VRP se reconnaissent facilement : bassine en plastique, piano d'enfant, guitare électrique, accordéon. De quoi exciter la curiosité des douaniers ukrainiens, mais pas leur zèle. Après quelques velléités de fouille, les formalités sont expédiées. Les VRP voyagent facilement. Le groupe s'est baptisé ainsi par dérision, mais la réalité les a rattrapés.

Parce qu'ils jouent sur des instruments d'enfants ou des bricolages (la bassine en plastique, avec un manche à balai et une corde à linge sert de basse, sur le modèle des *whashbasins* des groupes de *skiffle* de la Nouvelle-Orléans; la batterie est une mallette de plastique noir sur laquelle on tape avec des broches à vaisselle), les cinq VRP passent où d'autres groupes restent coincés avec amplis et grosse caisse. Ils ont déjà joué en Pologne et au Japon, au Québec et au Sénégal, en Tchécoslovaquie.

Ils s'apprêtent à passer quinze jours en Ukraine pour une dizaine de concerts avec VV. VV est l'abréviation de Vopli Vidopliasiova, c'est aussi le nom du premier groupe de rock (chronologiquement, en popularité également) d'Ukraine. Ils sont venus en France lors du dernier Printemps de Bourges; l'association Janus a organisé leur rencontre avec les VRP. Fondée par d'anciens étudiants en russe, Janus a déjà fait venir en France plusieurs groupes soviétiques, Kino, Aukstion ou Zvonki Mou. L'an passé, au printemps, Janus a permis à Noir Désir de tourner avec Kino, alors au faite de sa popularité dans la jeunesse russe. Match retour, une tournée Noir Désir-Kino en France a été annulée après la mort de Victor Tsoï (*le Monde* du 18 août 1990), le chanteur du groupe de Leningrad dont on découvre des portraits sur les murs des magasins ou des cafés d'Ukraine.

LES MYSTÈRES DE LA VODKA

L'idée de Janus est simple : pour amener les Soviétiques au rock français, sans le secours du disque ou de la radio, il faut que les artistes se produisent avec des groupes déjà reconnus en URSS, et vice versa. Tout comme le rock sombre de Noir Désir se marie avec l'héroïsme pessimiste des VRP, la dérision des VRP sied parfaitement à l'absurde que cultive VV. Pour ce voyage d'exploration, les VRP ont réduit leur cachet habituel et renoncé aux commodités ordinaires de la vie en tournée. Leur excursion polonaise leur a déjà donné un avant-goût de l'austérité orientale, mais l'Ukraine c'est l'Est, le vrai.

En attendant le premier concert, le 26 février dernier, les VRP ont dû passer trois jours à Kiev, logés à l'hôtel Moskva, qui abrite ordinairement les délégués au comité central du PC d'Ukraine et les représentants au Soviet suprême de la République. Même si, aujourd'hui, on peut y trouver quelques hommes d'affaires venus des Républiques du Sud, la clientèle et le personnel sont habitués à une certaine intimité que la présence des Français vient troubler. Les cheveux rouges du guitariste, la barbe confuse de Rascal, le batteur à la Samsonite, provoquent des regards interloqués dans les couloirs du Moskva et de longues contemplations dans les ascenseurs poussières.

Les trois jours de battement sont mis à profit pour découvrir la ville qu'un demi-siècle d'architecture stalinienne et brejnévienne n'a pas tout à fait réussi à défigurer, pour maîtriser les différents cours du rouble et pour essayer - sans succès - de comprendre les mystères de la vodka : alors qu'on n'en trouve nulle part dans les magasins, qu'il faut de toute façon des coupons pour s'en procurer, il suffit qu'une assemblée de plus de trois personnes se prolonge au-delà d'un quart d'heure pour qu'une bouteille apparaisse. Dans les rues, quelques affiches dessinées comme pour un comice agricole (mauvais papier, caractères bleu et rouge passés) annoncent le concert de VV et des VRP, à la salle Le Bolchevik, établissement culturel qui dépend d'une grande usine d'armement située dans les faubourgs de Kiev.

Pendant qu'une guide d'intourist tente sans trop de succès d'initier les VRP aux charmes de la Laure de Kiev, lieu saint du christianisme russe dont une partie vient d'être rendue au clergé orthodoxe russe, Roman Alter mène un combat permanent contre les menaces qui guettent la tournée. Petit, maigre, à première vue ses traits se résument à sa barbe, ses grosses



Les VV : préférer la dérision à l'engagement

lunettes et sa chapka blanche. Ingénieur spécialisé dans la réparation de tramways, licencié pour absentéisme, manutentionnaire dans un magasin d'alimentation, « corbeau blanc d'une famille juive conformiste », il a fondé une coopérative de spectacles dès que la loi lui en a donné le droit, pour faire tourner des groupes de rock.

« J'ai toujours aimé le rock, je me rappelle quand la milice venait chez nous pour demander à mon frère de ne pas passer les Beatles aussi fort. Quand j'étais manutentionnaire, j'ai beaucoup fréquenté les milieux rock de Kiev. Plus tard, quand certains se sont mis à faire de la musique, il m'ont fait confiance, en tant qu'ancien compagnon de bouteille. » Il a commencé par faire jouer Zvonki Mou, le groupe de Piotr Mamonov, l'interprète de *Taxi Blues*, dans un appartement, puis il a assuré la participation de Kino à la réalisation d'un film de fin d'études. « Les directeurs de l'école ont estimé que Kino était un groupe fasciste et ont fait retirer le nom du professeur au générique. » C'est à cette occasion qu'Alter a noué des liens avec le rock club de Leningrad, centre de l'activité rock en URSS. « Je me suis décidé à en faire mon métier non pas parce que je voulais faire de l'argent mais à cause de la décadence du sens dans le rock occidental. »

Le destin de l'entrepreneur de spectacles Roman Alter suit très exactement les vicissitudes de l'entreprise privée en URSS : dans sa première incarnation, sa coopérative n'a pas résisté à l'interdiction faite aux organismes privés de louer des salles. Il s'est alors replié sur le joint venture en créant un département spectacles au sein d'une société mixte américano-soviétique dont l'activité principale était l'informatique. Depuis la dernière loi sur l'entreprise privée, Alter dirige Artpress, filiale de Lyra, une grosse coopérative diversifiée dont le capital est détenu par diverses entreprises et municipalités ukrainiennes. Lyra, et donc Artpress, ont le droit de percevoir des devises, de faire venir des étrangers. Artpress, spécialisé dans l'organisation de tournées et de festivals, est en crise : « Après le succès des tournées de groupes comme Kino

(qui a rempli dix stades à Kiev), les groupes sont devenus très gourmands, les salles [qui réclament fréquemment un pourcentage sur les recettes en guise de loyer] aussi. En plus, les gens montrent un intérêt moindre pour le rock. Ils venaient, au début, en grande partie pour la parole. Maintenant que la liberté d'expression existe, la fraction du public qui était attirée par la parole ne vient plus. »

La dernière tournée de Kino avant la mort de Victor Tsoï n'a pas connu le succès des précédentes et, en 1990, le plus grand succès d'Alter a été obtenu grâce à Serov, qui voudrait être le Prince soviétique, mais n'est en fait qu'un représentant de plus de cette variété figée qui semble passer en continu à la télévision. Du coup, Roman Alter a renoncé pour l'instant aux superstars russes : en 1991, il se consacrera uniquement aux groupes ukrainiens, au premier rang desquels VV.

Vopli Vidopliasiova est le pseudonyme adopté par l'un des personnages de *Stepanchikovo* et ses habitants de Dostoïevski. L'allusion échappe à la plupart des Ukrainiens, ce qui était sans doute le but recherché par Sacha Pipa, le bassiste, lorsqu'il proposa de baptiser ainsi le groupe. Sacha était alors étudiant, Oleg Skripka (« violon » en russe), le chanteur et accordéoniste, ingénieur en électronique. Youri Zdobrenko, le guitariste avait brièvement joué dans un groupe de hard rock. « Je suis le seul prolétaire du groupe, dit-il, d'ailleurs je suis aussi le seul à avoir fait mon service militaire. J'ai fait plein de petits métiers, manutentionnaire, bûcheron. J'ai volé ma première guitare, mais après nous sommes devenus honnêtes et nous nous sommes mis à construire nos instruments. »

Les guitares maison, les textes en ukrainien, font partie des signes distinctifs de VV. Il faut y ajouter l'incroyable silhouette du bassiste, moulé dans un sous-pull jaune moutarde, exemple de lordose à coller sur une planche anatomique. Sans parler de sa tête d'idiot du village cultivée avec la conscience professionnelle d'un comique troupiot. « Nos tenues de scène viennent du concept original, dit Youri. Quand nous

avons commencé à jouer, fin 1987, nous avons adopté des tenues années 70. C'était encore pire que maintenant, Sacha se déguisait en ménagère. » Le « concept » a évolué, restent quelques lignes de conduite immuables : la plupart des textes sont en ukrainien, la tradition soviétique (folklore et variété) est abondamment utilisée, même si c'est pour la triturer. Le choix de la langue a entraîné quelques ambiguïtés politiques que le groupe tient à dissiper : « Nous considérons le nationalisme comme une preuve des limites de l'esprit humain », dit Oleg. [Les textes de VV préfèrent la dérision à l'engagement, révèlent une méfiance voisine de la répulsion à l'égard de la politique.]

Aujourd'hui, les membres de VV sont passés professionnels. Ils ne montent sur scène que trente fois par an, mais ils arrivent à survivre. Ils refusent de travailler avec Melodiya, la maison de disques d'Etat, et de déposer leurs chansons à la VAAP, la société d'auteurs et de compositeurs soviétique. En Ukraine, des cassettes pirates circulent avec l'approbation tacite du groupe en attendant que le projet de Roman Alter se réalise (l'attribution d'une chaîne de production de l'usine Melodiya de Kiev aux labels indépendants).

Le seul point commun entre les trois salles qui accueilleront, à Kiev, Kharkov et Tchernigov, les groupes pendant la première partie de la tournée est la présence d'une immense effigie de Lénine, buste, statue en pied ou toile, dans les couloirs. A part ça, chacune réserve ses surprises. A Kiev la consigne de sonorisation - montée en Ukraine à partir de composants japonais - refuse de fonctionner. L'ingénieur du son des VV, excellent ami d'Oleg Skripka, bon joueur d'accordéon au bout de quelques verres de vodka, n'en peut mais, le hiatus entre le fatalisme des Soviétiques et le professionnalisme du camp VRP, musiciens et équipe technique, commence à s'esquisser.

A Kharkov, la scène est éclairée de lumière blanche, comme pour un meeting. Malgré une salle à majorité étudiante, l'ambiance du concert finit par en pâtir. C'est en fait à Tchernigov, métropole champignon qui a accueilli une partie des réfugiés de Tchernobyl, que les conditions techniques se révéleront les moins désastreuses.

PLUTOT DU PAIR QUE DE LA CULTURE

« Ici, il vaut mieux vendre des petits pains que de la culture », se lamentait l'organisateur du concert de Tchernigov. Il a fondé une coopérative qui a fait venir le théâtre du soviet de la ville de Moscou et quelques autres troupes. Pour le concert VV/VRP, il a loué la salle de la Maison de la culture des travailleurs de la chimie. Les cinq cents places à quatre roubles sont toutes vendues, mis à part le dernier rang réservé aux soldats, et des appels sont chargés du maintien de l'ordre si besoin est.

C'est déjà le troisième concert. Néri, le bass(in)iste des VRP, essaie d'expliquer en russe les tenants et les aboutissants de l'univers des VRP, les charmes du frites-moules et des autoroutes, la poésie de la vente à domicile. A Tchernigov, comme à Kiev ou à Kharkov, la majorité de la salle observe avec le détachement d'habitude réservé aux conférences éducatives. Devant la scène, quelques dizaines d'enthousiastes se déchaînent, oscillant dangereusement au-dessus de la fosse d'orchestre. Ici, les cheveux longs, on rase, les coupes punk et les tenues tribales se comptent sur les doigts d'une main. Pour la plupart des spectateurs, c'est un premier contact avec le rock occidental, et la dimension parodique des VRP passe à la trappe, la salle prend pour argent comptant les citations musicales, les pastiches et les allusions.

C'est à Tchernigov que VV donne son premier vrai concert. Les Ukrainiens ont baissé les bras face aux problèmes techniques qui les ont assaillis à Kiev et Kharkov, et expédié les affaires courantes sans trop de conviction. Quand ils arrivent à trouver leur vitesse de croisière, Skripka et ses comparses jouent un rock simple et efficace qui se nourrit intelligemment - sans respect excessif ni mépris - des traditions locales. Les spectateurs qui ont décidé de rester (les contraintes des transports en commun ont eu raison de la persévérance d'une bonne moitié de la salle) apprécient sans jamais abandonner leur réserve.

Fin mars, puis à nouveau en juin, VV viendra en France. Les tournées de groupes soviétiques sont de plus en plus difficiles à monter. Après le grand mouvement de curiosité condescendante de 1988-89, l'Est est passé de mode. En URSS, les structures indépendantes, labels, radios, productions de spectacles, se mettent en place avec une infinie lenteur. Pourtant, sans elles, les artistes n'auront pas les moyens de grandir ni de se défendre face à la variété-Melodiya et à l'invasion du show-business occidental, qui n'attend que des conditions monétaires plus favorables pour se déclencher. Le seul secours que peuvent attendre les indépendants soviétiques viendra de leurs homologues de l'Ouest.

THOMAS SOTINEL

• VV en France : le 20 mars à Toulouse, salle Albini-Dizier, le 25 à Sedan, salle municipale; le 26 à Saint-MIC.

Le Monde

30 L'indépendance des...
Chaque... le... le...

TVA superstar

La TVA, qu'on croyait déjà tombée dans le carcan des grandes harmonisations européennes, vient de montrer qu'elle appartenait encore aux Etats et qu'elle pouvait leur rendre de grands services. La Grande-Bretagne vient d'en apporter la preuve.

Pour remplacer la poll tax - impôt local décidément trop impopulaire - le gouvernement de M. Major a annoncé qu'il augmenterait fortement le taux normal de la TVA actuellement fixé à 15 % et qui passerait à 17,5 %. Cette décision, motivée par des soucis intérieurs, va-t-elle aussi dans le sens de l'Europe ?

L'idée de Bruxelles était que, pour équilibrer la concurrence entre pays et entre entreprises, la TVA devait peser partout le même poids dans les prix de vente. Or les écarts de taux sont actuellement considérables. Comment les réduire sans amputer les recettes fiscales des pays à taux élevés comme le Danemark, la Belgique, la France ou l'Irlande ? Comment les relever sans accélérer l'inflation dans les pays où les taux sont bas comme l'Allemagne, l'Espagne ou le Royaume-Uni ? La question est d'une brûlante actualité avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Espagne, plus ou moins menacées par l'inflation.

Consciente de ces difficultés, la Commission de Bruxelles, après pas mal de tâtonnements, a avancé l'idée de taux minimum des taux au-dessous desquels aucun pays ne pourrait plus descendre. Pour tenir compte de l'état actuel des fiscalités en Europe, ce taux serait probablement fixé à 15 %. La France aurait dû ainsi abaisser de 3,5 points son taux de 18,6 %, ce qui lui aurait fait perdre à terme plus de 80 milliards de francs de recettes fiscales. L'Allemagne aurait dû remonter d'un point le sien, qui serait passé de 14 % à 15 %.

Tel était, grosso modo, le schéma vers lequel on s'acheminait, et de façon un peu plus rapide que prévu, une décision étant attendue à l'occasion d'un conseil qui doit se réunir les 10 et 11 mai à Bruxelles. La décision du gouvernement britannique bouleverserait ces plans. Elle ne probablement forcer à relever de 15 % à 16 % le taux minimum envisagé. Ce qui arrangerait la France et peut-être l'Allemagne, bien contente de tirer plus d'argent de ses impôts indirects au moment où la réunification lui coûte très cher.

La TVA, qu'on croyait condamnée à déprimer au profit d'autres impôts, va recommencer à jouer les superstars fiscales. Elle reste en tout cas un instrument privilégié d'action aux mains des Etats.

ALAIN VERNHOLES

Le gouvernement annonce un plan du bassin houiller d'Albi-Carmoux

Le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, et celui de l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque, ont annoncé le 19 mars un plan de reconversion du bassin houiller d'Albi-Carmoux (Tarn), qui inclut des réductions d'emplois « substantielles » de mineurs et l'implantation à Albi d'une nouvelle école des mines (le *Monde* du 17-18 mars).

Le gouvernement a décidé une nouvelle révision à la baisse des objectifs de production annuelle de mine, à 200 000 tonnes contre 300 000 tonnes selon les plans annoncés jusqu'ici. La production de la « Grande Découverte » de

سكول من الامم

30 L'indemnisation des victimes d'accidents aériés.
Chancellerie de succession chez ELM-Leblanc.

31 Paris/Île-de-France.
Un nouveau parc de loisirs dans le Val-de-Marne.

36 Les pertes de RVI.
38 Automobile : la Mazda 121.

Le gouvernement de M. Major présente son premier projet de budget

TVA superstar

La TVA, qu'on croyait déjà tombée dans le carcan des grandes harmonisations européennes, vient de montrer qu'elle appartenait encore aux États et qu'elle pouvait leur rendre de grands services. La Grande-Bretagne vient d'en apporter la preuve.

Pour remplacer la poll tax — impôt local décidément trop impopulaire — le gouvernement de M. Major a annoncé qu'il augmenterait fortement le taux normal de la TVA actuellement fixé à 15 % et qui passerait à 17,5 %. Cette décision, motivée par des soucis intérieurs, va-t-elle aussi dans le sens de l'Europe ?

L'idée de Bruxelles était que, pour équilibrer la concurrence entre pays et entre entreprises, la TVA devait peser partout le même poids dans les prix de vente. Or les écarts de taux sont actuellement considérables.

Comment les réduire sans amputer les recettes fiscales des pays à taux élevés comme le Danemark, la Belgique, la France ou l'Irlande ? Comment les relever sans accélérer l'inflation dans les pays où les taux sont bas comme l'Allemagne, l'Espagne ou le Royaume-Uni ? La question est d'une brûlante actualité avec l'Allemagne, la Grande-Bretagne ou l'Espagne, plus ou moins menacées par l'inflation.

Consciente de ces difficultés, la Commission de Bruxelles, après pas mal de tâtonnements, a avancé l'idée de taux minimum, des taux au-dessous desquels aucun pays ne pourrait plus descendre. Pour tenir compte de l'état actuel des fiscalités en Europe, ce taux aurait probablement été fixé à 15 %. La France aurait dû ainsi abaisser de 3,8 points son taux de 18,8 %, ce qui lui aurait fait perdre à terme plus de 80 milliards de francs de recettes fiscales. L'Allemagne aurait dû remonter d'un point le sien, qui serait passé de 14 % à 15 %.

Tel était, grosso modo, le schéma vers lequel on s'acheminait, et de façon un peu plus rapide que prévu, une décision était attendue à l'occasion d'un conseil qui doit se réunir les 10 et 11 mai à Bruxelles. La décision du gouvernement britannique bouleverser ces plans. Elle va probablement forcer à relever de 15 % à 16 % le taux minimum envisagé. Ce qui arrangerait la France et peut-être l'Allemagne, bien contente de tirer plus d'argent de ses impôts indirects au moment où la réunification lui coûte très cher.

La TVA, qu'on croyait condamnée à déprimer au profit d'autres impôts, va recommencer à jouer les superstars fiscales. Elle reste en tout cas un instrument privilégié d'action aux mains des États.

ALAIN VERNHOLLES

Le gouvernement annonce un plan de reconversion du bassin houiller d'Albi-Carmaux

Le ministre de l'Industrie, M. Roger Fauroux, et celui de l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque, ont annoncé le 19 mars un plan de reconversion du bassin houiller d'Albi-Carmaux (Tarn), qui inclut des réductions d'emplois « substantielles » de mineurs et l'implantation à Albi d'une nouvelle école des mines (le Monde daté 17-18 mars).

Le gouvernement a décidé une nouvelle révision à la baisse des objectifs de production annuelle de la mine, à 200 000 tonnes contre 400 000 tonnes selon les plans annoncés jusqu'ici. La production de la « Grande Découverte » de

Carmaux, mise en exploitation en juillet 1989, est actuellement de 135 000 tonnes annuelles. La mine emploie 572 personnes, après la suppression de 58 emplois annoncée fin 1990.

Sans cette décision de réduire les objectifs de production de charbon de l'exploitation de la « Grande Découverte », le déficit cumulé jusqu'à 2004 aurait atteint environ 4 milliards de francs, en plus des 2,5 milliards déjà dépensés. Le gouvernement accordera d'autre part environ 60 millions de francs d'aides et subventions pour désenclaver la région et promouvoir la création d'emplois nouveaux.

Le projet de budget britannique présenté mardi 19 mars par le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, indique la solution trouvée par le gouvernement pour sortir de l'impasse de la poll tax, impôt local très impopulaire instauré par M. Thatcher. Cet impôt va être massivement réduit. Pour financer le manque à gagner, le taux de la taxe à la valeur ajoutée (TVA) va être augmenté, passant de 15 % à 17,5 %. Le budget pour l'année fiscale 1991-1992 comporte d'autre part, pour la première fois depuis quatre ans, un déficit qualifié de « temporaire ». Celui-ci devrait s'élever à 8 milliards de livres (environ 80 milliards de francs), soit un peu plus de 1 % du produit national brut.

LONDRES

de notre correspondant

Le chancelier de l'Échiquier, M. Norman Lamont, qui présentait son premier budget, a gardé la surprise pour la fin. La poll tax payée par chaque adulte britannique va diminuer en moyenne de 140 livres (1 400 francs) au cours de l'année fiscale qui commence le 1^{er} avril prochain. Elle était de 390 livres ; elle sera de 250 livres. Dans certaines communes où elle était très peu élevée, elle sera pratiquement égale à zéro. M. Lamont a eu la satisfaction de déclarer que dans les îles Shetland, où il est né et qui sont une des régions les plus pauvres du pays, elle s'élèvera à une livre par personne.

Ce cadeau important fait au contribuable est évidemment politique. La poll tax a été qualifiée d'impôt le plus impopulaire depuis le Moyen Âge. Instaurée en avril 1989 en Écosse, et un an plus tard en Angleterre et au Pays de Galles, elle a provoqué une spectaculaire journée d'émeute à Trafalgar Square et joué un grand rôle dans la chute de M. Thatcher. Il en

coûtera plus de 4 milliards de livres (40 milliards de francs) au Trésor. C'est le prix à payer par les conservateurs pour ne pas perdre les prochaines élections.

Cette médaille à son revers, le taux standard de la TVA va passer de 15 % à 17,5 % au 1^{er} avril. M. Lamont a eu beau répéter qu'il n'était pas question de toucher à l'exemption totale de la TVA dont bénéficient les produits alimentaires courants, les vêtements pour enfants ainsi que l'électricité et le fuel à usage domestique, ce fut une longue clameur sur les bancs travaillistes. « Dans la mesure où de nombreux produits de consommation ont une TVA nulle, cette augmentation pèse moins sur les ménages les plus pauvres que sur les plus aisés », a affirmé le chancelier. Il s'agit quasiment d'un sophisme. L'impôt indirect, par définition, frappe indistinctement les uns et les autres.

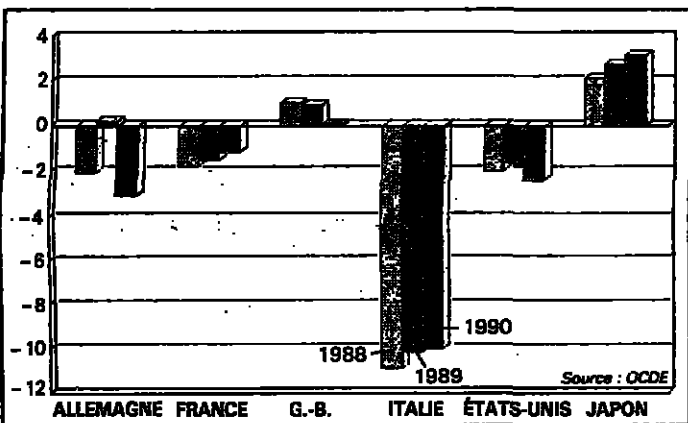
Pour ne pas perdre les élections et faire remonter leur cote dans l'opinion, les conservateurs se livrent à une manœuvre contraire à

leur philosophie. La TVA est souvent considérée ici comme une de ces inventions diaboliques venues du continent. Le refus persistant de l'appliquer à des produits tels que les vêtements pour enfants a valeur de symbole.

« Bon pour les hommes d'affaires »

M. Lamont a conclu sa présentation en affirmant que son budget était « bon pour les hommes d'affaires et bon pour les familles ». En ce qui concerne les premiers, la principale mesure à leur intention est l'abaissement d'un point, de 35 % à 34 %, de l'impôt sur les sociétés pour les bénéfices réalisés en 1990-1991, et d'un point supplémentaire, à 33 %, pour l'année fiscale 1991-1992. « Cela nous donnera le taux le plus bas parmi nos principaux concurrents, plus bas que les États-Unis et que n'importe quel pays de la Communauté », a déclaré le chancelier. La grande réforme fiscale de l'ère Thatcher, la réduction de l'impôt sur le

La dégradation des comptes britanniques (balance budgétaire en % du PNB)



Le gouvernement de M. Major prévoit, dans son projet de budget, un déficit de 8 milliards de livres (80 milliards de francs). Excédentaires, les finances publiques britanniques se dégradent depuis trois ans. La France a vu au contraire le poids du déficit budgétaire dans sa production se réduire.

Le discours de M. Poehl et ses conséquences sur la monnaie américaine

« Les effets de l'union monétaire allemande sont désastreux » déclare le président de la Bundesbank

BONN

de notre correspondant

La pédagogie a parfois des effets pervers. M. Karl Otto Poehl, qui s'exprimait mardi 19 mars à Bruxelles devant la commission économique du Parlement européen, avait cru choisir le bon exemple pour exhorter ses auditeurs à ne pas précipiter le mouvement vers l'Union économique et monétaire (UEM) européenne : celui de l'union monétaire allemande, réalisée le 1^{er} juillet 1990. « Elle constitue un exemple de ce que nous ne devons pas faire en Europe », a-t-il déclaré, reprochant au gouvernement allemand

d'avoir « introduit le deutschemark à l'Est du jour au lendemain, pratiquement sans aucune préparation, sans possibilité de corriger le tir et qui plus est avec un taux de conversion inadéquat. Les effets sont désastreux. Cela ne me surprend pas, car ce résultat était prévisible ».

Le porte-parole de la Bundesbank a beau affirmer que les propos de M. Poehl ont été « extraits de leur contexte », l'effet sur les marchés des changes a été immédiat. Ces propos viennent ensuite s'ajouter à la montée du mécontentement dans les nouveaux Länder et à la reprise des manifestations du lundi à Leipzig, contre le chancelier Kohl cette fois-ci.

Ce n'est un secret pour personne que le président de la Bundesbank n'était pas favorable à la décision de réaliser au pas de course l'union monétaire entre le RDA et la RFA : le chancelier Kohl l'avait annoncée au mois de février 1990, le jour même où M. Poehl discutait avec le président de la Banque d'État de la RDA de mesures visant à rendre la monnaie est-allemande progressivement convertible. Plus tard, il avait, au nom de la Banque centrale allemande, émis des réserves sur le taux de conversion (un mark ouest pour un mark est) qui allait, selon lui, porter un coup mortel à la compétitivité de l'industrie est-allemande. Le chancelier Kohl n'étant pas disposé à écouter les objections émises à Francfort, la Bundesbank s'était alors mise en congé d'indépendance pour appliquer loyalement et efficacement les décisions prises à Bonn : techniquement, l'union monétaire fut un succès.

Le tourbillon créé par la « sortie » de M. Poehl ne doit cependant pas faire oublier le cœur du message qu'il était venu délivrer à Bruxelles. L'union monétaire européenne n'est, selon le président de la Bundesbank, envisageable qu'à condition qu'il y ait au préalable un haut degré de convergence des politiques économiques entre les pays participants. Seul un nombre réduit de pays européens pourraient aujourd'hui satisfaire cette condition : les pays du Benelux et la France, auxquels on peut ajouter la Suisse et l'Autriche, qui ne sont pas membres de la CEE.

LUC ROSENZWEIG

Nouveau bond du dollar

Le cours du dollar, déjà en forte hausse, a connu mardi 19 mars un nouveau bond après les déclarations de M. Karl Otto Poehl, président de la Bundesbank, à propos du « désastre » de la réunification allemande. Le billet vert a, à un moment, dépassé 1,67 deutschemark et 5,67 francs, avant de reculer légèrement sous l'action des banques centrales. Mercredi matin, la devise américaine était toujours très demandée. Les opérateurs voient dans les dernières statistiques les signes d'une reprise aux États-Unis.

NEW-YORK

de notre correspondant

La baisse marquée du prix du pétrole depuis la guerre du Golfe s'est traduite dans l'indice américain des prix à la consommation qui, au mois de février, n'a augmenté que de 0,2 % contre 0,4 % le mois précédent, a annoncé mardi 18 mars le département à l'emploi.

De son côté, le département du commerce faisait savoir que les mises en chantier de maisons et d'appartements neufs aux États-Unis avaient enregistré un bond de 16,4 % au cours de ce même mois de février (après une baisse de 12,5 % en janvier), soit la plus forte augmentation depuis un an dans le secteur immobilier, l'un des plus affectés par la récession.

A première vue, ces deux indicateurs constituent une bonne nouvelle pour l'économie américaine. Ils pourraient être les signes précurseurs de la reprise attendue pour l'été, voire l'automne prochain, par l'administration américaine et par les responsables de la Réserve fédérale, notamment. Mais la façon dont a réagi Wall Street, en laissant son indice Dow Jones chuter de plus de 60 points durant la séance, doit inciter à prendre ces indices avec réserve.

Côté inflation, la modération de l'indice de février ne modifie pas les enseignements des mois précédents. Hors énergie (un poste qui reflète la baisse de 15 % environ du prix de l'essence constatée en janvier-février) et produits alimentaires, le « cœur » de l'inflation reste élevé. Il se situait encore à 0,7 % en février après 0,8 % le mois précédent.

SERGE MARTI

Croissance de 5,6 % au Japon en 1990

Alors que les États-Unis et la Grande-Bretagne sont en récession et que l'activité se ralentit en Europe, le Japon a enregistré l'an dernier une croissance économique plus soutenue qu'en 1989. Selon les statistiques publiées mardi 19 mars par l'agence de planification économique, le produit national brut (PNB) nippon a progressé de 5,6 % l'an dernier, contre 4,7 % l'année précédente.

Avec le ralentissement de la demande mondiale, le conflit dans le Golfe, la forte baisse des actifs financiers japonais et le maintien d'une politique

monétaire restrictive, le rythme de croissance est tombé à 2,1 % en rythme annuel au quatrième trimestre, contre 4,1 % trois mois plus tôt. Mais la plupart des spécialistes ont noté que même au cours de ce trimestre de croissance faible caractérisé par une diminution de la demande interne, les exportations avaient augmenté de 2,1 % par rapport aux trois mois précédents. Les économistes de l'agence de planification estiment que la croissance du PNB japonais sera légèrement inférieure à 4 % cette année.

ÉCONOMIE

AFFAIRES

La querelle de succession chez ELM Leblanc

La cour d'appel de Paris tranche en faveur de M. Marcel Leblanc

M. Marcel Leblanc a gagné la bataille qui l'opposait depuis bientôt deux ans à son petit-fils, M. Laurent Dreux-Leblanc (le Monde du 8 mars). La cour d'appel de Paris a confirmé, mardi 19 mars, le jugement du 23 août dernier pour la possession de 220 000 titres représentant près de 20 % du capital de la société de

chauffe-eau ELM Leblanc. Ces titres, d'une valeur d'environ 160 millions de francs, avaient été donnés en 1988 au petit-fils par le grand-père qui préparait sa succession.

Mais, à la suite d'une brouille, M. Marcel Leblanc avait voulu récupérer ces titres, ce que contestait M. Laurent Dreux. Le tribunal a estimé que le but de M. Marcel Leblanc n'était pas de faire une donation à son petit-fils, qui serait alors irrévocable, mais « de transmettre une part de la société aux meilleures conditions fiscales possibles ».

A l'issue de ce jugement, M. Laurent Dreux-Leblanc a annoncé son intention de se pourvoir en cassation. Quant à l'avenir de l'entreprise, il dépend à nouveau de M. Marcel Leblanc, qui a précisé qu'une cession éventuelle de son entreprise se ferait à un groupe « de préférence français ».

M. Marcel Leblanc avait voulu récupérer ces titres, ce que contestait M. Laurent Dreux. Le tribunal a estimé que le but de M. Marcel Leblanc n'était pas de faire une donation à son petit-fils, qui serait alors irrévocable, mais « de transmettre une part de la société aux meilleures conditions fiscales possibles ».

TRANSPORTS

Une indemnisation immédiate sera versée aux victimes d'accidents aériens

Les passagers victimes d'accidents aériens ou leurs familles bénéficieront d'une indemnisation immédiate, quelle que soit la cause et la responsabilité de l'accident. L'Association des assureurs aériens de France, qui réunit toutes les sociétés françaises spécialisées, a signé mardi 19 mars une charte prévoyant un tel versement, qui s'applique à compter du 1^{er} janvier 1991.

Dès que l'identité de la victime ou du bénéficiaire sera connue, l'assureur responsable civil du transporteur aérien versera dans un délai d'une semaine, en cas de décès, une indemnité de 50 000 F par passager, et en cas de blessures entraînant une hospitalisation de plus de huit jours, de 10 000 F par passager - plus 2 500 F par personne à charge - par mois d'hospitalisation, avec un plafond de 50 000 F. « Cette aide sera versée même si on ignore encore quel assureur indemniser les victimes », a précisé M. Louis Besson, ministre de l'équipement, du logement, des transports et de la mer. Ce versement sera en outre définitivement acquis par les bénéficiaires.

La guerre perdue des pays pauvres

Suite de la première page

L'Irak et le Koweït mis à part, les pays du Sud sont les premières victimes de la guerre du Golfe.

A des degrés divers, ils ont été privés soit des revenus de leurs travailleurs émigrés dans la zone du conflit, soit de flux touristiques souvent vitaux, soit encore de débouchés précieux pour leurs matières premières. Leurs exportations se sont renchéries quand elles devaient emprunter le canal de Suez, devenu un temps zone à risques. Si la courte flambée des prix du pétrole pendant l'été fut amortie par la baisse du dollar, les États importateurs de brut, en Afrique notamment, ont subi l'instabilité des cours.

A l'inverse des pays riches - qui peuvent acheter de gros tonnages lorsque le marché est bas -, le tiers-monde importateur s'approvisionne en énergie dans les pires conditions, au jour le jour et par petites quantités, faute de disposer de liquidités suffisantes pour financer des achats à terme. Il s'expose, dans ces conditions, à chaque « hoquet » des prix.

Évité au Nord, le choc pétrolier s'est manifesté au Sud par une pression inflationniste qui accélère la fuite des capitaux et joue comme un prélèvement sur le pouvoir d'achat des populations. Or, à l'inverse des précédentes flambées du brut - 1973, 1979 -, qui s'étaient accompagnées d'un transfert de richesses entre les pays pétroliers et les plus démunis, on voit mal comment l'Arabie saoudite, le Koweït et l'Irak, aux prises avec leurs frais de guerre et de reconstruction, voleraient cette fois au secours des victimes silencieuses de la guerre.

Le désintérêt des pays de l'OPEP pour les nations pauvres ne date d'ailleurs pas d'aujourd'hui. Dès la moitié des années 80, les dissensions au sein du cartel et la chute des revenus pétroliers ont eu pour effet de réduire l'aide à l'Afrique. Aide qui n'atteignait plus que 185 millions de dollars en 1988 contre 855 millions de dollars en 1985.

Une nouvelle année gâchée

L'année 1990 s'est inscrite en filiation directe de la décennie écoulée, considérée comme « perdue » pour le développement des pays pauvres. La croissance des PMA s'est contractée à + 2,5 % (contre 2,7 % en 1989) tandis que leurs balances commerciales enregistraient un déficit record de 2,4 milliards de dollars. La Société financière internationale (SFI), filiale de la Banque mondiale en charge de l'assistance au secteur privé, dresse un bilan contrasté : les investissements publics dans le tiers-monde sont revenus à leur niveau le plus bas depuis 1974, constatant pour à peine 7,5 % le PIB des pays concernés. Certes, les investissements privés ont augmenté entre 1985 et 1989 dans 34 pays sur les 40 suivis par la SFI. Mais si on abstrait le cas particulier de l'Asie de l'Est, où l'apport d'argent frais s'est remarquablement accru (passant de 15,5 % à 19,2 % du PIB sur la période considérée), la progression est qualifiée de « modeste » en Amérique latine et de « très faible » en Afrique subsaharienne.

L'Afrique en danger

Au sein des 42 PMA, c'est sur les 28 pays du continent noir que pèsent les plus gros dangers. A la différence de l'Asie du Sud-Est, où les réussites économiques sont tangibles, contrairement à l'Amérique latine, où la démocratie - malgré des soubresauts - s'est imposée, l'Afrique reste une mineure non émancipée en termes de développement et d'institutions politiques. Le ralentissement de la croissance en Occident et le retour aux équilibres (que traduit déjà la réduction grandissante du Nord à épauler les pays de l'Est) pourraient tuer dans l'œuf le printemps démocratique que certains États africains tentent de s'offrir sur fond de plans d'ajustement structurel, de chute des recettes d'exportation et d'aggravation de la criminalité.

Les discours se multiplient depuis peu pour favoriser l'émergence d'une Afrique partie prenante dans les échanges internationaux. « Il faut faire en sorte que les exportations des pays africains

soient concurrentielles sur les marchés des pays industrialisés », soulignait fin février, au Botswana, le directeur général du FMI, M. Michel Camdessus. A la même époque, à Paris, le Conseil économique et social publiait un rapport de M^{me} Jacqueline Gastinne sur la coopération française en direction de l'Afrique, affirmant parmi les priorités « l'émergence d'une économie marchande compétitive ». Autant de propos encourageants qui tranchent avec l'isolement flagrant des pays du Sud dans les discussions finales de l'Uruguay Round, en décembre 1990.

Le nouvel ordre de l'après-guerre sera-t-il plus favorable au tiers-monde qui, dans sa dimension africaine au moins, est le grand perdant des échanges internationaux ? Les experts se sont à juste titre préoccupés de la stabilisation des prix du pétrole. L'or noir risque pourtant une nouvelle fois de cacher la forêt. Un exemple parmi d'autres : l'effondrement des cours du café, en 1989, a provoqué une diminution de moitié des recettes de l'Ouganda, qui tire 96 % de ses devises de cette matière première.

M. Camdessus est fondé à critiquer « les projets coûteux, voire extravagants, ou les dépenses militaires excessives » des pays africains, que ne saurait justifier la participation de contingents sénégalais ou nigériens aux opérations du Golfe. Mais le continent noir restera en marge du commerce mondial tant que la protectionnisme et la dégradation des termes de l'échange subsisteront. Les excès des uns répondent aux excès des autres.

Comment gagner la paix au Sud ? La première des sécurités à conquérir est alimentaire. 30 % de la population d'Afrique subsaharienne, soit 140 millions de personnes, souffrent de malnutrition. L'Inde, la Chine, les Philippines et plusieurs États d'Amérique latine ont atteint une autosuffisance de propagande démentie par les faits.

Aucun nouvel ordre mondial durable ne peut se bâtir sur la faim et le trafic insouvenable qu'elle engendre à coups de subventions, d'aides prétendument désintéressées, surtout utiles aux grandes puissances exportatrices de denrées pour écouler des excédents et fidéliser une clientèle captive. Les États-Unis ont fait savoir qu'ils allaient « activer la mise en place des programmes d'assistance alimentaire (la Public Law 480), afin que les pays d'Afrique ne soient pas contraints d'importer des vivres payables en devises fortes ».

Mais comment oublier que la Public Law 480 est précisément l'instrument privilégié de l'Amérique pour établir un certain ordre en sa faveur, économique et politique, basé sur l'arme alimentaire et le soulagement des *farmers* (les paysans) du Midwest, par l'ouverture de débouchés sur les pré-carrés de l'Europe Verte ? Dans un passé récent, l'administration américaine ne s'est pas privée de brader ses céréales en Égypte ou dans le Maghreb, contribuant à infléchir les stratégies des pays pauvres ainsi déorientés par M^{me} Gastinne : « Maintenir les prix des produits agricoles à un niveau bas en favorisant l'importation de denrées bon marché au détriment des productions locales vivrières ».

M. Henry Kissinger ne passait-il pas, naguère, pour le meilleur marchand de riz du monde ? L'impasse de l'Uruguay Round et la démonstration de force des États-Unis dans le Golfe risquent de laisser le champ libre à Washington pour une nouvelle offensive alimentaire partout où des besoins se font sentir. Il n'a jamais été aussi urgent que les discussions du GATT aboutissent à assainir, sinon à moraliser, les échanges agricoles.

Le commerce des armes

Très prisé dans les relations Est-Ouest, le désarmement du Sud devrait venir au même rang des priorités en matière de sécurité. Entre 1978 et 1987, l'Afrique a acheté pour plus de 61 milliards de dollars de matériel militaire (6,7 milliards de dollars pour la seule Éthiopie), soit l'équivalent de près de la moitié de la dette extérieure du continent. « En Éthiopie », écrit la géographe Barbara Loyer dans *La Lettre de l'Unicef* de mars, le *Front populaire de libération du Tigré a été soutenu d'abord par la Syrie, l'Irak et Cuba, puis par la Libye, l'Arabie saoudite et le Koweït*. Une nouvelle donne

internationale fondée sur la paix et la coopération ne saurait résister sans que s'ouvre un dialogue efficace sur le commerce des armes, qui emprunte des voies où même le bon sens s'égare.

Combien faudra-t-il de Libéria, d'Angola, de Tchad, de Mozambique, de Somalie ou de Sahara occidental pour comprendre que la guerre portée chez les pauvres est un moyen d'enrichissement sans lendemain du monde développé, qui brandit l'épée et l'épi ? Multiplier les armes et les frustrations économiques (par l'impossible accès au marché et à une croissance partagée), voilà une bonne manière de récolter demain des ennemis mortels.

Redistribuer les richesses, tel pourrait être le maître mot d'une communauté internationale en quête d'un ordre différent. L'Occident ne semble s'intéresser aux pays démunis que pour les craintes qu'ils inspirent : les hordes migratoires, la propagation du sida, les atteintes à l'environnement (sauvons la forêt tropicale), la cocaine colombienne ou l'héroïne du Triangle d'or, le désordre du tiers-monde comme menace des sanctuaires du Nord déjà victimes d'un début de « contamination ».

Une vision plus constructive devrait naître des changements en cours en Afrique australe, liés à la fin de l'apartheid sud-africain. Sachant qu'il devra de moins en moins compter sur les concours extérieurs, le continent noir trouvera peut-être de nouvelles sources de développement dans ce « cap de Bonne-Espérance » où sont concentrés le tiers des richesses de l'Afrique et les chances les plus sérieuses d'une diffusion de l'industrialisation.

Dans leur globalité, les pays du Sud souffrent de leurs divisions. Le discours des « 77 » sur un « NOE » (nouvel ordre économique international) n'a pas survécu à la crise de la dette des années 80 ni aux luttes fratricides livrées entre nations déshéritées. Le krach de l'étain a montré que le Brésil n'avait que faire des mineurs boliviens. Dans l'affaire du cacao ivoirien, on a vu se dresser la Malaisie et l'Indonésie face à l'Afrique. L'affrontement Sud-Sud est une donnée majeure de l'état du monde et du tiers monde. La guerre du Golfe n'a pas même réanimé le fantôme de la solidarité. Au lendemain de la « tempête du désert », le sable de l'oubli s'est déposé sur ceux qui, physiquement ou financièrement « n'y étaient pas ».

ÉRIC FOTTORINO

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOPHIA-BAIL

CREDITEL

Les Conseils d'Administration des deux Sociétés se sont réunis le 14 mars 1991 et ont décidé d'engager un processus de fusion-absorption de Créditel par Sophia-Bail avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 1991.

Ils ont marqué leur accord sur une parité de 3 actions Sophia-Bail pour 10 actions Créditel sous réserve des travaux de vérification du Commissaire à la fusion et ont conféré les pouvoirs nécessaires à Monsieur Bernard Fraigneau, Président de Sophia-Bail, et Monsieur Henri Filho, Président de Créditel, pour signer le traité de fusion sous réserve des autorisations administratives requises.

Les Assemblées seront invitées à se prononcer sur cette fusion en juin prochain.

Le Groupe ainsi constitué disposera de 2 milliards de fonds propres, d'un patrimoine locatif d'une valeur de 4 milliards et gèrera plus de 13 milliards d'actifs bruts de crédit-bail.

Le Conseil de Sophia-Bail a décidé de suspendre pour une période maximale de trois mois à compter du 15 avril 1991 la convertibilité des obligations de l'emprunt (ex. Soficom) émis en 1974, ainsi que le droit d'exercice des bons et options de souscription d'actions.

SOPHIA-BAIL
18, rue de la Ville l'Évêque
75008 PARIS
Tél. 47.42.52.53

CREDITEL
35, rue de Rome
75008 PARIS
Tél. 43.67.05.66

résultats 1990

	1990	1989 hors aérien	% de variation 1990/1989
Chiffre d'affaires net (millions de francs)	10 988	12 682	- 13,4 %
Bénéfice net (millions de francs)	527	705	- 25,2 %
Bénéfice net par action (en francs)	84,80	108,52	- 21,9 %
Situation nette par action (en francs)	1 024,40	969,03	+ 5,7 %

Le chiffre d'affaires consolidé 1990 de Chargeurs s'établit à 10,9 milliards de francs, en recul de 13,4 % par rapport au chiffre comparable de 1989 (hors transport aérien, cédé en tout début d'exercice 1990).

Ce recul est imputable au secteur textile du groupe dont le chiffre d'affaires 1990 s'inscrit à 8,8 milliards de francs, en baisse de 18,1 % par rapport à 1989. Deux explications à cette baisse : l'aggravation de la crise mondiale du marché de la laine et les restructurations importantes menées dans les sociétés de tissus d'habillement.

Le bénéfice net 1990 s'établit à 527 millions de francs, en baisse de 25,2 % par rapport à celui de 1989. Ce résultat est dû principalement à trois événements : la plus-value nette de 1,549 milliard de francs sur la vente des actions d'UTA et d'Aéromaritime, la provision exceptionnelle de 407 millions de francs sur BSKYB, et la dépréciation exceptionnelle de 735 millions de francs sur des écarts d'acquisition de plusieurs sociétés textiles du groupe.

Le dividende proposé à l'assemblée générale sera de 42 francs par action, soit le maintien de celui de l'exercice précédent.



CHARGEURS

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



Le conseil d'administration de Créditel, réuni le 14 mars 1991 sous la présidence de M. Henri Filho, a arrêté les comptes de l'exercice 1990.

L'exercice a été marqué par l'apport du secteur immobilier de Créditel à sa filiale Créditel dans le cadre défini par la loi de finances du 23 décembre 1988.

Le résultat net consolidé, seul comparable aux bénéfices réalisés par Créditel les années précédentes, s'est élevé à 58,3 MF, en progression de 3 % par rapport à 1989.

Le résultat net de la société mère s'établit à 56,1 MF, soit 14,03 F par action.

Il sera proposé à la prochaine assemblée générale ordinaire des actionnaires de fixer le dividende à 13 F, montant identique à celui de l'exercice précédent, soit un dividende global de 52 MF, le solde étant affecté au report à nouveau, porté ainsi à 33,6 MF. Il est rappelé qu'en raison du statut fiscal de la société, ce dividende n'ouvre pas droit à l'impôt fiscal.

Au cours des deux premiers mois de 1991, l'activité de crédit-bail immobilier a été marquée par la conclusion d'environ 90 MF de contrats nouveaux, en particulier dans le secteur non Sicom.

Par ailleurs, le conseil a approuvé le projet de rapprochement avec Sophia-Bail qui fait l'objet ce jour d'un communiqué commun des deux sociétés et qui sera soumis à une prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

PARIS/ILE-DE-FRANCE

Echec d'une tentative d'insertion de Tziganes roumains

Les nomades de Nanterre

L'opération d'insertion dans le centre de la France, en milieu rural, de près de trois cents Tziganes roumains qui étaient installés l'hiver dernier sur un terrain vague de Nanterre, s'est soldée par un échec. Une partie du groupe est revenue à Nanterre, près du pont de Bezons et continue à vivre dans des baraquements insalubres. Les autres se sont dispersés dans la nature.

Coincées entre la Seine et un chantier le long du chemin de halage, les familles ont construit un bidonville. Petites baraquements faites de planches et de tôles récupérées par-ci par-là et assemblées avec les moyens du bord. L'espace vital est réduit au minimum : 5 mètres carrés meublés par un braser et des matelas et de couvertures où s'entassent des familles nombreuses. Les « murs » ont été recouverts de morceaux de moquette et de vieux cartons censés isoler les occupants du froid. Le point d'eau installé l'année dernière sur le campement est le seul élément de confort.

Au fil des semaines, le tas d'ordures ménagères jetées au bord du campement a grossi jusqu'à ressembler à une décharge sauvage. Les enfants errent recouverts de vêtements rapiécés, sales, les mains rouges par le froid. Ils passent une partie de la journée à mendier avec leur mère sur la ligne voisine du RER. Ils débilitent sur un ton monotone un petit texte appris par cœur où ils réclament « de l'argent pour aider les réfugiés roumains à manger », en tendant la main.

Retour au terrain vague

Quand les services de la DDASS (Direction départementale de l'action sanitaire et sociale) des Hauts-de-Seine signalent la présence de ce groupe, en octobre 1989, tout le monde se mobilise. Une grande opération de solidarité est mise sur pied en quelques semaines. Grâce à une subvention de 3,2 millions de francs accordée par le ministère de la solidarité, la DDASS réussit à installer, pour la durée de l'hiver, les Roumains dans des villages-vacances en Haute-Loire et en Lot-et-Garonne. L'idée des travailleurs sociaux est séduisante : dans ce milieu rural, on leur trouvera des emplois agricoles ou forestiers et les enfants suivront des cours d'alphabétisation. La Croix-Rouge propose d'assurer l'accompagnement social des familles.

L'opération démarre dans l'optimisme général. Avant le départ en province, une équipe de médecins, vaccinent tout le monde. Fin décembre 1989, les Tziganes roumains de

Nanterre sont célèbres. Leur histoire relatée par les médias a ému l'opinion. La DDASS fait un travail considérable. Des dizaines d'entreprises sont sollicitées. Petit à petit, des réponses positives arrivent, propositions d'emplois à la clé.

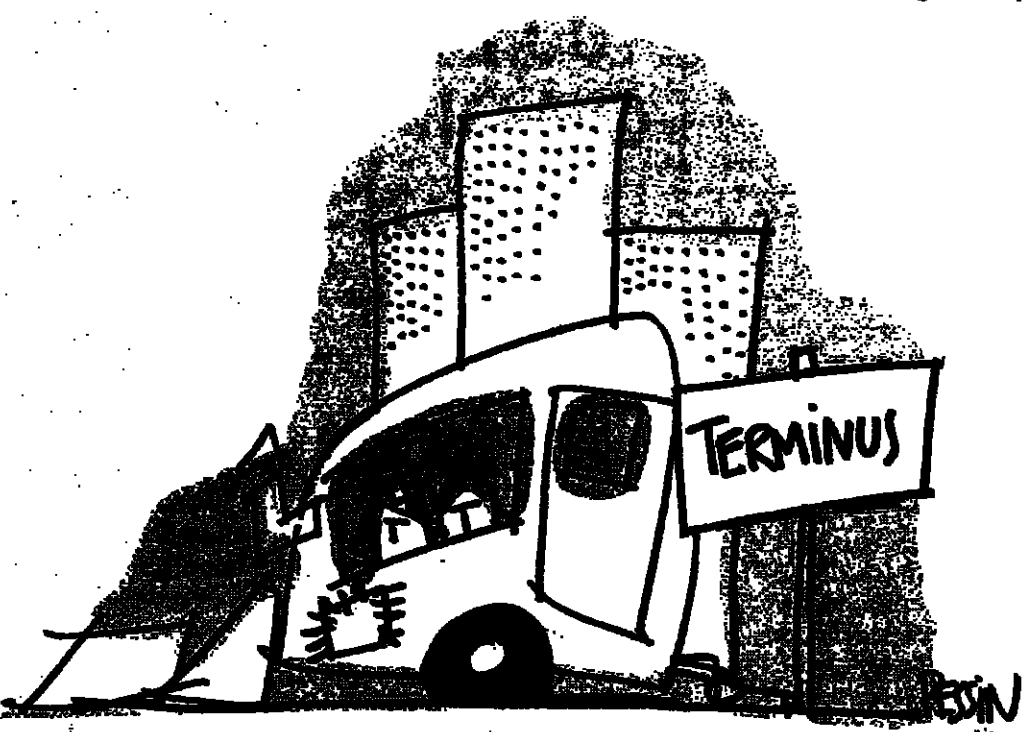
Mais les travailleurs sociaux déchantent rapidement. Les rapports des institutrices détachées par l'éducation nationale pour scolariser les enfants sont élogieux. « Souvent, un enfant sort de la classe au bout d'une demi-heure à la suite d'une vexation ou d'une altercation avec un autre, d'un sentiment d'ennui s'il n'écrit pas, ou tout simplement parce qu'il a faim... Je ne parviens pas à

nécessité d'apprendre le français et de scolariser les enfants. »

A la fin de l'hiver, l'échec est consommé. La période d'hébergement dans les villages-vacances s'achève, comme prévu, le 31 mars. Certaines familles ont déjà quitté les centres, les uns pour aller dans des banlieues lyonnaises, les autres s'étant dispersées ailleurs sans que l'on sache très bien où. Seules, une vingtaine de personnes acceptent l'aide proposée par la DDASS pour retourner en Roumanie. Petit à petit, le groupe revient sur le terrain vague de Nanterre à proximité du RER où ils ont pris l'habitude de « faire la manche ».

département. La DDASS leur achète des caravanes. En contrepartie, ils s'engagent à quitter le chantier pour aller sur un terrain vague réservé aux nomades, dans le Val-d'Oise. Ils sont partis une journée. Le lendemain, ils étaient de retour à Nanterre.

Avec d'impuissance doublée d'une incompréhension de plus en plus grande. Les Tziganes n'ont qu'une idée en tête : la France est une terre d'accueil, un pays riche qui peut et doit les aider. « Les Roumains détestent les Tziganes, dit l'un d'eux. Si je retourne en Roumanie, je suis un homme mort. Le régime n'a pas



garder certains enfants deux heures de suite», note l'une d'elles. A partir de la mi-février, elle constate « une nette diminution de l'effectif ».

L'insertion professionnelle des adultes ne fonctionne pas mieux. Les Roumains ont tendance à abandonner leur poste de travail au bout de quelques jours. « On s'est vite rendu compte que les Tziganes n'étaient pas prêts à assimiler nos valeurs et à faire les efforts nécessaires à leur insertion, commente M. Gérard Neveu, directeur de la DDASS des Hauts-de-Seine. Ils ne voulaient pas d'un emploi fixe, sédentaire, mensuelisé, tout simplement parce que, depuis toujours, ils vivaient de petits boulots saisonniers, deux jours par-ci, trois jours par-là, et de travaux au noir. Ils ne tenaient pas du tout à changer de rythme. De même, les parents ne voyaient pas la

Il s'y retrouvent aujourd'hui à plus de soixante. L'OFFRA (Office français de protection des réfugiés et apatrides) leur a refusé le statut de réfugié politique. « La plupart de leurs demandes n'étaient pas fondées, indique une responsable de l'Office. Ils nous expliquaient qu'il y avait « trop de communisme en Roumanie », ou s'associaient à des événements dont ils avaient entendu parler pendant la révolution roumaine. Mais aucun des motifs avancés n'était recevable ».

Le groupe n'a pourtant pas été expulsé. Les responsables de la DDASS baissent les bras. « On ne sait plus que faire. Faute de statut, ils n'ont plus droit à l'aide sociale. Nous avons récemment passé un contrat moral avec eux, indique Elisabeth Croze, chargée de suivre les dossiers des gens du voyage du

changé. » Quand Elisabeth Croze lui parle des problèmes du chômage et essaie d'expliquer que la France n'est pas si riche que cela, il part d'un grand éclat de rire : « Si la France est pauvre, où sont les pays riches ? »

Reste que les mois passent sans que la situation s'évolve. Cette année, la mode n'est plus à la Roumanie et au sort des Tziganes roumains. Il n'y a plus grand monde pour s'émouvoir de leur sort. Même les passagers du RER se sont lassés. Ils ne donnent plus grand-chose aux petits Roumains qu'ils voient quasiment tous les matins depuis des mois. Et le vide juridique n'arrange rien. Puisqu'on ne les expulse pas, les Tziganes continuent d'espérer, même dans des conditions déplorables.

JOSÉE POCHAT

INITIATIVES

Des autobiographies « clé en main »

« Racontez-moi votre vie, j'en ferai un livre », tel est le principe mis en œuvre depuis 1982 par Simone Wallich, créatrice de la société d'édition J'étais une fois. « A une époque qui est soit disant celle de la communication, explique-t-elle, on se voit trop rapidement, on se parle de moins en moins et on ne s'écrit plus. » Pour exorciser la fuite du temps et transmettre à ses proches l'histoire familiale, J'étais une fois s'est spécialisée dans la rédaction d'autobiographies privées, illustrées ou non de photos.

Moyennant un forfait de 50 000 F hors taxes pour trente exemplaires d'un ouvrage de deux cents pages – non commercialisé mais qui a toutes les apparences d'un « vrai » livre (titre, format, couverture et maquette originaux) – l'écrivain-éditrice recueille au magnétophone quatre heures trente minutes d'interviews semi-directifs. Couleurs, odeurs, détails sur l'enfance et l'adolescence, les « auteurs » sont peu à peu conduits, au fil des entretiens, à reconstituer la trame de leur vie, qu'il reviendra ensuite à Simone Wallich de mettre en forme. D'où un très délicat travail d'écriture pour ces récits – « sans prétention littéraire ni valeur autre qu'affective » – conservant le style propre à chacun tout en étant agréables à lire. « Certains ont le sens des images, d'autres font des dialogues succulents, mais d'autres encore seront incapables de décrire leur mère, par exemple, commente Simone Wallich. A moi de jouer avec tout cela, sans chercher à enjoliver, mais en remaniant quand même suffisamment la langue pour transcrire, sans les trahir, ces lignes de vie qui sont destinées à être lues et non entendues. »

« C'est écrit trop bien écrit, trop beau, trop académique, se souvient Anne-Marie Tixier, chef d'une entreprise du bâtiment et première cliente des éditions J'étais une fois. Moi, j'ai un langage très direct, assez cru, et Simone Wallich m'avait blanchie, aseptisée : je ne me reconnaissais absolument pas dans l'ouvrage dont elle m'avait soumis le « bon à tirer ». Echaudée par cette expérience initiale, elle a dû entièrement réécrire le livre, mais estime que ça lui a appris

son métier. Simone Wallich prend depuis la précaution de présenter les dix premières pages à ses auteurs, avant de continuer.

« Bonne maman, racontez-nous les choses d'autrefois », demandait à la marquise de Quinton ses petits-enfants. C'est ce qui l'a décidée à rédiger ses souvenirs, par plume interposée. « Toute seule, je n'aurais pas trouvé le courage d'aller jusqu'au bout, confie-t-elle, et mon expérience aurait été perdue à jamais. » Témoin d'une époque révolue, c'est un morceau d'histoire de France – la guerre de 1940 dans son château, du côté de Lyon notamment – et le tableau d'une certaine société aujourd'hui disparue qu'elle a eu envie de fixer dans ses Mémoires. « J'ai aussi beaucoup voyagé, poursuit-elle, mais d'autres que moi écrivent sur les pays, alors que, sur ma famille, je suis seule à pouvoir le faire. »

« Un livre, c'est magique »

Si toutes les vies ne sont pas forcément aussi romanesques que celle de la marquise, il est un message qui court en filigrane dans la plupart des récits que les mémorialistes souhaitent laisser à leur entourage, et qui est un message d'espoir : on a eu beaucoup de problèmes et on a quand même réussi, voici comment. Ou la vie mode d'emploi. « Tout n'arrive pas tout d'un coup, l'existence, il est bon que les enfants le sachent, affirme ainsi Anne-Marie Tixier. Vis-à-vis d'eux, c'était le sens de ma démarche. Mais, pour moi, cet ouvrage est surtout une espèce de revanche : mon père, très pauvre, a commencé à travailler à neuf ans ; je n'ai pas, non plus, fait d'études et suis complétement dépourvue de diplômes. Un livre, c'est magique, et j'avais toujours eu envie d'écrire sans en avoir ni le temps ni la capacité. Je me suis fait ce plaisir comme d'autres s'offrent un voyage ou un vision. » A l'instar de plusieurs autres auteurs du « fonds Wallich », Anne-Marie Tixier réfléchit aujourd'hui à un deuxième tome.

CAROLINE HELFTER

► J'étais une fois, 83, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris. Tél. : 43-26-21-80.

HUMEUR

La voiture et les arbres

Chefs-d'œuvre en péril, otages silencieux, survivants anachroniques, les arbres de Paris se perchent sur leur avenir. Depuis quel temps, ils arborent des querelles redoublées. Chaque semaine semble apporter son nouvel incendie. Hier avenue Daumesnil, puis avenue Ledru-Rollin dans le douzième arrondissement, aujourd'hui rue Saint-Martin dans le quatorzième, pour ne citer que les exemples les plus récents.

Dans chacun de ces cas, des arbres sont abattus ou seront déplacés, pour permettre le creusement de parkings souterrains. Dans chacun de ces cas, des riverains, des militants appelés par les Verts-Paris-écologie tentent d'empêcher que l'on touche à une seule des branches. Le président du groupe socialiste au conseil de Paris, M. Georges Sarre, propose la création d'une Agence de l'arbre, et le premier adjoint au maire de Paris, M. Jean Tiberi, jure que les vingt-deux platanes de la rue Saint-Martin « ne seront pas détruits mais transplantés dans d'autres rues de Paris ».

Tout se passe comme si ces assurances ne suffisaient plus. Les derniers plans du parking Ledru-Rollin avaient beau montrer qu'avec 1,70 mètre de terre entre chaussée et voûte, des arbres de 8 mètres de haut et de vingt ans d'âge prendraient racine sans difficulté ; la mairie de Paris et la municipalité du douzième pouvaient s'évertuer à promettre vingt mètres cubes de terre par arbre replanté, rien n'y a fait. Les opposants n'ont pas désarmé. Ils

collectent les pétitions, affublées parfois d'adresses non vérifiées. A Saint-Martin, les Verts-Paris qualifient d'« alibi » les transplantations annoncées « en fanfane par la mairie de Paris ».

Les écologistes parisiens demandent « un moratoire sur le schéma directeur de construction de parkings ». Il s'agit, dit le porte-parole des Verts d'« organiser la résistance contre le projet mégalomane et destructeur de l'environnement urbain » de doter la capitale de cent quarante parkings souterrains.

Ces garages en sous-sol sont prévus, à la fois, pour compenser la disparition de places de stationnement supprimées sur la chaussée par la création d'axes rouges et, aussi, pour réduire le déficit ancien de places offertes aux automobilistes parisiens, évalué à quelque cent dix mille la nuit. Ils défigurent moins le paysage que des édifices au sol ou aériens – que le coût et la rareté des terrains rend d'ailleurs irréalisables. Mais cela ne change rien à l'affaire. Pour les écologistes, toute adaptation de la ville à la voiture est une cause supplémentaire d'asphyxie, et qu'elle soit dessus ou dessous, l'auto a de moins en moins droit de cité à leurs yeux.

Il faudra bien, un jour, choisir clairement. Et, si l'on tranche en faveur de la ville sans voitures, comme certains constructeurs automobiles aux-mêmes nous y invitent, on mesurera toutes les conséquences.

CHARLES VIAL

Un nouveau parc de loisirs dans le Val-de-Marne

Résurrection de la Plage bleue

Il existe à Valenton, au sud de Créteil, un lac né d'une carrière inondée. Dans les années 60, une partie des rives aménagées avec guinguette, piste de danse, terrain de boules et camping, lui donnaient de faux airs de bords de Marne. Cet autre Eldorado du dimanche s'appelait : la Plage bleue. Les jeunes et les familles venaient s'y distraire et s'y baigner alors qu'au loin, émergeant des roseaux, les godets d'une excavatrice étaient là pour rappeler que le site était aussi une carrière en exploitation. La mode s'en est allée et, en 1979, la guinguette fermait ses volets et la Plage bleue cessait ses activités.

Aujourd'hui, d'ambitieux travaux vont en faire le plus important des parcs départementaux du Val-de-Marne. Ses 43 hectares, dont près de 10 sont occupés par le lac, ont été découpés en quatre tranches d'aménagement. La première devrait ouvrir au printemps prochain et la dernière accueillera ses premiers promeneurs en 1993. Devenue base de loisirs et de plein air, la Plage bleue agrandie reprendra une partie des activités d'avant 1979. Le coût de cette cure de jeunesse est estimé à 95 millions de francs. Le site constituera le plus important maillon de la coulée verte, dont les cinq parcs (1) s'égèneront en chapelet, de Créteil à Villeneuve-Saint-Georges.

L'histoire de la Plage bleue a commencé, en réalité, il y a quelques milliers d'années. Quand les mamouths allaient boire dans la Marne. A cette époque, la rivière passait au sud de Créteil et se jetait dans la Seine à Choisy-le-Roi (aujourd'hui le confluent est situé à Aifortville). Après avoir raboté la

plaine de Créteil, la rivière s'est creusée un nouveau grand plus au nord. De son antique errance, elle a laissé en souvenir quelques millions de mètres cubes de sable exploités après la guerre de 14-18 et de façon plus intensive de 1939 à 1960. Des carrières ont été creusées à Choisy-le-Roi, à Créteil et à Valenton, vite inondées par les eaux des nappes phréatiques donnant naissance à autant de lacs.

En 1979, la cessation des activités de loisirs laissa la place libre au vandalisme et à la nostalgie. Huit ans plus tard, le conseil général, la commune et l'exploitant signaient une convention afin de redonner au site sa vocation de lieu de détente.

Atoll et marigot

Le futur parc jouit de deux atouts majeurs : la présence d'un plan d'eau de près de 10 hectares et un relief artificiel fortement marqué par l'apport de 1,5 million de mètres cubes de remblai modifiable. Ainsi, le paysage sera-t-il reconstitué pour accueillir de nombreuses activités, culturelles, pédagogiques et de détente.

Le promeneur péétraera dans le parc par l'allée du Mont-Mesly, plantée d'arbres, bordée de mailles ombragées servant de parkings. Il débouchera sur une place et, de là, accèdera au Mont, qui s'étendra pour fermer la partie nord. Le sommet, comme un balcon sur la plaine de Créteil, sera couronné d'une longue allée pédestre, tandis qu'adossés au flanc sud des jardins en terrasse offriront une vue imprenable sur le lac, rebaptisé Mare bleue. Au pied du Mont, un

espace sauvage, la Roselière, accueillera déjà des oiseaux qui viennent y nicher. Un jardin aquatique, une grève – pour le farniente – dont la superficie variera selon la montée de la nappe phréatique, bordent le lac parsemé d'îles. L'une d'elles formera un atoll avec un marigot pour le parfum d'exotisme.

Au sud, un cratère aménagé en amphithéâtre accueillera spectacles, manifestations populaires et sportives et autres festivités. Le Haut Plateau offrira de nombreuses activités sur ses son hectare et demi. Un canal se lovra autour du cratère et serpentera avant de se jeter dans la Mare bleue. Les amateurs de canot pourront suivre son cours, de la « source » à l'« embouchure ».

La Plage bleue complètera un patrimoine de quinze parcs déjà existants ou en cours de réalisation dans le Val-de-Marne. Depuis 1967, le département se met au vert : son patrimoine de parcs départementaux était de 37 hectares cette année-là. Il est passé à 117 hectares en 1987 et il devrait atteindre 230 hectares en 1997 dont certains dans des zones fortement urbanisées. En proche banlieue parisienne, si l'on ne peut plus construire de villes à la campagne, c'est la campagne que l'on fait pousser dans les villes.

FRANCIS GOUGE

(1) Il s'agit, en plus de la Plage bleue, du parc départemental du Val-de-Marne (20 hectares) et de la base de plein air et de loisirs (35 hectares dont 20 hectares occupés par le lac) à Créteil ; du parc urbain de la station d'épuration des hauts de Valenton (10 hectares) et du parc du champ Saint-Julien (4,5 hectares).

Un bilan satisfaisant

Le Val-d'Oise aide le sport

L'année 1991 a été déclarée, dans le Val-d'Oise, année du sport. Il y a cinq ans, le département avait décidé de se lancer dans un vaste programme d'aide aux communes pour la réalisation d'équipements sportifs. Un programme étalé sur dix ans et qui se trouve donc, aujourd'hui, à mi-chemin de la course.

Le conseil général a saisi cette occasion pour établir un premier bilan qu'il juge satisfaisant : 177 millions de francs de crédits ont été accordés pour des constructions atteignant 298 millions de francs. Soit une aide moyenne de 39,31 %.

A l'horizon 1993, les subventions auront atteint 165 millions de francs si le programme se poursuit au même rythme. Avec un dépassement des prévisions de 27 millions.

Durant ces dix ans, le conseil général aura ainsi financé, en partie, 105 tennis, 24 gymnases, 22 salles de sport, 17 plateaux d'éducation physique, 11 terrains de sports collectifs.

Après avoir répondu à une demande très forte en tennis, les cinq prochaines années se pencheront davantage sur les besoins des communes en gymnases construits à proximité des collèges et des lycées.

J. M.



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

THE INDEPENDENT

BERLINGSKE TIDENDE

THE IRISH TIMES

NRC HANDELSBLAD

Süddeutsche Zeitung

CORRIERE DELLA SERA

Le Groupe GENERALE DES EAUX est le premier Groupe mondial de services dans le domaine de l'environnement et de l'aménagement urbain.

Fort de 1300 Sociétés, il rassemble plus de 160 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de 113 milliards de francs français, dont 29 à l'international.

Ses métiers de base : l'eau, l'énergie, la propreté, le BTP, la communication.

Sa structure : une organisation très décentralisée, avec un fort enracinement dans le milieu local.

Son ambition : élargir son assise internationale, notamment en Europe et en Amérique du Nord.



Jeunes chefs de projets

LONDRES

Avec un chiffre d'affaires de 9 milliards, 13 000 personnes et 85 filiales, le Groupe affirme ses ambitions en Grande Bretagne. Pour y contribuer, nous souhaitons renforcer GENERAL UTILITIES PROJECTS, la structure d'ingénierie et de travaux neufs de nos activités EAU en Grande Bretagne, actuellement forte de 50 ingénieurs. Des investissements annuels de plusieurs centaines de millions de francs sont programmés pour développer et optimiser nos unités et nos réseaux de captage, de traitement et de distribution d'eau.

Nous souhaitons recruter de jeunes chefs de projets techniques basés à Londres. Ils pilotent sur les plans technique, financier et humain d'importants développements, en assurant une responsabilité complète, de la conception à la mise en œuvre d'installations.

Vous êtes Ingénieur Grande Ecole avec une première expérience de management de projets techniques d'environ 5 années dans une société d'ingénierie ou en entreprise. Vous souhaitez mettre votre goût de la réalisation technique au service d'ambitieux projets. Vous parlez couramment anglais. Votre réussite dans ces fonctions vous ouvre des opportunités de carrière au sein de notre Groupe.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV complet, photo et rémunération actuelle, sous réf. 25/092 AB à notre Conseil : EGOR CARRIÈRES INTERNATIONALES - 8, rue de Berri 75008 PARIS.

LA PASSION DU SERVICE



OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

Nous sommes une organisation européenne autofinancée qui connaît un développement rapide. Notre personnel est composé de 3800 ressortissants des 14 Etats-Membres, dont la FRANCE. Plus de la moitié de nos agents sont chargés de travaux de recherche documentaire et d'examen de demandes de brevets. En raison de notre expansion, nous recrutons pour notre Département de La Haye (Pays-Bas)

100 INGÉNIEURS OU DIPLÔMÉS UNIVERSITAIRES

en particulier pour les domaines suivants:

- architecture d'ordinateurs, télécommunications, télévision, techniques d'enregistrement, optique, électro-optique.
- polymères, détergents, photographie, métallurgie

- Si vous avez terminé, ou êtes sur le point de terminer, des études d'ingénieur électricien, électronicien ou chimiste ou d'obtenir un diplôme universitaire (DEA ou doctorat).
- Si vous désirez travailler dans une ambiance internationale, à l'avant-garde de la technologie.
- Si vous possédez une excellente connaissance d'une des langues officielles (anglais, français, allemand), et pouvez comprendre les deux autres, et si vous êtes ressortissant d'un des Etats-Membres

alors

L'Office Européen des Brevets vous offre une carrière intéressante d'Examinateur en brevets européens et des conditions financières avantageuses. La rémunération annuelle initiale, nette d'impôt, est comprise entre FF 201.000 et FF 415.000, selon l'âge, l'expérience et la situation de famille. L'assurance-maladie, le régime de retraite et les autres avantages offerts par l'Office sont comparables à ceux d'autres organisations internationales.

Vous pouvez, soit prendre contact pour de plus amples renseignements, soit adresser directement votre curriculum vitae à: Office Européen des Brevets - Postbus 5818 - NL-2288 HV Rijswijk Fax: (31)703403016

SPEARHEAD A TOTAL COMMITMENT

European Quality Assurance Manager

Munich, Germany

At Molex quality is no abstract concept; it's the standard. One of the world's leading manufacturers of electronic interconnection systems, our total commitment to quality has created a customer base spanning the consumer, data, telecommunications and automotive industries. These generate worldwide sales of around \$600 million.

As Quality Assurance Manager at our European Headquarters, you will be spearheading this commitment in the development and enhancement of quality management systems. Working across the range of design, engineering and manufacturing activities, your role will include quality planning, product certification, vendor appraisal and training. Some of our facilities have ISO 9000 and Q101 approval and a major priority will be to ensure that our other facilities become accredited in the short term.

An engineering graduate, you will have at least 10 years' experience in the electronics or automotive industries. A thorough knowledge of modern quality methods is essential, as is experience of implementing ISO 9000. Leadership ability and good negotiating skills are also important and, as frequent travel throughout Europe will be required you must be fluent in English and preferably also in French and/or German.

In return, we offer an attractive package and first class opportunities for career development worldwide. Please apply with full CV to Eamon McAleavey, European Human Resources Manager, Molex Services GmbH, Dingolfingerstrasse 4, 8000 Munich 80.



Béghin-Say

Gruppo Ferruzzi

années nous amène à renforcer notre équipe d'audit international. Dans ce but nous recherchons un :

AUDITEUR INTERNATIONAL SENIOR

Rattaché au responsable de l'audit international, il participera à la coordination et à la formation des auditeurs locaux, au développement de procédures ainsi qu'à des audits financiers, opérationnels, EDP et d'acquisition.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 28 ans, de formation ESC complétée par le DECS, possédant au moins 4 ans d'expérience dans un cabinet d'audit international. La maîtrise de l'anglais et de la micro-informatique ainsi qu'un bon esprit d'analyse, une aisance relationnelle, de réelles qualités rédactionnelles sont nécessaires pour réussir dans cette fonction. Ce poste, basé à Paris, suppose de fréquents déplacements, notamment à l'étranger.

Ecrire à Frédérique CHEMARIN, en précisant la référence A/S8645M - PA Consulting Group - 3, rue des Gravières - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 40.88.79.38.

Le Monde

de l'International



OFFICE EUROPÉEN DES BREVETS

TRADUCTEURS ET RÉVISEURS (basés à Munich)

L'Office européen des brevets (OEB), en expansion rapide, recherche en vue de renforcer son service linguistique plusieurs traducteurs et réviseurs pour les langues allemande, anglaise et française.

Les textes à traduire, la plupart avec le niveau de qualité requis pour les publications, concernent des domaines très divers (droit, finance, économie, technique) en rapport avec le fonctionnement quotidien de l'OEB et ses activités. Bien que la traduction de brevets ne représente qu'une part infime du travail, la connaissance du système de brevets serait un atout.

Les candidats doivent avoir l'une des trois langues officielles de l'OEB (allemand, anglais ou français) comme langue maternelle et une très bonne connaissance des deux autres, ainsi qu'être titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur du niveau maîtrise ou équivalent et avoir si possible une expérience du travail au sein d'un service de traduction. Pour l'un des postes à pourvoir, le candidat idéal devrait s'intéresser particulièrement à l'informatique, en vue notamment d'applications terminologiques.

L'OEB offre d'excellentes conditions de travail, comparables à celles d'autres organisations internationales. Le salaire mensuel de base (net d'impôts) d'un traducteur ayant atteint le niveau d'expérience le plus élevé s'échelonne de 7 821 à 10 511 DM, auxquels s'ajoutent le cas échéant diverses indemnités.

Les candidatures doivent être présentées sur le formulaire spécial délivré par l'OEB, sous référence EXT/546, et parvenir au plus tard le 15 avril 1991 à:

L'Office européen des brevets
Direction du personnel
Erhardtstrasse 27
D-8000 Munich 2
(tél. 089-2399 4318)



Office européen des brevets à Munich

L'Office européen des brevets a quatorze Etats membres. L'OEB ment et s'est fixé des objectifs suivants sont actuellement à nos multiples défis

Efficiency C

- Etude des mécanismes, les
- Analyse des problèmes de fond
- Procède à des analyses
- te son assistance en vue de la
- Passé en revue les projets et
- ont réalisés et si les avan
- rance-qualité dans le domaine
- concernant les systèmes d'inf

Strategic

- Analyse les statistiques mon
- européen des brevets pour les
- Etablit régulièrement et ponct
- l'Office et le Groupe de trav
- Participe au développement et
- l'Office.

Qualifications minimales : Diplôme de domaine concerné, notamment d systèmes d'information pour le p l'analyse de données, de la plani second poste. Outre des qualités une excellente connaissance de l français et compréhension de l'anglais.

L'OEB offre une rémunération et d'autres indemnités et avantages.

Les formulaires de candidature : Direction du personnel Office européen des brevets Erhardtstrasse 27 D-8000 Munich 2 Tél. (089) 2399 4318

(indiquer le numéro de référence le 19 avril 1991)

Important Groupe de Transport de recherche pour le corrigé d'un ré

Chef des Services Finances et C

Poste basé en Afrique

- Rattaché au directeur du réseau,
- des budgets annuels,
- du plan de trésorerie,
- des tableaux de bord et des con
- de la paye.

Vous prendrez également en charge :

- la gestion des flux de trésorerie,
- le développement et la mise au p de gestion et de production des

Ce poste s'adresse à un candidat possédant une expérience d'au moins 10 ans en matière de gestion et de production des

Contrôle de Gestion et de Production (analyse et programmation des

Pour prendre contact, adressez votre candidature sous référence DAF/2399 4318 à :

66 Avenue du Maine - 75014 Paris

CHAMPAGNE ARDENNE

Le département de la Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

contre la Champagne Ardennes et les pays de la Champagne Ardennes

Elle recherche, pour toutes les places, des personnes et personnes qui prennent une part personnelle active au développement de

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

La Champagne Ardennes est en recherche de personnes pour les services de l'Etat

هذا من لامل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

de l'International

Le Monde • Jeudi 21 mars 1991 33



Office européen des brevets à Munich

L'Office européen des brevets (OEB) délivre des brevets européens pour le compte de ses quatorze Etats membres. L'OEB est une organisation jeune qui assure son autofinancement et s'est fixé des objectifs ambitieux pour les prochaines années. Les postes suivants sont actuellement à pourvoir à son **Controlling Office**, dont la mission implique de multiples défis.

Efficiency Controlling/Information systems (Réf. EXT/541)

- Etudie les mécanismes, les structures, les systèmes et les méthodes de travail. Analyse des problèmes de fonctionnement spécifiques et établit des rapports correspondants. Procède à des analyses d'efficacité, identifie les améliorations possibles et apporte son assistance en vue de leur mise en œuvre.
- Passe en revue les projets et les programmes de travail. Examine si les projets proposés sont réalisables et si les investissements demandés sont justifiés. Est chargé de l'assurance-qualité dans le domaine de la gestion de projets, l'accent étant mis sur les projets concernant les systèmes d'information de l'OEB.

Strategic et Operational Controlling (Réf. EXT/542)

- Analyse les statistiques mondiales se rapportant au développement du système européen des brevets pour les besoins de la planification à moyen et à long terme
- Etablit régulièrement et ponctuellement des rapports statistiques pour la direction de l'Office et le Groupe de travail "Statistiques"
- Participe au développement et à la maintenance des systèmes de soutien à la gestion de l'Office

Qualifications minimale : Diplôme universitaire, expérience professionnelle dans le domaine concerné, notamment de l'analyse de l'entreprise et de la conduite de projets de systèmes d'information pour le premier poste, et de l'utilisation de l'informatique en vue de l'analyse de données, de la planification et de l'élaboration d'information de gestion pour le second poste. Outre des qualités d'analyse et de présentation, les candidats doivent avoir une excellente connaissance de l'une des langues officielles de l'Office (allemand, anglais, français) et comprendre correctement au moins une autre langue officielle.

L'OEB offre une rémunération attrayante exempte d'impôts à laquelle s'ajoutent d'autres indemnités et avantages.

Les formulaires de candidature peuvent être obtenus auprès de la

Direction du personnel
Office européen des brevets
Erhardstrasse 27
D-8000 Munich 2
Tél. (089) 2399 4318

(indiquer le numéro de référence ci-dessus) et doivent être retournés dûment remplis avant le 19 avril 1991.



Important Groupe de Transport de Voyageurs
recherche pour le compte d'un réseau spécialisé dans le transport urbain de voyageurs un

Chef des Services Finances et Comptabilité Poste basé en Afrique

Rattaché au directeur du réseau, vous aurez comme mission la préparation et le suivi :

- des budgets annuels,
- du plan de trésorerie,
- des tableaux de bord et des consommations,
- de la paye.

Vous prendrez également en charge :

- la gestion des titres de transport,
- le développement et la mise en place des applications informatiques de gestion et de production (sur micro).

Ce poste s'adresse à un candidat de formation supérieure (DUT ou équivalent) possédant une expérience d'environ 10 ans acquise dans les fonctions Comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit Financier. La pratique de la micro informatique (analyse et programmation) est nécessaire.

Pour prendre contact, envoyer dossier complet (lettre man., CV, photo et prêt.) sous référence DAF/C/3 à TRANSCET - Direction des Ressources Humaines - 66 Avenue du Maine - 75014 PARIS, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

CHAMPAGNE ARDENNE

L'association pour la promotion de la Champagne Ardenne dans les pays de l'Est (A-PRO.CA.FE) a été créée fin 1990 par les Unions Régionales, la CRCI et les services de l'Etat pour développer les échanges économiques, de formation, culturels et documentaires entre la Champagne Ardenne et les pays de l'Europe Centrale et Orientale.

Elle recherche, pour mettre en place, soutenir et gérer l'association mais surtout pour prendre une part personnelle active au développement des échanges économiques, un

INGENIEUR D'AFFAIRES Chef de projet (Pays de l'Est)

De formation supérieure scientifique et/ou commerciale, disposant d'une bonne expérience de l'exportation, en particulier dans les pays de l'Est, maîtrisant si possible 3 langues (Français, Russe ou langue slave, Allemand) il devra développer des services de qualité qui permettront à l'Association d'évoluer rapidement vers un autofinancement. La rémunération est à la hauteur du challenge proposé et se compose d'un fixe et d'une prime de résultats.

Ce poste basé à CHALONS SUR MARNE, constitue une réelle opportunité pour un candidat de valeur souhaitant disposer d'une large autonomie et mesurer l'efficacité de son action, au service de l'économie de Champagne Ardenne.

Faire acte de candidature en adressant lettre manuscrite CV, photo et références (réf. 2654). Un dossier sur le poste vous sera adressé.

77777

Cabinet Claude BLIQUE
BP 3109 - 54013 NANCY CEDEX

groupe michel Jouhannaud conseils

845 000
LECTEURS
CADRES,
le Monde
est le
premier titre
d'information
des cadres.
(IPSOS 90)

UNIVERSITÉ
DE LAUSANNE
L'Institut de recherches
de notre Faculté des
sciences cherche
PROFESSEUR ORDINAIRE
D'ANALYSE
Fluïdes
chargé de la formation de base
en analyse fonctionnelle des
étudiants en math. et d'un
cours d'analyse supérieure ;
recherches orientées vers les
équations d'équilibre, les opé-
rateurs différentiels et l'analyse
harmonique.
Entrée en fonction :
septembre 1991.
Rens. : Prof. G. Baret,
tel. : 15/41-21-892-20-48.
Les candidatures avec CV et
lettres de recommandation sont à
adresser au Doyen de la
Faculté des sciences
collège scientifique,
CH-1015 Lausanne (Suisse)
jusqu'au 28 février 1991.

36 15
T M

Le service télématique
export de l'emploi des cadres

e Directeur de notre filiale allemande

Depuis 30 ans nous avons aidé au développement des exportations agro-alimentaires françaises par notre présence dans une filiale de Paris. Nous recherchons des personnes de caractère dynamique, capables de diriger dans l'esprit de la stratégie de l'entreprise, un personnel qualifié et motivé. Le Directeur de cette filiale allemande, située à DUSSELDORF,

Age de 35 ans maximum, vous devez avoir plus de 5 années d'expérience professionnelle, une solide compétence en gestion et en marketing de produits de grande consommation.

Grâce à une équipe bien formée (25 personnes), vous serez à même d'acquiescer nos activités à l'heure de la réunification de l'Allemagne.

Vos capacités de gestionnaire et de manager sont essentielles à la réussite de votre mission ainsi qu'à la maîtrise parfaite de l'allemand.

Déplacements nombreux à prévoir.

Merci d'adresser votre CV à
SOPEXA - D.R.H.
43, rue de Naples - 75008 PARIS.



Le Monde

des
Cadres

POUR RAPPROCHER LES HOMMES DES ENTREPRISES QUI LES CHERCHENT.

Associé à l'un des majors de recherche de dirigeants en France, COR'EX a réuni, en bientôt deux ans, un groupe de Consultants professionnels. Notre développement, en rapport avec le savoir-faire que nous avons su imposer dans la banque, la communication, l'industrie et les services... nous conduit à enrichir et diversifier nos équipes et à rechercher des

CONSULTANTS SENIOR industrie, santé, high tech...

Professionnel d'un secteur d'activité, vous souhaitez élargir votre expérience et vous tourner vers le conseil.

Nous vous apporterons notre méthodologie, vous mettez en œuvre votre sens des relations et votre volonté de contribuer à l'élargissement de notre "champ d'action". Nous sommes désireux d'associer, de manière sélective, des personnalités à l'éthique forte.

Ensemble, nous réussirons et votre rémunération sera à l'échelle de vos ambitions et de votre professionnalisme.

Prenez contact avec Denis SESBOÛE, en lui faisant parvenir un dossier complet de candidature

sous la référence SC/LM à COR'EX
11 av. Myron T. Herrick - 75008 PARIS
Tél. : 42.56.25.09 FAX : 42.89.80.92



St-Tropez, ch. LABORANTIN
photo sur 35, + photogra-
phie filmée avec app.
Flash.
A partir du 15-04-91. Envoyer
CV + photo : MEDITERRANEE
photo 8, 4, rue du Marché,
83900 St-Tropez.

ACUTRONIC FRANCE
rech. un INFORMATICIEN,
niveau DUT ou équivalent. Aura
la responsabilité des systèmes
micro de l'entreprise. Prendra
part au développement d'applications clients. Connaissance
de langage C souhaitée.
C.V. manusc., photo et prêt à :
ACUTRONIC FRANCE
8, rue des Darnes, BP 84
76340 Les Clayes-sous-Bois.

ÉTABLISSEMENT PRIVÉ
Sous contrat d'association
Région Sud-Est
cherche
pour rentrée 1991

UN PROFESSEUR DE COMMERCE INTERNATIONAL

(Bac + 4 + expérience
prof.) pour enseigner en BTS
Commerce International.
Ecrite sous le n° 8237
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montesson, Paris-7.

PROFESSEURS

A temps plein ou partiel en
FRANÇAIS ET PHYSIQUE
pour collège et lycée.
Ecrite à M. LEVY
84-90, bd Général Girard
84100 ST-MAUR-DES-FOSSES

CENTRE REGIONAL ASSOCIATIF DE FORMATION PROFESSIONNELLE

avec hébergement et
restauration (15 salariés)
recrute

NOUVEAU DIRECTEUR

Bonne culture générale,
sachant gérer en collabora-
tion avec les dirigeants élus :
ressources humaines,
finances, administration et
développement.

Grande qualité relationnelle.
Bonne connaissance de
l'ensemble du marché de la
formation.

Adresser CV et lettre
de motivation à :
C.E.F.R.E.P.
Cecid 242
38190 CROLLES

GROUPEMENT PRODUCTEURS VIN SUD FRANCE

recherche son

DIRECTEUR

En étroite collaboration avec
le Président, vous assurerez
une fonction polyvalente.
Vous serez responsable de :
- la gestion ;
- l'élaboration des pro-
duits ;
- du personnel ;
- la communication avec
et bottelliers.

Profil souhaité :

- bonne connaissance des circuits commerciaux ;
- expérience de gestion et de direction de personnel ;
- connaissances oenologiques souhaitées.

Envoyer CV et photo
Ecrite sous le n° 8269
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montesson, Paris-7.

LYCÉE ET COLLÈGE sous contrat recherche PROFESSEUR DE MATHÉMATIQUES

T. 43-74-79-52, pr. r.-v.
Lieu d'exercice St-Mandé
(Val-de-Marne)

FEMME CINQUANTAINE STÉNOGRAPHISTE

Intéressée par 3 ap.-midi par
semaine. Adresser CV à :

GOUTIER

13, rue des Amiraux
75018 PARIS

ENTREPRISE DE PRESSE ET D'ÉDITION 200 PERSONNES

recherche

LE RESPONSABLE DE SA DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

Il aura une large délégation
pour les recrutements et la
gestion des personnels, le
suivi des dossiers adminis-
tratifs, la supervision des
services comptables, finan-
ciers et de production.

Poste stable et d'avenir qui
conviendrait à cadre de for-
mation supérieure ayant une
expérience dans une entre-
prise à haut niveau, de
préférence dans l'industrie du sec-
teur presse et édition.

Adresser CV + photo
sous n° 8262
Le Monde Publicité
6, rue de Montesson
75007 PARIS

DEMANDES D'EMPLOIS

Français, 30 ans, résident
Baton (carte de séjour),
École norm. sup., maîtrise
de langue, M.A.,
Univ. de Portland (Ore), Ph.
D. Brown University (Rhode
Island) étudierait sa possibilité
de collaborer avec des
entreprises françaises ayant
des activités aux USA.
Ecrite pour contact :
M. DITMANN,
77, bd Richard
92500 Rueil-Malmaison ou
tél. (1) 47-08-40-20
Tél. 43-55-77-51.

STANDARDISTE

Bilingue anglais, recherche
emploi 8-8 heures par jour.
Tél. 43-55-77-51.

AGRÈGÉS UNIVERSITÉ DIPLOME D'HISTOIRE DE L'ART

43 ans, ch. poste dynamique
ou créatif dans secteurs
ARTS - CULTURE - JOURNALISME
PUBLICITÉ - MODE
Ecrite sous le n° 8261
LE MONDE PUBLICITE
5, rue de Montesson, Paris-7.

RELATIONS PUBLIQUES

J. F. 25 ans, vives et métho-
diques. Bac + 3 (DUT + spé-
cialisation). 3 années
d'expérience réussies en
agence de communication,
cherche poste à responsabi-
lité en entreprise ou agence.
Tél. : 46-51-78-85.

MONTEUR EN BRONZE

MÉTALLIER H. O.
recherche empl.
Tél. : 48-08-48-37
43-55-84-16

ASSISTANTE DE DIRECTION, 52 ans, habitée à collabo- rer avec équipe jeune, orga- nisation, recrutement, sémi- naires, salons, édition. Tél. : 42-67-43-19

DIPLOME D'EXPERTISE- COMPTABLE

42 ans, vingt ans d'expé-
rience
cherche poste de

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER ou CONSEILLER EN GESTION

à l'île de la Réunion

Expér. en EUROPE, AFRIQUE,
AMÉRIQUE et ASIE

- en cabinet d'expertise et
en entreprise ;

- connaissances en anglais
et en espagnol.

Ecrite à M. GOUY G ;
B.P. 3606,
LIBREVILLE GABON
ou tél. au : 241-74-11-10.

FEMME, secrétaire des pro-
fesseurs, solide expérience,
rech. place stable, rég. Est,
Sud-Est, Paris centre, gens
Est ou Lyon, Nord.
Tél. : 43-04-42-41.

J. F. bonne présentation,
cherche à garder personne le
ser. T. : 34-53-08-58 répond.

Un professionnel de la com-
munication entret. cherche
emploi (18) 44-71-33-31.

Nous prions instamment nos annonceurs
d'avoir l'obligeance de répondre à toutes
les lettres qu'ils reçoivent et de restituer
aux intéressés les documents qui leur ont
été confiés.

SÉLECTION IMMOBILIÈRE

appartements ventes

1^{er} arrdt
PALAIS ROYAL
RARE STUDIO
1^{er} ét. sur rue
cuis. sal. 60 m², WC
550.000 F. 48-04-84-48

3^e arrdt
MARAI-ARCHIVES
App. de 45 m², 4,50 m sous
plafond. Tr. récept. cheminée.
Mobilier. Serrures de sûreté.
2.700.000 F.
42-71-87-78

M^e TEMPLE
Beau 3 p. 2 ch. cuis. 60 m²,
2^e ét. sur rue, 2 p. ch. b. m.
Garden 2.000 m².
42-71-87-78

MARAI-EXCEPTIONNEL
Pleine de 1.200 m², 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
Garden 2.000 m².
42-71-87-78

5^e arrdt
FACULTÉS
Imm. récent standing
60 STUDIO 11 ch
880.000 F. 43-45-55-10

BD SAINT-MARCEL
2/3 p. ch. cuis. 110 m²,
cuis. 110 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

PLAISIR
4^e ét. sur rue, 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
Garden 2.000 m².
42-71-87-78

JUSTICE
3 p. cuis. 2 ch. cuis. 110 m²,
cuis. 110 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

MOUFETARD LOFT
COUP DE CŒUR
1.800.000 F. 39-75-57-58

RUE TOURNEFORT
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

6^e arrdt
2 p. 1.050.000 F.
Balcon, tr. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

SAINT-SULPICE
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

7^e arrdt
VAREAU
BEAU STUDIO 45 m²,
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

SEVRES
Rue Pierre-Laroux
Imm. pleine de taille. Propriété
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

ALMA 3 p. 2 ch. cuis. 110 m²,
cuis. 110 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

AV. DE SÈVRES bel imm.
beau 3/4 p. 2 p. ch. b. m.
2.600.000 F. 45-49-22-70

ST-DOMINIQUE-MALARD
4 p. ch. b. m. 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

ECOLE MILITAIRE
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

RUE DE BOURGOGNE
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

9^e arrdt
LAMARTINE
Collaborateur du journal
vend 78 m², double living
2.700.000 F.
Après 15 h : 48-04-79-41

10^e arrdt
Pleine République
GRAND SÉJOUR, coin
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

BONNE-NOUVELLE
Exceptionnel, 58 m², GRAND
2 p. ch. b. m. 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 48-04-08-60

11^e arrdt
Pleine Nation
BEAU 2 p. ch. b. m. 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

appartements ventes

12^e arrdt
DAUMESNIL, près métro
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

18^e arrdt
MICHEL BOUT, 12^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

14^e arrdt
ALEXIS
Bel imm. coin, pleine de 1
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

COGEM
46-04-13-13
C'est aussi l'ancien.

15^e arrdt
ALEXIS 2.3 p.
6^e ét. sur rue, 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

MAISON ARTISTE
175 m² + JARDINET
EMBASSY 45.62.16.40

15^e arrdt
Imm. récent, BEAU 3 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

appartements ventes

12^e arrdt
DAUMESNIL, près métro
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

18^e arrdt
MICHEL BOUT, 12^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

14^e arrdt
ALEXIS
Bel imm. coin, pleine de 1
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

COGEM
46-04-13-13
C'est aussi l'ancien.

15^e arrdt
ALEXIS 2.3 p.
6^e ét. sur rue, 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

MAISON ARTISTE
175 m² + JARDINET
EMBASSY 45.62.16.40

15^e arrdt
Imm. récent, BEAU 3 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

appartements ventes

12^e arrdt
DAUMESNIL, près métro
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

18^e arrdt
MICHEL BOUT, 12^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

14^e arrdt
ALEXIS
Bel imm. coin, pleine de 1
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

COGEM
46-04-13-13
C'est aussi l'ancien.

15^e arrdt
ALEXIS 2.3 p.
6^e ét. sur rue, 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

MAISON ARTISTE
175 m² + JARDINET
EMBASSY 45.62.16.40

15^e arrdt
Imm. récent, BEAU 3 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

appartements ventes

12^e arrdt
DAUMESNIL, près métro
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

18^e arrdt
MICHEL BOUT, 12^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

14^e arrdt
ALEXIS
Bel imm. coin, pleine de 1
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
CREDIT. 43-70-04-64

COGEM
46-04-13-13
C'est aussi l'ancien.

15^e arrdt
ALEXIS 2.3 p.
6^e ét. sur rue, 2 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

MAISON ARTISTE
175 m² + JARDINET
EMBASSY 45.62.16.40

15^e arrdt
Imm. récent, BEAU 3 p. ch. b. m.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e arrdt
Pleine vend dans bel imm.
cuis. 60 m², 2 p. ch. b. m.
43-26-60-75, 48-04-24-30

16^e

55 ذامن لايصل

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde • Jeudi 21 mars 1991 35

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges								
PARIS																
2 ^e ARRONDISSEMENT																
2 PIÈCES 68 m², 4 ^e ét.	48, rue Montmartre SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	5 000 + 588 3 588														
7 ^e ARRONDISSEMENT																
2/3 PIÈCES 83 m², 1 ^{er} ét.	89-71, avenue de Suffren SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	9 800 + 1 742 6 831														
9 ^e ARRONDISSEMENT																
4 PIÈCES 100 m², 4 ^e étage	74, rue d'Amsterdam SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	10 500 + 780 7 472														
3 PIÈCES 108 m², 1 ^{er} étage	2, square Trudaine GCI - 40-16-28-71	9 000 + 2 026														
2 PIÈCES 65 m², 4 ^e ét.	26, rue de Châteaudun AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	4 800 + 400 3 425														
11 ^e ARRONDISSEMENT																
STUDIO MEUBLÉ 20 m² sur jardin	HOMÉ PLAZZA NATION HOMÉ PLAZZA 40-09-40-00	5 500 + 825														
2 PCES MEUBLÉES 50 m² sur jardin	HOMÉ PLAZZA BASTILLE HOMÉ PLAZZA 40-21-22-23	8 500 + 1 275														
12 ^e ARRONDISSEMENT																
3 PIÈCES 72 m², 1 ^{er} étage 13 m², balcon possib. park. 600 F	245, rue de Beroy SOFIAM - 40-01-04-70	7 800 + 500														
3 PIÈCES 69 m², rez-de-chauss. 28 m², jardin possib. park. 600 F	245, rue de Beroy SOFIAM - 40-01-04-70	7 300 + 550														
3 PIÈCES 78 m², 3 ^e étage 6 m², balcon possib. park. 600 F	245, rue de Beroy SOFIAM - 40-01-04-70	8 600 + 530														
4 PIÈCES 77 m², 1 ^{er} étage possib. park. 600 F	245, rue de Beroy SOFIAM - 40-01-04-70	9 300 + 560														
4 PIÈCES 100 m², 5 ^e étage 8 m², balcon possib. park. 600 F	245, rue de Beroy SOFIAM - 40-01-04-70	11 900 + 600														
5 PCES DUPLEX 113 m², 4/5 ^e étage 49 m² terrasse possib. park. 600 F	245, rue de Beroy SOFIAM - 40-01-04-70	17 000 + 840														
15 ^e ARRONDISSEMENT																
4 PIÈCES 91 m², 2 ^e ét. parking	69, rue Fondary SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	9 887 + 1 049 7 891														
16 ^e ARRONDISSEMENT																
3 PIÈCES 90 m², 3 ^e étage parking	4, rue Félicien-David SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	12 067 + 1 061 9 450														
2/3 PIÈCES 85 m², 3 ^e étage	2/8, rue P.-Louis SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	7 257 + 1 223 5 164														
3/4 PIÈCES 88 m², 2 ^e étage Frais de commission									6/10, rue Mirabeau SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 150 + 1 489 5 800						
17 ^e ARRONDISSEMENT																
2 PIÈCES 50 m², 4 ^e étage	4, rue de Puteaux GCI - 40-16-28-71	4 900 + 671														
3 PIÈCES 80 m², rez-de-chauss. 7 m² ch. de service	9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71	7 900 + 1 376														
4 PIÈCES 141 m², 3 ^e étage 7 m² ch. de service	9, rue des Dardennes GCI - 40-16-28-71	16 000 + 2 358														
4 PIÈCES 98 m², 3 ^e étage balcon, 2 parkings	19, rue Saligne LOC INTER - 47-45-16-09	10 710 + 850														
19 ^e ARRONDISSEMENT																
3 PIÈCES Imm. neuf, 73 m² 1 ^{er} étage, parking	6-8, rue Adolphe-Mille SAGGEL - 42-66-61-05 Frais de commission	5 835 + 728 4 223														
20 ^e ARRONDISSEMENT																
2 PIÈCES 45 m², 4 ^e étage parking	19-21, rue d'Annam AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	3 870 + 870 2 763														
60 - OISE																
4 PIÈCES 92 m², rez-de-chauss. parking	CHANTILLY 15, av. Marie-Amélie LOC INTER - 47-45-15-71	3 584 + 1 111														
78 - YVELINES																
2 PIÈCES 65 m², rez-de-chauss. parking	ROCQUENCOURT 13, rue des Erables AGIFRANCE - 47-75-80-85 Frais de commission	3 587 + 1 103 2 936														
STUDIO 40 m², rez-de-jardin parking	VERSAILLES 96, avenue de Paris SAGGEL - 46-08-96-70 46-08-96-55 Frais de commission	3 550 + 500 2 526														
91 - ESSONNE																
MAISON 115 m² garage	ÉVRY 9, rue de la Tour SOLVEG - 40-67-06-99 Frais de commission	5 485 + 167 4 514														
92 - HAUTS-DE-SEINE																
5 PIÈCES Immeuble neuf 106 m², 5 ^e étage parking	ASNIÈRES 25, rue d'Argenteuil SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 500 + 1 243 5 337														
3 PIÈCES 83 m², 3 ^e étage parking	BOULOGNE 197, rue Gallieni LOC INTER - 47-45-16-09	7 100 + 650														
STUDIO 44 m², 3 ^e étage parking	NEUILLY 44-49, rue Perronet AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	5 400 + 520 3 842														
3 PIÈCES 65 m², 3 ^e étage balcon, possib. parking	NEUILLY 44-49, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	6 822 + 950 5 182														
3 PIÈCES 65 m², 5 ^e étage terrasse possib. parking									NEUILLY 223, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	8 000 + 1 050 6 030						
6 PIÈCES 117 m², 5 ^e étage parking									PUTEAUX 17, rue Gutenberg SAGGEL - 47-78-15-85 Frais de commission	7 000 + 1 649 4 981						
4 PIÈCES 88 m², 2 ^e étage parking									SURESNES 18-22, rue Salomon-de-Rothschild AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	6 950 + 1 300 4 945						
6 PIÈCES 110 m², 10 ^e étage parking									VANVES 114, av. Victor-Hugo SAGGEL - 47-42-44-44 Frais de commission	8 800 + 1 384 6 262						
94 - VAL-DE-MARNE																
3 PIÈCES 70 m², 2 ^e étage parking	CACHAN 9, rue Guichard SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-95-70 Frais de commission	4 371 + 1 000 3 110														
4 PIÈCES 86 m², 1 ^{er} étage parking	CACHAN 13, rue Guichard SAGGEL - 46-08-96-55 46-08-95-70 Frais de commission	5 120 + 900 3 643														
2 PIÈCES 48 m², 3 ^e étage parking	CACHAN 34, avenue Carnot AGF - 49-24-45-45 Frais de commission	3 439 + 440 2 447														
3 PIÈCES 88 m², 1 ^{er} étage parking	CHARENTON 158, rue de Paris LOC INTER - 47-45-15-84	4 938 + 867														
2 PIÈCES 65 m², 2 ^e étage parking	CRÉTIL 10-12, allée de la Tolson-d'Or CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	2 900 + 975 2 358														
3 PIÈCES 69 m², 1 ^{er} étage parking	NOGENT-SUR-MARNE 88, rue François-Rolland SOLVEG - 40-67-08-99 Frais de commission	6 347 + 848 5 161														
2 PIÈCES 52 m², 2 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 25, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-16-09	4 900 + 591														
3 PIÈCES 67 m², 2 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 4, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71	6 100 + 696														
4 PIÈCES 87 m², 4 ^e étage parking	SAINT-MANDÉ 2, avenue Joffre LOC INTER - 47-45-15-71	9 100 + 886														
2 PIÈCES 52 m², rez-de-chauss. terrasse, parking	VINCENNES 44, rue de Fontenay LOC INTER - 47-45-15-84	4 328 + 510														
95 - VAL-D'OISE																
PAVILLON 4 PIÈCES Duplex, 105 m² jardin 474 m² garage	CERGY 7, allée de Chanteaog AGIFRANCE - 47-75-80-85 Frais de commission	5 776 + 389 4 316														
PAVILLON 6 PIÈCES Duplex, 133 m² jardin 450 m² garage	CERGY 3, clos de Chiberta AGIFRANCE - 47-75-80-85 Frais de commission	7 594 + 474 5 403														
2 PIÈCES 50 m², 1 ^{er} étage balcon parking	MONTMORENCY 128, av. Charles-de-Gaulle CIGIMO - 48-00-89-89 Honoraires de location	3 283 + 1 010 2 634														

Le Monde

CHAQUE MERCREDI
numéro daté jeudi

RENDEZ-VOUS

IMMOBILIER

LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS
LES BELLES PROPRIÉTÉS
L'AGENDA IMMOBILIER
L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE

Le Monde est le premier quotidien vendu à Paris. Il est lu par 1 600 000 Français dont 808 000 Parisiens. 642 000 d'entre eux appartiennent à des foyers « cadres supérieurs » dont 375 000, soit 58 %, habitent l'Île-de-France. (Source : CESP 1989.)

Pour tous renseignements 45-55-91-82 poste 42.96

CETTE PAGE A ÉTÉ RÉALISÉE
AVEC LA PARTICIPATION DE



سكدر من لامل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 20 MARS

Cours relevés à 13 h 48

Règlement mensuel									
Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours	%	Comptant	VALEURS	Cours précédent	Premier cours
3884	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3884	C.N.E. 3%	3000	3000
3885	R.A.P. T.P.	3000	3000	3000	0	3885	R.A.P. T.P.	3000	3000
3886	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3886	C.N.E. 3%	3000	3000
3887	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3887	C.N.E. 3%	3000	3000
3888	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3888	C.N.E. 3%	3000	3000
3889	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3889	C.N.E. 3%	3000	3000
3890	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3890	C.N.E. 3%	3000	3000
3891	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3891	C.N.E. 3%	3000	3000
3892	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3892	C.N.E. 3%	3000	3000
3893	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3893	C.N.E. 3%	3000	3000
3894	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3894	C.N.E. 3%	3000	3000
3895	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3895	C.N.E. 3%	3000	3000
3896	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3896	C.N.E. 3%	3000	3000
3897	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3897	C.N.E. 3%	3000	3000
3898	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3898	C.N.E. 3%	3000	3000
3899	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3899	C.N.E. 3%	3000	3000
3900	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3900	C.N.E. 3%	3000	3000
3901	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3901	C.N.E. 3%	3000	3000
3902	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3902	C.N.E. 3%	3000	3000
3903	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3903	C.N.E. 3%	3000	3000
3904	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3904	C.N.E. 3%	3000	3000
3905	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3905	C.N.E. 3%	3000	3000
3906	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3906	C.N.E. 3%	3000	3000
3907	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3907	C.N.E. 3%	3000	3000
3908	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3908	C.N.E. 3%	3000	3000
3909	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3909	C.N.E. 3%	3000	3000
3910	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3910	C.N.E. 3%	3000	3000
3911	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3911	C.N.E. 3%	3000	3000
3912	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3912	C.N.E. 3%	3000	3000
3913	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3913	C.N.E. 3%	3000	3000
3914	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3914	C.N.E. 3%	3000	3000
3915	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3915	C.N.E. 3%	3000	3000
3916	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3916	C.N.E. 3%	3000	3000
3917	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3917	C.N.E. 3%	3000	3000
3918	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3918	C.N.E. 3%	3000	3000
3919	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3919	C.N.E. 3%	3000	3000
3920	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3920	C.N.E. 3%	3000	3000
3921	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3921	C.N.E. 3%	3000	3000
3922	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3922	C.N.E. 3%	3000	3000
3923	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3923	C.N.E. 3%	3000	3000
3924	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3924	C.N.E. 3%	3000	3000
3925	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3925	C.N.E. 3%	3000	3000
3926	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3926	C.N.E. 3%	3000	3000
3927	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3927	C.N.E. 3%	3000	3000
3928	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3928	C.N.E. 3%	3000	3000
3929	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3929	C.N.E. 3%	3000	3000
3930	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3930	C.N.E. 3%	3000	3000
3931	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3931	C.N.E. 3%	3000	3000
3932	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3932	C.N.E. 3%	3000	3000
3933	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3933	C.N.E. 3%	3000	3000
3934	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3934	C.N.E. 3%	3000	3000
3935	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3935	C.N.E. 3%	3000	3000
3936	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3936	C.N.E. 3%	3000	3000
3937	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3937	C.N.E. 3%	3000	3000
3938	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3938	C.N.E. 3%	3000	3000
3939	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3939	C.N.E. 3%	3000	3000
3940	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3940	C.N.E. 3%	3000	3000
3941	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3941	C.N.E. 3%	3000	3000
3942	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3942	C.N.E. 3%	3000	3000
3943	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3943	C.N.E. 3%	3000	3000
3944	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3944	C.N.E. 3%	3000	3000
3945	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3945	C.N.E. 3%	3000	3000
3946	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3946	C.N.E. 3%	3000	3000
3947	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3947	C.N.E. 3%	3000	3000
3948	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3948	C.N.E. 3%	3000	3000
3949	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3949	C.N.E. 3%	3000	3000
3950	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3950	C.N.E. 3%	3000	3000
3951	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3951	C.N.E. 3%	3000	3000
3952	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3952	C.N.E. 3%	3000	3000
3953	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3953	C.N.E. 3%	3000	3000
3954	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3954	C.N.E. 3%	3000	3000
3955	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3955	C.N.E. 3%	3000	3000
3956	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3956	C.N.E. 3%	3000	3000
3957	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3957	C.N.E. 3%	3000	3000
3958	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3958	C.N.E. 3%	3000	3000
3959	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3959	C.N.E. 3%	3000	3000
3960	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3960	C.N.E. 3%	3000	3000
3961	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3961	C.N.E. 3%	3000	3000
3962	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3962	C.N.E. 3%	3000	3000
3963	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3963	C.N.E. 3%	3000	3000
3964	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3964	C.N.E. 3%	3000	3000
3965	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3965	C.N.E. 3%	3000	3000
3966	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3966	C.N.E. 3%	3000	3000
3967	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3967	C.N.E. 3%	3000	3000
3968	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3968	C.N.E. 3%	3000	3000
3969	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3969	C.N.E. 3%	3000	3000
3970	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3970	C.N.E. 3%	3000	3000
3971	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3971	C.N.E. 3%	3000	3000
3972	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3972	C.N.E. 3%	3000	3000
3973	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3973	C.N.E. 3%	3000	3000
3974	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3974	C.N.E. 3%	3000	3000
3975	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3975	C.N.E. 3%	3000	3000
3976	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3976	C.N.E. 3%	3000	3000
3977	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3977	C.N.E. 3%	3000	3000
3978	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3978	C.N.E. 3%	3000	3000
3979	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3979	C.N.E. 3%	3000	3000
3980	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3980	C.N.E. 3%	3000	3000
3981	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3981	C.N.E. 3%	3000	3000
3982	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3982	C.N.E. 3%	3000	3000
3983	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3983	C.N.E. 3%	3000	3000
3984	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3984	C.N.E. 3%	3000	3000
3985	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3985	C.N.E. 3%	3000	3000
3986	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3986	C.N.E. 3%	3000	3000
3987	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3987	C.N.E. 3%	3000	3000
3988	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3988	C.N.E. 3%	3000	3000
3989	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3989	C.N.E. 3%	3000	3000
3990	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3990	C.N.E. 3%	3000	3000
3991	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3991	C.N.E. 3%	3000	3000
3992	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3992	C.N.E. 3%	3000	3000
3993	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3993	C.N.E. 3%	3000	3000
3994	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3994	C.N.E. 3%	3000	3000
3995	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3995	C.N.E. 3%	3000	3000
3996	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3996	C.N.E. 3%	3000	3000
3997	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3997	C.N.E. 3%	3000	3000
3998	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3998	C.N.E. 3%	3000	3000
3999	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	3999	C.N.E. 3%	3000	3000
4000	C.N.E. 3%	3000	3000	3000	0	4000	C.N.E. 3%	3000	3000

COMPTANT (sélection)

SICAV (sélection)

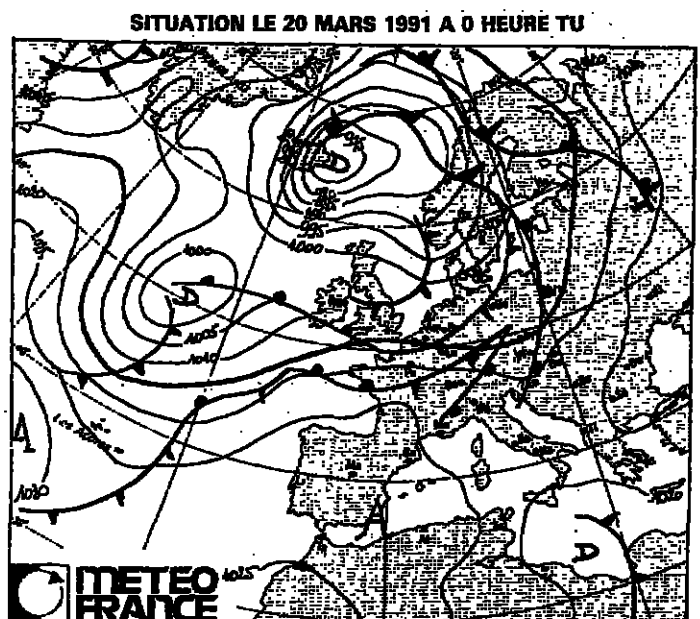
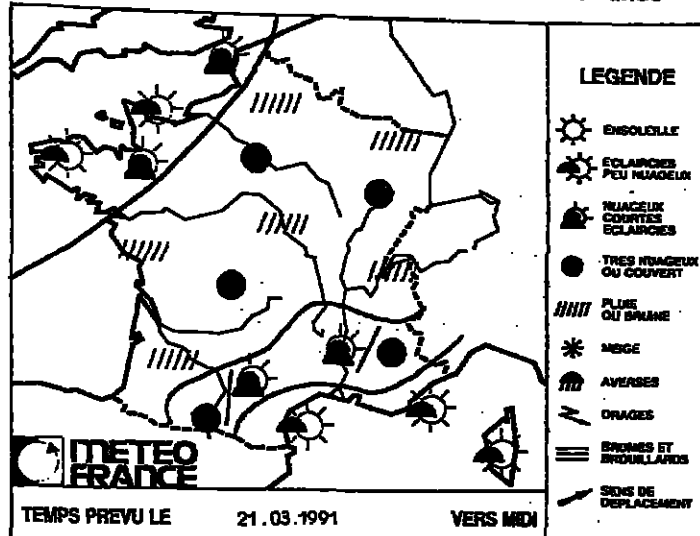
19/3

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Emission	Franchise	Rechant	net	VALEURS	Emission	Franchise	Rechant	net
Obligations									Etrangères									
Emp. État 8,99%	121,75	7,25	C.I.T. (R.A.M. B.)	2005	632	Meyers	600	600	A.A.A.	1025	44	1000	43	127425	80	127425	80	
Emp. État 8,99%	121,75	7,25	Compagnie	2005	632	Médoc (Dép.)	600	600	Agroparc	1025	44	1000	43	127425	80	127425	80	
Emp. État 8,99%	121,75	7,25	Compagnie	2005	632	Médoc (Dép.)	600	600	Agroparc	1025	44	1000	43	127425	80	127425	80	
Emp. État 8,99%	121,75	7,25	Compagnie	2005	632	Médoc (Dép.)	600	600	Agroparc	1025	44	1000</						

AGENDA

MÉTÉOROLOGIE

Prévisions pour le jeudi 21 mars
Dominante pluie.
Eclaircies près de la Manche et de la Méditerranée



En cette fin de semaine, le temps s'améliorera lentement. C'est d'abord sur les régions du Nord-Ouest, puis du Nord, qu'un temps plus ensoleillé s'établira dès vendredi.

Vendredi 22 mars : encore pluvieux dans le Midi.

Sur toutes les régions du nord de la France, le printemps aura un jour de retard sur le calendrier. Après un jeudi pluvieux, vendredi sera en effet bien ensoleillé sur la moitié nord du pays. Quelques faibles gibouilles pourront toutefois se développer sur le Nord-Ouest dans l'après-midi.

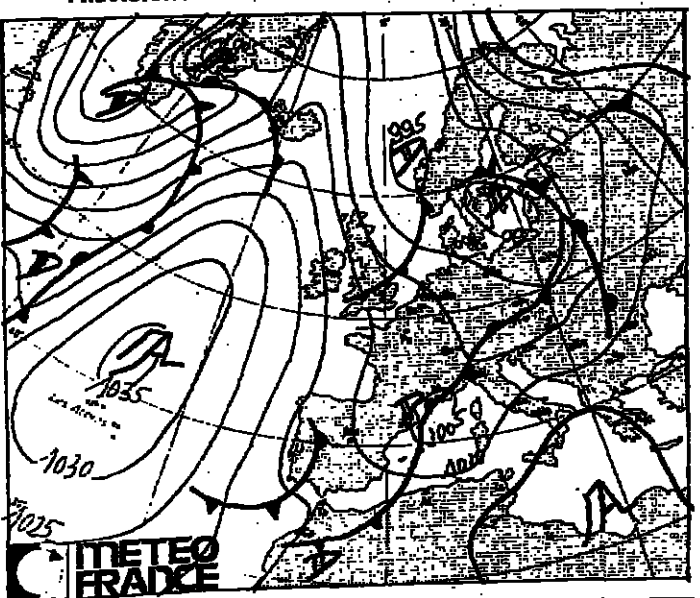
Il faudra attendre la mi-journée et parfois même l'après-midi pour que les pluies cessent sur le Sud-Ouest, le Massif central et la région Rhône-Alpes. Les chutes de neige, d'abord limitées à la haute montagne, s'abaisseront en journée en moyenne montagne.

Les pluies persisteront tout vendredi sur les régions méditerranéennes.

Au lever du jour, les températures seront plutôt fraîches sur la moitié nord, de 2 à 6 degrés. Elles seront plus douces sur la moitié sud, de 6 à 9 degrés.

L'après-midi, avec l'orientation des vents au nord, les températures seront en baisse par rapport à ces derniers jours, mais voisines des températures de saison, de 10 à 13 degrés sur la moitié nord, de 13 à 17 degrés sur la moitié sud.

PRÉVISIONS POUR LE 22 MARS 1991 À 12 HEURES TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observés le 20-03-91

Valeurs extrêmes relevées entre le 19-03-1991 à 18 heures TU et le 20-03-91 à 6 heures TU

France	Toulon	Nice	Paris	Strasbourg	St-Etienne	Reims	Amiens	Caen	Bordeaux	Brest	Angers	Le Mans	Orléans	Limoges	Lille	Bruxelles	Amsterdam	Stockholm	Helsinki	Oslo	Paris	Bruxelles	Amsterdam	Stockholm	Helsinki	Oslo
16	18	19	12	10	11	12	11	12	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	0	-1	-2	-3	-4
22	24	25	18	16	17	18	17	18	19	18	17	16	15	14	13	12	11	10	9	8	7	6	5	4	3	2

Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.

RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ signalé dans « Le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 20 mars

- TF 1**
- 20.55 Variétés : Sacré soirée.
22.50 Sport : Football.
Curt de final de la Coupe d'Europe des clubs champions : Olympique de Marseille-Milan A.C., en direct de Marseille.
- 0.30 Documentaire : Droit au but.
1.20 Journal, Météo et Bourse.
- A 2**
- 20.45 ▶ Téléfilm : Bébés express.
De François Dupont-Midy.
22.10 Documentaire : Les Aventures de la liberté.
2. Le temps du mépris.
Les intellectuels face au fascisme.
23.10 Puisseance 12 : Eurochallenge 91.
23.20 Journal et Météo.
23.45 Magazine : Prolongations. Spécial Rugby.
- FR 3**
- 20.35 Magazine : La Marche du siècle.
Le Sex Society.
22.20 Journal et Météo.
22.40 Magazine : Faut pas rêver.
Canada : de l'or au pays blanc ; URSS : la Silence des mental ; Islande : Hekla, la Porte de l'enfer.
23.35 Magazine : Minuit en France.
0.30 Magazine : Espace francophone.
1.20 Musique : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 19.30 Sport : Football.
Symphonie de Marseille-Milan A.C. Curt de final de la Coupe d'Europe des clubs champions.

- clubs champions. En direct du stade vélodrome de Marseille.
- 22.40 Flash d'informations.
22.45 Cinéma : Le Singe fou. ■
Film franco-espagnol de Fernando Trueba (1989).
Cinéma : La Race des champions. ■
Film canadien de Charles Jarrott (1985).
- LA 5**
- 20.45 Histoires vraies.
Plus fort que la nuit.
22.25 Débat : Vivre comme tout le monde.
0.00 Journal de minuit.
- M 6**
- 20.35 Téléfilm : Une mauvaise plaisanterie.
Deux adolescents jouent dangereusement avec le téléphone.
Série : Egalité.
23.05 Documentaire : La Glorie et la Balance.
L'affaire Gilles Burgo.
0.00 Six minutes d'informations.
0.05 Magazine : Dazibao.
0.10 Musique : Boulevard des clips
2.00 Rediffusions.
- LA SEPT**
- 20.59 Série : Souvenirs souvenirs.
21.00 Documentaire : Tabarka 42-87.
22.25 Cinéma d'animation : Images.
22.30 Cinéma : Les Folles Années du twist. ■■
Film algérien de Mahmoud Zemmouri (1984).

- 0.00 Court métrage : La poupée qui tousse.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Antipodes. Francophonie version belge, en direct de Bruxelles.
- 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse.
- 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Histoires fantastiques, d'après Edgar Allan Poe.
- 22.40 Les nuits magnétiques. Adolescents.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Carmen Scacchi, oratorio de Philidor, par La Grande Ecurie et la Chambre du Roy et l'Ensemble Sagittarius, dir. Jean-Claude Malgoire ; sol : Ghislaine Rappin, soprano, Sophie Fournier, mezzo-soprano, Marjorie Hill, ténor, Jean-François Gardel, baryton.
- 23.07 Poussières d'étoiles. Jazz club en direct du Topaze à Angers : Denis Badoit, piano, Simon Cato Spang-Hanssen, saxophone, Yves Torchinsky, contrebasse, François Laitreau, batterie.

Jeudi 21 mars

- TF 1**
- 15.50 Série : Le Vété.
16.45 Club Dorothée.
17.30 Série : Clips (rediff.).
18.20 Jeu : Une famille en or.
19.50 Feuilleton : Santa Barbara.
19.15 Loto sportif.
19.20 Jeu : La Roue de la fortune.
19.45 Divertissement : Le Bébête Show.
19.50 Tirage du Tac-O-Tac.
20.00 Journal, Loto sportif, Météo et Tapis vert.
- CANAL PLUS**
- 19.30 Sport : Football.
Symphonie de Marseille-Milan A.C. Curt de final de la Coupe d'Europe des clubs champions.

- Romy Schneider, Jean-Louis Trintignant.
- 22.50 Journal et Météo.
23.10 ▶ Cinéma : La Mort en direct. ■■
Film français de Bertrand Tavernier (1979).
Avec Romy Schneider, Harvey Keitel.
1.15 Magazine : Carnet de notes.
- CANAL PLUS**
- 13.30 Cinéma : L'Insoutenable Légèreté de l'être. ■■
Film américain de Philip Kaufman (1987).
Cinéma : La Fille des collines. ■
Film français de Robin Davis (1989).
18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.30
- 18.30 Ça cartoon.
18.50 Top albums.
19.20 Magazine : Nulle part ailleurs.
20.30 Cinéma : Meurtres en sous-sol. □
Film américain de Dean Crow (1987).
21.55 Flash d'informations.
22.00 Cinéma : Presidio, base militaire, San-Francisco. ■
Film américain de Peter Hyams (1989) (v.o.).
23.35 Cinéma : Lady Beware. ■■
Film américain de Karen Arthur (1987).

- 20.35 Cinéma : Affreux, sales et méchants. ■■
Film italien d'Ettore Scola (1976).
22.35 Cinéma : Le Souffle de la tempête. ■■
Film américain d'Alan J. Pakula (1979).
Avec Jane Fonda, James Caan, Jason Robards.
- 0.30 Six minutes d'informations.
0.35 Magazine : Dazibao.
- LA SEPT**
- 16.30 Documentaire : L'Oxiz Chaman.
17.25 Téléfilm : La Croisade des enfants.
19.00 Musique : Sing Loud, Play Strong. Premier Festival national de musique rock aborigène à Darwin (v.o.).
19.55 Chronique : La Dessous des cartes.
20.00 Documentaire : La Renaissance.
20.59 Série : Souvenirs souvenirs.
21.00 Théâtre : Mademoiselle Else. D'après Arthur Schnitzler.
23.00 Documentaire : Yasser Arafat.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. Sainte-Marie-des-Toits, de Bernard Mazas.
21.30 Profils perdus. Marcel Duhamel (première partie).
22.40 Les nuits magnétiques. Adolescents.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Musique : Coda. Aux sources du rap.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (en direct du Théâtre des Champs-Élysées) : Paulus, oratorio pour solistes, chœur et orchestre op. 36, de Mendelssohn, par l'Orchestre national de France, le Chœur et la Maîtrise de Radio-France, dir. Emil Tchekarov ; sol : Sheri Greenwald, soprano, Hanna Schwarz, alto, Donald George, ténor, Tom Krause, basse.
- 23.07 Poussières d'étoiles.

Du lundi au vendredi, à 9 heures, sur FRANCE-INTER
« ZAPPING »
Une émission de GILBERT DENOYAN avec ANNICK COJEAN et la collaboration de « Le Monde ».

Audience TV du 19 mars 1991

Audience instantanée, France entière 1 point = 202 000 foyers

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF 1	A 2	FR 3	CANAL +	LA 5	M 6
19 h 22	57,3	Roue fortune	McGyver	Actualité	Bande ann.	Riposte	Maison priée
19 h 45	62,8	Roue fortune	McGyver	19-20	Nulle part	Riposte	Maison priée
20 h 18	71,9	Journal	Journal	Lo classe	Nulle part	Journal	M= est servi
20 h 55	75,8	Football	Femme d'aff.	Mare Cuno	Octopussy	La ci...	Rasap...
22 h 8	68,8	Football	Femme d'aff.	Soir 3	Octopussy	La ci...	Rasap...
22 h 44	38,4	Pub	Débat	Télé rég.	Insoutenable	Pub	Le vein...

Une communication de M. Bérégovoy au conseil des ministres

Le déficit du budget de l'Etat pour 1990 a atteint 93,4 milliards de francs

Le déficit du budget de l'Etat pour 1990 a finalement atteint 93,4 milliards de francs. Ce chiffre a fait l'objet d'une communication de M. Bérégovoy au cours du conseil des ministres du mercredi 20 mars, communication portant sur l'exécution de la loi de finances pour 1990.

Le déficit de 1990 a ainsi dépassé de 3,2 milliards de francs le chiffre retenu dans la loi de finances initiale votée fin 1989 et de 2,2 milliards le déficit révisé retenu dans la loi de finances rectificative pour 1990, votée à la fin de l'année dernière. Malgré ce dépassement, l'impasse reste faible puisque limitée à 1,4 % du PIB (produit intérieur brut). Elle est même en constante décroissance par rapport aux années précédentes : 1,6 % en 1989, 2 % en 1988 et 2,3 % en 1987.

Les dépenses ont augmenté de 4,2 % l'année dernière contre

+ 4,9 % prévu dans la loi de finances initiale. Cela pour un PIB (produit intérieur brut) qui a progressé en valeur de 6 %. En réalité, la progression des dépenses a été plus forte, de l'ordre de 5 % : neuf milliards de francs de charges de la dette publique ont en effet été financées par le Fonds de soutien des rentes, dont les dépenses n'apparaissent pas dans les charges définitives de l'Etat.

Les charges de la dette ont augmenté de 16 % par rapport à 1989, soit de 18 milliards de francs. Les rémunérations de la fonction publique ont progressé de 6,5 % en masse, les aides à l'emploi de 8,9 %. Côté recettes, la progression est de 3,8 % pour les seules recettes fiscales mais de 5,2 % au total si l'on comprend les recettes non fiscales.

La levée des sanctions économiques contre l'Irak

Le conseil des ministres, réuni mercredi matin 20 mars, a entendu une communication hebdomadaire de M. Roland Dumas sur la situation internationale. M. Louis Le Pen, porte-parole du gouvernement, qui rendait compte des travaux, a indiqué que le ministre des affaires étrangères a notamment décrit la situation humanitaire en Irak « qui se détériore à grande allure ». M. Dumas a observé que cette situation « pose, à terme rapproché, la levée des sanctions économiques prises par le Conseil de sécurité à l'égard de l'Irak ».

Le ministre d'Etat, évoquant son voyage en Amérique latine, a fait part de la poursuite des conversations entre le Mexique et le Venezuela sur le problème du marché du pétrole. « Sans porter atteinte aux prérogatives de l'OPEP et de l'Agence de l'énergie, a précisé M. Dumas, il est envisagé de tenir une réunion entre pays producteurs et consommateurs ». M. Michel Rocard a rendu compte de sa participation à la conférence de l'océan

indien, ainsi que de son voyage à La Réunion. M. Le Pen, également ministre des DOM-TOM, a précisé que se tiendra à Paris au mois d'avril, pendant deux jours, une réunion rassemblant les responsables de l'île.

La protection des consommateurs

Le conseil des ministres a également approuvé la lettre rectificative au projet de loi renforçant la protection des consommateurs. M. Véronique Niezert, secrétaire d'Etat à la consommation, a expliqué que l'article premier de la loi du 10 janvier 1991 relative à la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, qui interdit de prendre en compte le prix du tabac pour le calcul des indices de prix à la consommation, ne permettrait pas d'atteindre complètement l'objectif recherché. En conséquence, elle a proposé une nouvelle rédaction qui interdit d'utiliser dans les mécanismes d'indexation les indices incluant le tabac.

Annoncé par M. Bruno Durieux

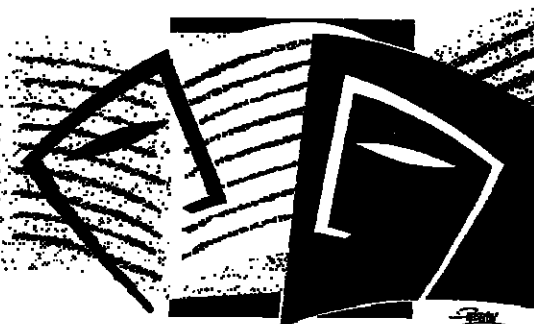
Un diplôme unique pour les infirmières à partir de 1992

M. Bruno Durieux, ministre délégué à la santé, qui inaugurerait, mercredi 20 mars, le salon infirmier européen, a annoncé une série de mesures concernant la formation des infirmières. Tout d'abord, un diplôme unique sera mis en place dès 1992. Ce diplôme permettra aux infirmières d'exercer dans tous les secteurs : soins généraux, santé mentale, secteur libéral ou hospitalier. Cette harmonisation va nécessiter une refonte totale des études et, dès septembre 1992, « les élèves infirmières seront formées grâce à un nouveau programme », a annoncé M. Bruno Durieux. Cette nouvelle formation « permettra de renforcer l'unité de la profession, de réaliser l'indispensable harmonisation européenne, mais surtout d'appréhender au

cours des études toutes les dimensions de l'être humain », a précisé le ministre. Parallèlement, une réflexion sera engagée avec le ministère de l'éducation nationale pour définir les « modules du nouveau programme qui pourraient être pris en compte par les universités pour permettre aux infirmières de poursuivre éventuellement des études universitaires ».

En matière de formation continue, une formation pour les cadres nommés à l'ancienneté sera instituée. Par ailleurs, une commission de suivi du décret de compétence relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmière sera créée pour adapter les compétences à l'évolution des techniques médicales et des pratiques infirmières.

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements : 45-55-91-82, poste 433011^e SALON
DU LIVRE
22-27 MARS 91

PARIS GRAND-PALAIS

vendredi 22 - samedi 23 - dimanche 24 : 9h 30-19h 30

lundi 25, journée professionnelle : 9h 30-19h 30

mardi 26, nocturne : 9h 30-23h - mercredi 27 : 9h 30-19h 30

tarif gratuit pour les lecteurs, bibliothécaires et enseignants

Balance de la convention médicale

La Caisse d'assurance-maladie donne le feu vert aux formules d'abonnement auprès d'un généraliste

Après bien des atermoiements, le conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS) a donné, mardi 19 mars, son aval à la formule d'abonnement auprès d'un médecin généraliste (le Monde du 9 mars). Celle-ci impose au praticien d'appliquer les honoraires conventionnels (85 francs pour une consultation), à condition que l'assuré n'ait pas recours à un de ses confrères durant une période d'un an renouvelable. Dans ce cas, il ne pourrait pas automatiquement bénéficier du tarif conventionnel.

Destinée à établir un lien de fidélisation et à décourager les prescriptions excessives sollicitées par certains patients, cette formule de « continuité des soins » doit aussi permettre de faciliter le recueil de données épidémiologiques et la prévention. Le médecin qui souscrita bénéficiera d'une indemnité de 170 francs par malade et par an, versée par la « Secu ».

Dans l'immédiat, seuls les assurés bénéficiant pour des motifs médicaux ou sociaux de la gratuité des soins n'auront rien à déboursier. A mesure que se développeront les supports de paiement magnétiques, ce qui devrait être rapide selon les signataires, les autres patients souscrivant à une formule d'abonnement bénéficieront du tiers payant. Un accord conclu entre la CNAMTS et la Fédération nationale de la mutualité française évitera aux personnes couvertes par une mutuelle d'avancer la partie des honoraires non remboursés par la Sécurité sociale (22,50 francs pour une consultation).

Le lancement de la formule d'abonnement donne en outre un nouveau souffle à la convention médicale qui fixe les rapports tarifaires entre les médecins libéraux et l'assurance-maladie. Signé en 1990 par la seule Fédération des médecins de France (FMF), ce texte prévoit des actions de médiation des dépenses de santé, qui n'ont jamais pu être véritablement engagées compte tenu de la faible implantation de l'organisation signataire. Or, le syndicat MG-France - qui ne regroupe que des généralistes et est à l'origine de la formule d'abonnement - a décidé de parapher dès le 20 mars le texte conventionnel. La CSMP, principal syndicat de médecins, hostile à un recours élargi au tiers payant, doit donner prochainement sa réponse.

JEAN-MICHEL NORMAND

(Publié)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue La Fayette (10^e) - M^e Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

SUR LE VIF

Grippe-sous

VOUS recevez un chèque accompagné d'une petite lettre à en-tête d'une société bidon : Lors de votre dernier versement, vous nous avez réglé en trop la somme de 2,29 F. Veuillez donc trouver ci-joint... Qu'est-ce que vous faites ? Ou est-ce qu'elles ont fait, les célébrités victimes d'un coup monté par *Voici* avec la malicieuse complicité de la Société générale ?

Certaines, et pas des moindres, Delon, Caroline de Monaco, Le Pen, Bouygues, Filipacchi, Serge Dassault, Johnny Hallyday ou Nadine de Rothschild, l'ont viré à leur compte. D'autres, Sultzer, Bouvard, Chirac et Fabius, se sont méfiés. Chassez par là, qui l'a renvoyé à l'expéditeur barré de la mention : Ce chèque est ridicule, gardez-le ! Giscard, lui, s'étonne en termes dictés à sa secrétaire : Je ne me souviens pas d'avoir effectué de versement à votre société. Dans ces conditions... Et Belmondo, pas regardant, se fend de 2,30 F de timbre sans compter le prix d'une carte de visite pour demander des explications : D'avance merci.

Conclusions d'un pay interrogé par les confrères : 1^o La radine-

rie, c'est un blocage au stade anal. Assis sur son pot, Harpagon junior découvre en se retenant le plaisir d'emmerder sa mère. 2^o Ça tue la libido. Un pingre préfère ce qu'il trouve dans sa cassette à ce qu'il trouve sous sa couette.

Alors, méfiez-vous et apprenez à quels signes le reconnaître. Il vous invite à dîner. Arrivé au restaurant, il a pas de monnaie pour payer le taxi. Désolé, vous non plus. Au moment de ramasser l'addition, il vous jette des regards suppliants, restez de bois et laissez-le le détailler interminablement : Garçon, s'il vous plaît, je comprends pas, à quel ça correspond ces 12 F ? Un Evian ? Ben, dites donc ! Quand on la lui ramène avec sa carte de crédit, il l'empoche subrepticement pour la passer en note de frais.

Ca y est, vous avez compris ? OK, alors proposez-lui tendrement d'aller prendre un verre : Non, chéri, pas chez moi, chez toi. Paniqué à l'idée de vous verser le bouchon d'or de sa bouteille de whisky avant de vous renverser sur une paire de draps, vous ensuite pour la laverie automatique, il va arrêter les frais, vous inquiétez pas !

La grève des cheminots perturbe fortement le trafic ferroviaire

La grève lancée par cinq syndicats de cheminots (CGT, CPDT, FO, CFTC et FGAAC) représentant 90 % du personnel, notamment des conducteurs de train, depuis le mardi 19 mars à 20 heures et jusqu'au jeudi 21 à 8 heures, a provoqué plus de perturbations que prévu dans le trafic. La direction a dû mal à assurer le programme fixé. Cette grève a pour objet de protester contre les mesures d'économie que la direction de la SNCF devait annoncer mercredi 20 au comité central d'entreprise.

Si sur les grandes lignes, un train sur quatre circulait mercredi matin, et même un train sur deux sur le TGV Paris-Lyon et vice-versa, la situation était plus difficile que prévu sur le réseau Saint-Lazare et sur Paris-Est (mais aucun sur les lignes d'Ankney et d'Esbly-Crécy), un sur cinq sur Paris-Sud-Est et le RER C, moins encore sur les lignes B et D. Toutefois, deux trains sur trois circulaient sur le réseau Montparnasse.

En province, il n'y avait pas de trafic voyageurs dans les régions de Rennes, Chambéry, Bordeaux et Toulouse, une liaison par jour sur les dessertes de Marseille et Montpellier, un train sur quatre à Lille, Amiens, Reims et Strasbourg, un sur deux à Clermont-Ferrand.

La SNCF a invité les passagers à se renseigner en appelant le (1) 45-83-50-50 ou par minitel 3615 code SNCF.

DEMAIN NOTRE SUPPLEMENT

Le Monde
DES LIVRES

CLAUDE SARRAUTE

Le pari de Téhéran

LES « retrouvailles » entre la monarchie wahhabite et le grand rival au sein du monde musulman, la République islamique, n'ont été permises que grâce à la nouvelle orientation politique des dirigeants iraniens. Téhéran semble, en effet, disposé à accepter toutes les concessions possibles en vue d'assurer le succès de l'ouverture diplomatique engagée depuis la mort de Khomeiny par le président Rafsanjani par la direction du monde arabe et de l'Occident.

Au cours des sept mois qui ont précédé la guerre du Golfe, Téhéran a su gagner progressivement la confiance des Occidentaux et de leurs alliés arabes, tout en réaffirmant le départ des forces étrangères dans la région, afin de ménager la susceptibilité des Iraniens les plus radicaux. Les Saoudiens, pour leur part, paraissent avoir oublié leurs préventions à l'égard d'une République islamique singulièrement assagie depuis deux ans. Et ils souhaitent assurer le plein succès du prochain pèlerinage au moment où Bagdad recommande aux musulmans de n'y pas participer, pour protester contre le déploiement des troupes occidentales sur la « terre sacrée » de l'Irak.

GRACE à la bonne volonté dont ils ont fait preuve à l'égard de l'Arabie saoudite et du roi Fahd - récemment encore qualifié à Téhéran de « gouverneur de l'Alabama » par le belligérant ayatollah Khatami - les Iraniens espèrent également qu'ils pourront disposer d'un stratagème auprès du groupe des huit (six pays membres du Conseil de coopération du Golfe, plus l'Egypte et la Syrie) chargé d'élaborer les arrangements de sécurité de l'après-guerre dans le Golfe.

Le grand perdant de la normalisation des relations entre Ryad et Téhéran, est à titre posthume l'imam Khomeiny, qui avait déclaré peu avant sa mort que si l'Iran pouvait un jour se réconcilier avec l'Irak, il ne pourrait jamais pardonner aux Saoudiens le « massacre » de ses pèlerins à La Mecque en 1987. L'intransigeance doctrinale de celui qui fut l'adversaire irréductible de la dynastie saoudienne et qui entendait enlever à celle-ci la tutelle des Lieux saints de La Mecque et de Médine est en train d'être lentement, mais sûrement, abandonnée par ses successeurs.

DES divergences fondamentales subsistent cependant entre les dirigeants chiites iraniens et le régime conservateur wahhabite d'Arabie saoudite. Soumis à une forte pression intérieure de la part des partisans de la ligne dure, dite de l'imam, encore majoritaire au sein de Majlis (Parlement), les dirigeants de Téhéran sont obligés de garder une certaine distance avec Ryad sous peine de voir se renforcer cette opposition qu'ils ont jusqu'à présent contenue, voire neutralisée, en lui étant tout moyen d'agir efficacement. En précipitant une « dékhoméinisation », auparavant menée avec une extrême prudence, ne risquent-ils pas de compromettre tous les succès de cette entreprise ? C'est un pari périlleux que le président Rafsanjani semble avoir accepté.

Lire page 5

l'article de JEAN GUEYRAS

Lire également

■ La levée de l'embargo sur l'Irak inquiète les entreprises françaises par YVES MAMOU page 27

■ L'emprise des Etats-Unis sur le Koweït par VÉRONIQUE MAURUS page 3

M0147 - 0322 0 - 6.00 F